

# VALDĪBAS VĒSTNESIS

Maksa par „Valdības Vēstnesi“:	
ar piesūtīšanu	bez piesūtīšanas
par: Ls	(saņemot ekspedīcijā)
1 gadu ..... 22,—	1 gadu ..... 18,—
1/2 gadu ..... 12,—	1/2 gadu ..... 10,—
3 mēn. .... 6,—	3 mēn. .... 5,—
1 „ ..... 2,—	1 „ ..... 1,70
Piesūtīt pa pastu	Par atsevišķu
un pie atkalpār-	numuru ..... 10
devējiem ..... 12	

## Latvijas valdības

Iznāk katru dienu, izņemot

Redakcija:

Rīgā, pili № 2. Tālrunis 20032  
Runas stundas no 11—12



## oficiāls laikraksts

svētdienas un svētku dienas

Kantoris un ekspedīcija:

Rīgā, pili № 1. Tālrunis 20031  
Atvērts no pulksten 9—3

## Sludinājumu maksa:

a) tiesu sludinājumi līdz 30 viensējīgām rindīnām	Ls 4,—
par katru tālāku rindīņu	—,15
b) citu iestāžu sludinājumi par katru viensējīgu rindīņu	—,20
c) no privātiem par katru viensl. rindīņu (par obligāt. sludin.)	—,25
d) par dokumentu pazaudēšanu no katras personas	—,80

Nr. 112

Piektdien, 22. maijā 1931. g.

Četrpadsmitais gads

Saeima ir pieņēmusi un Valsts Prezidents izsludina šādu likumu:

### Likums par 1927. g. 25. novembrī Vašingtonā parakstīto starptautisko radiotēlegrafa konvenciju un šai konvencijai pievienoto vispārīgo un papildu reglamentu.

1. 1927. g. 25. novembrī Vašingtonā parakstītā starptautiskā radiotēlegrafa konvencija un viņai pievienotais vispārīgais un papildu reglaments ar šo likumu pieņemti un apstiprināti.

2. Likums stājas spēkā izsludināšanas dienā. Līdz ar likumu izsludināmi 1. pantā minētā konvencija un tai pievienotie vispārīgais un papildu reglaments un to tulkojumi latviešu valodā.

3. Konvencija stājas spēkā konvencijas 23. pantā paredzētā laikā.

Likums Saeimā pieņemts 1930. g. 16. decembrī.

Rīgā, 1931. g. 22. maijā.

Valsts Prezidents A. Kviesis.

## CONVENTION RADIOTÉLEGRAPHIQUE INTERNATIONALE

conclue entre les Gouvernements de:

l'Union de l'Afrique du Sud, l'Afrique équatoriale française et autres Colonies, l'Afrique occidentale française, l'Afrique occidentale portugaise, l'Afrique orientale portugaise et les Possessions portugaises asiatiques, l'Allemagne, la République Argentine, la Fédération Australienne, l'Autriche, la Belgique, la Bolivie, le Brésil, la Bulgarie, le Canada, le Chili, la Chine, la République de Colombie, la Colonie espagnole du Golfe de Guinée, le Congo belge, Costa-Rica, Cuba, Curaçao, la Cyrénaïque, le Danemark, la République Dominicaine, l'Égypte, la République de El Salvador, l'Erythrée, l'Espagne, l'Estonie, les Etats-Unis d'Amérique, la Finlande, la France, la Grande-Bretagne, la Grèce, le Guatemala, la République d'Haïti, la République de Honduras, la Hongrie, les Indes britanniques, les Indes néerlandaises, l'Indochine française, l'Etat libre d'Irlande, l'Italie, le Japon, Chosen, Taiwan, Sakhalin japonais, le Territoire à bail du Kouangtong et le Territoire des Iles des Mers du Sud sous mandat japonais, la République de Libéria, Madagascar, le Maroc (à l'exception de la Zone espagnole), le Mexique, le Nicaragua, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, la République de Panama, le Paraguay, les Pays-Bas, le Pérou, la Perse, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovenes, le Siam, la Somalie italienne, la Suède, la Suisse, Surinam, les Territoires Syro-Libanais, la République de Saint-Marin, la Tchécoslovaquie, la Tripolitaine, la Tunisie, la Turquie, l'Uruguay et le Vénézuéla.

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays ci-dessus énumérés, s'étant réunis en Conférence à Washington, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté la Convention suivante:

Article premier.

Définitions.

Dans la présente Convention:

le terme „communication radioélectrique“ ou „radiocommunication“ s'applique à la transmission sans fil d'écrits, de signes, de signaux, d'images et de sons de toute nature, à l'aide des ondes hertziennes;

le terme „station de radiocommunication“ ou simplement „station“ désigne une station outillée pour effectuer une radiocommunication;

le terme „station fixe“ désigne une station établie à demeure et communiquant avec une ou plusieurs stations établies de la même manière;

le terme „station mobile“ désigne une station susceptible de se déplacer et qui habituellement se déplace;

le terme „station terrestre“ désigne une station autre qu'une station mobile et utilisée pour la radiocommunication avec des stations mobiles;

le terme „service mobile“ désigne le service de radiocommunication exécuté entre stations mobiles et stations terrestres et par les stations mobiles communiquant entre elles;

le terme „service international“ désigne un service de radiocommunication entre une station dans un Pays et une station dans un autre Pays, ou entre une station terrestre et une station mobile qui se trouve au delà des limites du Pays dans lequel est située la station terrestre, ou entre deux ou plusieurs stations mobiles sur ou au-dessus des hautes mers. Un service de radiocommunication intérieur ou national, qui est susceptible de causer des brouillages avec d'autres services au delà des limites du Pays dans lequel il opère, est considéré comme service international au point de vue du brouillage;

le terme „réseau général des voies de communication“ désigne l'ensemble des voies de communication télégraphiques et téléphoniques existantes, ouvertes au service public, avec fils et sans fil, à exclusion des voies de radiocommunication du service mobile;

le terme „service public“ désigne un service à l'usage du public en général;

le terme „service restreint“ désigne un service ne pouvant être utilisé que par des personnes spécifiées ou dans des buts particuliers;

le terme „correspondance publique“ désigne toute communication radioélectrique d'une station, par le fait de sa mise à la disposition du service public, doit accepter du public pour transmission;

le terme „entreprise privée“ désigne tout particulier et toute Compagnie ou Corporation qui exploite une ou plusieurs stations pour des communications radioélectriques;

le terme „radiotélégramme“ désigne un télégramme originaire ou à destination d'une station mobile, transmis, sur tout ou partie de son parcours, par des moyens radioélectriques.

Article 2.

Etendue de la Convention.

§ 1. Les Gouvernements contractants s'engagent à appliquer les dispositions de la présente Convention dans toutes les stations de radiocommunication établies

ou exploitées par les Gouvernements contractants et ouvertes au service international de la correspondance publique. Ils s'engagent également à appliquer lesdites dispositions aux services spéciaux régis par les Règlements annexés à la présente Convention.

§ 2. Ils s'engagent, en outre, à prendre ou à proposer à leurs législatures respectives les mesures nécessaires pour imposer l'observation des dispositions de la présente Convention et des Règlements y annexés, aux particuliers et entreprises privées autorisés à établir et à exploiter des stations de radiocommunication du service international ouvertes ou non à la correspondance publique.

§ 3. Les Gouvernements contractants reconnaissent le droit à deux Gouvernements contractants d'organiser entre eux des communications radioélectriques, à la seule condition de se conformer à toutes les dispositions de la présente Convention et des Règlements y annexés.

Article 3.

Intercommunication.

§ 1. (1) En ce qui concerne les communications internationales entre stations fixes, la liberté de chaque Gouvernement contractant reste entière, relativement à l'organisation du service et à la détermination des correspondances à échanger par les stations assurant ces communications.

(2) Toutefois, lorsque ces stations fixes effectuent un service international de correspondance publique, soit de Pays à Pays, soit avec des stations du service mobile, elles doivent se conformer, respectivement pour chacune de ces deux catégories de communications, aux prescriptions de la présente Convention et des Règlements y annexés.

§ 2. En ce qui regarde les communications entre stations participant au service mobil, les stations assurant ces communications sont tenues, dans les limites de leur affectation normale, d'échanger réciproquement les radiotélégrammes, sans distinction du système radioélectrique adopté par elles.

§ 3. Toutefois, afin de ne pas entraver les progrès scientifiques, les dispositions du paragraphe précédent n'empêchent pas l'emploi éventuel d'un système radioélectrique incapable de communiquer avec d'autres systèmes, pourvu que cette incapacité soit due à la nature spécifique de ce système et qu'elle ne soit pas l'effet de dispositifs adoptés uniquement en vue d'empêcher l'intercommunication.

Article 4.

Service restreint.

Nonobstant les dispositions de l'Article 3, une station de radiocommunication peut être affectée à un service international restreint de correspondance publique, déterminé par le but de la correspondance ou par d'autres circonstances, indépendantes du système employé.

Article 5.

Secret des correspondances: Signaux faux ou trompeurs.

Les Gouvernements contractants s'engagent à prendre ou à proposer à leurs législatures respectives les mesures utiles pour réprimer:

- la transmission et la réception, sans autorisation, à l'aide d'installations radioélectriques, de correspondances ayant un caractère privé;
- la divulgation du contenu ou simplement de l'existence de correspondances qui auraient pu être captées à l'aide d'installations radioélectriques;
- la publication ou l'usage, sans autorisation, de correspondances reçues à l'aide d'installations radioélectriques;
- la transmission ou la mise en circulation de signaux de détresse ou d'appels de détresse, faux ou trompeurs.

Article 6.

Instruction des contraventions.

Les Gouvernements contractants s'engagent à s'entraider dans l'instruction des contraventions aux dispositions de la présente Convention et des Règlements y annexés, ainsi que, éventuellement, dans la poursuite des personnes contrevenant à ces dispositions.

Article 7.

Connexion avec le réseau général des voies de communication.

Chacun des Gouvernements contractants s'engage à prendre les mesures utiles pour que les stations terrestres établies sur son territoire et ouvertes au service international de la correspondance publique soient reliées au réseau général des voies de communication ou tout au moins à prendre des dispositions en vue d'assurer les échanges rapides et directs entre ces stations et le réseau général des voies de communication.

Article 8.

Echange d'informations relatives aux stations et au service.

Les Gouvernements contractants se donnent mutuellement connaissance, par l'intermédiaire du Bureau international de l'Union télégraphique, des noms des stations ouvertes au service international de la correspondance publique et des stations assurant des services spéciaux régis par les Règlements annexés à la présente Convention, ainsi que de toutes les indications propres à faciliter et à accélérer les échanges radioélectriques.

Article 9.

Dispositifs spéciaux.

Chacun des Gouvernements contractants se réserve la faculté de prescrire ou d'admettre que, dans les stations visées à l'Article 8, indépendamment de l'installation dont les indications sont publiées par application de cet Article, d'autres dispositifs soient établis et exploités en vue d'une transmission radioélectrique spéciale, sans que les détails de ces dispositifs soient publiés.

Article 10.

Conditions imposées aux stations. Interférences.

§ 1. Les stations visées à l'Article 2 doivent, autant que possible, être établies et exploitées dans les meilleures conditions que la pratique du service aura fait connaître et être maintenues au niveau des progrès scientifiques et techniques.

§ 2. Toutes les stations, quel que soit leur objet, doivent, autant que possible, être établies et exploitées de manière à ne pas troubler les communications ou services radioélectriques des autres Gouvernements contractants et des particuliers ou des entreprises privées autorisés par ces Gouvernements contractants à effectuer un service public de radiocommunication.



## Article 11.

## Priorité pour les appels de détresse.

Les stations participant au service mobile sont obligées d'accepter par priorité absolue les appels de détresse, quelle qu'en soit la provenance, de répondre de même à ces appels et d'y donner la suite qu'ils comportent.

## Article 12.

## Taxes.

Les taxes applicables aux radiotélégrammes et les divers cas dans lesquels ceux-ci bénéficient de la franchise radioélectrique sont établis conformément aux dispositions des Règlements annexés à la présente Convention.

## Article 13.

## Règlements. Conférences.

§ 1. Les dispositions de la présente Convention sont complétées par:

1<sup>o</sup> un Règlement général qui a la même valeur et entre en vigueur en même temps que la Convention;

2<sup>o</sup> un Règlement additionnel qui engage seulement les Gouvernements qui l'ont signé.

§ 2. Les prescriptions de la présente Convention et des Règlements y annexés sont révisées par des Conférences de Plénipotentiaires des Gouvernements contractants, chaque Conférence fixant elle-même le lieu et l'époque de la réunion suivante.

§ 3. Avant toute délibération, chaque Conférence établit un Règlement intérieur, indiquant dans quelles conditions sont organisés et conduits les débats.

## Article 14.

## Arrangements particuliers.

Les Gouvernements contractants se réservent, pour eux-mêmes et pour les entreprises privées dûment autorisées à cet effet, par eux, la faculté de conclure des arrangements particuliers, sur les points du service qui n'intéressent pas la généralité des Gouvernements. Toutefois, ces arrangements devront rester dans les limites de la Convention et des Règlements y annexés, pour ce qui concerne les brouillages que leur mise à exécution serait susceptible de produire dans les services des autres Pays.

## Article 15.

## Suspension du service.

Chaque Gouvernement se réserve la faculté de suspendre le service international de radiocommunication pour un temps indéterminé, s'il le juge nécessaire, soit d'une manière générale, soit seulement pour certaines relations et/ou pour certaines natures de radiocommunications, à charge pour lui d'en aviser immédiatement chacun des autres Gouvernements contractants par l'intermédiaire du Bureau international de l'Union télégraphique.

## Article 16.

## Bureau international.

§ 1. Le Bureau international de l'Union télégraphique est chargé de réunir, de coordonner et de publier les renseignements de toute nature relatifs aux services radioélectriques, d'instruire les demandes de modification à la Convention et aux Règlements y annexés, de faire promulguer les changements adoptés et, en général, de procéder à tous les travaux administratifs dont il serait saisi dans l'intérêt des services radioélectriques internationaux.

§ 2. Les frais résultant de ces attributions sont supportés par tous les Gouvernements contractants, dans la proportion fixée par le Règlement général.

## Article 17.

## Comité consultatif international technique des communications radio-électriques.

§ 1. Un Comité consultatif international technique des communications radio-électriques est institué en vue d'étudier les questions techniques et connexes, afférentes à ces communications.

§ 2. Sa composition, ses attributions et son fonctionnement sont définis dans le Règlement général annexé à la présente Convention.

## Article 18.

## Relations avec les stations des Pays non-contractants.

§ 1. Chacun des Gouvernements contractants se réserve la faculté de fixer les conditions dans lesquelles il admet les télégrammes ou radiotélégrammes en provenance ou à destination d'une station qui n'est pas soumise aux dispositions de la présente Convention.

§ 2. Si un télégramme ou un radiotélégramme est admis, il doit être transmis, et les taxes ordinaires doivent lui être appliquées.

## Article 19.

## Adhésions.

§ 1. (1) Les Gouvernements qui n'ont point pris part à la présente Convention sont admis à y adhérer sur leur demande.

(2) Cette adhésion est notifiée par la voie diplomatique à celui des Gouvernements contractants au sein duquel la dernière Conférence a été tenue et par celui-ci à tous les autres.

(3) Elle emporte de plein droit accession à toutes les clauses de la présente Convention et admission à tous les avantages y stipulés.

§ 2. (1) L'adhésion à la Convention du Gouvernement d'un Pays ayant des Colonies, Protectorats ou Territoires sous souveraineté ou mandat ne comporte pas l'adhésion de ces Colonies, Protectorats ou Territoires sous souveraineté ou mandat, à moins d'une déclaration à cet effet de la part dudit Gouvernement.

(2) L'ensemble de ces Colonies, Protectorats ou Territoires sous souveraineté ou mandat, ou chacun d'eux séparément, peut faire l'objet d'une adhésion distincte ou d'une dénonciation distincte dans les conditions prévues au présent Article et à l'Article 23.

## Article 20.

## Arbitrage.

§ 1. En cas de dissentiment entre deux Gouvernements contractants, relativement à l'interprétation ou à l'exécution soit de la présente Convention, soit des Règlements prévus par l'Article 13, la question doit, à la demande de l'un de ces Gouvernements, être soumise à un jugement arbitral. A cet effet, chacun des Gouvernements en cause en choisit un autre, non intéressé dans la question.

§ 2. Si l'accord entre les deux arbitres ne peut être obtenu, ceux-ci s'adjoignent un autre Gouvernement contractant également désintéressé dans le différend. A défaut, pour les deux arbitres, de s'entendre concernant le choix de ce troisième Gouvernement, chaque arbitre propose un Gouvernement contractant désintéressé dans le conflit; il est tiré au sort entre les Gouvernements proposés. Le tirage au sort appartient au Gouvernement sur le territoire duquel fonctionne le Bureau international mentionné à l'Article 16. La décision des arbitres est prise à la majorité des voix.

## Article 21.

## Echange de lois et de textes réglementaires.

Les Gouvernements contractants se communiquent, s'ils le jugent utile, par l'intermédiaire du Bureau international de l'Union télégraphique, les lois et les textes réglementaires qui auraient déjà été promulgués ou qui viendraient à l'être, dans leurs Pays, relativement à l'objet de la présente Convention.

## Article 22.

## Installations navales et militaires.

§ 1. Les Gouvernements contractants conservent leur entière liberté relativement aux installations radioélectriques non prévues à l'Article 2 et, notamment, aux installations navales et militaires.

§ 2. Toutes ces installations et stations doivent, autant que possible, observer les dispositions réglementaires relatives aux secours à prêter en cas de détresse et aux mesures à prendre pour empêcher le brouillage. Elles doivent aussi, autant que possible, observer les dispositions réglementaires en ce qui concerne les types d'ondes et les fréquences à utiliser, selon le genre de service que lesdites stations assurent.

§ 3. Toutefois, lorsque ces installations et stations font un échange de correspondance publique ou participent aux services spéciaux régis par les Règlements annexés à la présente Convention, elles doivent se conformer, en général, aux prescriptions réglementaires pour l'exécution de ces services.

## Article 23.

## Mise à exécution, durée et dénonciation.

§ 1. La présente Convention sera mise à exécution à partir du 1<sup>er</sup> Janvier 1929; elle demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé et jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où la dénonciation en sera faite.

§ 2. La dénonciation ne produit son effet qu'à l'égard du Gouvernement au nom duquel elle a été faite. Pour les autres Gouvernements contractants, la Convention reste en vigueur.

## Article 24.

## Ratification.

§ 1. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront déposées à Washington dans le plus bref délai possible.

§ 2. Dans le cas où un ou plusieurs des Gouvernements contractants ne ratifieraient pas la Convention, celle-ci n'en sera pas moins valable pour les Gouvernements qui l'auront ratifiée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la Convention en un exemplaire qui restera déposé aux archives du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et dont une copie sera remise à chaque Gouvernement.

Fait à Washington, le 25 Novembre 1927.

Pour l'Union de l'Afrique du Sud:	H. J. LENTON, W. F. C. MORTON.	Pour le Costa-Rica:	J. Rafael OREAMUNO.
Pour l'Afrique équatoriale française et autres Colonies:	CASSAGNAC.	Pour le Cuba:	L. ALBURQUERQUE, Gonzalo GÜELL, Luis Marino PÉREZ.
Pour l'Afrique occidentale française:	CASSAGNAC.	Pour le Curaçao:	G. SCHOTEL.
Pour l'Afrique occidentale portugaise:	Arnoldo de PAIVA CARVALHO.	Pour le Cyrénaïque:	Paolo ZONTA.
Pour l'Afrique orientale portugaise et les Possessions portugaises asiatiques:	Mario Corrêa BARATA DA CRUZ.	Pour le Danemark:	T. G. KRARUP, C. WAMBERG.
Pour l'Allemagne:	Otto ARENDT, Hermann GIES, H. HARBICH, Arthur WERNER, Günther SUADICANI, E. L. BAER.	Pour la République Dominicaine:	M. L. VASQUEZ G.
Pour la République Argentine:	Felipe A. ESPIL, Luis F. ORLANDINI, Francisco LAJOUS.	Pour l'Égypte:	Horace MAYNE, Aly IBRAHIM.
Pour la Fédération Australienne:	H. P. BROWN.	Pour l'Érythrée:	Cesare BARDELONI.
Pour l'Autriche:	Dr. Maximilian HARTWICH, Eng. Hans PFEUFFER.	Pour l'Espagne:	Mariano AMOEDO, Antonio NIETO, Adolfo H. de SOLÁS, Jose SASTRE.
Pour la Belgique:	J. PIERART, GOLDSCHMIDT, G. VINCENT.	Pour l'Estonie:	G. JALLA JAS.
Pour la Bolivie:	Geo. de la BARRA.	Pour les Etats-Unis d'Amérique:	Herbert HOOVER, Stephen DAVIS, James E. WATSON, E. D. SMITH, Wallace H. WHITE, Jr., W. R. CASTLE, Jr., William Roy VALLANCE, C. McK. SALTZMAN, Thos. T. CRAVEN, W. D. TERRELL, Owen D. YOUNG, Samuel REBER, J. Beaver WHITE, Arthur E. KENNELLY.
Pour le Brésil:	P. Coelho de ALMEIDA, Frederico VILLAR, Manuel F. SIMÕES AYRES.	Pour la Finlande:	L. ASTRÖM.
Pour la Bulgarie:	St. BISSEROFF.	Pour la France:	L. BOULANGER.
Pour le Canada:	A. JOHNSTON, Laurent BEAUDRY, C. P. EDWARDS, W. Arthur STEEL.	Pour la Grande-Bretagne:	T. F. PURVES, J. Joyce BRODERICK, F. W. PHILLIPS, F. W. HOME, L. F. BLANDY, Air Commodore, C. H. BOYD, A. Lesslie HARRIS.
Pour le Chili:	I. HOLGER T.	Pour la Grèce:	Th. PENTHEROUDAKIS.
Pour la Chine:	CHIN CHUN WANG, CHANG-HSUAN, HING GING Y. LEE, TI-CHING WU.	Pour le Guatemala:	J. MONTANO N.
Pour la République de Colombie:	Enrique OLAYA H.	Pour la République de Haïti:	Raoul LIZAIRE.
Pour la Colonies espagnole du Golfe de Guinée:	Adolpho H. de SOLÁS.	Pour la République de Honduras:	Luis BOGRÁN.
Pour le Congo belge:	J. PIERART, G. VINCENT, Robert GOLDSCHMIDT.		



- |   |   |
|---|---|
| Pour la Hongrie:<br>Bernard de PASKAY.  | Pour les Pays-Bas:<br>G. J. HOFKER,<br>J. A. BLAND van den BERG,<br>W. KRUIJT,<br>E. F. W. VÖLTER,<br>WARNSINCK |
| Pour les Indes britanniques:<br>P. J. EDMUNDS,<br>P. N. MITRA.  | Pour le Pérou:<br>A. GONZALES-PRADA.  |
| Pour les Indes néerlandaises:<br>G. C. HOLTZAPPEL,<br>WARNSINCK,<br>G. SCHOTEL,<br>van DOOREN.  | Pour la Perse:<br>D. MEFTAN (en referendum).  |
| Pour l'Indochine française:<br>G. JULLIEN.  | Pour la Pologne:<br>Eugène STALLINGER.  |
| Pour l'Etat libre d'Irlande:<br>P. S. MacCATHMHAOIL,<br>T. S. O'MUINEACHAIN.  | Pour le Portugal:<br>José de LIZ FERREIRA Junior.   |
| Pour l'Italie:<br>Guiseppe GNEME,<br>Giacomo BARBERA,<br>Gino MONTEFINALE.  | Pour la Roumanie:<br>G. CRETZIANO (ad referendum).  |
| Pour le Japon, Chosen, Taiwan, Sakhalin japonais, le Territoire à bail du Kouang-toung et le Territoire des Iles des Mers du Sud sous mandat japonais:<br>S. SAWADA,<br>N. MORITA,<br>K. NISHIZAKI,<br>I. YAMAMOTO,<br>Sannosuke INADA,<br>T. USHIZAWA,<br>T. NAKAGAMI. | Pour la République de El Salvador:<br>Francisco A. LIMA.  |
| Pour la République de Libéria:<br>Ernest LYON,<br>Sujet à la ratification du Sénat.   | Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes:<br>V. ANTONIÉVICH.   |
| Pour le Madagascar:<br>G. JULLIEN.  | Pour le Siam:<br>Nides VIRAJAKICH.  |
| Pour le Maroc (à l'exception de la zone espagnole):<br>Frederic KNOBEL.   | Pour la Somalie italienne:<br>Valerio DELLA CAMPANA.  |
| Pour le Mexique:<br>Pedro N. COTA,<br>Juan B. SALDAÑA.  | Pour la Suède:<br>HAMILTON,<br>LITSTRÖM,<br>LEMOINE.  |
| Pour le Nicaragua:<br>Manuel ZAVALA.  | Pour la Suisse:<br>E. NUSSBAUM.   |
| Pour la Norvège:<br>N. NICKELSEN,<br>Harrod PETERSEN,<br>P. TENNFJORD,<br>J. J. LARSEN.   | Pour le Surinam:<br>G. SCHOTEL.   |
| Pour la Nouvelle Zélande:<br>A. GIBBS.  | Pour les Territoires Syro-Libanais:<br>Frederic KNOBEL.   |
| Pour la République de Panama:<br>R. J. ALFARGO.   | Pour la République de Saint-Marin:<br>Frn. FERRARI.   |
| Pour le Paraguay:<br>Juan Vicente RAMÍRIZ   | Pour la Tchécoslovaquie:<br>Dr. Otto KUČERA,<br>Eng. STRNAD.  |
|   | Pour la Tripolitaine:<br>Settimio AURINI.   |
|   | Pour la Tunisie:<br>Frederic KNOBEL.  |
|   | Pour la Turquie:<br>J. A. BLAND van den BERG.   |
|   | Pour l'Uruguay:<br>VARELA.  |
|   | Pour le Vénézuéla:<br>Luis CHURION.   |

**Règlement général annexé à la Convention radiotélégraphique internationale.**

Article premier.  
Définitions.

Dans le présent Règlement, complémentirement aux définitions mentionnées à l'Article premier de la Convention:

- le terme „station mobile“ désigne une station mobile quelconque;
- le terme „stations mobiles“ désigne l'ensemble des stations mobiles, quel que soit leur emplacement;
- le terme „station de bord“ désigne une station placée à bord d'un navire qui n'est pas amarré en permanence;
- le terme „station d'aéronef“ désigne une station placée à bord d'un aéronef;
- le terme „station côtière“ désigne une station terrestre affectée aux communications avec les stations de bord. Ce peut être une station fixe affectée aussi aux communications avec les stations de bord; elle n'est alors considérée comme station côtière que pendant la durée de son service avec les stations de bord;
- le terme „station aéronautique“ désigne une station terrestre affectée aux communications avec les stations d'aéronef. Ce peut être une station fixe affectée aussi aux communications avec les stations d'aéronef; elle n'est alors considérée comme station aéronautique que pendant la durée de son service avec les stations d'aéronef;
- le terme „station“ désigne une station quelconque, sans égard pour son affectation;
- le terme „station terrestre“ a une signification générale; il est utilisé quand les relations envisagées portent en même temps sur les communications avec les stations de bord, sur les communications avec les stations d'aéronef et sur les communications avec d'autres stations mobiles quelconques. Il désigne alors tout à la fois une station côtière pour ce qui est des communications avec les stations de bord, une station aéronautique pour ce qui est des communications avec les stations d'aéronef, et une station sur terre ferme quelconque destinée aux communications avec les autres stations mobiles quelconques;
- le terme „service de radiodiffusion“ désigne un service assurant la diffusion de communications radiotéléphoniques destinées à être reçues par le public, directement ou par l'intermédiaire de stations-relais;
- le terme „service fixe“ désigne un service assurant des communications radio-électriques de toute nature entre points fixes, à l'exclusion du service de radiodiffusion et des services spéciaux;
- le terme „service mobile“ désigne un service de radiocommunication exécuté entre stations mobiles et stations terrestres et par les stations mobiles communiquant entre elles, à l'exclusion des services spéciaux;
- le terme „service spéciaux“ désigne les services de radiophares, de radiogoniométrie, les émissions de signaux horaires, d'avis aux navigateurs, d'ondes étalonnées, les émissions destinées à des buts scientifiques, etc.;

le terme „radiophare“ désigne une station spéciale dont les émissions sont destinées à permettre à une station de réception de déterminer son relèvement, ou une direction, par rapport au radiophare;

le terme „station radiogoniométrique“ désigne une station pourvue d'appareils spéciaux, destinés à déterminer la direction des émissions d'autres stations;

le terme „station de radiodiffusion“ désigne une station utilisée pour la diffusion des émissions radiotéléphoniques destinées à être reçues par le public;

le terme „station expérimentale privée“ désigne <sup>10</sup> une station privée destinée à des expériences en vue du développement de la technique ou de la science radioélectrique, <sup>20</sup> une station utilisée par un „amateur“, c'est-à-dire par une personne dûment autorisée, s'intéressant à la technique radioélectrique dans un but uniquement personnel et sans intérêt pécuniaire;

le terme „Administration“ désigne une Administration gouvernementale.

Article 2.  
Licence.

- § 1. Aucune station radioélectrique émettrice ne pourra être établie ou exploitée par un particulier ou par une entreprise privée, sans licence spéciale délivrée par le Gouvernement du Pays dont relève la station en question.
- § 2. Le titulaire d'une licence doit s'engager à garder le secret des correspondances, tant au point de vue télégraphique que téléphonique. En outre, il doit résulter de la licence qu'il est interdit de capter les correspondances radioélectriques autres que celles que la station est autorisée à recevoir et que, dans le cas où de telles correspondances sont involontairement reçues, elles ne doivent être ni reproduites par écrit, ni communiquées à des tiers, ni utilisées dans un but quelconque.
- § 3. Afin de faciliter la vérification des licences, il est recommandé d'ajouter, s'il y a lieu, au texte rédigé dans la langue nationale, une traduction de ce texte en une langue dont l'usage est très répandu dans les relations internationales.

Article 3.

Choix et étalonnage des appareils.

- § 1. Le choix des appareils et des dispositifs radioélectriques à employer par une station est libre, à condition que les ondes émises soient conformes aux stipulations de ce Règlement.
- § 2. (1) Les Administrations doivent prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que les fréquencesmètres (ondemètres) employés pour le réglage des appareils de transmission soient étalonnés d'une façon aussi précise que possible, par comparaison avec leurs instruments-étalons nationaux.
- (2) En cas de contestation internationale, les comparaisons sont faites par une méthode de mesure absolue des fréquences.

Article 4.

Classification et emploi des émissions radioélectriques.

- § 1. (1) Les émissions radioélectriques sont réparties en deux classes:
  - A. Ondes entretenues,
  - B. Ondes amorties,
 définies comme suit:
  - Classe A: Ondes dont les oscillations successives sont identiques en régime permanent.
  - Classe B: Ondes composées de trains successifs dans lesquels l'amplitude des oscillations, après avoir atteint un maximum, décroît ensuite graduellement.
 (2) Les ondes de la Classe A comprennent les types ci-après, qui sont définis comme suit:
  - Type A 1: Ondes entretenues non modulées. Ondes entretenues dont l'amplitude ou la fréquence varie sous l'effet d'une manipulation télégraphique.
  - Type A 2: Ondes entretenues modulées à fréquence audible. Ondes entretenues dont l'amplitude ou la fréquence varie suivant une loi périodique de fréquence audible combinée avec une manipulation télégraphique.
  - Type A 3: Ondes entretenues modulées par la parole ou par la musique. Ondes entretenues dont l'amplitude ou la fréquence varie suivant les vibrations caractéristiques de la parole ou de la musique.
 (3) La classification qui précède, en ondes A 1, A 2 et A 3, n'empêche pas l'emploi, dans des conditions fixées par les Administrations intéressées, d'ondes modulées et/ou manipulées, par des procédés ne rentrant pas dans les définitions des types A 1, A 2 et A 3.
- (4) Ces définitions ne sont pas relatives aux systèmes des appareils d'émission.
- (5) Les ondes seront désignées en premier lieu par leur fréquence en kilocycles par seconde (kc/s). A la suite de cette désignation sera indiquée, entre parenthèses, la longueur approximative en mètres. Dans le présent Règlement, la valeur approximative de la longueur d'onde en mètres est le quotient de la division du nombre 300000 par la fréquence exprimée en kilocycles par seconde.

§ 2. Les ondes émises par une station doivent être maintenues à la fréquence autorisée, aussi exactement que le permet l'état de la technique, et leur rayonnement doit être aussi exempt qu'il est pratiquement possible de toute émission qui n'est pas essentielle au type de la communication effectuée.

§ 3. Les Administrations intéressées fixent la tolérance admissible pour l'écart entre la fréquence moyenne des émissions et la fréquence notifiée; elles s'efforcent de profiter des progrès de la technique, pour réduire progressivement cette tolérance.

§ 4. La largeur d'une bande de fréquences occupée par l'émission d'une station doit répondre raisonnablement aux progrès techniques, pour le type de communication dont il s'agit.

§ 5. Dans le cas où des bandes de fréquences sont attribuées à un service déterminé, les stations de ce service doivent employer des fréquences suffisamment éloignées des limites de ces bandes, pour ne pas produire de brouillage nuisible dans le travail des stations appartenant aux services auxquels sont attribuées les bandes de fréquences immédiatement voisines.

Article 5.

Distribution et emploi des fréquences (longueurs d'onde) et des types d'émission.

- § 1. Les administrations des Pays contractants peuvent attribuer une fréquence quelconque et un type d'ondes quelconque à toute station radioélectrique sous leur autorité à la seule condition qu'il n'en résulte pas de brouillages avec un service quelconque d'un autre Pays.
- § 2. Toutefois, ces Administrations sont d'accord pour attribuer, aux stations qui, en raison de leur nature même, sont supposées capables de causer de sérieux brouillages internationaux, des fréquences et des types d'ondes en conformité avec les règles de répartition et d'emploi des ondes, telles qu'elles sont indiquées ci-dessous.
- § 3. Les Administrations sont aussi d'accord pour considérer le tableau de répartition des bandes de fréquences (voir § 7) comme un guide donnant, pour les différents services, les limites devant être respectées pour toutes les stations nouvelles et auxquelles devront être adaptées toutes les stations existantes, dans un délai aussi court qu'il sera pratiquement possible de l'obtenir, sans diminuer la qualité du service que ces stations existantes assurent, et compte tenu de l'état actuel de leurs installations.



§ 4. Cependant, les fréquences de toutes les stations de radiodiffusion travaillant actuellement avec des fréquences inférieures à 300 kc/s (longueurs d'onde supérieures à 1000 m) devront, en principe, être ramenées, au plus tard un an après la mise en vigueur du présent Règlement, soit dans la bande comprise entre 160 et 224 kc/s (longueurs d'onde 1875 à 1340 m) soit dans la bande comprise entre 550 et 1500 kc/s (longueurs d'onde 545 à 200 m).

§ 5. Aucune nouvelle station de radiodiffusion ne sera autorisée à travailler dans la bande de fréquences comprise entre 160 et 224 kc/s (longueurs d'onde 1875 à 1340 m), à moins qu'il n'en résulte pas d'inconvénient pour les services de radiocommunication existants, y compris les services de radiodiffusion effectués par les stations qui utilisent déjà des fréquences entrant dans ladite bande, et les stations dont les fréquences seraient ramenées à l'intérieur de cette même bande, par application des dispositions du § 4 ci-dessus.

§ 6. La puissance des stations de radiodiffusion existantes qui utilisent des fréquences inférieures à 300 kc/s (longueurs d'onde supérieures à 1000 m) ne doit pas être augmentée, à moins qu'il n'en résulte pas d'inconvénient pour les services de radiocommunication existants.

§ 7. Le tableau ci-contre donne la répartition des fréquences (longueurs d'onde approximatives) entre les divers services.

§ 8. (1) L'usage des ondes du type B d'une fréquence inférieure à 375 kc/s (longueur d'onde supérieure à 800 m) sera interdit à partir du 1er Janvier 1930, sous réserve des dispositions du § 1 du présent Article, et sauf pour les stations terrestres existantes.

(2) Aucune nouvelle installation d'émetteurs d'ondes du type B ne pourra être faite sur des navires ou des aéronefs à partir du 1er Janvier 1930, sauf quand ces émetteurs, travaillant à pleine puissance, dépenseront moins de 300 watts mesurés à l'entrée du transformateur d'alimentation à fréquence audible.

(3) L'usage des ondes du type B de toutes fréquences sera interdit à partir du 1er Janvier 1940, sauf pour les émetteurs remplissant les conditions de puissance indiquées en (2) ci-dessus.

(4) Aucune nouvelle installation d'émetteurs du type B ne pourra être faite désormais dans une station terrestre ou fixe. Les ondes de ce type seront interdites dans toutes les stations terrestres à partir du 1er Janvier 1935.

§ 9. L'emploi du type d'ondes A 3 n'est pas autorisé entre 100 et 160 kc/s (3000 et 1875 m).

§ 10. L'emploi du type d'ondes A 2 n'est pas autorisé entre 100 et 150 kc/s (3000 et 2000 m), sauf dans la bande 100 à 125 kc/s (3000 à 2400 m) pour les signaux horaires exclusivement.

§ 11. Dans la bande 460 à 550 kc/s (650 à 545 m) aucun type d'émission susceptible de rendre inopérants les signaux de détresse, d'alarme, de sécurité ou d'urgence, émis sur 500 kc/s (600 m), n'est autorisé.

§ 12. En principe, toute station qui assure un service entre points fixes sur une onde de fréquence inférieure à 110 kc/s (longueur d'onde supérieure à 2725 m) doit employer une seule fréquence, choisie parmi les bandes attribuées audit service (§ 7 ci-dessus), pour chacun des émetteurs qu'elle comporte, susceptibles de fonctionner simultanément. Il n'est pas permis à une station de faire usage, pour un service entre points fixes, d'une fréquence autre que celle attribuée comme il est dit ci-dessus.

§ 13. En principe, les stations emploient les mêmes fréquences et les mêmes types d'émission pour les transmissions de messages par la méthode unilatérale que pour leur service normal. Toutefois, des arrangements régionaux peuvent être réalisés, en vue de dispenser les stations intéressées de se soumettre à cette règle.

§ 14. Afin de faciliter l'échange des messages météorologiques synoptiques, dans les régions européennes, deux fréquences entre 37,5 et 100 kc/s (longueurs d'onde entre 8000 et 3000 m) seront attribuées à ce service par des arrangements régionaux.

§ 15. Pour faciliter la transmission et la distribution rapides des renseignements utiles à la découverte des crimes et à la poursuite des criminels, une fréquence entre 37,5 et 100 kc/s (longueur d'onde entre 8000 et 3000 m) sera réservée, pour cet objet, par des arrangements régionaux.

§ 16. (1) Les fréquences assignées par les Administrations à toutes nouvelles stations fixes, terrestres ou de radiodiffusion dont elles ont autorisé ou entrepris l'installation doivent être choisies de manière à éviter, autant qu'il est possible, de brouiller les services internationaux effectués par les stations existantes, dont les fréquences ont déjà été notifiées au Bureau international. Dans le cas d'un changement de la fréquence d'une station existante fixe, terrestre ou de radiodiffusion, la nouvelle fréquence assignée à cette station doit satisfaire à la condition mentionnée ci-dessus.

(2) Les Gouvernements intéressés s'entendent, en cas de besoin, pour la fixation des ondes à attribuer aux stations dont il s'agit ainsi que pour la détermination des conditions d'emploi des ondes ainsi attribuées. Si aucun arrangement en vue d'éviter les brouillages ne peut être réalisé, les prescriptions de l'Article 20 de la Convention peuvent être appliquées.

§ 17. (1) Chaque Administration avise promptement le Bureau international, lorsqu'elle décide ou autorise l'établissement d'une station de radiocommunication dont l'exploitation nécessite l'attribution, en vue d'un service régulier, d'une fréquence déterminée, inférieure à 37,5 kc/s (d'une longueur d'onde supérieure à 8000 m), dans le cas où l'emploi de cette fréquence pourrait causer des brouillages internationaux sur des régions étendues. Cet avis doit parvenir au Bureau international quatre mois avant la construction de la station envisagée, de manière à permettre de régler les objections qu'une quelconque des Administrations pourrait soulever contre l'adoption de la fréquence proposée.

(2) Dans le cas d'une station fixe à ondes courtes, destinée à effectuer un service régulier et dont le rayonnement serait susceptible de causer des brouillages internationaux, l'Administration intéressée doit, en règle générale, avant l'achèvement de la station et en tout cas avant qu'elle soit ouverte au service, notifier au Bureau international la fréquence assignée à cette station.

(3) Une telle notification n'est faite, toutefois, que lorsque l'Administration intéressée a acquis la certitude que le service dont il s'agit pourra être établi dans un délai raisonnable.

§ 18. (1) Chaque Administration peut attribuer aux stations d'amateurs des fréquences choisies dans les bandes allouées aux amateurs, dans le tableau de répartition (§ 7 ci-dessus).

(2) La puissance maximum que ces stations peuvent utiliser est fixée par les Administrations intéressées, en tenant compte des qualités techniques des opérateurs et des conditions dans lesquelles lesdites stations doivent travailler.

(3) Toutes les règles générales fixées dans la Convention et dans ce Règlement s'appliquent aux stations d'amateurs. En particulier, la fréquence des ondes émises doit être aussi constante et aussi exempte d'harmoniques que l'état de la technique le permet.

(4) Au cours de leurs émissions, ces stations doivent transmettre leur indicatif d'appel à de courts intervalles.

Fréquences en kilocycles-seconde (kc/s)	Longueurs d'onde approximatives en mètres (m)	Services
10-100	30000-3000	Services fixes.
100-110	3000-2725	Services fixes et services mobiles.
110-125	2725-2400	Services mobiles.
125-150 <sup>1)</sup>	2400-2000 <sup>1)</sup>	Services mobiles maritimes ouverts à la correspondance publique exclusivement.
150-160	2000-1875	Services mobiles. a) Radiodiffusion. b) Services fixes. c) Services mobiles. Les conditions d'utilisation de cette bande sont soumises aux arrangements régionaux suivants: Toutes les régions où existent déjà des stations de radiodiffusion travaillant sur des fréquences inférieures à 300 kc/s (supérieures à 1000 m). } radiodiffusion. Autres régions { Services fixes. Services mobiles. Les arrangements régionaux respecteront les droits des autres régions dans cette bande.
160-194	1875-1550	a) Services mobiles. b) Services fixes. c) Radiodiffusion. Les conditions d'utilisation de cette bande sont soumises aux arrangements régionaux suivants: a) Services mobiles aériens exclusivement. b) Services fixes aériens exclusivement. c) Dans la bande 250-285 kc/s (1200-1050 m) Services fixes non ouverts à la correspondance publique. d) Radiodiffusion dans la bande 194-224 kc/s (1550-1340 m). Europe Autres régions { a) Services mobiles, à l'exclusion des stations commerciales de bord. b) Services fixes aériens exclusivement. c) Services fixes non ouverts à la correspondance publique.
194-285	1550-1050	Radiophares. Services mobiles aériens exclusivement. Services mobiles non ouverts à la correspondance publique. a) Radiogoniométrie. b) Services mobiles, à condition de ne pas brouiller la radiogoniométrie. Services mobiles. Services mobiles (à l'exclusion des ondes amorties et de la radiotéléphonie). Services mobiles (Détresse, appel, etc.). Services mobiles non ouverts à la correspondance publique (à l'exclusion des ondes amorties et de la radiotéléphonie). Radiodiffusion. a) Radiodiffusion. b) Services mobiles maritimes, ondes de 1365 kc/s (220 m) exclusivement. Services mobiles. Services fixes. Amateurs. Services mobiles et services fixes. Services mobiles. Services fixes. Services mobiles et services fixes. Services mobiles. Services fixes. Amateurs. Services mobiles et services fixes. Services mobiles. Services fixes. Radiodiffusion. Services mobiles. Amateurs. Services fixes. Services mobiles. Services mobiles et services fixes. Services fixes. Radiodiffusion. Services mobiles. Services fixes. Amateurs. Services fixes. Radiodiffusion. Services fixes. Services mobiles. Services mobiles et services fixes. Non réservé. Amateurs et expériences. Non réservé. Amateurs et expériences. Non réservé.
285-315	1050-950	
315-350 <sup>2)</sup>	950-850 <sup>2)</sup>	
350-360	850-830	
360-390	830-770	
390-460	770-650	
460-485	650-620	
485-515 <sup>3)</sup>	620-580 <sup>3)</sup>	
515-550	580-545	
550-1300 <sup>4)</sup>	545-230 <sup>4)</sup>	
1300-1500	230-200	
1500-1715	200-175	
1715-2000	175-150	
2000-2250	150-133	
2250-2750	133-109	
2750-2850	109-105	
2850-3500	105-85	
3500-4000	85-75	
4000-5500	75-54	
5500-5700	54-52,7	
5700-6000	52,7-50	
6000-6150	50-48,8	
6150-6675	48,8-45	
6675-7000	45-42,8	
7000-7300	42,8-41	
7300-8200	41-36,6	
8200-8550	36,6-35,1	
8550-8900	35,1-33,7	
8900-9500	33,7-31,6	
9500-9600	31,6-31,2	
9600-11000	31,2-27,3	
11000-11400	27,3-26,3	
11400-11700	26,3-25,6	
11700-11900	25,6-25,2	
11900-12300	25,2-24,4	
12300-12825	24,4-23,4	
12825-13350	23,4-22,4	
13350-14000	22,4-21,4	
14000-14400	21,4-20,8	
14400-15100	20,8-19,85	
15100-15350	19,85-19,55	
15350-16400	19,55-18,3	
16400-17100	18,3-17,5	
17100-17750	17,5-16,9	
17750-17800	16,9-16,85	
17800-21450	16,85-14	
21450-21550	14-13,9	
21550-22300	13,9-13,45	
22300-23000	13,45-13,1	
23000-28000	13,1-10,7	
28000-30000	10,7-10	
30000-56000	10-5,35	
56000-60000	5,35-5	
au-dessus de 60000	au-dessous de 5	

<sup>1)</sup> L'onde de 143 kc/s (2100 m) est l'onde d'appel des stations mobiles utilisant des ondes longues entretenues.

<sup>2)</sup> L'onde de 333 kc/s (900 m) est l'onde internationale d'appel des services aériens.

<sup>3)</sup> L'onde de 500 kc/s (600 m) est l'onde internationale d'appel et de détresse. Elle peut être employée pour d'autres usages à condition de ne pas brouiller les signaux d'appel et de détresse.

<sup>4)</sup> Les services mobiles peuvent utiliser la bande 550-1300 kc/s (545-230 m) à condition de ne pas brouiller les services d'un Pays qui utilise cette même bande exclusivement pour la radiodiffusion.

Note. Il est reconnu que les ondes courtes (fréquences de 6000 à 23000 kc/s approximativement - longueurs d'onde de 50 à 13 m environ) ont une grande efficacité pour les communications à grande distance. Il est recommandé de réserver, en règle générale, cette bande d'ondes pour cet objet, dans les services entre points fixes.

Article 6.

Service des stations expérimentales privées.

§ 1. L'échange de communications entre stations expérimentales privées, de Pays différents, est interdit, si l'Administration de l'un des Pays intéressés a notifié son opposition à cet échange.

§ 2. Lorsque cet échange est permis, les communications doivent, à moins que les Pays intéressés n'aient pris d'autres arrangements entre eux, s'effectuer en langage clair et se limiter aux messages ayant trait aux expériences et à des remarques d'un caractère personnel pour lesquelles, en raison de leur manque d'importance, le recours au service télégraphique public ne saurait entrer en considération.

§ 3. Dans une station expérimentale privée, autorisée à effectuer des émissions, toute personne manoeuvrant les appareils, pour son propre compte ou pour celui de tiers, doit avoir prouvé qu'elle est apte à transmettre les textes en signaux du Code Morse et à lire, à la réception radioélectrique auditive, les textes ainsi transmis. Elle ne peut se faire remplacer que par des personnes autorisées, possédant les mêmes aptitudes.



§ 4. Les Administrations prennent telles mesures qu'elles jugent nécessaires pour vérifier les capacités, au point de vue technique, de toute personne manoeuvrant les appareils.

## Article 7.

## Certificat des opérateurs.

§ 1. (1) Le service de toute station mobile, radiotélégraphique ou radiotéléphonique, doit être assuré par un opérateur radiotélégraphiste, possesseur d'un certificat délivré par le Gouvernement dont dépend cette station. Toutefois, dans les stations mobiles pourvues d'une installation de radiotéléphonie de faible puissance (d'une puissance ne dépassant pas 300 watts alimentation), utilisable seulement pour la téléphonie, le service peut être assuré par un opérateur titulaire du seul certificat de radiotéléphoniste.

(2) Dans le cas d'indisponibilité absolue de l'opérateur au cours d'une traversée, d'un vol ou d'un voyage, le Commandant ou la personne responsable de la station mobile peut autoriser, mais à titre temporaire seulement, un opérateur possédant un certificat délivré par un autre Gouvernement contractant, à assurer le service radioélectrique. Lorsqu'il devra être fait appel, comme opérateur provisoire, à une personne ne possédant pas de certificat suffisant, son intervention devra se limiter aux cas d'urgence. De toutes, façons, l'opérateur ou la personne susvisés devront être remplacés, aussitôt que possible, par un opérateur en possession du certificat prévu au § 1 (1) ci-dessus.

§ 2. Il y a deux classes de certificats et des certificats spéciaux pour les opérateurs radiotélégraphistes et une classe de certificat pour les opérateurs radiotéléphonistes.

## Certificats de radiotélégraphiste.

§ 3. (1) Chaque Gouvernement reste libre de fixer le nombre des examens jugés nécessaires pour accéder au certificat de 1re classe.

(2) Le certificat de 1re classe constate obligatoirement que l'opérateur possède les aptitudes requises pour l'obtention du certificat de radiotéléphoniste. Chaque Gouvernement demeure libre d'exiger ou non ces mêmes aptitudes pour le certificat de 2e classe.

(3) Les conditions minima à imposer pour l'obtention de ces certificats sont les suivantes:

## A. Première classe.

Le certificat de 1re classe constate la valeur professionnelle et technique de l'opérateur en ce qui concerne:

- La connaissance des principes généraux d'électricité et de la théorie de la radiotélégraphie et de la radiotéléphonie, ainsi que la connaissance du fonctionnement pratique de tous les appareils utilisés dans le service mobile.
- La connaissance théorique et pratique du fonctionnement des appareils accessoires, tels que groupes électrogènes, accumulateurs, etc., utilisés pour la mise en oeuvre et le réglage des appareils indiqués au littéra a).
- Les connaissances pratiques nécessaires pour effectuer, par les moyens du bord, les réparations d'avaries pouvant survenir aux appareils, en cours de voyage.
- La transmission correcte et la réception auditive correcte de groupes de code (mélange de lettres, de chiffres et de signes de ponctuation), à une vitesse de 20 (vingt) groupes par minute, et d'un texte en langage clair maternel, à une vitesse de 25 (vingt-cinq) mots par minute. Chaque groupe de code doit comprendre cinq caractères, chaque chiffre ou signe de ponctuation comptant pour deux caractères. Le mot moyen du texte en langage clair maternel doit comporter cinq caractères.
- La connaissance détaillée des Règlements s'appliquant à l'échange des communications radioélectriques, la connaissance des documents relatifs à la taxation des radiotélégrammes, la connaissance de la partie des Règlements sur la sécurité de la vie humaine en mer se rapportant à la radiotélégraphie, et, pour la navigation aérienne, la connaissance des dispositions spéciales régissant le service radioélectrique de la navigation aérienne.
- La connaissance de la géographie générale des cinq parties du monde, notamment des principales liaisons électriques par fil et „sans fil“.

## B. Deuxième classe.

Le certificat de 2e classe constate la valeur professionnelle de l'opérateur en ce qui concerne:

- La connaissance théorique et pratique élémentaire de l'électricité et de la radiotélégraphie, ainsi que la connaissance du réglage et du fonctionnement des appareils utilisés dans le service mobile.
- La connaissance théorique et pratique élémentaire du fonctionnement des appareils accessoires, tels que groupes électrogènes, accumulateurs, etc., utilisés pour la mise en oeuvre et le réglage des appareils mentionnés au littéra a).
- Les connaissances pratiques suffisantes pour pouvoir effectuer les petites réparations, en cas d'avaries survenant aux appareils.
- La transmission correcte et la réception auditive correcte de groupes de code (mélange de lettres, de chiffres et de signes de ponctuation), à une vitesse de 16 (seize) groupes par minute, et d'un texte en langage clair maternel, à une vitesse de 20 (vingt) mots par minute. Chaque groupe de code doit comprendre cinq caractères, chaque chiffre ou signe de ponctuation comptant pour deux caractères. Le mot moyen du texte en langage clair maternel doit comporter cinq caractères.
- La connaissance des Règlements s'appliquant à l'échange des communications radioélectriques, la connaissance des documents relatifs à la taxation des radiotélégrammes, la connaissance de la partie des Règlements sur la sécurité de la vie humaine en mer se rapportant à la radiotélégraphie, et, pour la navigation aérienne, la connaissance des dispositions spéciales régissant le service radioélectrique de la navigation aérienne.
- La connaissance des notions de géographie générale s'appliquant aux communications par fil et „sans fil“.

## C. Certificat spécial.

(1) Le service radiotélégraphique des petits navires (auxquels la Convention sur la sauvegarde de la vie humaine en mer n'est pas applicable) peut être assuré par des opérateurs pourvus d'un certificat spécial répondant aux conditions suivantes:

- Les opérateurs de celles de ces stations mobiles qui participent au service international de la correspondance publique et au travail général des stations mobiles, doivent être capables d'assurer les communications radiotélégraphiques à la vitesse de transmission et de réception prévu pour l'obtention du certificat de 2e classe.
- Lorsque ces stations ne participent pas audit service, mais agissent naturellement en cas de détresse, et qu'elles travaillent sur une onde particulière, en ne gênant pas les autres services radioélectriques, il appartient à chaque Gouvernement intéressé de fixer les conditions d'obtention du certificat.

(2) A titre exceptionnel, il est concédé provisoirement au Gouvernement de la Nouvelle-Zélande d'accorder un certificat spécial, dont il fixe les conditions d'obtention, aux opérateurs de petits bâtiments de sa nationalité, qui ne s'éloignent pas des côtes dudit Pays, et ne participent au service international de la correspondance publique et au travail général des stations mobiles que d'une manière restreinte.

§ 4. (1) Avant de devenir chef de poste d'une station mobile à bord d'un navire de la première catégorie (Art. 20, § 2), un opérateur de 1re classe doit avoir au moins une année d'expérience comme opérateur à bord d'un navire ou dans une station côtière.

(2) Pour devenir chef de poste d'une station mobile à bord d'un navire de la deuxième catégorie (Art. 20, § 2), un opérateur de 1re classe doit avoir au moins six mois d'expérience comme opérateur à bord d'un navire ou dans une station côtière.

(3) Pour assurer le service comme opérateur de 1re classe sur un aéronef, l'opérateur doit justifier d'un nombre d'heures de vol dans le service radioélectrique, fixé par l'Administration qui délivre le certificat.

§ 5. Les opérateurs qui ont passé avec succès l'examen pour l'obtention du certificat de 2e classe reçoivent de leur Gouvernement un certificat provisoire qui les autorise à embarquer comme chef de poste sur les bâtiments de la troisième catégorie (Art. 20, § 2). Après avoir justifié d'un service de six mois à bord d'un navire, ils peuvent recevoir le certificat définitif de 2e classe, les autorisant à exercer les mêmes fonctions sur des bâtiments de la deuxième catégorie.

## Certificat de radiotéléphoniste.

§ 6. (1) Il n'y a qu'une classe de certificat pour les opérateurs de la radiotéléphonie.

(2) Ce certificat constate la valeur professionnelle de l'opérateur en ce qui concerne:

- La connaissance du réglage et du fonctionnement des appareils de radiotéléphonie.
- L'aptitude à la transmission et à la réception, d'une façon claire, de la conversation par l'appareil téléphonique.
- La connaissance des Règlements s'appliquant à l'échange des communications radiotéléphoniques et de la partie des Règlements radiotélégraphiques concernant la sécurité de la vie humaine.

(3) Les titulaires du certificat de radiotéléphoniste ne peuvent être utilisés que sur les navires, aéronefs, etc., pourvus d'une installation de radiotéléphonie à faible puissance (300 watts alimentation, au maximum) et seulement pour le service téléphonique.

(4) Les opérateurs radiotéléphonistes du service aéronautique doivent justifier d'un minimum d'heures de vol à bord d'un aéronef, fixé par les Administrations intéressées.

(5) Le titulaire d'un certificat de radiotélégraphiste de 1re classe, ainsi que le titulaire d'un certificat de radiotélégraphiste de 2e classe pourvu du certificat de radiotéléphoniste, peuvent assurer le service radiotéléphonique sur toute station mobile.

§ 7. Chaque Administration prend les mesures nécessaires pour soumettre les opérateurs à l'obligation du secret des correspondances et pour éviter, dans la plus grande mesure possible, l'emploi frauduleux des certificats.

§ 8. Les Gouvernements intéressés prendront les dispositions nécessaires pour que le bénéfice des certificats délivrés sous le précédent régime soit maintenu aux titulaires de ces certificats, susceptibles de satisfaire, d'une manière générale, aux nouvelles conditions de délivrance.

§ 9. Les dispositions du présent Article deviendront obligatoires dans un délai maximum de trois ans après la mise en vigueur du présent Règlement.

## Article 8.

## Autorité du Commandant.

§ 1. Le service radiotélégraphique d'une station mobile est placé sous l'autorité supérieure du Commandant ou de la personne responsable du navire, de l'aéronef ou de tout autre véhicule portant la station mobile.

§ 2. Le Commandant ou la personne responsable, ainsi que toutes les personnes qui peuvent avoir connaissance du texte ou simplement de l'existence des radiotélégrammes, ou de tout renseignement quelconque obtenu au moyen du service radiotélégraphique, sont soumis à l'obligation de garder et d'assurer le secret des correspondances.

## Article 9.

## Procédure générale dans le service mobile.

§ 1. Dans le service mobile, la procédure détaillée ci-après est obligatoire, sauf le cas d'appel de détresse ou de correspondance de détresse, auquel sont applicables les dispositions de l'Article 19.

§ 2. (1) Avant de procéder à toute transmission, la station émettrice doit s'assurer qu'il ne se produira pas de brouillage excessif avec d'autres communications s'effectuant dans son rayon d'action, sur l'onde qu'elle va employer; s'il y a probabilité qu'un tel brouillage sera occasionné, elle attend le premier arrêt dans la transmission qu'elle pourrait troubler.

(2) Si, malgré cette précaution, une transmission radioélectrique en cours est entravée par l'appel, celui-ci doit cesser à la première demande d'une station terrestre ouverte au service international de la correspondance publique ou d'une station aéronautique quelconque. La station qui demande cette cessation doit indiquer la durée approximative de l'attente imposée à la station dont elle arrête l'appel.

§ 3. Dans les relations radiotélégraphiques du service mobile, la marche ci-après est suivie pour appeler une station:

(1) a) La station appelante effectue l'appel en transmettant, au plus, trois fois l'indicatif d'appel de la station appelée et le mot DE suivi de trois fois, au plus, son propre indicatif d'appel.

b) Pour produire cet appel, la station appelante utilise l'onde sur laquelle veille la station appelée.

(2) La station appelée répond en transmettant, au plus, trois fois l'indicatif d'appel de la station appelante, le mot DE, son propre indicatif d'appel, et, si elle est prête à recevoir le trafic, la lettre K (invitation à transmettre), suivie, si elle le juge utile, de l'abréviation appropriée et d'un chiffre indiquant la force des signaux reçus.

(3) Si la station appelée est empêchée de recevoir, elle remplace, dans la formule de réponse, la lettre K par le signal . — . . . (attente), suivi d'un nombre indiquant en minutes la durée probable de l'attente. Si cette durée probable excède 10 minutes, l'attente doit être motivée.

(4) Lorsqu'il y a plusieurs radiotélégrammes à transmettre dans le même sens, ils peuvent être transmis par séries, avec le consentement de la station qui doit les recevoir.

(5) Cette dernière station, en donnant son assentiment, indique le nombre de radiotélégrammes qu'elle est prête à recevoir en une série et fait suivre cette indication de la lettre K.

(6) En principe, tout radiotélégramme contenant plus de 100 mots est considéré comme formant une série, ou met fin à une série en cours.

(7) En règle générale, les longs radiotélégrammes, tant ceux en langage clair que ceux en langage convenu ou chiffré, sont transmis par tranches, chaque tranche contenant 50 mots dans le cas du langage clair et 20 mots ou groupes lorsqu'il s'agit de langage convenu ou chiffré.

(8) A la fin de chaque tranche, le signal . — . . . (?), signifiant: „Avez-vous bien reçu le radiotélégramme jusqu'ici?“ est transmis. Si la tranche a été correctement reçue, la station réceptrice donne la lettre K et la transmission du radiotélégramme est poursuivie.

(9) a) La transmission d'un radiotélégramme se termine par le signal . — . . . (fin de transmission), suivi de l'indicatif d'appel de la station transmettrice et de la lettre K.

b) Dans le cas de la transmission par série, l'indicatif d'appel de la station transmettrice et la lettre K ne sont donnés qu'à la fin de la série.

(10) a) L'accusé de réception d'un radiotélégramme est donné au moyen de la lettre R suivie du numéro du radiotélégramme; cet accusé de réception est précédé de la formule ci-après: indicatif d'appel de la station qui a transmis, mot DE, indicatif d'appel de la station qui a reçu.

b) L'accusé de réception d'une série de radiotélégrammes est donné au moyen de la lettre R suivie du nombre des radiotélégrammes reçus, ainsi que des numéros du premier et du dernier télégramme composant la série. Cet accusé de réception est précédé de la formule définie ci-dessus.



(11) La fin du travail entre deux stations est indiquée par chacune d'elles, au moyen du signal ... — (fin de travail) suivi de son propre indicatif d'appel.

§ 4. (1) Si la station appelante a l'intention de transmettre son trafic avec un type d'onde ou/et sur une fréquence autres que ceux employés pour effectuer l'appel, elle fait suivre son propre indicatif d'appel des indications de service définissant le type d'onde ou/et la fréquence qu'elle se propose d'utiliser pour sa transmission. L'absence de ces indications de service signifie qu'elle n'a pas l'intention de changer de type d'onde ni de fréquence.

(2) Si la station appelée désire que la station appelante transmette avec un type d'onde ou/et sur une fréquence autres que ceux utilisés pour l'appel, elle ajoute à la formule de réponse les indications de service définissant le type d'onde ou/et la fréquence dont elle demande l'emploi. L'absence de ces indications de service signifie qu'elle ne désire pas que le type d'onde ou/et la fréquence utilisés pour l'appel soient changés.

(3) Si la station appelante a indiqué qu'elle va utiliser pour la transmission un type d'onde ou/et une fréquence autres que ceux avec lesquels elle a effectué l'appel, la station appelée, dans la formule de réponse, fait précéder la lettre K des abréviations permettant d'indiquer qu'à partir de ce moment, elle écoute sur le type d'onde ou/et la fréquence annoncés et qu'elle emploiera elle-même lesdits type d'onde ou/et fréquence pour toute la durée de la communication.

(4) Si la station appelante est une station terrestre pouvant, conformément aux dispositions du présent Règlement, employer une onde autre que celles qu'il est possible à la station mobile d'émettre, elle peut, après avoir établi le contact, utiliser cette onde pour transmettre son trafic. Dans ce cas, la marche à suivre est celle définie ci-après:

a) La station terrestre appelle la station mobile en employant l'onde sur laquelle celle-ci veille et, après avoir obtenu réponse, l'informe au moyen de l'abréviation appropriée d'avoir à l'écouter par la suite sur l'onde qu'elle compte utiliser.

b) Si la station mobile peut recevoir l'onde annoncée, elle donne la lettre K. Dans le cas contraire, elle informe la station terrestre, à l'aide de l'abréviation appropriée, de ce qu'il ne lui est pas possible de recevoir l'onde proposée et les deux stations s'entendent pour adopter une autre onde de travail.

(5) La station terrestre conserve l'onde qu'elle a employée jusqu'après la transmission du signal ... — (fin de travail), suivi de son indicatif d'appel. Ce signal, suivi de l'indicatif d'appel, est répété par la station mobile sur l'onde internationale d'appel attribuée à son service.

(6) Lorsque la station terrestre qui reçoit une demande de changer le type d'onde ou/et la fréquence ne peut pas ou ne désire pas donner suite à cette demande, elle ne transmet pas le signal K, mais propose, en employant les abréviations appropriées, l'emploi d'un autre type d'onde ou/et d'une autre fréquence.

§ 5. (1) Sur l'onde de 500 kc/s (600 m) (ou sur une onde autorisée, dans le cas de communications avec une station d'aéronef), les périodes de travail continu entre deux stations ne doivent pas dépasser dix minutes environ; après chacune de ces périodes, un temps d'arrêt doit être observé, afin de permettre, éventuellement, à une autre station de lancer un appel de priorité ou de transmettre un message de priorité.

(2) Sur les autres ondes affectées au service mobile maritime, la durée des périodes de travail continu est sous le contrôle de la station côtière. Dans le cas de communications entre deux stations de bord, c'est la station réceptrice qui détermine la durée des périodes de travail continu.

(3) Dans les communications entre stations d'aéronef, la durée des périodes de travail continu est soumise au contrôle de la station d'aéronef qui reçoit, sous réserve de l'intervention, pour cet objet, de la station aéronautique. Dans les relations entre stations aéronautiques et stations d'aéronefs, c'est la station aéronautique qui contrôle la durée des périodes de travail continu.

§ 6. Lorsqu'une station reçoit un appel sans être certaine que cet appel lui est destiné, elle ne doit pas répondre avant que l'appel n'ait été répété et compris. Lorsque, d'un autre côté, une station reçoit un appel qui lui est destiné, mais a des doutes sur l'indicatif d'appel de la station appelante, elle doit répondre immédiatement en utilisant le signal ... — en lieu et place de l'indicatif d'appel de cette dernière station.

§ 7. (1) Lorsqu'il est nécessaire de faire des signaux d'essai, aux fins de régler l'appareil avant de procéder à l'appel ou à la transmission, ces signaux ne doivent pas être produits pendant plus de 10 secondes environ, et ils doivent être constitués par une série de V, suivie de l'indicatif d'appel de la station qui opère.

(2) Si une station émet des signaux d'essai à la demande d'une autre station, pour permettre à celle-ci de régler son appareil récepteur, ces signaux doivent également être constitués par une série de V, dans laquelle s'intercale plusieurs fois l'indicatif d'appel de la station émettrice.

#### Article 10.

##### Appel général à toutes les stations mobiles.

§ 1. Les stations qui désirent entrer en communication avec des stations mobiles, sans toutefois connaître les noms des stations mobiles qui sont dans leur rayon d'action, peuvent employer le signal de recherche CQ, remplaçant l'indicatif de la station appelée dans la formule d'appel, cette formule étant suivie de la lettre K (appel général à toutes les stations mobiles, avec demande de réponse).

§ 2. Dans les régions où le trafic est intense, l'emploi de l'appel CQ suivi de la lettre K est interdit, sauf en combinaison avec des signaux d'urgence.

§ 3. L'appel CQ non suivi de la lettre K (appel général à toutes les stations mobiles, sans demande de réponse) est employé pour les radiotélégrammes d'information générale, pour les signaux horaires, pour les informations météorologiques régulières, pour les avis généraux de sécurité et pour les informations de toute nature destinés à être lus par quiconque peut les recevoir.

#### Article 11.

##### Brouillage.

§ 1. (1) L'échange de signaux superflus est interdit aux stations mobiles. Des essais et des expériences ne sont tolérés, dans ces stations, qu'autant qu'ils ne troublent point le service d'autres stations.

(2) Chaque Administration apprécie, en vue de leur autorisation, si les essais ou les expériences proposés sont susceptibles de troubler le service des autres stations.

§ 2. Les essais et réglages, dans une station quelconque, doivent être conduits de façon à ne pas troubler le service des autres stations engagées dans une correspondance autorisée. Les signaux d'essai et de réglage doivent être choisis de telle manière qu'aucune confusion ne puisse se produire avec un signal, une abréviation, etc., d'une signification particulière, définie par le Règlement.

§ 3. Une station quelconque effectuant des émissions pour des essais, des réglages ou des expériences doit transmettre son indicatif d'appel à de fréquents intervalles, au cours de ces émissions.

§ 4. L'Administration ou l'exploitation privée qui formule une plainte en matière de brouillage doit, pour étayer et justifier celle-ci, déclarer qu'elle emploie régulièrement des appareils de réception d'un type équivalant au type le meilleur, utilisé dans la pratique courante du service dont il s'agit.

#### Article 12.

##### Rapport sur les infractions.

§ 1. Si une Administration a connaissance d'une infraction à la Convention ou à ce Règlement, commise dans une des stations du service mobile qu'elle a autorisées, elle constate les faits, fixe les responsabilités, et prend les mesures nécessaires.

§ 2. Les infractions aux règles du service mobile sont signalées, par les stations qui les constatent, à l'Administration dont elles-mêmes relèvent, et ce au moyen d'états conformes au modèle reproduit à l'Appendice 2.

§ 3. Dans le cas d'infractions réitérées de la part d'une même station, des représentations doivent être faites à l'Administration du Pays dont dépend cette station.

#### Article 13.

##### Publication de documents de service.

§ 1. Le Bureau international dresse et publie les documents de service suivants:

- un tableau et une carte destinés à être annexés à la Nomenclature des stations de bord, et indiquant les zones et les heures de service à bord des navires classés dans la deuxième catégorie (voir Appendices 5 et 6);
- une Liste alphabétique des indicatifs d'appel de toutes les stations fixes, terrestres et mobiles pourvues d'un indicatif d'appel de la série internationale. Cette liste est dressée sans considération de nationalité; elle est précédée d'un tableau de répartition des indicatifs d'appel, mentionnant les Pays auxquels une ou plusieurs séries d'indicatifs d'appel sont attribuées, dans les conditions fixées à l'Article 14;
- des Nomenclatures de toutes les stations fixes, terrestres et mobiles ayant un indicatif d'appel de la série internationale et ouvertes ou non à la correspondance publique, et une Nomenclature des stations de radiodiffusion.

§ 2. La Nomenclature relative à chaque catégorie de stations est publiée en fascicules séparés, comme suit:

##### I. Stations fixes et terrestres.

(1) Nomenclature des stations par Pays, les noms des Pays étant rangés par ordre alphabétique et les noms des stations d'un même Pays étant, à leur tour, rangés par ordre alphabétique sous le nom de ce Pays. Cette Nomenclature est précédée d'un index alphabétique indiquant les noms des stations, les indicatifs d'appel, les indices caractéristiques et les numéros des pages où se trouvent les détails relatifs à ces stations.

(2) Le mot RADIO est imprimé séparément après le nom de chaque station côtière.

##### II. Stations effectuant des services spéciaux.

(1) Nomenclature des stations par Pays, avec index alphabétique analogue à celui du fascicule précédent. Les stations mentionnées dans cette Nomenclature sont celles qui assurent des services spéciaux à l'usage de la navigation maritime et aérienne (radiogoniométrie, radiophares, signaux horaires, avis aux navigateurs, informations météorologiques régulières, informations de presse adressées à tous, etc.).

(2) Les mots GONIO et PHARE sont inscrits respectivement à la suite du nom des stations radiogoniométriques et des stations radiophares.

##### III. Stations de bord.

Nomenclature des stations rangées par ordre alphabétique, sans considération de nationalité, et mentionnant, sous une forme abrégée, le nom du Pays auquel appartient chaque station.

##### IV. Stations d'aéronef.

Nomenclature des stations rangées par ordre alphabétique, sans considération de nationalité, et mentionnant, sous une forme abrégée, le nom du Pays auquel appartient chaque station.

##### V. Stations de radiodiffusion.

Nomenclature des stations par Pays, avec index alphabétique analogue à celui des fascicules I et II.

§ 3. Les suppléments à la liste des indicatifs d'appel et aux Nomenclatures respectives contiennent les additions, modifications et suppressions, publiées dans un ordre alphabétique. Ces suppléments sont mensuels et récapitulatifs.

##### Nomenclature des stations fixes et terrestres.

§ 4. (1) L'état signalétique des stations fixes et terrestres doit comporter les renseignements suivants:

- nom de la station;
- indicatif d'appel;
- positions géographique exacte de l'antenne émettrice indiquée par la subdivision territoriale et par la longitude et la latitude en degrés, minutes et secondes, la longitude étant calculée par rapport au méridien de Greenwich;
- types et fréquences (longueurs d'onde) d'émission pour lesquels les réglages sont faits, l'onde normale de transmission étant soulignée;
- pouvoir normal de rayonnement exprimé en mètres-ampères ou, à défaut, hauteur de l'antenne et intensité du courant à la base de celle-ci;
- nature des services effectués;
- heures de service (temps moyen de Greenwich);
- le cas échéant, pour les stations terrestres, nom de l'entreprise privée qui établit les comptes de taxes;
- taxe ou taxes de la station terrestre;
- renseignements particuliers concernant les heures d'appel pour la transmission des listes de trafic ou pour la transmission des radiotélégrammes sans accusé de réception ou avec accusé de réception différé.

(2) La taxe télégraphique intérieure du Pays dont dépend la station terrestre et la taxe appliquée par ce Pays aux télégrammes à destination des Pays limitrophes sont indiquées dans la Nomenclature.

##### Nomenclature des stations effectuant des services spéciaux.

§ 5. En plus des indications concernant les stations fixes et terrestres, les renseignements publiés doivent mentionner

##### A. Pour les stations radiogoniométriques:

- si la station est dotée d'un émetteur ou non et, dans ce dernier cas, la station transmettrice conjuguée;
- l'onde sur laquelle la station radiogoniométrique doit être appelée, l'onde sur laquelle les stations mobiles doivent émettre les signaux prévus pour la prise des relèvements, l'onde sur laquelle la station radiogoniométrique (ou la station transmettrice conjuguée) doit transmettre les relèvements vrais obtenus et les secteurs dans lesquels les relèvements sont normalement exacts;
- éventuellement, le pouvoir normal de rayonnement, exprimé en mètres-ampères, de la station transmettrice conjuguée (ou, à défaut, hauteur de l'antenne et intensité du courant à la base de celle-ci).

##### B. Pour les stations radiophares:

- les signaux caractéristiques de la station;
- si, en plus de son émission de radiophare, la station peut transmettre ou recevoir des communications normales;
- éventuellement, le nom des stations avec lesquelles il faut se mettre en communication pour correspondre avec le radiophare, si ce dernier ne peut pas transmettre ou recevoir des communications;
- les secteurs dans lesquels les émissions du radiophare donnent lieu à des relèvements normalement exacts.

##### C. Pour les stations transmettant des signaux horaires:

le schéma des signaux employés et les heures d'émission.

##### D. Pour les stations transmettant des avis aux navigateurs ou des observations météorologiques régulières:

les heures d'émission et, s'il y a lieu, la désignation du ou des documents où se trouvent les détails concernant ces émissions.

##### Nomenclature des stations de bord.

§ 6. L'état signalétique doit comporter les renseignements suivants:

- nom du navire, suivi de l'indicatif d'appel en cas d'homonymie;
- indicatif d'appel;



- c) Pays dont relève la station (indication abrégée);
- d) types et fréquences (longueurs d'onde) d'émission pour lesquels les réglages sont faits, l'onde normale de transmission étant soulignée;
- e) pouvoir normal de rayonnement exprimé en mètres-ampères ou, à défaut, hauteur de l'antenne et intensité du courant à la base de celle-ci;
- f) nature des services assurés (si la station est munie d'un radiogoniomètre, il y a lieu de l'indiquer) et heures de service;
- g) nom de l'Administration ou de l'entreprise privée à laquelle les comptes de taxes doivent être adressés;
- h) taxe de bord.

§ 7. En cas d'homonymie entre deux stations de bord de même nationalité, ainsi que dans les cas où les comptes de taxes doivent être adressés directement au propriétaire du navire, il est fait mention du nom de la Compagnie de navigation ou de l'armateur auquel appartient le navire.

Nomenclature des stations d'aéronef.

- § 8. L'état signalétique doit comporter les renseignements suivants:
  - a) indicatif d'appel de la station et éventuellement nom de l'aéronef;
  - b) nom du Pays dont dépend la station (indication abrégée);
  - c) marqué et type de l'aéronef;
  - d) types et fréquences (longueurs d'onde) d'émission pour lesquels les réglages sont faits, l'onde normale de transmission étant soulignée;
  - e) parcours habituel ou port d'attache de l'aéronef;
  - f) nature des services assurés et heures de service; si la station est munie d'un radiogoniomètre, il y a lieu de l'indiquer;
  - g) nom de l'Administration ou de l'entreprise privée avec laquelle les comptes de taxes doivent être échangés;
  - h) le cas échéant, taxe de la station d'aéronef.

Nomenclature des stations de radiodiffusion.

- § 9. L'état signalétique doit comporter les renseignements suivants:
  - a) nom de la station;
  - b) le cas échéant, indicatif d'appel;
  - c) position géographique exacte de l'antenne émettrice, indiquée par la subdivision territoriale et par la longitude et la latitude en degrés, minutes et secondes, la longitude étant calculée par rapport au méridien de Greenwich;
  - d) fréquence (longueur d'onde) d'émission;
  - e) pouvoir normal de rayonnement exprimé en mètres-ampères ou, à défaut, hauteur de l'antenne et intensité du courant à la base de celle-ci;
  - f) facultativement, jours et heures d'émission; les heures sont indiquées en temps moyen de Greenwich, et les pays utilisant une heure d'été font connaître l'heure pour chacune des deux périodes de l'année;
  - g) nom de l'Administration ou de l'entreprise privée qui effectue l'émission.

Notations indiquant la nature et l'étendue du service des stations.

- § 10. Les notations suivantes sont employées dans les documents de service:
  - PG — station ouverte à la correspondance publique;
  - PR — station ouverte à la correspondance publique restreinte;
  - N — station ayant un service permanent, de jour et de nuit;
  - Y — station ouvert du lever au coucher du soleil;
  - X — station n'ayant pas de vacations déterminées;
  - Z 1 — station de bord de 2e catégorie, à 8 heures de service;
  - Z 2 — station de bord de 2e catégorie, à 16 heures de service;
  - FA — station aéronautique;
  - FC — station côtière;
  - FS — station terrestre établie dans le seul but de la sécurité de la vie humaine;
  - FX — station effectuant un service de communications entre points fixes;
  - RF — station de radiophare fixe;
  - RG — station radiogoniométrique;
  - RS — station réceptrice seulement, reliée au réseau général des voies de communication;
  - RW — station de radiophare tournant.

§ 11. La forme générale à donner aux diverses nomenclatures est indiquée à l'Appendice 3. Les Administrations ou entreprises privées doivent adopter des formules identiques, pour les états signalétiques à transmettre au Bureau international.

Article 14.

Indicatifs d'appel.

§ 1. Les stations fixes, terrestres et mobiles visées au § 1 de l'Article 2 de la Convention, ainsi que les stations expérimentales privées doivent posséder un indicatif d'appel de la série internationale attribuée à chaque Pays dans le tableau de répartition ci-dessous. Dans ce tableau, la première lettre ou les premières lettres prévues pour les indicatifs d'appel distinguent la nationalité des stations.

Tableau de répartition des indicatifs d'appel.

Pays	Indicatifs	Pays	Indicatifs
Chili	CAA—CEZ	République Argentine	LOA—LVZ
Canada	CFA—CKZ	Bulgarie	LZA—LZZ
Cuba	CLA—CMZ	Grande-Bretagne	M
Maroc	CNA—CNZ	Etats-Unis d'Amérique	N
Bolivie	CPA—CPZ	Pérou	OAA—OBZ
Colonies portugaises	CRA—CRZ	Finlande	OHA—OHZ
Portugal	CSA—CUZ	Tchécoslovaquie	OKA—OKZ
Roumanie	CVA—CVZ	Belgique et Colonies	ONA—OTZ
Uruguay	CWA—CXZ	Danemark	OUA—OZZ
Monaco	CZA—CZZ	Pays-Bas	PAA—PIZ
Allemagne	D	Curaçao	PJA—PJZ
Espagne	EAA—EHZ	Indes néerlandaises	PKA—POZ
Etat libre d'Irlande	EIA—EIZ	Bésil	PPA—PYZ
République de Libéria	ELA—ELZ	Surinam	PZA—PZZ
Estonie	ESA—ESZ	(Abréviations)	Q
Ethiopie	ETA—ETZ	URSS	RAA—RQZ
France et Colonies et Protectorats	F	Perse	RVA—RVZ
Grande-Bretagne	G	République de Panama	RXA—RXZ
Hongrie	HAA—HAZ	Lithuanie	RYA—RYZ
Suisse	HBA—HBZ	Suède	SAA—SMZ
Equateur	HCA—HCZ	Pologne	SPA—SRZ
République d'Haïti	HHA—HHZ	Egypte	SUA—SUZ
République Dominicaine	HIA—HIZ	Grèce	SVA—SZZ
République de Colombie	HJA—HKZ	Turquie	TAA—TCZ
République de Honduras	HRA—HRZ	Islande	TFA—TFZ
Siam	HSA—HSZ	Guatémala	TGA—TGZ
Italie et Colonies	I	Costa-Rica	TIA—TIZ
Japon	J	Territoire de la Sarre	TSA—TSZ
Etats-Unis d'Amérique	K	Hedjaz	UHA—UHZ
Norvège	LAA—LNZ	Indes néerlandaises	UIA—UKZ
		Luxembourg	ULA—ULZ

Pays	Indicatifs	Pays	Indicatifs
Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	UNA—UNZ	Nouvelles-Hébrides	YHA—YHZ
Autriche	UOA—UOZ	Iraq	YIA—YIZ
Canada	VAA—VGZ	Lettonie	YLA—YLZ
Fédération Australienne	VHA—VMZ	Ville libre de Dantzig	YMA—YMZ
Terre-Neuve	VOA—VOZ	Nicaragua	YNA—YNZ
Colonies et Protectorats britanniques	VPA—VSZ	République de El Salvador	YSA—YSZ
Indes britanniques	VTA—VWZ	Vénézuéla	YVA—YVZ
Etats-Unis d'Amérique	W	Albanie	ZAA—ZAZ
Mexique	XAA—XFZ	Nouvelle-Zélande	ZKA—ZMZ
Chine	XGA—XUZ	Paraguay	ZPA—ZPZ
Afghanistan	YAA—YAZ	Union de l'Afrique du Sud	ZSA—ZUZ

- § 2. Les indicatif d'appel sont formés de:
  - a) trois lettres, dans le cas de stations fixes et de stations terrestres;
  - b) quatre lettres, dans le cas de stations de bord;
  - c) cinq lettres, dans le cas de stations d'aéronef;
  - d) la lettre ou des lettres indiquant la nationalité, et d'un seul chiffre suivi d'un groupe de trois lettres au plus, pour les stations expérimentales privées.

§ 3. Dans le service radioaérien, après que la communication a été établie au moyen de l'indicatif d'appel de cinq lettres, la station d'aéronef peut employer un indicatif abrégé constitué:

- a) en radiotélégraphie, par les première et dernière lettres de l'indicatif complet de cinq lettres;
- b) en radiotéléphonie, par tout ou partie du nom du propriétaire de l'aéronef (Compagnie ou particulier), suivi des deux dernières lettres de la marque d'immatriculation.

§ 4. (1) Les 26 lettres de l'alphabet peuvent être employées pour former les indicatifs d'appel; les lettres accentuées sont exclues.

(2) Toutefois, les combinaisons suivantes de lettres ne peuvent être employées comme indicatifs d'appel:

- a) combinaisons commençant par A ou par B, ces deux lettres étant réservées pour la partie géographique du Code international de signaux;
- b) combinaisons qui pourraient être confondues avec les signaux de détresse ou avec d'autres signaux de même nature;
- c) combinaisons réservées pour les abréviations à employer dans les transmissions radioélectriques;
- d) en ce qui concerne les stations d'aéronef, combinaisons comportant la lettre W comme deuxième lettre.

§ 5. (1) Chaque Pays choisit les indicatifs d'appel de ses stations dans la série internationale qui lui est allouée et notifie au Bureau international l'indicatif d'appel attribué à chacune d'elles.

(2) Le Bureau international veille à ce qu'un même indicatif d'appel ne soit pas attribué à plus d'une station, et à ce que les indicatifs d'appel qui pourraient être confondus avec les signaux de détresse ou d'autres signaux de même nature ne soient attribués à aucune station.

Article 15.

Inspection des stations.

§ 1. Les stations mobiles ayant leur port d'attache dans une Colonie, une Possession ou un Protectorat peuvent être considérées comme dépendant de l'Autorité de cette Colonie, de cette Possession ou de ce Protectorat, en ce qui concerne l'octroi des licences.

§ 2. Les Administrations compétentes des Pays où une station mobile fait escale peuvent exiger la production de la licence; celle-ci doit être conservée de telle façon qu'elle puisse être fournie sans délai. Lorsque la licence n'est pas produite ou que des anomalies manifestes sont constatées, ces Administrations peuvent procéder à l'inspection des installations radioélectriques, en vue de s'assurer qu'elles répondent aux conditions imposées par le présent Règlement.

§ 3. (1) Lorsqu'une Administration s'est trouvée dans l'obligation de recourir à la mesure prévue au § 2 ci-dessus, elle en informe immédiatement l'Administration dont dépend la station mobile en cause. Pour le surplus, il est procédé, le cas échéant, ainsi que le prescrit l'Article 12.

(2) Le délégué de l'Administration qui a inspecté la station doit, avant de quitter celle-ci, faire part de ses constatations au Commandant ou à la personne responsable (Article 8) ou à leur remplaçant.

§ 4. En ce qui concerne les conditions techniques et d'exploitation auxquelles doivent satisfaire, pour le service radioélectrique international, les stations mobiles titulaires d'une licence, les Gouvernements contractants s'engagent à ne pas imposer aux stations mobiles étrangères qui se trouvent temporairement dans leurs eaux territoriales ou s'arrêtent temporairement sur leur territoire, des conditions plus rigoureuses que celles qui sont prévues dans le présent Règlement. Ces prescriptions n'affectent en rien les dispositions qui, étant du ressort de la Convention sur la sauvegarde de la vie humaine en mer, ne sont pas déterminées dans le présent Règlement.

Article 16.

Conditions à remplir par les stations mobiles.

§ 1. (1) Les stations mobiles doivent être établies de manière à se conformer, en ce qui concerne les fréquences et les types d'ondes, aux dispositions générales faisant l'objet de l'Article 5. Suivant ces dispositions, l'emploi, par les stations mobiles, des ondes amorties (type B), d'une fréquence inférieure à 375 kc/s (longueur d'onde supérieure à 800 m) sera interdit à partir du 1er janvier 1930.

(2) En outre, aucune nouvelle installation d'émetteurs d'ondes du type B ne pourra être faite dans les stations mobiles à partir du 1er Janvier 1930 sauf quand ces émetteurs travaillant à pleine puissance, dépenseront moins de 300 watts mesurés à l'entrée du transformateur d'alimentation à fréquence audible.

(3) Enfin, l'emploi des ondes du type B de toutes fréquences sera interdit à partir du 1er Janvier 1940, sauf pour les émetteurs remplissant les mêmes conditions de puissance que ci-dessus.

§ 2. (1) Toute station installée à bord d'un navire ou d'un aéronef effectuant un parcours maritime, navire ou aéronef obligatoirement pourvus d'appareils radioélectriques à la suite d'un accord international, doit pouvoir émettre et recevoir sur l'onde de 500 kc/s (600 m), types A 2 ou B. Les stations de bord doivent, en outre, pouvoir utiliser l'onde de 375 kc/s (800 m), type A 2 (ou B, sous réserve des dispositions du § 1 ci-dessus).

(2) Les stations d'aéronef doivent pouvoir émettre et recevoir l'onde de 333 kc/s (900 m) types A 2 ou A 3 (ou B, sous réserve des dispositions du § 1 ci-dessus).

§ 3. (1) En plus des ondes fixes visées ci-dessus les stations mobiles équipées pour émettre des ondes des types A1, A 2 ou A 3 peuvent employer toutes les ondes autorisées à l'Article 5.

(2) L'emploi des ondes du type B, n'est autorisé que pour les fréquences (longueurs d'onde) ci-après:

kc/s	mètres	kc/s	mètres
375	800	500	600
410	730	665	450
425	705	1000	300
454	660	1364	220



(3) L'usage de l'onde du type B de 665 kc/s (450 m) est interdit dès maintenant dans les régions où cette onde peut gêner la radiodiffusion.

(4) L'emploi de l'onde du type B de 1000 kc/s (300 m) pour le trafic est interdit, dès maintenant, entre 18 h 00 et 00 h 00, heure locale, et sera complètement interdit, à toutes heures, à partir du 1er Janvier 1930, au plus tard. Toutefois, cette même onde du type B de 1000 kc/s (300 m) pourra continuer indéfiniment et sans restrictions horaires, à être utilisée par les stations à bord des bateaux de pêche, pour les relevements radiogoniométriques entre elles, à condition de ne pas gêner la radiodiffusion.

§ 4. Tous les appareils de stations mobiles établis pour la transmission d'ondes du type A 1, entre 125 et 150 kc/s (2400—2000 m), doivent permettre l'emploi de trois fréquences au minimum, choisies dans cette bande, et pouvoir assurer le passage rapide de l'une à l'autre de ces fréquences.

§ 5. (1) Toutes les stations à bord des navires obligatoirement pourvus d'appareils radioélectriques, doivent être à même de recevoir l'onde de 500 kc/s (600 m) et, en outre, toutes les ondes nécessaires à l'accomplissement du service qu'elles effectuent.

(2) A partir du 1er Janvier 1932, elles devront être à même de recevoir facilement et efficacement, sur les mêmes fréquences, les ondes des types A 1 et A 2.

§ 6. Les appareils d'émission utilisés dans le service mobile doivent être pourvus de dispositifs permettant d'en réduire la puissance. Cette disposition ne s'applique pas aux émetteurs dont la puissance d'alimentation ne dépasse pas 300 watts.

§ 7. Les appareils récepteurs doivent être tels, que le courant qu'ils induisent dans l'antenne soit aussi réduit que possible et n'incommode pas les stations du voisinage.

§ 8. Les changements de fréquence dans les appareils émetteurs et récepteurs de toute station mobile doivent pouvoir être effectués aussi rapidement que possible. Toutes les installations doivent être telles, que, la communication étant établie, le temps nécessaire au passage de l'émission à la réception et vice versa soit aussi réduit que possible.

#### Article 17.

##### Ondes d'appel et d'écoute.

§ 1. (1) Dans la bande comprise entre 360 et 515 kc/s (830—580 m), les seules ondes admises en type B sont les suivantes: 375, 410, 425, 454 et 500 kc/s (800, 730, 705, 660 et 600 m).

(2) L'onde générale d'appel, qui doit être employée par toute station mobile portée par un navire obligatoirement équipé, et par les stations côtières, est l'onde de 500 kc/s (600 m) (A 1, A 2 ou B).

(3) En dehors de l'onde de 500 kc/s (600 m), l'usage des ondes de tous types comprises entre 485 et 515 kc/s (620—580 m) est interdit.

(4) L'onde de 500 kc/s (600 m) est l'onde internationale d'appel et de détresse. Elle peut être utilisée, mais avec discrétion, pour d'autres buts, si elle ne trouble pas les signaux de détresse, d'urgence, de sécurité ou d'appel.

(5) Les stations côtières doivent être en mesure de faire usage au moins d'une onde en plus de celle de 500 kc/s (600 m). Cette onde additionnelle est soulignée dans la Nomenclature, pour indiquer qu'elle est l'onde normale de travail de la station. Les ondes additionnelles ainsi choisies peuvent être les mêmes que celles des stations de bord, ou peuvent être différentes. En tous cas, les ondes de travail des stations côtières doivent être choisies de manière à éviter les brouillages avec les stations voisines.

(6) En dehors des ondes normales de travail soulignées dans la Nomenclature, les stations côtières et de bord peuvent employer, dans la bande autorisée, les ondes supplémentaires qu'elles jugent convenables. Ces ondes sont mentionnées dans la Nomenclature, sans être soulignées.

§ 2. (1) En vue d'augmenter la sécurité de la vie humaine sur mer (navires) et au-dessus de la mer (aéronefs), toutes les stations du service mobile maritime doivent, pendant la durée de leurs vacations, prendre les mesures utiles pour assurer l'écoute sur l'onde de détresse (500 kc/s = 600 m) deux fois par heure, pendant trois minutes commençant à la 15e minute et à la 45e minute de chaque heure, temps moyen de Greenwich.

(2) Les stations qui assurent un service de correspondance radiotélégraphique, de presse, etc., avec les navires en mer doivent observer le silence pendant les intervalles indiqués ci-dessus. Seules les émissions envisagées à l'Article 19, §§ 25 à 27, peuvent être effectuées pendant ces intervalles.

(3) Toutefois, et à titre exceptionnel, les stations terrestres et de bord équipées pour correspondre à l'aide d'ondes entretenues peuvent continuer le travail pendant ces intervalles, si elles sont en mesure de maintenir en même temps une écoute satisfaisante sur l'onde de détresse, ainsi qu'il est prévu à l'alinéa (1) du présent paragraphe.

§ 3. Les règles ci-après doivent être suivies dans l'exploitation des stations du service mobile employant des ondes du type A 1 de la bande de 100 à 160 kc/s (3000—1875 m), laquelle est attribuée au service mobile:

- Toute station côtière assurant une communication sur une onde longue entretenue doit faire l'écoute sur l'onde de 143 kc/s (2100 m) à moins qu'il n'en soit indiqué autrement dans la Nomenclature. La station côtière transmet tout son trafic sur l'onde ou sur les ondes qui lui sont spécialement attribuées.
- Lorsqu'une station mobile désire établir la communication sur une onde longue entretenue, avec une autre station du service mobile, elle doit employer l'onde de 143 kc/s (2100 m), à moins qu'il n'en soit indiqué autrement dans la Nomenclature. Cette onde, désignée comme onde de communication générale, doit être employée:

1<sup>o</sup> pour la production des appels et des réponses aux appels;

2<sup>o</sup> pour la transmission des signaux préalables à la transmission du trafic.

- Une station mobile, après avoir établi la communication avec une autre station du service mobile, sur l'onde de communication générale, peut transmettre son trafic sur une onde quelconque de la bande autorisée, à condition de ne pas troubler le travail d'une station côtière ou un travail en cours sur l'onde d'appel.
- En règle générale, toute station mobile équipée pour le service sur ondes longues entretenues et qui n'est pas engagée dans une communication sur une autre onde doit, en vue de permettre l'échange du trafic avec d'autres stations du service mobile, revenir sur l'onde de 143 kc/s (2100 m) pendant 10 minutes, du commencement de la 35e au commencement de la 45e minute de chaque heure, temps moyen de Greenwich, durant les heures prévues, selon la catégorie à laquelle appartient la station envisagée.
- (1) Les stations côtières transmettent leurs listes de trafic à des heures déterminées, publiées dans la Nomenclature, sur l'onde ou sur les ondes qui leur sont attribuées.
- (2) En dehors des heures ainsi fixées pour cette transmission de leurs listes de trafic, les stations côtières peuvent appeler individuellement les stations mobiles, à toute autre heure, selon les circonstances ou le travail qu'elles ont à effectuer. Ces appels individuels peuvent être émis sur l'onde de 143 kc/s (2100 m), dans les régions où il n'y a pas congestion de trafic.
- Les dispositions particulières relatives au service assuré par les stations terrestres équipées en ondes longues entretenues sont précisées dans la Nomenclature par un renvoi spécial.

#### Article 18.

##### Installations de secours.

§ 1. La Convention sur la sauvegarde de la vie humaine en mer détermine quels sont les navires qui doivent être pourvus d'une installation de secours, et définit les conditions à remplir par les installations de cette catégorie.

§ 2. Pour l'utilisation des installations de secours, toutes les prescriptions du présent Règlement doivent être observées.

#### Article 19.

Signaux de détresse, d'alarme, d'urgence et de sécurité.

##### Signal de détresse.

§ 1. Le signal de détresse consiste dans le groupe ... — — — — par lequel il est annoncé que le navire ou l'aéronef ou tout autre véhicule portant la station qui l'envoie est sous la menace d'un danger grave et imminent, et demande une assistance immédiate.

##### Appel de détresse.

§ 2. (1) L'appel de détresse comprend le signal de détresse transmis trois fois, suivi du mot DE et de l'indicatif d'appel de la station mobile en détresse, transmis trois fois. Cet appel a priorité absolue sur toutes autres transmissions. Toutes les stations mobiles ou terrestres qui l'entendent doivent cesser immédiatement toute transmission susceptible de troubler les appels ou les messages de détresse, et écouter sur l'onde d'émission de l'appel de détresse. Cet appel ne doit pas être adressé à une station déterminée.

(2) Les mêmes règles s'appliquent à l'appel de détresse radiotéléphonique, qui consiste dans l'expression parlée MAYDAY (correspondant à la prononciation française de l'expression „m'aider“).

##### Message de détresse.

§ 3. Le message de détresse comprend l'appel de détresse, suivi du nom du navire, de l'aéronef ou du véhicule en détresse, et des indications relatives à la position de celui-ci, à la nature de la détresse et à la nature du secours demandé.

§ 4. En règle générale, et quand il s'agit d'un navire ou d'un aéronef au-dessus de ou sur la mer, la position doit être exprimée en latitude et longitude (Greenwich), en employant des chiffres pour les degrés et les minutes, accompagnés de l'un des mots NORTH ou SOUTH et de l'un des mots EAST ou WEST. Un point sépare les degrés des minutes. Eventuellement, le vrai relèvement et la distance en milles marins par rapport à un point géographique connu peuvent être donnés.

§ 5. L'appel et le message de détresse ne sont émis qu'avec l'autorisation du Commandant ou de la personne responsable du navire, de l'aéronef ou de tout autre véhicule portant la station mobile.

§ 6. Une station à bord d'un navire en détresse doit transmettre l'appel de détresse sur l'onde de 500 kc/s (600 m), de préférence du type A 2 ou B. Cet appel doit être suivi aussitôt que possible du message de détresse.

§ 7. L'appel de détresse et le message de détresse doivent être répétés par intervalles, jusqu'à ce qu'une réponse soit reçue, et notamment pendant les périodes de silence prévues à l'Article 17, § 2. Les intervalles doivent, toutefois, être suffisamment longs, pour que les stations qui se préparent à répondre à l'appel aient le temps de mettre leurs appareils émetteurs en marche. Dans le cas où la station de bord en détresse ne reçoit pas de réponse à un appel de détresse ou à un message de détresse transmis sur l'onde de 500 kc/s (600 m), l'appel et le message peuvent être répétés sur toute autre onde disponible, à l'aide de laquelle l'attention pourrait être attirée.

§ 8. De plus, une station mobile qui constate qu'une autre station mobile est en détresse peut transmettre le message de détresse, à condition que:

- la station en détresse ne soit pas à même de le transmettre elle-même;
- le Commandant (ou son remplaçant) du navire, aéronef ou autre véhicule portant la station intervenante juge que d'autres secours sont nécessaires.

§ 9. (1) Les stations qui reçoivent un message de détresse d'une station mobile se trouvant, sans doute possible, dans leur voisinage doivent en accuser réception immédiatement (voir §§ 15 et 16 ci-dessous), en prenant soin de ne pas troubler la transmission de l'accusé de réception dudit message effectuée par d'autres stations.

(2) Les stations qui reçoivent un message de détresse d'une station mobile qui, sans doute possible, n'est pas dans leur voisinage doivent laisser s'écouler un court laps de temps avant d'en accuser réception, afin de permettre à des stations plus proches de la station mobile en détresse de répondre et d'accuser réception sans brouillage.

##### Trafic de détresse.

§ 10. Le trafic de détresse comprend tous les messages relatifs au secours immédiat nécessaire à la station mobile en détresse.

§ 11. Tout trafic de détresse doit comprendre le signal de détresse, transmis avant l'heure de dépôt.

§ 12. La direction du travail de détresse appartient à la station mobile en détresse ou à la station mobile qui, par application des dispositions du § 8, littéra a), a produit l'appel de détresse. Ces stations peuvent céder la direction du travail de détresse à une autre station.

§ 13. Toutes les stations qui sont dans la zone des communications de détresse, mais qui ne prennent pas part à ces communications, doivent s'abstenir d'utiliser l'onde de détresse, jusqu'à ce que le travail de détresse soit terminé. Aussitôt ce travail établi sur l'onde de détresse, les stations mobiles qui n'y participent pas peuvent continuer leur service normal sur les autres ondes autorisées du type A 1, si, en opérant ainsi, rien ne les empêche de bien percevoir le trafic de détresse.

§ 14. (1) Lorsque le travail de détresse est terminé et que l'observation du silence n'est plus nécessaire, la station qui a eu la direction de ce travail transmet, sur l'onde de détresse, un message adressé à CQ, indiquant que le travail de détresse est terminé. Ce message affecte la forme suivante:

Indicatif d'appel CQ (trois fois), mot DE, indicatif d'appel de la station qui transmet le message, signal de détresse, heure de dépôt du message, nom et indicatif d'appel de la station mobile qui était en détresse, mots „trafic détresse terminé“.

(2) Ce message est répété, s'il y a lieu, sur les autres ondes sur lesquelles le travail de détresse a eu lieu.

##### Accusé de réception d'un message de détresse.

##### Répétition d'un appel ou d'un message de détresse.

§ 15. L'accusé de réception d'un message de détresse est donné sous la forme suivante:

Indicatif d'appel de la station mobile en détresse (trois fois), mot DE, indicatif d'appel de la station qui accuse réception (trois fois), groupe RRR, signal de détresse.

§ 16. Toute station mobile qui donne l'accusé de réception d'un message de détresse doit faire connaître aussitôt que possible son nom et sa position (sous la forme indiquée au § 4), en prenant soin de ne pas troubler d'autres stations mieux placées pour apporter un secours immédiat à la station en détresse.

§ 17. Si une station mobile employant des ondes entretenues, non comprises dans la bande de 485 à 515 kc/s (620—580 m), entend un message de détresse émis sur l'onde de 500 kc/s (600 m), en dehors des périodes de silence imposées sur l'onde de 500 kc/s (600 m) et si le navire, aéronef ou autre véhicule portant cette station n'est pas à même de fournir du secours, ladite station doit prendre toutes les dispositions possibles pour attirer l'attention d'autres stations mobiles dans le voisinage, qui travaillent sur des ondes non comprises dans la bande susmentionnée.

§ 18. Des répétitions de l'appel de détresse ou du message de détresse, par des stations mobiles autres que la station en détresse, ne sont permises que sur l'autorisation du Commandant (ou de son remplaçant) desdites stations, tout en prenant soin de ne pas produire du brouillage, par des répétitions inutiles.

§ 19. Une station qui répète un appel de détresse ou un message de détresse y ajoute, à la fin, le mot DE suivi de son propre indicatif d'appel, transmis trois fois.

§ 20. Dans le cas où une station reçoit un appel de détresse ou un message de détresse, mais n'est pas en mesure de fournir du secours et est portée à croire qu'il n'a pas été accusé réception du message de détresse, elle doit répéter ce message à toute puissance, sur l'onde de détresse, et prendre toutes les dispositions nécessaires pour aviser les autorités qui peuvent intervenir utilement.



## Signal d'alarme automatique.

§ 21. La composition du signal d'alarme automatique doit répondre aux conditions suivantes:

- a) Ce signal doit pouvoir être émis à la main ou par un appareil automatique, sans difficulté, avec une précision, quant à la mesure du temps, qui ne doit pas être plus grande que celle d'une montre ou d'une horloge indiquant les secondes.
- b) Sa composition doit être nettement distincte et facilement reconnue par une personne ignorant le Code Morse, et elle doit pouvoir se prêter à la création facile et à bon marché d'un récepteur automatique qui:
  - <sup>10</sup> répond au signal d'alarme, même lorsque de nombreux postes travaillent, et aussi quand il y a du brouillage atmosphérique;
  - <sup>20</sup> n'est pas mis en action par des signaux puissants ou des atmosphériques, lorsque ceux-ci ne sont pas accompagnés du signal d'alarme;
  - <sup>30</sup> possède une sensibilité égale à celle d'un récepteur détecteur-cristal relié à la même antenne;
  - <sup>40</sup> avertit quand son fonctionnement cesse d'être normal.
- c) Ladite composition doit être différente du signal employé pour le réglage et le fonctionnement du variomètre.
- d) Avant qu'un récepteur automatique d'alarme soit approuvé pour l'usage des vaisseaux se trouvant sous la dépendance d'une Administration, celle-ci doit être convaincue, par des expériences pratiques faites dans des conditions de brouillage convenables, que l'appareil satisfait aux prescriptions de ce Règlement.
- e) Le signal d'alarme suivant est dès maintenant reconnu: une série de douze traits transmis en une minute, la durée de chaque trait étant de quatre secondes et la durée de l'intervalle entre deux traits, de une seconde.
- f) Ce signal spécial doit avoir pour seul but de faire fonctionner les appareils utilisés pour donner l'alarme. Il doit être uniquement employé pour annoncer que le signal de détresse va suivre.
- g) L'adoption du type de signal d'alarme mentionné en e) n'empêche pas une Administration d'autoriser l'emploi d'un appareil automatique qui répondrait aux conditions fixées ci-dessus et qui serait actionné par le signal réglementaire de détresse (... — — — ...).

## Signal d'urgence.

§ 22. (1) Le signal d'urgence consiste en plusieurs répétitions du groupe XXX, transmis en séparant bien les lettres de chaque groupe et les groupes successifs; il est émis avant un appel. Ce signal indique que la station appelante a un message très urgent à transmettre, concernant la sécurité du navire, de l'aéronef ou du véhicule qui la porte, d'un navire, aéronef ou autre véhicule en vue, ou encore la sécurité d'une personne quelconque se trouvant à bord ou en vue du bord. Dans le service radioaérien, l'expression PAN est utilisée comme signal d'urgence, en radiotéléphonie et en radiotélégraphie, lorsqu'une station d'aéronef veut signaler une avarie qui oblige l'aéronef à atterrir, sans nécessiter un secours immédiat. Dans le cas de la radiotélégraphie, les trois lettres doivent être bien séparées, afin que les signaux AN ne se transforment pas en signal P.

(2) Le signal d'urgence a la priorité sur toutes autres communications, sauf celles de détresse, et toutes les stations mobiles ou terrestres qui l'entendent doivent prendre soin de ne pas brouiller la transmission du trafic d'urgence.

(3) En règle générale, le signal d'urgence ne peut être employé que si la station mobile qui l'émet s'adresse à une station déterminée.

§ 23. (1) Les stations mobiles qui entendent le signal d'urgence doivent rester sur écoute pendant trois minutes, au moins. Passé ce délai, et si aucun message d'urgence n'a été entendu, elles peuvent reprendre leur service normal.

(2) Toutefois, les stations terrestres et de bord qui sont en communication sur des ondes autorisées autres que celle utilisée pour la transmission du signal d'urgence et de l'appel qui le suit peuvent continuer sans arrêt leur travail normal.

§ 24. Le signal d'urgence ne peut être transmis qu'avec l'autorisation du Commandant ou de la personne responsable du navire, de l'aéronef ou de tout autre véhicule portant la station mobile.

## Signal de sécurité.

§ 25. Le signal de sécurité consiste en la transmission du groupe TTT, en lettres bien séparées, suivi du mot DE et de l'indicatif d'appel de la station qui l'émet. Il annonce que cette station va transmettre un message concernant la sécurité de la navigation ou donnant d'importantes informations relatives aux messages d'avertissements météorologiques.

§ 26. Le signal de sécurité et le message de sécurité sont transmis sur l'onde de 500 kc/s (600 m) et, selon le cas, sur l'onde normale de veille des stations de bord et d'aéronef.

§ 27. Le signal de sécurité est transmis, une seule fois, pendant la première période de silence qui se présente (Article 17, § 2) et cela vers la fin de cette période. Toutes les stations qui le perçoivent doivent rester sur écoute sur l'onde normale d'appel (stations de bord) ou sur l'onde autorisée (stations d'aéronef), jusqu'à ce que le message annoncé par le signal de sécurité soit terminé. La transmission de ce message commence immédiatement après la fin de la période de silence.

## Article 20.

## Vacations des stations du service mobile.

## Stations terrestres.

§ 1. (1) Le service des stations terrestres est, autant que possible, permanent (de jour et de nuit). Toutefois, certaines stations terrestres peuvent avoir un service de durée limitée. Chaque Administration ou entreprise privée autorisée, à laquelle entreprise le droit en est reconnu par les lois de son Pays, fixe les heures de service des stations terrestres placées sous son autorité.

(2) Les stations terrestres dont le service n'est point permanent ne peuvent prendre clôture avant d'avoir:

<sup>10</sup> terminé toutes les opérations motivées par un appel de détresse;

<sup>20</sup> échangé tous les radiotélégrammes originaires ou à destination des stations mobiles qui se trouvent dans leur rayon d'action et ont signalé leur présence avant la cessation effective du travail.

(3) Le service des stations aéronautiques est continu pendant toute la durée du vol dans le ou les secteurs du ou des parcours, dont la station considérée assure le service des communications radioélectriques.

## Stations de bord.

§ 2. (1) Au point de vue du service international de la correspondance publique, les stations de bord sont classées en trois catégories:

1re catégorie: stations ayant un service permanent;

2e catégorie: stations ayant un service déterminé, de durée limitée;

3e catégorie: stations dont la durée du service est inférieure à celle qui est prévue pour les stations classées dans la 2e catégorie et stations dont la durée du service n'est pas déterminée.

(2) Les dispositions du § 1, alinéa (2), du présent Article s'appliquent aux stations de bord, strictement en ce qui concerne le service de détresse, et, autant que possible, en conformité avec l'esprit de ce qui est dit sous <sup>20</sup> dudit alinéa.

(3) Il appartient à chacun des Gouvernements contractants d'assurer l'efficacité du service dans les stations de bord de sa nationalité en exigeant la présence, dans ces stations, du nombre d'opérateurs nécessaire compte tenu de sa législation en cette matière.

(4) Pendant leur navigation, les stations de bord classées dans la 2e catégorie doivent assurer le service comme suit:

a) dans le cas de courtes traversées, pendant les heures fixées par l'Administration dont elles dépendent;

b) dans les autres cas, au moins pendant la durée qui leur est attribuée dans l'Appendice 5. Il est fait mention de cette durée dans la licence.

## Stations d'aéronef.

§ 3. Les stations d'aéronef sont classées en deux catégories:

1re catégorie: stations assurant le service pendant toute la durée du vol;

2e catégorie: stations dont les vacations ne sont pas déterminées.

§ 4. En ce qui concerne le service international de la correspondance publique des stations mobiles, le personnel de ces stations devra comporter, au moins:

a) pour les stations mobiles de la 1re catégorie: un opérateur possesseur d'un certificat de 1re classe;

b) pour les stations mobiles de la 2e catégorie: un opérateur possesseur d'un certificat de 1re ou de 2e classe;

c) pour les stations mobiles de la 3e catégorie: un opérateur ayant subi avec succès l'examen pour l'obtention du certificat de 2e classe.

## Article 21.

## Renseignements à faire figurer dans la licence.

Le Gouvernement qui délivre la licence à une station de bord ou d'aéronef y mentionne la catégorie dans laquelle cette station est classée. Lorsqu'il s'agit d'une station de bord classée dans la 2e catégorie, la licence porte aussi la mention de la durée de service assignée à la station, conformément aux indications de l'Appendice 5.

## Article 22.

## Adresse des radiotélégrammes.

§ 1. (1) L'adresse des radiotélégrammes à destination des stations mobiles doit être aussi complète que possible; elle est obligatoirement libellée comme suit:

a) nom ou désignation du destinataire, avec indication complémentaire, s'il y a lieu;

b) nom du navire ou, dans le cas d'un aéronef, indicatif d'appel, tels qu'ils figurent dans la première colonne de la Nomenclature;

c) nom de la station terrestre chargée de la transmission, tel qu'il figure à la Nomenclature.

(2) Toutefois, le nom et l'indicatif d'appel prévus au § 1 (1) b) peuvent être remplacés aux risques et périls et de l'expéditeur, par l'indication du parcours effectué par la station mobile, ce parcours étant déterminé par le nom des ports de départ et d'arrivée ou par toute autre mention équivalente.

(3) Lors de la réexpédition, sur les voies de communication du réseau général, d'un radiotélégramme reçu d'une station mobile, la station terrestre transmet comme origine le nom de la station mobile d'où émane le radiotélégramme, tel que ce nom figure à la Nomenclature, suivi du nom de ladite station terrestre.

§ 2. (1) Les stations mobiles autorisées à ne pas être pourvues de la Nomenclature officielle des bureaux télégraphiques peuvent faire suivre le nom du bureau télégraphique de destination du nom de la subdivision territoriale et, éventuellement, du nom du Pays de destination, si elles doutent que, sans cette adjonction, l'acheminement puisse être assuré sans hésitation.

(2) Le nom du bureau télégraphique et les indications complémentaires ne sont, dans ce cas, comptés et taxés que pour un seul mot. L'agent de la station terrestre qui reçoit le radiotélégramme maintient ou supprime ces indications, ou encore modifie le nom du bureau de destination, selon qu'il est nécessaire ou suffisant pour diriger le radiotélégramme sur sa véritable destination.

## Article 23.

## Ordre de priorité dans l'établissement des communications dans le service mobile.

L'ordre de priorité dans l'établissement des communications dans le service mobile est le suivant:

<sup>10</sup> appels de détresse, messages de détresse et trafic de détresse;

<sup>20</sup> communications précédées d'un signal d'urgence,

<sup>30</sup> communications précédées du signal de sécurité;

<sup>40</sup> communications relatives aux relevements radiogoniométriques;

<sup>50</sup> toutes les autres communications.

## Article 24.

## Appels.

§ 1. (1) En règle générale, il incombe à la station mobile d'établir la communication avec la station terrestre; elle ne peut appeler la station terrestre, dans ce but, qu'après être arrivée dans le rayon d'action de celle-ci.

(2) En principe, une station terrestre ayant du trafic pour une station mobile qui ne lui a pas signalé sa présence, ne doit appeler cette station que si elle est en droit de supposer que ladite station mobile est à sa portée et assure l'écoute.

§ 2. (1) Toutefois, les stations terrestres peuvent transmettre leur liste d'appels, formée des indicatifs d'appel de toutes les stations mobiles pour lesquelles elles ont du trafic en instance, à des intervalles déterminés, ayant fait l'objet d'accords conclus entre les Gouvernements intéressés. Les stations terrestres qui émettent leurs appels sur l'onde de 500 kc/s (600 m) transmettent les indicatifs d'appel de leur liste, par ordre alphabétique; les stations terrestres qui utilisent les ondes entretenues transmettent ces indicatifs d'appel dans l'ordre qui leur paraît convenir le mieux.

(2) En tous cas, les stations mobiles qui, dans cette transmission, perçoivent leur indicatif d'appel, doivent répondre aussitôt qu'elles le peuvent, en se conformant aux prescriptions du § 1 ci-dessus et en observant entre elles, autant que possible, l'ordre dans lequel elles ont été appelées. L'heure à laquelle les stations terrestres transmettent leur liste d'appels ainsi que les fréquences et les types d'ondes qu'elles utilisent à cette fin sont mentionnés dans la Nomenclature.

(3) La station terrestre fait connaître à chaque station mobile intéressée la fréquence et le type d'onde qui seront utilisés pour le travail avec elle, de même que l'heure approximative à laquelle ce travail pourra commencer.

§ 3. Quand une station terrestre reçoit, pratiquement en même temps, des appels de plusieurs stations mobiles, elle décide de l'ordre dans lequel ces stations pourront lui transmettre leur trafic, sa décision s'inspirant uniquement de la nécessité de permettre à chacune des stations appelantes d'échanger avec elle le plus grand nombre possible de radiotélégrammes.

§ 4. (1) Lorsqu'une station terrestre répond à l'appel d'une station mobile, elle peut, si elle le juge nécessaire, lui demander, à l'aide des abréviations appropriées, d'indiquer le nombre de radiotélégrammes en instance.

(2) Si des renseignements concernant la position, l'itinéraire, la vitesse ou les escales du navire, de l'aéronef ou de tout autre véhicule portant la station mobile, paraissent nécessaires à la station terrestre, celle-ci les demande par un avis de service gratuit adressé au Commandant ou à la personne responsable du navire, de l'aéronef ou du véhicule portant la station mobile, qui les fournit ou non, sous sa responsabilité. La station mobile ne doit donner des renseignements de cet ordre à la station terrestre qu'après qu'ils auront été demandés et fournis comme il est dit ci-dessus.

§ 5. Dans les communications entre stations côtières et stations mobiles, la station mobile se conforme aux instructions données par la station côtière, dans toutes les questions relatives à l'ordre de transmission, à l'heure de transmission et à la suspension du travail. Cette prescription ne s'applique pas aux cas de détresse.



§ 6. Dans les échanges entre stations mobiles et sauf dans le cas de détresse, la station appelée a le contrôle du travail, comme il est indiqué au § 5 ci-dessus.

§ 7. (1). Lorsqu'une station appelée ne répond pas à l'appel émis trois fois, à des intervalles de deux minutes, l'appel doit cesser et il ne peut être repris que 15 minutes plus tard. La station appelante, avant de recommencer l'appel, doit s'assurer que la station appelée n'est pas, à ce moment, en communication avec une autre station.

(2) L'appel peut être répété à des intervalles moins longs, s'il n'est pas à craindre qu'il vienne brouiller des communications en cours.

§ 8. Lorsque le nom et l'adresse de l'exploitant d'une station mobile ne sont pas mentionnés dans la Nomenclature ou ne sont plus en concordance avec les indications de celle-ci, il appartient à la station mobile de donner d'office à la station terrestre à laquelle elle transmet du trafic, tous les renseignements nécessaires, sous ce rapport, en utilisant, à cette fin, les abréviations appropriées.

#### Article 25.

##### Heure de dépôt des radiotélégrammes.

§ 1. Pour indiquer l'heure de dépôt des radiotélégrammes acceptés dans les stations mobiles, le préposé se base sur le temps moyen de Greenwich, et utilise la notation suivant le cadran de 24 heures. Cette heure est toujours exprimée et transmise à l'aide de quatre chiffres (0000 à 2359).

§ 2. Toutefois, les Administrations des Pays situés en dehors de la Zone „A“ (Appendice 6) peuvent autoriser les stations des navires longeant les côtes de leur Pays à utiliser le temps du fuseau pour l'indication, en un groupe de quatre chiffres, de l'heure de dépôt, et dans ce cas, le groupe doit être suivi de la lettre F.

#### Article 26.

##### Direction à donner aux radiotélégrammes.

§ 1. (1) En principe, la station mobile qui fait usage d'ondes du type A 2, A 3 ou B transmet ses radiotélégrammes à la station terrestre la plus proche.

(2) Toutefois, lorsque la station mobile peut choisir entre plusieurs stations terrestres se trouvant approximativement à la même distance, elle donne la préférence à celle qui est située sur le territoire du Pays de destination ou de transit normal des radiotélégrammes à transmettre. Quand la station choisie n'est pas la plus proche, la station mobile doit cesser le travail ou changer de type ou de fréquence d'émission à la première demande faite par la station terrestre du service intéressé qui est réellement la plus proche, demande motivée par le brouillage que ledit travail cause à celle-ci.

§ 2. La station mobile qui emploie des ondes du type A 1, comprises dans la bande autorisée, peut transmettre ses radiotélégrammes à une station terrestre qui n'est pas la plus proche. Il est, toutefois, recommandé, en ce cas, de donner la préférence à la station terrestre établie sur le territoire du Pays de destination ou du Pays qui paraît devoir assurer le plus rationnellement le transit des radiotélégrammes à transmettre.

§ 3. (1) Une station côtière, à laquelle une ou plusieurs ondes comprises dans la bande de 125 à 150 kc/s (2400—2000 m) sont allouées, possède sur cette ou sur ces ondes un droit de préférence.

(2) Toute autre station du service mobile transmettant un trafic public sur cette ou sur ces ondes, et causant ainsi du brouillage à ladite station côtière, doit suspendre son travail à la demande de cette dernière.

§ 4. Sauf dans les cas de détresse, les communications entre stations de bord ne doivent pas troubler le travail des stations côtières. Lorsque ce travail est ainsi troublé, les stations de bord qui en sont la cause doivent cesser leurs transmissions ou changer d'onde, à la première demande de la station côtière qu'elles gênent.

§ 5. Si l'expéditeur d'un radiotélégramme déposé dans une station mobile a désigné la station terrestre à laquelle il désire que son radiotélégramme soit transmis, la station mobile doit, pour effectuer cette transmission à la station terrestre indiquée, attendre éventuellement que les conditions prévues aux paragraphes précédents soient remplies.

§ 6. (1) Une station mobile qui n'a pas de vacations déterminées doit communiquer à la station terrestre avec laquelle elle est entrée en relation l'heure de clôture et l'heure de réouverture de son service.

(2) Toute station mobile dont le service est sur le point de fermer pour cause d'arrivée dans un port doit en avvertir la station terrestre la plus proche.

#### Article 27.

##### Onde à employer en cas de détresse.

En cas de détresse, l'onde de 500 kc/s (600 m) doit être, de préférence, utilisée en type A 2 ou B. Lorsqu'il n'est pas possible d'employer un de ces types d'ondes, le type A 1 ou A 3 peut être utilisé. Aucune disposition du présent Règlement ne peut faire obstacle à l'emploi, par une station mobile en détresse, de tous les moyens dont elle dispose pour attirer l'attention, signaler sa situation et obtenir du secours.

#### Article 28.

##### Mesures propres à réduire les interférences.

§ 1. Dans le cas où des ondes autres que l'onde normale peuvent être employées, la station de bord suit les instructions de la station côtière avec laquelle elle est en correspondance. En principe l'onde normale de 500 kc/s (600 m) ne doit pas être utilisée pour la transmission de longs radiotélégrammes dans les régions où le travail radioélectrique est intense.

§ 2. Pendant leurs heures de service, les stations utilisant, pour leur travail, des ondes du type A 2, A 3 ou B et ouvertes au service internationale de la correspondance publique doivent rester en écoute sur l'onde de 500 kc/s (600 m), sauf pendant qu'elles échangent du trafic sur d'autres ondes.

§ 3. En règle générale, il est recommandé de transmettre le trafic se rapportant à la correspondance publique sur des ondes du type A 1, plutôt que sur des ondes du type A 2 ou B.

§ 4. Toutes les stations du service mobile sont tenues d'échanger le trafic avec le minimum d'énergie rayonnée, nécessaire pour assurer une bonne communication.

#### Article 29.

##### Avis de non remise.

§ 1. Lorsque, pour une cause quelconque, un radiotélégramme originaire d'une station mobile et destiné à la terre ferme ne peut pas être remis au destinataire, il est émis un avis de non remise adressé à la station terrestre qui a reçu le radiotélégramme de la station mobile. Cette station terrestre, après vérification de l'adresse, réexpédie l'avis à la station mobile, si cela est possible, au besoin par l'intermédiaire d'une station terrestre du même Pays ou d'un Pays voisin, pour autant que la situation existante ou, éventuellement, des accords particuliers le permettent.

§ 2. Quand un radiotélégramme parvenu à une station mobile ne peut pas être remis, cette station en informe le bureau ou la station mobile d'origine, par un avis de service. Dans le cas d'un radiotélégramme émanant de la terre ferme, cet avis de service est transmis, autant que possible, à la station terrestre par laquelle le radiotélégramme a transité ou, le cas échéant, à une autre station terrestre du même Pays ou d'un Pays voisin, pour autant que la situation existante ou, éventuellement, des accords particuliers le permettent.

#### Article 30.

##### Délai de séjour des radiotélégrammes dans les stations terrestres.

§ 1. (1) Lorsque la station mobile à laquelle est destiné un radiotélégramme n'a pas signalé sa présence à la station terrestre dans le délai indiqué par l'expéditeur ou, à défaut d'une telle indication, jusqu'au matin du cinquième jour qui suit le jour du dépôt, la station terrestre en informe le bureau d'origine, qui prévient l'expéditeur. Celui-ci peut demander, par avis de service taxé, télégraphique ou postal, adressé à la

station terrestre, que son télégramme soit retenu jusqu'à l'expiration du quatorzième jour à compter du jour de dépôt; en l'absence d'un tel avis, le radiotélégramme est mis au rebut à la fin du septième jour.

(2) Toutefois, il n'est pas tenu compte de l'expiration de l'un quelconque des délais visés ci-dessus, quand la station terrestre a la certitude que la station mobile entrera prochainement dans son rayon d'action.

§ 2. D'autre part l'expiration des délais n'est pas attendue quand la station terrestre a la certitude que la station mobile est sortie définitivement de son rayon d'action. Si elle présume qu'aucune autre station terrestre de l'Administration ou de l'entreprise privée dont elle dépend n'est en liaison avec la station mobile, la station terrestre annule le radiotélégramme en ce qui concerne son parcours entre elle et la station mobile, et informe du fait le bureau d'origine, qui prévient l'expéditeur. Dans le cas contraire, elle le dirige sur la station terrestre présumée en liaison avec la station mobile, à condition toutefois qu'aucune taxe additionnelle n'en résulte.

§ 3. Lorsqu'un radiotélégramme ne peut pas être transmis à une station mobile, par suite de l'arrivée de celle-ci dans un port voisin de la station terrestre, cette dernière station peut, éventuellement, faire parvenir le radiotélégramme à la station mobile par d'autres moyens de communication.

#### Article 31.

##### Services spéciaux.

##### A. Services météorologiques. Signaux horaires. Avis aux navigateurs.

§ 1. Les messages météorologiques synoptiques, les messages de prévision et/ou de situation météorologique générale, et les signaux horaires doivent être transmis, en principe, conformément à un horaire déterminé. Les radiotélégrammes de cette classe, destinés aux stations mobiles, doivent être émis, autant que possible, aux heures où leur réception peut se faire par celles de ces stations n'ayant qu'un seul opérateur (voir Appendice 5); la vitesse de transmission doit être choisie de telle manière que la lecture des signaux soit possible à un opérateur ne possédant que le certificat de 2e classe.

§ 2. Pendant les transmissions „à tous“ des signaux horaires et des messages météorologiques destinés aux stations du service mobile, toutes les stations de ce service, dont les transmissions brouilleraient la réception des signaux et messages en question, doivent observer le silence, afin de permettre à toutes les stations qui le désirent, de recevoir lesdits signaux et messages.

§ 3. Les messages d'avertissements météorologiques et les avis intéressant la sécurité de la navigation présentant un caractère d'urgence pour les services mobiles sont transmis immédiatement et doivent être répétés à la fin de la première période de silence qui se présente (voir Article 17, § 2). Ces messages et avis doivent être émis sur les fréquences attribuées au service mobile auquel ils sont destinés; leur transmission est précédée du signal de sécurité TTT.

§ 4. En plus des services réguliers d'information prévus dans les paragraphes précédents, les Administrations prennent les mesures nécessaires pour que certaines stations soient chargées de communiquer, sur demande, des messages météorologiques aux stations du service mobile.

§ 5. Dans un intérêt de brièveté et de bonne utilisation par les stations mobiles, les observations météorologiques transmises par les stations du service mobile doivent, en principe, être rédigées suivant un code météorologique international.

##### B. Service des stations radiogoniométriques.

§ 6. Les Administrations sous l'autorité desquelles sont placées les stations radiogoniométriques n'acceptent aucune responsabilité quant aux conséquences d'un relèvement inexact.

§ 7. Ces Administrations notifient, pour être insérées dans la Nomenclature des stations radiotélégraphiques, les caractéristiques de chaque stations radiogoniométrique, en indiquant, pour chacune d'elles, les secteurs dans lesquels les relèvements sont normalement sûrs. Tout changement en ce qui concerne ces renseignements doit être publié sans retard; si le changement est d'une nature permanente, il doit être communiqué au Bureau international.

§ 8. (1) En service normal, les stations radiogoniométriques côtières doivent être à même de prendre et de fournir des relèvements aux stations de bord, soit sur la fréquence de 500 kc/s (600 m) seulement, soit sur la fréquence de 375 kc/s (800 m) seulement, soit indifféremment sur l'une et l'autre de ces deux fréquences.

(2) Une station d'aéronef désirant avoir un relèvement doit, pour le demander, appeler sur l'onde de 333 kc/s (900 m) ou sur une onde affectée à la route aérienne sur laquelle vole l'aéronef. Dans tous les cas où une station d'aéronef, étant à proximité de stations côtières, s'adresse à celles-ci pour obtenir un relèvement, elle doit faire usage de la fréquence de ces stations côtières.

§ 9. La procédure à suivre dans le service radiogoniométrique est donnée à l'appendice 8.

##### C. Service des radiophares.

§ 10. (1) Lorsqu'une Administration juge utile, dans l'intérêt de la navigation maritime et aérienne, d'organiser un service de radiophares, elle peut employer pour ce but:

- a) des radiophares proprement dits, établis sur terre ferme ou sur des navires amarrés d'une façon permanente; il sont à émission circulaire ou à émission directionnelle;
- b) des stations fixes, des stations côtières ou des stations aéronautiques désignées pour fonctionner aussi comme radiophares, à la demande des stations mobiles.

(2) Les radiophares proprement dits emploient des ondes de 285 à 315 kc/s (1050—950 m) des types A 1 et A 2, exclusivement.

(3) Les autres stations notifiées comme radiophares utilisent leur fréquence normale et leur type normal d'émission.

§ 11. Les signaux émis par les radiophares doivent permettre d'effectuer une bonne mesure au radiogoniomètre; ils doivent être choisis de manière à éviter tout doute, lorsqu'il s'agit de distinguer entre deux ou plusieurs radiophares.

§ 12. Les Administrations qui ont organisé un service de radiophares n'acceptent aucune responsabilité quant aux conséquences de relèvements inexacts obtenus au moyen des radiophares de ce service.

§ 13. (1) Les Administrations notifient, pour être insérées dans la Nomenclature des stations radiotélégraphiques, les caractéristiques de chaque radiophare proprement dit et de chaque station désignée pour fonctionner comme radiophare, y compris, s'il est nécessaire, l'indication des secteurs dans lesquels les relèvements sont normalement sûrs.

(2) Toute modification ou toute irrégularité de fonctionnement survenant dans le service des radiophares doit être publiée sans délai; si la modification ou l'irrégularité de fonctionnement est d'une nature permanente, elle doit être notifiée au Bureau international.

#### Article 32.

##### Comptabilité.

§ 1. (1) Les taxes terrestres et de bord n'entrent pas dans les comptes télégraphiques internationaux.

(2) Les comptes concernant ces taxes sont liquidés par les Administrations des Pays intéressés. Il sont établis mensuellement par les Administrations dont dépendent les stations terrestres, et communiqués par elles aux Administrations intéressées.

§ 2. Dans le cas où l'exploitant des stations terrestres n'est pas l'Administration du Pays, cet exploitant peut être substitué, en ce qui concerne les comptes, à l'Administration de ce Pays.

§ 3. Pour les radiotélégrammes originaires des stations mobiles, l'Administration dont dépend la station terrestre débite l'Administration dont dépend la station mobile d'origine des taxes terrestres, des taxes afférentes aux parcours sur le réseau général



des voies de communication — qui seront dorénavant appelées taxes télégraphiques —, des taxes totales perçues pour les réponses payées, des taxes terrestres et télégraphiques perçues pour le collationnement, des taxes afférentes à la remise par exprès, par poste ou par poste-avion et des taxes perçues pour les copies supplémentaires des télégrammes multiples. Les radiotélégrammes sont traités au point de vue de la comptabilité entre la station terrestre et le bureau de destination comme des télégrammes originaires du Pays où est établie la station terrestre.

§ 4. Pour les radiotélégrammes à destination d'un Pays situé au delà de celui auquel appartient la station terrestre, les taxes télégraphiques à liquider conformément aux dispositions ci-dessus sont celles qui résultent soit des tableaux des tarifs afférents à la correspondance télégraphique internationale, soit d'arrangements spéciaux conclus entre les Administrations de Pays limitrophes et publiés par ces Administrations, et non les taxes qui pourraient être perçues en appliquant des minima par télégramme ou des méthodes d'arrondir les prix par télégramme de quelque manière que ce soit.

§ 5. Pour les radiotélégrammes et les avis de service taxés, à destination des stations mobiles, l'Administration dont dépend le bureau d'origine est débitée directement, par celle dont dépend la station terrestre, des taxes terrestres et de bord plus les taxes terrestres et de bord (des radiotélégrammes) applicables au collationnement, mais seulement dans le cas où le télégramme a été transmis à la station mobile. L'Administration dont dépend le bureau d'origine est toujours débitée, de Pays à Pays, s'il y a lieu, par la voie des comptes télégraphiques, et par l'Administration dont dépend la station terrestre, des taxes totales afférentes aux réponses payées. En ce qui concerne les taxes télégraphiques et les taxes relatives à la remise par poste ou par poste-avion et aux copies supplémentaires, il est opéré, pour ce qui regarde les comptes télégraphiques, conformément à la procédure télégraphique normale. L'Administration dont dépend la station terrestre crédite, pour autant que le radiotélégramme ait été transmis, celle dont dépend la station mobile destinataire: de la taxe de bord, s'il y a lieu, des taxes revenant aux stations mobiles intermédiaires, de la taxe totale perçue pour les réponses payées, de la taxe de bord relative au collationnement, des taxes perçues pour les copies supplémentaires des télégrammes multiples et des taxes perçues pour la remise par poste ou par poste-avion.

§ 6. Les avis de service taxés et les réponses aux télégrammes avec réponse payée sont traités, dans les comptes radiotélégraphiques, c'est-à-dire les comptes portant sur l'acheminement dans le service mobile, sous tous les rapports comme les autres radiotélégrammes.

§ 7. Pour les radiotélégrammes échangés entre stations mobiles

a) par l'intermédiaire d'une seule station terrestre:

L'Administration dont dépend la station terrestre débite celle dont dépend la station mobile d'origine: de la taxe terrestre, de la taxe télégraphique territoriale, s'il y a lieu, et de la taxe de la station mobile de destination. Elle crédite l'Administration dont dépend la station mobile de destination de la taxe de bord revenant à cette station.

b) par l'intermédiaire de deux stations terrestres:

L'Administration dont dépend la première station terrestre débite celle dont dépend la station mobile d'origine de toutes les taxes perçues, déduction faite des taxes revenant à cette station mobile. L'Administration dont dépend la seconde station terrestre — qui est celle chargée de transmettre le radiotélégramme à la station mobile destinataire — débite directement l'Administration dont dépend la première station terrestre des taxes afférentes à cette transmission, mais seulement dans le cas où le radiotélégramme a été transmis à la station mobile.

§ 8. Pour les radiotélégrammes qui sont acheminés, à la demande de l'expéditeur en recourant à une ou deux stations mobiles intermédiaires, chacune de celles-ci débite la station mobile de destination, s'il s'agit d'un radiotélégramme destiné à une station mobile, ou la station mobile d'origine, quand le radiotélégramme provient d'une station mobile, de la taxe de bord lui revenant pour le transit.

§ 9. En principe, la liquidation des comptes afférents aux échanges entre stations mobiles se fait directement entre les exploitants de ces stations, l'exploitant dont dépend la station d'origine étant débité par celui dont dépend la station de destination.

§ 10. (1) Les comptes mensuels servant de base à la comptabilité spéciale des radiotélégrammes, visés aux paragraphes qui précèdent, sont établis radiotélégramme par radiotélégramme, avec toutes les indications utiles et dans un délai de trois mois à partir du mois auquel ils se rapportent. Le délai peut dépasser trois mois, quand des difficultés exceptionnelles se présentent dans le transport postal des documents entre les stations radioélectriques et les Administrations dont elles dépendent.

(2) Sauf entente contraire, les comptes mensuels servent de décompte et leur vérification, leur acceptation et leur liquidation doivent être opérées dans un délai de six mois prenant cours à la date de leur envoi, sauf quand des difficultés exceptionnelles se présentent dans le transport des documents, par suite de la très longue durée des voyages.

(3) Lorsque la constatation de différences s'oppose à l'acceptation d'un compte, le solde en est néanmoins payé dans le délai de six mois mentionné ci-dessus et les rectifications reconnues nécessaires ultérieurement sont comprises dans un compte mensuel subséquent. Les soldes des comptes qui n'ont pas été payés dans ledit délai, éventuellement augmenté du délai résultant des difficultés exceptionnelles de transport envisagées plus haut, sont productifs d'intérêts, à raison de sept pour cent (7%) par an, à dater du lendemain du jour de l'expiration du délai de six mois, prolongé, le cas échéant, comme il est dit ci-dessus.

(4) La liquidation et le règlement des comptes présentés plus de deux ans après la date de dépôt des radiotélégrammes auxquels ces comptes se rapportent peuvent être refusés par l'Administration débitrice.

§ 11. Les Gouvernements se réservent la faculté de prendre entre eux et avec les exploitations privées intéressées des arrangements spéciaux, en vue de l'adoption d'autres dispositions concernant la comptabilité.

Article 33.

Comité consultatif international technique des communications radioélectriques.

§ 1. Le Comité consultatif international technique des communications radioélectriques, institué par l'Article 17 de la Convention, est chargé d'étudier les questions techniques et connexes qui intéressent les radiocommunications internationales et qui lui sont soumises par les Administrations ou entreprises privées participantes. Son rôle se limite à émettre des avis sur les questions qu'il aura étudiées. Il transmet ces avis au Bureau international, en vue de leur communication aux Administrations et entreprises privées intéressées.

§ 2. (1) Ce Comité est formé, pour chaque réunion, des experts des Administrations et entreprises privées autorisées, d'exploitation radioélectrique, qui veulent participer à ses travaux et s'engagent à contribuer, par parts égales, aux frais communs de la réunion envisagée. Les dépenses personnelles des experts sont supportées par l'Administration ou l'entreprise privée qui a délégué ces derniers.

(2) Les experts desdites entreprises privées autorisées participent aux travaux avec voix consultative. Toutefois, lorsqu'un Pays n'est pas représenté par une Administration, les experts des entreprises privées autorisées de ce Pays disposent, pour leur ensemble et quel que soit leur nombre, d'une seule voix délibérative.

§ 3. L'Administration des Pays-Bas est chargée d'organiser la première réunion du Comité consultatif international technique des communications radioélectriques et d'établir le programme des travaux de cette réunion.

§ 4. Les Administrations qui se seront fait représenter à une réunion du Comité s'entendent pour désigner l'Administration qui convoquera la réunion suivante. Les questions à examiner par le Comité sont envoyées à l'Administration organisatrice de la première réunion à venir, et c'est cette Administration qui fixe la date et le programme de ladite réunion.

§ 5. En principe, les réunions du Comité consultatif international technique des communications radioélectriques ont lieu de deux en deux ans.

Article 34.

Bureau international.

§ 1. (1) Les dépenses supplémentaires résultant du fonctionnement du Bureau international de l'Union télégraphique, pour les besoins des services radioélectriques, ne doivent pas dépasser deux cent mille francs par an, non compris: a) les frais afférents aux travaux des Conférences, b) les frais afférents aux travaux de Comités régulièrement créés, lorsque, suivant les dispositions du Règlement général ou la décision d'une Conférence, ces frais sont à supporter par tous les Pays contractants.

(2) La somme de deux cent mille francs pourra être modifiée ultérieurement, du consentement unanime des Gouvernements contractants.

§ 2. L'Administration supérieure de la Confédération suisse est désignée pour organiser la Division des services radioélectriques du Bureau international de l'Union télégraphique mentionné à l'Article 16 de la Convention; elle en a la haute surveillance, contrôle les dépenses, fait les avances nécessaires et établit le compte annuel. Ce compte est communiqué à toutes les autres Administrations.

§ 3. Les sommes avancées par l'Administration qui contrôle le Bureau international, pour les besoins des services radioélectriques, doivent être remboursées, par les Administrations débitrices, dans le plus bref délai et, au plus tard, dans les trois mois qui suivent la date de la réception du compte. Passé ce délai de trois mois, les sommes dues sont productives d'intérêts, au profit de l'Administration créditrice, à raison de sept pour cent (7%) l'an, à compter du jour de l'expiration du délai susmentionné.

§ 4. (1) Pour la répartition des frais, les Etats contractants sont divisés en six classes, contribuant chacune dans la proportion d'un certain nombre d'unités, savoir:

1re classe	25 unités	4e classe	10 unités
2e	20	5e	5
3e	15	6e	3

(2) Les Administrations font connaître au Bureau international dans quelle classe elles désirent que leur Pays soit rangé.

(3) Les coefficients ci-dessus sont multipliés, pour chaque classe, par le nombre des Etats qui en font partie, et la somme des produits ainsi obtenue fournit le nombre par lequel la dépense totale doit être divisée, pour déterminer le montant de l'unité de dépense.

Conformément aux dispositions de l'Article 13 de la Convention de Washington, le présent Règlement général entrera en vigueur le 1er Janvier 1929.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé ce Règlement général en un exemplaire qui restera déposé aux archives du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et dont une copie sera remise à chaque Gouvernement.

Fait à Washington, le 25 Novembre 1927.

(Suivent les mêmes signatures que pour la Convention.)

APPENDICE 1.

Liste des abréviations à employer dans les transmissions radioélectriques. (Voir l'Art. 9 du Règlement général.)

CODE Q).

I. Abréviations utilisables dans tous les services.

Abré- vation	Question	Réponse ou avis
QRA	Quel est le nom de votre station?	Le nom de ma station est .....
QRB	A quelle distance approximative vous trouvez-vous de ma station?	La distance approximative entre nos stations est de ... milles marins (ou ... kilomètres).
QRC	Par quelle entreprise privée (ou Administration d'Etat) sont liquidés les comptes de taxes de votre station?	Les comptes de taxes de ma station sont liquidés par l'entreprise privée ... (ou par l'Administration de l'Etat ...).
QRD	Où allez-vous?	Je vais à ...
QRE	Quelle est la nationalité de votre station?	Ma station est de nationalité ...
QRF	D'où venez-vous?	Je viens de ...
QRG	Voulez-vous m'indiquer ma longueur d'onde (ma fréquence) exacte en mètres (ou en kilocycles)?	Votre longueur d'onde exacte est de ... mètres (ou ... kilocycles).
QRH	Quelle est votre longueur d'onde (votre fréquence) exacte en mètres (ou en kilocycles)?	Ma longueur d'onde (Ma fréquence) exacte est de ... mètres (ou ... kilocycles).
QRI	La tonalité de mon émission est-elle mauvaise?	La tonalité de votre émission est mauvaise.
QRJ	Me recevez-vous mal? Mes signaux sont-ils faibles?	Je ne peux pas vous recevoir. Vos signaux sont trop faibles.
QRK	Me recevez-vous bien? Mes signaux sont-ils bons?	Je vous reçois bien. Vos signaux sont bons.
QRL	Etes-vous occupé?	Je suis occupé (ou suis occupé avec ...). Prière de ne pas brouiller.
QRM	Etes-vous brouillé?	Je suis brouillé.
QRN	Etes-vous troublé par les atmosphériques?	Je suis troublé par les atmosphériques.
QRO	Dois-je augmenter l'énergie?	Augmentez l'énergie.
QRP	Dois-je diminuer l'énergie?	Diminuez l'énergie.
QRQ	Dois-je transmettre plus vite?	Transmettez plus vite (... mots par minute).
QRS	Dois-je transmettre plus lentement?	Transmettez plus lentement (... mots par minute).
QRT	Dois-je cesser la transmission?	Cessez la transmission.
QRU	Avez-vous quelque chose pour moi?	Je n'ai rien pour vous.
QRV	Dois-je transmettre une série de VVV ...?	Transmettez une série de VVV ...
QRW	Dois-je aviser ... que vous l'appellez?	Prière d'aviser ... que je le appelle.
QRX	Dois-je attendre? A quel moment me rappellerez-vous?	Attendez jusqu'à ce que j'aie fini de communiquer avec ... Je vous rappellerai aussitôt (ou à ... (heure)).
QRY	Quel est mon tour?	Votre tour est numéro ... (ou d'après toute autre indication).
QRZ	Par qui suis-je appelé?	Vous êtes appelé par ...
QSA	Quelle est la force de mes signaux (1 à 5)?	La force de vos signaux est (1 à 5).
QSB	La force de mes signaux varie-t-elle?	La force de vos signaux varie.
QSC	Mes signaux disparaissent-ils totalement par intervalles?	Vos signaux disparaissent totalement par intervalles.
QSD	Ma manipulation est-elle mauvaise?	Votre manipulation est mauvaise. Vos signaux sont illisibles.
QSE	Mes signaux sortent-ils nettement?	Vos signaux collent.
QSF	Ma transmission automatique est-elle bonne?	Votre transmission automatique disparaît.
QSG	Dois-je transmettre les télégrammes par série de cinq, dix (ou d'après toute autre indication)?	Transmettez les télégrammes par séries de cinq, dix (ou d'après toute autre indication).

1) Les abréviations prennent la forme de question quand elles sont suivies d'un point d'interrogation.



Abbréviation	Question	Réponse ou avis
QSH	Dois-je transmettre un télégramme à la fois en le répétant deux fois?	Transmettez un télégramme à la fois en le répétant deux fois.
QSI	Dois-je transmettre les télégrammes dans l'ordre alternatif, sans répétition?	Transmettez les télégrammes dans l'ordre alternatif, sans répétition.
QSJ	Quelle est la taxe à percevoir par mot pour ... y compris votre taxe télégraphique intérieure?	La taxe à percevoir par mot pour ... est de ... francs, y compris ma taxe télégraphique intérieure.
QSK	Dois-je suspendre le trafic? A quelle heure me rappellerez-vous?	Suspendez le trafic. Je vous rappellerai à ... (heure).
QSL	Pouvez-vous me donner accusé de réception?	Je vous donne accusé de réception.
QSM	Avez-vous reçu mon accusé de réception?	Je n'ai pas reçu votre accusé de réception.
QSN	Pouvez-vous me recevoir en ce moment? Dois-je rester sur écoute?	Je ne puis vous recevoir en ce moment. Restez sur écoute.
QSO	Pouvez-vous communiquer avec ... directement (ou par l'intermédiaire de ...)?	Je puis communiquer avec ... directement (ou par l'intermédiaire de ...).
QSP	Voulez-vous retransmettre à ... gratuitement?	Je retransmettrai à ... gratuitement.
QSQ	Dois-je transmettre chaque mot ou groupe une seule fois?	Transmettez chaque mot ou groupe une seule fois.
QSR	L'appel de détresse reçu de ... a-t-il été réglé?	L'appel de détresse reçu de ... a été réglé par ...
QSU	Dois-je transmettre sur ... mètres (ou sur ... kilocycles), ondes du type A1, A2, A3, ou B?	Transmettez sur ... mètres (ou sur ... kilocycles), ondes du type A1, A2, A3, ou B. Je vous écoute.
QSV	Dois-je passer sur l'onde de ... mètres (ou de ... kilocycles), pour la suite de nos communications, et continuer après avoir émis quelques VVV?	Passez sur l'onde de ... mètres (ou de ... kilocycles), pour la suite de nos communications, et continuez après avoir émis quelques VVV.
QSW	Voulez-vous transmettre sur ... mètres (ou sur ... kilocycles), ondes du type A1, A2, A3 ou B?	Je vais transmettre sur ... mètres (ou sur ... kilocycles), ondes du type A1, A2, A3 ou B. Restez sur écoute.
QSX	Ma longueur d'onde (Ma fréquence) varie-t-elle?	Votre longueur d'onde (Votre fréquence) varie.
QSY	Dois-je transmettre sur l'onde de ... mètres (ou de ... kilocycles), sans changer de type d'onde?	Transmettez sur l'onde de ... mètres (ou de ... kilocycles), sans changer de type d'onde.
QSZ	Dois-je transmettre chaque mot ou groupe deux fois?	Transmettez chaque mot ou groupe deux fois.
QTA	Dois-je annuler le télégramme N°... comme s'il n'avait pas été transmis?	Annulez le télégramme N°... comme s'il n'avait pas été transmis.
QTB	Etes-vous d'accord avec mon compte de mots?	Je ne suis pas d'accord avec votre compte de mots; je répète la première lettre de chaque mot et le premier chiffre de chaque nombre.
QTC	Combien avez-vous de télégrammes à transmettre?	J'ai ... télégrammes pour vous (ou pour ...).
QTD	Le compte de mots que je vous confirme est-il admis?	Le compte de mots que vous me confirmez est admis.
QTE	Quel est mon relèvement vrai? ou Quel est mon relèvement vrai relativement à ...?	Votre relèvement vrai est de ... degrés ou Votre relèvement vrai relativement à ... est de ... degrés à ... (heure).
QTF	Voulez-vous m'indiquer la position de ma station sur la base de relèvements pris par les postes radiogoniométriques que vous contrôlez?	La position de votre station sur la base des relèvements pris par les postes radiogoniométriques que je contrôle est ... latitude ... longitude.
QTG	Voulez-vous transmettre votre indicatif d'appel pendant une minute sur l'onde de ... mètres (ou de ... kilocycles) pour que je puisse prendre votre relèvement radiogoniométrique?	Je transmets mon indicatif d'appel pendant une minute sur l'onde de ... mètres (ou de ... kilocycles) pour que vous puissiez prendre mon relèvement radiogoniométrique.
QTH	Quelle est votre position en latitude et en longitude (ou d'après toute autre indication)?	Ma position est ... latitude ... longitude (ou d'après toute autre indication).
QTI	Quelle est votre route vraie?	Ma route vraie est de ... degrés.
QTJ	Quelle est votre vitesse de marche?	Ma vitesse de marche est de ... noeuds (ou de ... kilomètres) à l'heure.
QTK	Quel est le relèvement vrai de ... relativement à vous?	Le relèvement vrai de ... relativement à moi est de ... degrés à ... (heure).
QTL	Transmettez des signaux radioélectriques pour me permettre de déterminer mon relèvement par rapport au radiophare?	Je transmets des signaux radioélectriques pour vous permettre de déterminer votre relèvement par rapport au radiophare.
QTM	Transmettez des signaux radioélectriques et des signaux acoustiques sous-marins pour me permettre de déterminer mon relèvement et ma distance?	Je transmets des signaux radioélectriques et des signaux acoustiques sous-marins pour vous permettre de déterminer votre relèvement et votre distance.
QTN	Pouvez-vous prendre le relèvement de ma station (ou de ...) relativement à vous?	Je ne puis pas prendre le relèvement de votre station (ou de ...) relativement à moi.
QTP	Allez-vous entrer dans le bassin (ou dans le port)?	Je vais entrer dans le bassin (ou dans le port).
QTR	Quelle est l'heure exacte?	L'heure exacte est ...
QTS	Quel est le relèvement vrai de votre station relativement à moi?	Le relèvement vrai de ma station relativement à vous est de ... à ... (heure).
QTU	Quelles sont les heures d'ouverture de votre station?	Les heures d'ouverture de ma station sont de ... à ...

II. Abréviations utilisables plus spécialement dans le service radioaérien.

Abbréviation	Question	Réponse ou avis
QAA	A quelle heure comptez-vous arriver à ...?	Je compte arriver à ... à ... (heure).
QAB	Etes-vous en route pour ...?	Je suis en route pour ...
QAC	Retournez-vous à ...?	Faites route pour ...
QAD	A quelle heure avez-vous quitté ... (lieu du départ)?	Je retourne à ...
QAE	Avez-vous des nouvelles de ... (indicatif d'appel de la station de l'aéronef)?	Retournez à ...
QAF	A quelle heure avez-vous passé à ...?	J'ai quitté ... (lieu du départ à ... (heure)).
QAH	Quelle est votre hauteur?	Je n'ai pas de nouvelles de ... (indicatif d'appel de la station de l'aéronef).
QAI	Y a-t-il quelque aéronef signalé dans mon voisinage?	J'ai passé à ... à ... (heure).
QAJ	Dois-je rechercher un autre aéronef dans mon voisinage?	Ma hauteur est ... mètres (ou d'après toute autre indication).
QAK	Sur quelle onde allez-vous transmettre les messages d'avertissements météorologiques?	Il n'y a aucun aéronef signalé dans votre voisinage.
QAL	Allez-vous atterrir à ...?	Recherchez un autre aéronef dans votre voisinage
QAM	Pouvez-vous me donner le dernier message météorologique du temps pour ... (lieu d'observation)?	Recherchez ... (indicatif d'appel de la station de l'aéronef) qui volait près de ... (ou en direction de ...) à ... (heure).
QAN	Pouvez-vous me donner le dernier message météorologique du vent de surface pour ... (lieu d'observation)?	Je vais transmettre les messages d'avertissements météorologiques sur l'onde de ... mètres (ou de ... kilocycles).
QAO	Pouvez-vous me donner le dernier message météorologique du vent supérieur pour ... (lieu d'observation)?	Je vais atterrir à ...

Abbréviation	Question	Réponse ou avis
QAP	Dois-je rester sur écoute pour vous (ou pour ...) sur ... mètres (ou sur ... kilocycles)?	Restez sur écoute pour moi (ou pour ...) sur ... mètres (ou sur ... kilocycles).
QAA	Voulez-vous faire hâter la réponse au message N°... (ou d'après toute autre indication)?	Je fais hâter la réponse au message N°... (ou d'après toute autre indication).
QAR	Dois-je répondre à ... pour vous?	Répondez à ... pour moi.
QAS	Dois-je transmettre le message N°... (ou d'après toute autre indication) à ...?	Transmettez le message N°... (ou d'après toute autre indication) à ...
QAT	Dois-je continuer à transmettre?	Ecoutez avant de transmettre; vous brouillez
QAU	Quel est le dernier message reçu par vous de ...?	Ecoutez avant de transmettre; vous transmettez en même temps que ...
QAV	M'appellez-vous?	Le dernier message reçu par moi de ... est ...
QAW	Appellez-vous ... (indicatif d'appel de la station d'aéronef)?	Je vous appelle
QAX	Dois-je cesser l'écoute jusqu'à ... (heure)?	J'appelle ... (indicatif d'appel de la station d'aéronef).
QAY	Avez-vous reçu le signal d'urgence fait par ... (indicatif d'appel de la station d'aéronef)?	Cessez l'écoute jusqu'à ... (heure).
QAZ	Pouvez-vous recevoir malgré l'orage?	J'ai reçu le signal d'urgence fait par ... (indicatif d'appel de la station d'aéronef) à ... (heure).

III. Abréviations diverses.

Abbréviation	Signification
C	Oui
N	Non.
P	Annonce de télégramme privé dans le service mobile (à employer en préfixe).
W	Mot ou mots.
AA	Tout après ... (à employer après un point d'interrogation pour demander une répétition).
AB	Tout avant ... (à employer après un point d'interrogation pour demander une répétition).
AL	Tout ce qui vient d'être transmis (à employer après un point d'interrogation pour demander une répétition).
BN	Tout entre ... (à employer après un point d'interrogation pour demander une répétition).
BQ	Annonce de réponse à une demande de rectification.
CL	Je ferme ma station
CS	Indicatif d'appel (à employer pour demander ou faire répéter un indicatif d'appel).
DB	Je ne puis pas vous fournir de relèvement, vous n'êtes pas dans le secteur vérifié de cette station.
DC	Le minimum de votre signal convient pour le relèvement.
DF	Votre relèvement à ... (heure) était de ... degrés, dans le secteur douteux de cette station, avec une erreur possible de deux degrés.
DG	Veuillez m'aviser si vous constatez une erreur dans le relèvement donné.
DI	Relèvement douteux par suite de la mauvaise qualité de votre signal.
DJ	Relèvement douteux par suite du brouillage.
DL	Votre relèvement à ... (heure) était de ... degrés dans le secteur incertain de cette station.
DO	Relèvement douteux. Demandez un autre relèvement plus tard ou à ... (heure).
DP	Au delà de 50 milles, l'erreur possible de relèvement peut atteindre deux degrés.
DS	Réglez votre transmetteur, le minimum de votre signal est trop étendu.
DT	Je ne puis pas vous fournir de relèvement, le minimum de votre signal est trop étendu.
DY	Cette station est bilatérale, quelle est votre direction approximative en degrés relativement à cette station?
DZ	Votre relèvement est réciproque (à utiliser seulement par la station de contrôle d'un groupe de stations radiogoniométriques lorsqu'elle s'adresse à d'autres stations du même groupe).
ER	Ici ... (à employer avant le nom de la station mobile dans la transmission des indications de route).
GA	Reprenez la transmission (à employer plus spécialement dans le service fixe).
JM	Si je puis transmettre, faites une série de traits. Pour arrêter ma transmission, faites une série de points.
MN	(à ne pas utiliser sur 600 mètres (500 kilocycles).
NW	Minute ou minutes (à employer pour marquer la durée d'une attente).
OK	Je reprends la transmission (à employer plus spécialement dans le service fixe).
RQ	Nous sommes d'accord.
SA	Annonce d'une demande de rectification.
SF	Annonce du nom d'une station d'aéronef (à employer dans la transmission des indications de passage).
SN	Annonce du nom d'une station aéronautique.
SS	Annonce du nom d'une station côtière.
TR	Annonce du nom d'une station de bord (à employer dans la transmission des indications de passage).
UA	Annonce de la demande ou de l'envoi d'indications concernant une station mobile.
WA	Sommes-nous d'accord?
WB	Mot après ... (à employer après un point d'interrogation pour demander une répétition).
XS	Mot avant ... (à employer après un point d'interrogation pour demander une répétition).
YS	Parasites atmosphériques.
ABV	Voyez votre avis de service.
ADR	Abrégez le trafic en employant les abréviations internationales
CFM	ou Répétez (ou Je répète) les chiffres en abrégé.
COL	Adresse (à employer après un point d'interrogation pour demander une répétition).
ITP	Confirmez ou Je confirme.
MSG	Collationnez ou Je collationne.
PBL	La ponctuation compte.
REF	Annonce de télégramme concernant le service du bord (à employer en préfixe).
RPT	Préambule (à employer après un point d'interrogation pour demander une répétition).
SIG	Référence à ... ou Référez-vous à ...
SVC	Répétez ou Je répète (à employer pour demander ou pour donner répétition de tout ou partie du trafic, en faisant suivre l'abréviation des indications correspondantes).
TFC	Signature (à employer après un point d'interrogation pour demander une répétition).
TXT	Annonce de télégramme de service concernant le trafic privé (à employer en préfixe).

APPENDICE 2.

Rapport sur une infraction à la Convention radiotélégraphique ou aux Règlements de service. (Voir l'Art. 12 du Règlement général.)

Détails relatifs à la stations transgressant le Règlement.	
1. Nom, s'il est connu (en caractères d'imprimerie) (Remarque a)	.....
2. Indicatif d'appel (en caractères d'imprimerie)	.....
3. Nationalité, si elle est connue	.....
4. Onde employée (kc/s ou m)	.....
5. Système (Remarque b)	.....
Détails relatifs à la station signalant l'irrégularité.	
6. Nom (en caractères d'imprimerie)	.....
7. Indicatif d'appel (en caractères d'imprimerie)	.....
8. Nationalité	.....
9. Position approximative (Remarque c)	.....



Détails de l'irrégularité.

10. Nom (Remarque d.) de la station en communication avec celle qui commet l'infraction	.....
11. Indicatif d'appel de la station en communication avec celle qui commet l'infraction	.....
12. Heure (Remarque e) et date	.....
13. Nature de l'irrégularité (Remarque f)	.....

14. Extraits du journal de bord et autres documents à l'appui du rapport (à continuer au verso, si nécessaire) Heure.

15. Certificat.  
Je certifie que le rapport ci-dessus donne, autant que je sache, le compte rendu complet et exact de ce qui a eu lieu.  
Date: le ..... 19..... (\*)

(\*) Ce rapport doit être signé par l'opérateur qui a relevé l'infraction, et contresigné par le Commandant du navire ou de l'aéronef, ou le chef de la station terrestre.

**INDICATIONS POUR REMPLIR CETTE FORMULE.**

Remarque a. Chaque rapport ne fera mention que d'un seul navire ou d'une seule station, voir Remarque d.

Remarque b. Type A 1, A 2, A 3 ou B.

Remarque c. Applicable seulement aux navires et aéronefs, doit être exprimée en latitude et longitude (Greenwich) ou par un relèvement vrai et distance en milles marins ou en kilomètres de quelque endroit bien connu.

Remarque d. Si les deux stations en communication enfreignent le Règlement, un rapport sera fait séparément pour chacune de ces stations.

Remarque e. Doit être exprimée par un groupe de quatre chiffres (0000 à 2359), temps moyen de Greenwich. Si l'infraction porte sur une période considérable, les heures devront être indiquées dans la marge du N° 14.

Remarque f. Un rapport séparé est requis pour chacune des irrégularités, à moins que les erreurs n'aient évidemment été faites par la même personne et n'aient eu lieu que dans une courte période de temps. Tous les rapports doivent être envoyés en deux exemplaires et être établis dans la mesure du possible à la machine à écrire.  
(L'emploi du crayon indélébile et du papier carbone est autorisé).

**POUR L'USAGE EXCLUSIF DE L'ADMINISTRATION.**

1. Compagnie ayant le contrôle de l'installation radiotélégraphique de la station contre laquelle plainte est portée	.....
2. Nom de l'opérateur de la station tenu responsable de l'infraction au Règlement	.....
3. Mesure prise	.....

**APPENDICE 3.**  
Documents de service.  
(Voir l'Art. 13 du Règlement général.)

**Tome I. Stations fixes et terrestres.**

**Partie A. Index alphabétique des stations.**

Nom de la station	Indicatif d'appel	Page dans la partie B
1	2	3

**Partie B. Etat signalétique des stations.** (Nom du Pays .....

Nom de la station	Indicatif d'appel	Position géographique exacte de l'antenne émettrice	Onde		Pouvoir normal de rayonnement exprimé en mètres-ampères	Hauteur de l'antenne et intensité du courant à la base	Service		Taxes	Observations
			Type	Fréquence (longueur)			Nature	Heures d'ouverture		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11

**Tome II. Stations effectuant des services spéciaux.**

**A. Stations radiogoniométriques.** (Nom du Pays .....

Nom de la station	Indicatif d'appel	Position géographique exacte de la station	Ondes types			Pouvoir normal de rayonnement exprimé en mètres-ampères	Hauteur de l'antenne et intensité du courant à la base	Nom et indicatif d'appel de la station avec laquelle la communication doit être établie si la station n'est pas dotée d'un émetteur	Observations (secteur de relèvement, heures d'ouverture, taxe, etc.)
			fréquences (longueurs)						
			Pour l'appel de la station radiogoniométrique	Pour les signaux requis pour faire les relevements	Pour la transmission des relevements				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10

**B. Stations radiophares.** (Nom du Pays .....

Nom de la station	Indicatif d'appel	Position géographique exacte de l'antenne émettrice	Ondes types		Pouvoir normal de rayonnement exprimé en mètres-ampères	Hauteur de l'antenne et intensité du courant à la base	Signal caractéristique émis par la station	Nom et indicatif d'appel de la station avec laquelle on doit se mettre en communication si la station ne peut pas émettre et recevoir des communications	Observations
			fréquences (longueurs)						
			Pour la demande de l'émission	Pour l'émission					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10

**C. Stations émettant des signaux horaires.** (Nom du Pays .....

(Instructions générales concernant les signaux horaires.)

Nom de la station	Indicatif d'appel	Onde		Heures d'émission	Méthode
		Type	Fréquence (longueur)		
1	2	3	4	5	6

**D. Stations émettant des bulletins météorologiques réguliers.** (Nom du Pays .....

(Instructions générales concernant les bulletins météorologiques.)

Nom de la station	Indicatif d'appel	Onde		Heures d'émission	Observation
		Type	Fréquence (longueur)		
1	2	3	4	5	6

**E. Stations émettant des avis aux navigateurs.** (Noms des stations par Pays avec les indications nécessaires.)

**F. Stations émettant des messages de presse adressés à tous (CQ).** (Nom du Pays .....

**Tome III. Stations de bord.**  
Etat signalétique des stations.

Nom de la station	Indicatif d'appel	Pays	Onde		Pouvoir normal de rayonnement exprimé en mètres-ampères	Hauteur de l'antenne et intensité du courant à la base	Service		Taxes	Administration ou entreprise privée à laquelle doivent être adressés les comptes de taxes	Observations
			Type	Fréquence (longueur)			Nature	Heures d'ouverture			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

**Tome IV. Stations d'aéronef.**  
Etat signalétique des stations.

Nom de la station	Indicatif d'appel	Pays	Onde		Service		Observations
			Type	Fréquence (longueur)	Nature	Heures d'ouverture	
1	2	3	4	5	6	7	8

**Tome V. Stations de radiodiffusion.**  
**Partie A. Index alphabétique des stations.**

Nom de la station	Indicatif d'appel	Page dans la partie B
1	2	3

**Partie B. Etat signalétique des stations.**

Nom de la station	Indicatif d'appel	Position géographique exacte de l'antenne émettrice	Fréquence (longueur d'onde)	Pouvoir normal de rayonnement exprimé en mètres-ampères	Hauteur de l'antenne et intensité du courant à la base	Nom de l'Administration ou de l'entreprise privée effectuant l'émission	Observations

**APPENDICE 4.**  
Echelle employée pour exprimer la force des signaux.  
(Voir l'Art. 9 du Règlement général.)

1 = à peine perceptible; illisible.  
2 = faible; lisible par instants.  
3 = assez bon; lisible, mais difficilement.  
4 = bon; lisible.  
5 = très bon; parfaitement lisible.

**APPENDICE 5.**  
Heures de service des navires classés dans la deuxième catégorie.  
(Voir tableau et carte Appendice 6, ainsi que les Art. 13 et 20 du Règlement général.)

Zones	Limites Ouest	Limites Est	Durée des heures de service (temps moyen de Greenwich)	
			8 heures	16 heures
<b>A</b> Océan Atlantique Est, Méditerranée Mer du Nord, Baltique.	Méridien 30° W. Côte du Groenland.	Méridien 30° E. au sud de la côte d'Afrique. Limites Est de la Méditerranée, de la Mer Noire et de la Baltique, Méridien 30° E. au Nord de la Norvège.	de 8 h à 10 h de 12 h à 14 h de 16 h à 18 h de 20 h à 22 h	de 0 h à 6 h de 8 h à 14 h de 16 h à 18 h de 20 h à 22 h
<b>B</b> Océan Indien, Océan Arctique Est.	Limite Est de la Zone A.	Méridien 80° E., Côte Ouest de Ceylan au Pont d'Adam, de là à l'Ouest, le long de Côtes de l'Inde.	de 4 h à 6 h de 8 h à 10 h de 12 h à 14 h de 16 h à 18 h	de 0 h à 2 h de 4 h à 6 h de 8 h à 14 h de 16 h à 18 h de 20 h à 24 h
<b>C</b> Mer de Chine, Océan Pacifique Ouest.	Limite Est de la Zone B.	Méridien 160° E.	de 0 h à 2 h de 4 h à 6 h de 8 h à 10 h de 12 h à 14 h	de 0 h à 6 h de 8 h à 10 h de 12 h à 14 h de 16 h à 22 h
<b>D</b> Océan Pacifique Central.	Limite Est de la Zone C.	Méridien 140° W.	de 0 h à 2 h de 4 h à 6 h de 8 h à 10 h de 20 h à 22 h	de 0 h à 2 h de 4 h à 6 h de 8 h à 10 h de 12 h à 18 h de 20 h à 24 h



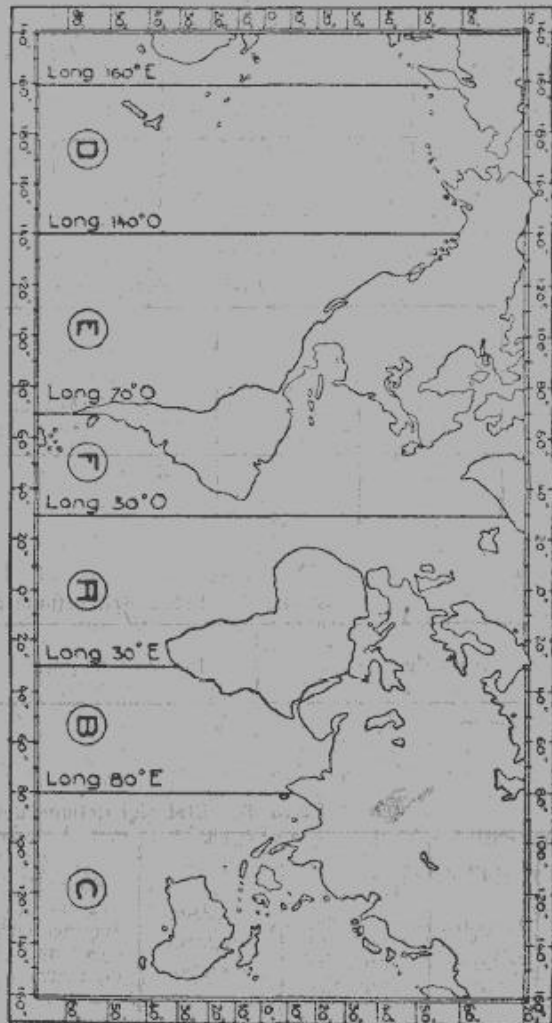
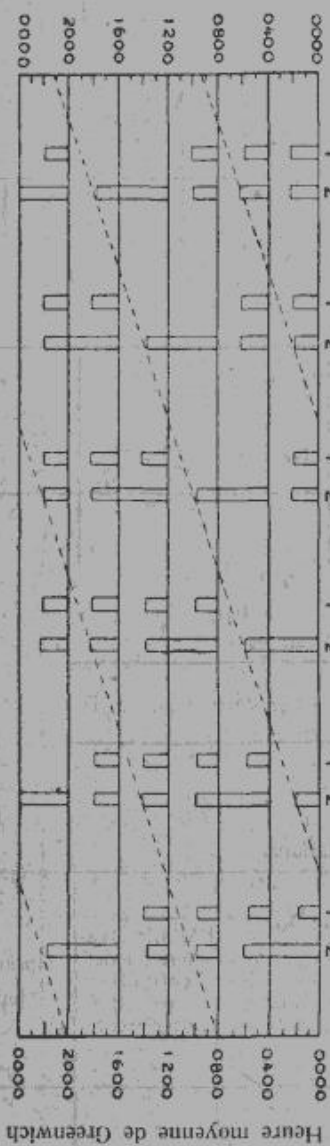
Zones.	Limites Ouest	Limites Est	Durée des heures de service (temps moyen de Greenwich)	
			8 heures	16 heures
E Océan Pacifique Est.	Limite Est de la Zone D.	Méridien 70° W. au Sud de la Côte américaine, Côte Ouest d'Amérique.	de 0 h à 2 h de 4 h à 6 h de 16 h à 18 h de 20 h à 22 h	de 0 h à 2 h de 4 h à 6 h de 8 h à 14 h de 16 h à 22 h
F Océan Atlantique Ouest et Golfe du Mexique.	Méridien 70° W. au Sud de la Côte américaine, Côte Est d'Amérique.	Méridien 30° W. Côte du Groenland.	de 0 h à 2 h de 12 h à 14 h de 16 h à 18 h de 20 h à 22 h	de 0 h à 2 h de 4 h à 10 h de 12 h à 18 h de 20 h à 22 h

**APPENDICE 6.**

Heures de service internationales pour les navires ayant moins de 3 opérateurs de t. s. f.

(Voir l'Appendice 5 ainsi que les Art. 13 et 20 du Règlement général.)

Heure moyenne de Greenwich



**APPENDICE 7.**

(Voir les Art. 2, 15, 13, 7 du Règlement général et l'Appendice 3.)

Documents dont les stations de bord doivent être pourvues.

- La licence radioélectrique.
- La Nomenclature des stations de bord.
- La Nomenclature des stations fixes et terrestres.
- La Nomenclature des stations d'aéronef.
- La Convention et les Règlements y annexés.
- Les tarifs télégraphiques des Pays à destination desquels la station accepte le plus fréquemment des radiotélégrammes.
- Le certificat du ou des opérateurs.

Documents dont les stations d'aéronef doivent être pourvues.

- La licence radioélectrique.
- Le certificat du ou des opérateurs.
- Tels documents que les Organismes compétents de l'Aéronautique du Pays intéressé jugeront, éventuellement, nécessaires à la station pour l'exécution de son service.

**APPENDICE 8.**

Obtention des relèvements radiogoniométriques.

(Voir l'Art. 31 du Règlement général.)

**I. Instructions générales.**

A. Avant d'appeler une ou plusieurs stations radiogoniométriques, la station mobile, pour demander son relèvement, doit rechercher dans la Nomenclature:

- 1° Les indicatifs d'appel des stations à appeler pour obtenir les relèvements radiogoniométriques qui l'intéressent.
- 2° L'onde sur laquelle les stations radiogoniométriques veillent, et l'onde ou les ondes sur lesquelles elles prennent les relèvements.
- 3° Les stations radiogoniométriques qui, grâce à des liaisons par fils spéciaux, peuvent être groupées avec la station radiogoniométrique à appeler.

B. La procédure à suivre par la station mobile dépend de diverses circonstances. D'une façon générale, elle doit tenir compte de ce qui suit:

- 1° Si les stations radiogoniométriques ne veillent pas sur la même onde, que ce soit l'onde pour l'opération du relèvement ou une autre onde, les relèvements doivent être demandés séparément à chaque station ou groupe de stations utilisant une onde donnée.
- 2° Si toutes les stations radiogoniométriques intéressées veillent sur une même onde, et si elles sont en mesure de prendre des relèvements sur une onde commune — qui peut être une autre onde que l'onde de veille — il y a lieu de les appeler ensemble, afin que les relèvements soient pris par toutes ces stations à la fois, sur une seule et même émission.
- 3° Si plusieurs stations radiogoniométriques sont groupées à l'aide de fils spéciaux, une seule d'entre elles doit être appelée, même si toutes sont munies d'appareils émetteurs. Dans ce cas, la station mobile doit cependant, s'il est nécessaire, mentionner dans l'appel, au moyen des indicatifs d'appel, les stations radiogoniométriques dont elle désire obtenir des relèvements.

**II. Règles de procédure.**

A. La station mobile appelle la ou les stations radiogoniométriques sur l'onde indiquée à la Nomenclature comme étant leur onde de veille. Elle transmet l'abréviation QTE, qui signifie:

„Je désire connaître mon relèvement radiogoniométrique par rapport à la station radiogoniométrique à laquelle je m'adresse“

ou

„Je désire connaître mon relèvement radiogoniométrique par rapport à la ou les stations dont les indicatifs d'appel suivent“

ou

„Je désire connaître mon relèvement radiogoniométrique par rapport aux stations radiogoniométriques groupées sous votre contrôle“.

Il ou les indicatifs d'appel nécessaires, et finit en indiquant, si besoin est, l'onde qu'elle va employer pour faire établir son relèvement. Après cela, elle attend des instructions.

B. La ou les stations radiogoniométriques appelées se préparent à prendre le relèvement; elles avertissent, si nécessaire, les stations radiogoniométriques avec lesquelles elles sont conjuguées. Aussitôt que les stations radiogoniométriques sont prêtes, celles parmi ces stations qui sont pourvues d'appareils émetteurs répondent à l'adresse de la station mobile, dans l'ordre alphabétique de leurs indicatifs d'appel, en donnant leur indicatif d'appel suivi de la lettre K.

Dans le cas où il s'agit de stations radiogoniométriques groupées, la station appelée prévient les autres stations du groupement et informe la station mobile dès que les stations du groupement sont prêtes à prendre le relèvement.

C. Après avoir, si nécessaire, préparé sa nouvelle onde de transmission, la station mobile répond en transmettant son indicatif d'appel, combiné éventuellement avec un autre signal, pendant un temps suffisamment prolongé pour permettre le relèvement.

D. La ou les stations radiogoniométriques qui sont satisfaites de l'opération, transmettent le signal QTE („Votre relèvement par rapport à moi était de ... degrés“), précédé de l'heure de l'observation, et suivi d'un groupe de trois chiffres (000 à 359) indiquant, en degrés, le relèvement vrai de la station mobile par rapport à la station radiogoniométrique.

Si une station radiogoniométrique n'est pas satisfaite de l'opération, elle demande à la station mobile de répéter l'émission indiquée en C.

E. Dès que la station mobile a reçu le résultat de l'observation, elle répète le message à la station radiogoniométrique qui, alors, annonce que la répétition est exacte ou, le cas échéant, rectifie en répétant le message. Quand la station radiogoniométrique a la certitude que la station mobile a correctement reçu le message, elle transmet le signal „fin de travail“. Ce signal est alors répété par la station mobile, comme indication que l'opération est terminée.

F. Les indications relatives: a) au signal à employer pour obtenir le relèvement; b) à la durée des émissions à faire par la station mobile et c) à l'heure utilisée par la station radiogoniométrique considérée, sont données dans la Nomenclature.

**Règlement additionnel annexé à la Convention radiotélégraphique internationale.**

Les prescriptions imprimées en petits caractères sont également reproduites dans le Règlement général.

**Article premier.**

**Procédure radiotéléphonique dans le service mobile.**

La procédure à suivre dans l'appel et l'établissement des communications entre deux stations radiotéléphoniques du service mobile est donnée dans l'Appendice 1. Les opérations, dans la station mobile, doivent être effectuées par un opérateur en possession du certificat réglementaire.

**Article 2.**

**Taxes.**

§ 1. La taxe d'un radiotélégramme originaire ou à destination d'une station mobile ou échangé entre stations mobiles comprend, selon le cas:

- a) la taxe de bord, revenant à la station mobile d'origine ou de destination, ou à ces deux stations;
- b) la taxe terrestre, revenant à la station terrestre ou aux stations terrestres qui participent à la transmission;
- c) la taxe pour la transmission sur le réseau général des voies de communication, calculée d'après les règles ordinaires;
- d) la taxe afférente aux opérations accessoires demandées par l'expéditeur.

§ 2. (1) La taxe terrestre et celle de bord sont fixées suivant le tarif par mot pur et simple, sans perception d'un minimum.

(2) La taxe maximum terrestre est de soixante centimes (0 fr. 60) par mot; la taxe maximum de bord est de quarante centimes (0 fr. 40) par mot.

(3) Toutefois, chaque Administration se réserve la faculté de fixer et d'autoriser des taxes terrestres supérieures au maximum indiqué ci-dessus, dans le cas de stations terrestres exceptionnellement onéreuses, du fait de l'installation ou de l'exploitation.

§ 3. Lorsqu'une station terrestre est utilisée comme intermédiaire entre des stations mobiles, il n'est perçu qu'une seule taxe terrestre. Si la taxe terrestre applicable aux échanges avec la station mobile qui transmet est différente de celle applicable aux échanges avec la station mobile qui reçoit, c'est la plus élevée de ces deux taxes qui est perçue. Il peut être perçu, en outre, une taxe territoriale télégraphique, égale à celle qui, au § 5 ci-après, est indiquée comme étant applicable à la transmission sur les voies de communication.

§ 4. Le service des retransmissions est réglé par l'Article 6 du présent Règlement, compte tenu de ce qui est dit au § 9 ci-après.

§ 5. (1) Dans le cas où des radiotélégrammes originaux ou à destination d'un Pays sont échangés directement par ou avec les stations terrestres de ce Pays, la taxe télégraphique applicable à la transmission sur les voies intérieures de communication de ce Pays est, en principe, calculée suivant le tarif par mot pur et simple, sans perception d'un minimum. Cette taxe est notifiée en francs, par l'Administration dont relèvent les stations terrestres.

(2) Lorsqu'un Pays se trouve dans l'obligation d'imposer un minimum de perception, en raison du fait que son système de communications électriques intérieures n'est pas exploité par le Gouvernement, il doit en informer le Bureau international, qui mentionne dans la Nomenclature le montant de ce minimum de perception à la suite de l'indication de la taxe par mot. A défaut d'une pareille mention, la taxe à appliquer est celle par mot pur et simple, sans perception d'un minimum.

§ 6. Aucune taxe afférente au parcours radioélectrique, dans le service mobile, n'est perçue pour les radiotélégrammes d'un intérêt général immédiat, rentrant dans les catégories suivantes:

- a) messages de détresse et réponses à ces messages;
- b) avis originaux des stations mobiles sur la présence de glaces, épaves et mines, ou annonçant des cyclones et tempêtes;
- c) avis annonçant des phénomènes brusques menaçant la navigation aérienne ou la survenue soudaine d'obstacles dans les aérodromes;
- d) avis originaux des stations mobiles, notifiant des changements soudains dans la position des bouées, le fonctionnement des phares, appareils de balisage, etc.;
- e) avis de service relatifs aux services mobiles.

§ 7. Les stations mobiles doivent avoir connaissance des tarifs nécessaires pour opérer la taxation des radiotélégrammes. Toutefois, elles sont autorisées, le cas échéant, à se renseigner auprès des stations terrestres: les montants des tarifs que celles-ci indiquent sont donnés en francs.



§ 8. Pour les stations mobiles, les modifications aux tarifs ne sont applicables que 45 jours après la date de la notification transmise par le Bureau international.

§ 9. (1) La station terrestre qui ne peut pas atteindre la station mobile de destination d'un radiotélégramme pour lequel aucune taxe de retransmission n'a été déposée par l'expéditeur (voir Article 6, § 1, du présent Règlement) peut, pour faire parvenir le radiotélégramme à destination, avoir recours à l'intervention d'une autre station mobile, pourvu que celle-ci y consente. Le radiotélégramme est alors transmis à cette autre station mobile, et l'intervention de cette dernière a lieu gratuitement.

(2) La même disposition est aussi applicable dans le sens station mobile vers station terrestre, en cas de nécessité.

(3) Pour qu'un radiotélégramme ainsi acheminé puisse être considéré comme arrivé à destination, il faut que la station qui a eu recours à la voie indirecte ait reçu l'accusé de réception réglementaire, soit directement, soit par une voie indirecte, de la station mobile à laquelle le radiotélégramme était destiné ou de la station terrestre sur laquelle il devait être acheminé, selon le cas.

### Article 3.

#### Ordre de priorité dans l'établissement des communications dans le service mobile.

§ 1. L'ordre de priorité dans l'établissement des communications dans le service mobile est le suivant:

- 1<sup>o</sup> appels de détresse, messages de détresse et trafic de détresse;
- 2<sup>o</sup> communications précédées d'un signal d'urgence;
- 3<sup>o</sup> communications précédées du signal de sécurité;
- 4<sup>o</sup> communications relatives aux relevements radiogoniométriques;
- 5<sup>o</sup> toutes les autres communications.

§ 2. Pour la transmission des radiotélégrammes envisagés sous le chiffre 5, l'ordre de priorité est, en principe, comme ci-après:

- 1<sup>o</sup> radiotélégrammes d'Etat;
- 2<sup>o</sup> radiotélégrammes relatifs à la navigation, aux mouvements et aux besoins des navires, à la sécurité et à la régularité des services aériens, et radiotélégrammes contenant des observations du temps destinées à un service officiel de météorologie;
- 3<sup>o</sup> radiotélégrammes de service relatifs au fonctionnement du service radioélectrique ou à des radiotélégrammes précédemment échangés;
- 4<sup>o</sup> radiotélégrammes de la correspondance publique.

### Article 4.

#### Réception douteuse. Transmission par „ampliation“.

##### Radiocommunications à grande distance.

§ 1. (1) Quand, dans le service mobile, la communication devient difficile, les deux stations en correspondance s'efforcent d'assurer l'échange du radiotélégramme en cours de transmission. La station réceptrice peut demander jusque deux fois la répétition d'un radiotélégramme dont la réception est douteuse. Si cette triple transmission demeure sans résultat, le radiotélégramme est conservé en instance, en vue d'une occasion favorable de le terminer pouvant survenir.

(2) Si la station transmettrice juge qu'il ne lui sera pas possible de rétablir la communication avec la station réceptrice dans les 24 heures, elle agit comme suit:

##### a) La station transmettrice est une station mobile.

Elle fait connaître, immédiatement, à l'expéditeur, la cause de la non transmission de son radiotélégramme. L'expéditeur peut alors demander:

- 1<sup>o</sup> que le radiotélégramme soit transmis par l'intermédiaire d'une autre station terrestre ou par l'intermédiaire d'autres stations mobiles;
- 2<sup>o</sup> que le radiotélégramme soit retenu jusqu'à ce qu'il puisse être transmis sans augmentation de la taxe,
- 3<sup>o</sup> que le radiotélégramme soit annulé.

##### b) La station transmettrice est une station terrestre.

Elle applique au radiotélégramme les dispositions de l'Article 30 du Règlement général.

§ 2. Lorsqu'une station mobile transmet ultérieurement le radiotélégramme qu'elle a ainsi retenu, à la station terrestre qui l'a reçu incomplètement ou à une autre station terrestre de la même Administration ou de la même entreprise privée, cette nouvelle transmission doit comporter la mention de service „ampliation“ dans le préambule du radiotélégramme, et ladite Administration ou entreprise privée ne peut réclamer que les taxes afférentes à une seule transmission. Les frais supplémentaires pouvant résulter, éventuellement, du chef du parcours sur les voies de communication du réseau général entre cette „autre station terrestre“, par l'intermédiaire de laquelle le radiotélégramme a été acheminé, et le bureau de destination peuvent être réclamés par ladite autre station terrestre à la station mobile d'origine.

§ 3. Lorsque la station terrestre chargée, d'après le libellé de l'adresse du radiotélégramme, d'effectuer la transmission de celui-ci ne peut pas atteindre la station mobile de destination, et qu'elle a des raisons de supposer que cette station mobile se trouve dans le rayon d'action d'une autre station terrestre de l'Administration ou de l'entreprise privée dont elle-même dépend, elle peut, si aucune perception de taxe supplémentaire ne doit en résulter, diriger le radiotélégramme sur cette autre station terrestre.

§ 4. (1) Une station du service mobile qui a reçu un radiotélégramme sans avoir pu en accuser la réception dans des conditions normales doit saisir la première occasion favorable pour le faire.

(2) Lorsque l'accusé de réception d'un radiotélégramme échangé entre une station mobile et une station terrestre ne peut pas être donné directement, il est acheminé, si aucune perception de taxe supplémentaire ne doit en résulter, par l'intermédiaire d'une autre station terrestre, de la même Administration ou entreprise privée, ou appartenant à une autre Administration ou entreprise privée avec lesquelles un accord particulier aurait été conclu à cet effet.

§ 5. (1) Les Administrations se réservent la faculté d'organiser un service de radiocommunications à grande distance entre stations terrestres et stations mobiles, avec accusé de réception différé ou sans accusé de réception.

(2) Quand il y a doute sur l'exactitude d'une partie quelconque d'un radiotélégramme transmis selon l'un ou l'autre de ces systèmes, la mention „réception douteuse“ est inscrite sur le feuillet de réception remis au destinataire, et les mots ou groupes de mots douteux sont soulignés. Si des mots manquent, des blancs sont laissés aux endroits où ces mots devraient se trouver.

(3) Lorsque, dans le service des radiocommunications à grande distance avec accusé de réception différé, la station terrestre transmettrice n'a pas reçu, dans un délai de 10 jours, l'accusé de réception d'un radiotélégramme qu'elle a transmis, elle en informe l'expéditeur dudit radiotélégramme.

### Article 5.

#### Radiotélégrammes à réexpédier par voie postale ordinaire ou aérienne.

§ 1. (1) Les radiotélégrammes peuvent être transmis par une station côtière à une station de bord, ou par une station de bord à une autre station de bord, en vue d'une réexpédition par la voie postale ordinaire ou aérienne, à effectuer à partir d'une escale de la station réceptrice.

(2) Ces radiotélégrammes ne comportent aucune retransmission entre stations de bord.

§ 2. Les dispositions qui précèdent ne sont pas obligatoires pour les Administrations qui déclarent ne pas les admettre.

§ 3. L'adresse de ces radiotélégrammes doit être libellée comme suit:

- 1<sup>o</sup> indication de service taxée „Poste“ ou „PAV“, suivie du nom du port où le radiotélégramme doit être remis à la poste;
- 2<sup>o</sup> nom et adresse complète du destinataire;

3<sup>o</sup> nom de la station de bord qui doit effectuer le dépôt à la poste;

4<sup>o</sup> le cas échéant, nom de la station côtière.

Exemple: — Poste (ou PAV) Buenosaires — Martinez 14 Calle Prat Valparaiso Avon Landsendradio.

§ 4. Outre les taxes radiotélégraphiques fixées à l'Article 2, § 1, du présent Règlement, il est perçu une somme de quarante centimes (0 fr. 40) pour l'affranchissement postal ordinaire du radiotélégramme ou de un franc vingt-cinq centimes (1 fr. 25) pour couvrir les frais de remise par poste aérienne.

### Article 6.

#### Retransmission par les stations de bord.

§ 1. Les stations de bord doivent, si la demande en est faite par l'expéditeur, servir d'intermédiaires pour l'échange des radiotélégrammes originaires ou à destination d'autres stations de bord; toutefois, le nombre des stations de bord intermédiaires est limité à deux (voir aussi Article 2, § 9, du présent Règlement).

§ 2. La taxe afférente au transit, aussi bien quand deux stations intermédiaires interviennent que quand une seule station assure le transit, est uniformément fixée à quarante centimes (0 fr. 40) par mot pur et simple, sans perception d'un minimum. Lorsque deux stations de bord sont intervenues, cette taxe est partagée entre elles, par moitié.

§ 3. Les radiotélégrammes acheminés comme il est dit ci-dessus doivent porter avant l'adresse l'indication de service taxée = RM = (retransmission).

### Article 7.

#### Application de la Convention télégraphique internationale et du Règlement de service y annexé aux radiotélégrammes.

§ 1. Les dispositions de la Convention télégraphique internationale et du Règlement de service y annexé sont applicables aux radiotélégrammes, en tant que les prescriptions de la Convention radiotélégraphique internationale et des Règlements y annexés ne s'y opposent pas.

§ 2. Les dispositions du § 3 de l'Article 81 du Règlement de service annexé à la Convention télégraphique internationale ne sont pas applicables à la comptabilité des radiotélégrammes.

§ 3. En vue de l'application de ce même Règlement de service, les stations terrestres sont considérées comme bureaux de transit, sauf quand l'un ou l'autre des Règlements radiotélégraphiques stipule expressément que ces stations doivent être considérées comme bureaux d'origine ou de destination.

§ 4. L'Article 69 du Règlement de service annexé à la Convention télégraphique internationale relatif aux télégrammes à multiples destinations transmis par télégraphie sans fil s'applique aux télégrammes de cette catégorie transmis par radiotéléphonie aussi bien qu'à ceux transmis par radiotélégraphie.

§ 5. Le mot RADIO étant toujours ajouté, dans la Nomenclature, au nom de la station côtière mentionnée dans l'adresse des radiotélégrammes, ce mot ne doit pas être donné, comme indication de service, en tête du préambule dans la transmission d'un radiotélégramme.

Conformément aux dispositions de l'Article 13 de la Convention de Washington, le présent Règlement additionnel aura la même valeur que celle-ci et entrera en vigueur le 1er janvier 1929.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé ce Règlement additionnel en un exemplaire qui restera déposé aux archives du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et dont une copie sera remise à chaque Gouvernement.

Fait à Washington, le 25 Novembre 1927.

(Suivent les mêmes signatures que pour la Convention et le Règlement général à exception du Canada, des Etats-Unis d'Amérique et de la République de Honduras.)

### APPENDICE 1.

#### Procédure radiotéléphonique internationale.

(Voir l'Art. 1 du Règlement additionnel.)

§ 1. (1) Indicateurs d'appel. Pour les stations terrestres, le nom géographique même du lieu doit être employé.

(2) Pour les stations d'aéronef et autres stations mobiles, les indicateurs d'appel radiotélégraphiques doivent, en principe, être employés, soit pour les stations de bord, un groupe de quatre lettres et, pour les stations d'aéronef, un groupe de cinq lettres, conformément à ce qui est prévu dans la Convention internationale de Navigation aérienne. L'indicateur d'appel doit, pour les stations mobiles, portées par des navires ou des aéronefs commerciaux, être précédé du nom de la Compagnie propriétaire, par exemple: „Handley Page“ ou le mot „Particulier“ pour les stations mobiles appartenant à des particuliers.

§ 2. Epellation des indicateurs d'appel, des abréviations de service et des mots. Pour cette épellation, les noms très connus qui suivent doivent être employés:

A = Amsterdam	J = Jérusalem	S = Santiago
B = Baltimore	K = Kimberley	T = Tokio
C = Canada	L = Liverpool	U = Uruguay
D = Danemark	M = Madagascar	V = Victoria
E = Eddiston	N = Neuchâtel	W = Washington
F = Francisco	O = Ontario	X = Xanthippe
G = Gibraltar	P = Portugal	Y = Yokohama
H = Honovre	Q = Québec	Z = Zoulouland
I = Italie	R = Rivoli	

§ 3. La procédure suivante est donnée à titre d'exemple:

1<sup>o</sup> A appelle:  
Allo B, allo B, A appelle, A appelle, message pour vous, message pour vous, over.

2<sup>o</sup> B répond:  
Allo A, allo A, B répond, B répond, envoyez votre message, envoyez votre message, over.

3<sup>o</sup> A répond:  
Allo B, A répond, message commence, à ..... (destinataire) de ..... (expéditeur)  
transmission du message

☞ message terminé, je répète, message commence, à ..... de .....

☞ répétition du message

☞ message terminé, over.

4<sup>o</sup> B répond:  
Allo A, B répond, votre message commence, à ..... de .....  
répétition du message  
votre message terminé, over.

5<sup>o</sup> A répond:  
Allo B, A répond, exact, exact, coupant.

6<sup>o</sup> A coupe ensuite la communication et les deux stations reprennent l'écoute normale.

Remarque: Au commencement d'une communication, la formule d'appel est prononcée deux fois, et par la station appelante et par la station appelée. Une fois la communication établie, elle est prononcée une fois seulement.



## STARPTAUTISKĀ RADIOTĒLEGRAFA KONVENCIJA

noslēgta starp šādām valdībām:

Dienvīd-Afrikas Savienības, Franču Ekvatora Afrikas un citu koloniju, Franču Rietumu Afrikas, Portugaļu Rietumu Afrikas, Portugaļu Austrumu Afrikas un Portugaļu Azijas īpašumu, Vācijas, Argentīnas Republiku, Austrālijas Apvienības, Austrijas, Beļģijas, Bolīvijas, Brazīlijas, Bulgārijas, Kanādas, Čīli, Ķīnas, Kolumbijas Republikas, Spāņu Gvinejas līča kolonijas, Beļģu Kongo, Kosta-Rikas, Kubas, Kurasao, Kirenaikas, Dānijas, Dominikas Republikas, Eģiptes, El-Salvadora Republikas, Eritrejas, Spānijas, Igaunijas, Amerikas Savienoto Valstu, Somijas, Francijas, Liel-Britānijas, Grieķijas, Gvatemalas, Haiti Republikas, Honduras Republikas, Ungārijas, Britu Indijas, Holandiešu Indijas, Franču Indokīnas, Iru brīvvalsts, Itālijas, Japānas, Korejas, Taivānas, Japāņu Sachalinas, Kvangtungas nomātās teritorijas un zem Japānas mandata esošo Dienvidjūras salu teritorijas, Liberijas Republikas, Madagaskaras, Marokas (izņemot Spāņu joslas), Meksikas, Monako, Nikaragvas, Norvēģijas, Jaun-Zēlandes, Panamas Republikas, Paragvajes, Holandes, Peru, Persijas, Polijas, Portugāles, Rumanijas, Serbu, Kroatu un Sloveņu Karaļvalsts, Sīamas, Itāļu Somalijas, Zviedrijas, Šveices, Surinamas, Sirijas-Libanu teritoriju, San-Marino Republikas, Čehoslovākijas, Tripolitanijas, Tunisas, Turcijas, Urugvajes un Venecuēlas.

Apakšā parakstījušies augšā minēto valdību pilnvarnieki, sanākuši uz konferenci Vašingtonā, pieņēma, savstarpēji vienodamies, ar ratifikācijas noteikumu, sekošu Konvenciju:

## 1. pants.

## Jēdzieni.

## Šinī Konvencijā:

jēdziens „radioelektriskā satiksme” jeb „radiosatiksme” lietots visāda veida rakstu, zīmju, signālu, attēlu un skaņu bezvadu, ar Hertz'a viļņu palīdzību, raidīšanas apzīmēšanai;

jēdziens „radiosatiksmes stacija” jeb vienkārši „stacija” apzīmē staciju, kas ierīkota radiosatiksmes vajadzībām;

jēdziens „pastāvīgā (fiksētā) stacija” apzīmē tādu paliekoši novietotu staciju, kas uztur satiksmi ar vienu vai vairākām līdzīgi novietotām stacijām;

jēdziens „pārvietojamā (mobilā) stacija” apzīmē staciju, kas spējīga pārvietoties un parasti arī pārvietojas;

jēdziens „zemes stacija” apzīmē nemobilu staciju, ko lieto radiosatiksmē ar pārvietojamām stacijām;

jēdziens „mobilais dienests” apzīmē radiosatiksmes dienestu, kas norit starp pārvietojamām un zemes stacijām, kā arī pārvietojamo staciju starpā;

jēdziens „starptautiskais (internacionālais) dienests” apzīmē radiosatiksmes dienestu, kas norit starp kādu staciju vienā valstī un kādu staciju otrā valstī, vai starp zemes staciju un pārvietojamo staciju, kas atrodas aiz tās valsts robežām, kurā novietota zemes stacija, vai arī starp divām vai vairākām pārvietojamām stacijām uz vai virs atklātām jūrām. Iekšēju vai nacionālu radiosatiksmes dienestu, kas var būt par ceļoni traucējumiem citiem dienestiem ārpus tās valsts robežām, kurā tas norit, uzskata, no traucējumu viedokļa, par starptautisku dienestu;

jēdziens „satiksmes ceļu vispārējais tīkls” apzīmē pastāvošo, publiskam dienestam atvērto tēlegrafa un telefona vadu vai bezvadu satiksmes ceļus, izņemot mobilā dienesta radiosatiksmes ceļus;

jēdziens „publiskais dienests” apzīmē publiskas vispārīgai lietošanai ierīkotu dienestu;

jēdziens „ierobežotais dienests” apzīmē dienestu, ko var lietot tikai sevišķi noteiktas personas, vai arī kādiem sevišķi noteiktiem mērķiem;

jēdziens „publiskā korespondence” apzīmē katru radioelektrisku paziņojumu, kas stacijai, ja tā ir atvērta publiskam dienestam, no publiskas jāpieņem noraidīšanai;

jēdziens „privāts uzņēmums” apzīmē kaut kuŗu privātu personu, sabiedrību vai korporāciju, kas ekspluatē vienu vai vairākas stacijas radioelektriskai satiksmei;

jēdziens „radiotēlegramma” apzīmē izejošu vai adresētu uz tādu no pārvietojamās stacijas tēlegrammu, kas pārraidīta visā viņas ceļā pilnīgi vai arī daļai ar radioelektriskiem līdzekļiem.

## 2. pants.

## Konvencijas aptvere.

§ 1. Līgumslēdzējas Valdības apņemas piemērot šīs Konvencijas noteikumus visās radiosatiksmes stacijās, kuŗas ierīko vai ekspluatē Līgumslēdzējas Valdības, un kuŗas atvērtas publiskās korespondences starptautiskam dienestam. Tāpat viņas apņemas piemērot minētos noteikumus speciālos dienestos, kas noteikti šai konvencijai pievienotos Rēglamentos.

§ 2. Līgumslēdzējas Valdības bez tam apņemas tieši vai caur savām attiecīgām likumdošanas iestādēm spert nepieciešamus soļus, kas nodrošinātu šās Konvencijas un viņai pievienoto Rēglamentu noteikumu pildīšanu no to privātu personu un privātu uzņēmumu puses, kuŗiem būtu atļauts ierīkot un ekspluatēt starptautiskam dienestam publiskai korespondencei atvērtas vai arī neatvērtas radiosatiksmes stacijas.

§ 3. Līgumslēdzējas Valdības atzīst divu Līgumslēdzēju Valdību tiesības organizēt savā starpā radioelektriskas satiksmes, bet tikai ar vienīgu nosacījumu, ka tiktu pildīti visi šās Konvencijas un tai pievienoto Rēglamentu noteikumi.

## 3. pants.

## Savstarpēja satiksme.

§ 1. (1) Attiecībā uz starptautisko satiksmi starp pastāvīgām stacijām katrai Līgumslēdzējai Valdībai atstāta pilnīga brīvība organizēt dienestu un noteikt apmaināmās korespondences veidus starp tām stacijām, kas uztur šo satiksmi.

(2) Tomēr, ja šīs pastāvīgās stacijas izpilda kādu starptautisku publiskas korespondences dienestu no vienas valsts uz otru vai arī ar mobilā dienesta stacijām, viņām jāpilda attiecībā uz katru no šīm abām satiksmes kategorijām šās Konvencijas un tai pievienoto rēglamentu attiecīgie noteikumi.

§ 2. Attiecībā uz satiksmi starp stacijām, kas piedalās mobilā dienestā, šīm stacijām uzlikts pienākums, cik tālu to atļauj staciju normālās mobilā dienesta darba spējas, savstarpēji apmainīt radiotēlegrammas, neatkarīgi no šīs stacijas lietojamās radioelektriskās iekārtas sistēmas.

§ 3. Tomēr, lai nekavētu zinātnes progresu, iepriekšējā paragrafa noteikumi nenoliedz tādas iespējamās radioelektriskas iekārtas sistēmas lietošanu, kas nav derīga sakariem ar citu sistēmu iekārtām, ja šī nespēja izriet no šās sistēmas īpatnējās dabas, bet nav tāda paņēmiena rezultāts, kas lietots vienīgi nolūkā traucēt savstarpējo satiksmi.

## 4. pants.

## Ierobežotais dienests.

Neskatoties uz 3. panta noteikumiem, katru radiosatiksmes staciju var nodarbināt arī ierobežotam starptautiskam publiskās korespondences dienestam, ja to noteic šās korespondences mērķis vai citi no lietojamās sistēmas neatkarīgi apstākļi.

## 5. pants.

## Korespondences noslēpums. Maldū vai nepatiesi signāli.

Līgumslēdzējas valdības apņemas tieši vai caur savām attiecīgām likumdošanas iestādēm spert vajadzīgos soļus, kas apkarotu:

- privāta rakstura korespondences raidīšanu un uztveršanu ar radioelektriskas iekārtas palīdzību bez atļaujas;
- ar radioelektriskas iekārtas palīdzību uztvertas korespondences saturu vai tikai tās esamības izpaušanu;
- ar radioelektriskas iekārtas palīdzību uztvertu korespondences neatļautu publicēšanu vai neatļautu izlietošanu;
- nepatiesu vai maldinošu briesmu signālu un izsaucienu raidīšanu vai izplatīšanu.

## 6. pants.

## Pārkāpumu izziņa.

Līgumslēdzējas Valdības apņemas cita citai izpalīdzēt, izdarīt izziņu par šās Konvencijas un tai pievienoto Rēglamentu noteikumu pārkāpšanu, kā arī, varbūtējā gadījumā, šo noteikumu pārkāpjošo saukšanu pie atbildības.

## 7. pants.

## Saite ar satiksmes ceļu vispārējo tīklu.

Katra no Līgumslēdzējām Valdībām apņemas spert visus vajadzīgos soļus, lai uz viņas teritorijas ierīkotās un publiskās korespondences starptautiskai satiksmei atvērtās zemes stacijas būtu pievienotas satiksmes ceļu vispārējam tīklam, vai vismaz apņemas darīt visu, lai nodrošinātu ātru un tiešu apmaiņu starp šīm stacijām un satiksmes ceļu vispārējo tīklu.

## 8. pants.

## Informācijas apmaiņa attiecībā uz stacijām un dienestu.

Līgumslēdzējas valdības cita citai paziņo Tēlegrafa Savienības Starptautiskā biroja starpniecībā publiskas korespondences starptautiskai satiksmei atvērto staciju nosaukumus un to staciju nosaukumus, kas nodrošina šinī Konvencijā un tai pievienotos Rēglamentos noteiktos īpašos dienestus, kā arī visādus norādījumus, kas varētu atvieglot un paātrināt radiosatiksmi.

## 9. pants.

## Speciālas iekārtas.

Katra no Līgumslēdzējām Valdībām atstāj sev tiesības atļaut vai pieļaut 8. pantā paredzētās stacijās, neatkarīgi no tām ierīcēm, par kuŗām publicējami norādījumi uz minētā panta pamata, vēl citus īpašus radioelektriskās raidīšanas nolūkā ierīkotus un ekspluatētus aparātus, nublicējot šo aparātu aprakstus.

## 10. pants.

## Noteikumi par staciju pienākumiem. Interferences.

§ 1. Otrā pantā paredzētās stacijas pēc iespējas jāierīko un jānodarbina vislabākā stāvoklī, pēc dienesta prakses piedzīvojumiem un jātur uz zinātnes sasniegumu līmeņa.

§ 2. Visas stacijas, neatkarīgi no uzdevuma, pēc iespējas jāierīko un jāekspluatē tā, lai netraucētu citu Līgumslēdzēju Valdību radiosatiksmi vai dienestu, vai tādu privātu personu vai privātu uzņēmumu satiksmi vai dienestu, kuŗiem šis Līgumslēdzējas Valdības ir atļāvušas izpildīt publisku radiosatiksmes dienestu.

## 11. pants.

## Briesmu saucienu priekšrocība.

Mobilajā dienestā dalību ņemējam stacijām uzlikts pienākums dot absolūtu priekšrocību briesmu saucieniem, lai tie nāktu no kurienes nākdami, tāpat atbildēt uz šiem saucieniem un dot tiem vajadzīgo turpmāko gaitu.

## 12. pants.

## Taksas.

Par radiotēlegrammām ņemamās taksas un dažādie gadījumi, kad tās pārraidāmas bez maksas, nosakāmas saskaņā ar šai Konvencijai pievienoto Rēglamentu priekšrakstiem.

## 13. pants.

## Rēglamenti. Konferences.

§ 1. Šās Konvencijas noteikumi papildināti ar:

1º vispārīgo Rēglamentu, kam tā pati nozīme, un kas stājas spēkā tani pašā laikā, kad Konvencija;

2º papildu Rēglamentu, kas saista tikai valdības, kas to parakstījušas.

§ 2. Šīs Konvencijas un tai pievienoto Rēglamentu noteikumus caurlūko Līgumslēdzēju Valdību pilnvarnieku Konferences, pie kam katra Konference pati noteic nākošās sapulces vietu un laiku.

§ 3. Pirms apspriešanās katra Konference izstrādā iekšēju kārtības rulli, kas norāda, pēc kādiem noteikumiem jāorganizē un jāvada apspriedes.

## 14. pants.

## Atsevišķi nolīgumi.

Līgumslēdzējas Valdības atstāj sev pašām un viņu atļautiem privātiem uzņēmumiem tiesības slēgt atsevišķus nolīgumus par dienesta jautājumiem, kas vispār neattiecas uz citām valdībām. Tomēr attiecībā uz traucējumiem, kādus viņu izvešana dzīvē varētu radīt citu zemju dienestiem, šiem nolīgumiem jāpaliek šās Konvencijas un tai pievienoto Rēglamentu robežās.

## 15. pants.

## Dienesta pārtraukšana.

Katra Valdība atstāj sev tiesības pārtraukt, ja viņa to atrod par vajadzīgu, uz nenoteiktu laiku starptautisko radiosatiksmes dienestu vai nu uz visām, vai tikai uz zināmām līnijām un vai arī attiecībā uz zināma veida korespondenci, pie kam viņai par to nekavējoties jāpaziņo citām Līgumslēdzējām Valdībām caur Tēlegrafa Savienības Starptautisko Biroju.

## 16. pants.

## Starptautiskais Birojs.

§ 1. Tēlegrafa Savienības Starptautiskajam Birojam uzdots savākt, saskaņot un publicēt visāda veida ziņas par radioelektriskiem dienestiem, vest darbus attiecībā uz lūgumiem par Konvencijas un tai pievienoto Rēglamentu grozījumiem, izsludinot pieņemtos grozījumus, un vispār izpildīt visus administratīvos darbus, kas tam tiktu uzlikti starptautisko radioelektrisko dienestu interesēs.

§ 2. Izdevumi, kas ceļas no šādu uzdevumu pildīšanas, krit uz visām Līgumslēdzējām Valdībām, vispārīgā Rēglamentā norādītos apmēros.

## 17. pants.

## Radiosatiksmes starptautiskā tehniskā padomdevēja komiteja.

§ 1. Nodibināma starptautiskā tehniskā padomdevēja komiteja radioelektriskās satiksmes lietās, kuŗai uzdots pētīt tehniskus un citus ar šo satiksmi saistītus jautājumus.

§ 2. Komitejas sastāvu, uzdevumus un darbus noteic šai Konvencijai pievienotais vispārīgais Rēglaments.

## 18. pants.

## Attiecības ar valstīm, kas nav slēgušas līgumu.

§ 1. Katra Līgumslēdzēja Valdība atstāj sev tiesības izdot nosacījumus, kādos gadījumos tā pieļauj tēlegrammas vai radiotēlegrammas, izejošas no vai adresētas uz staciju, kas nav padota šās Konvencijas noteikumiem.

§ 2. Ja kāda tēlegramma vai radiotēlegramma ir pieņemta, tā ir jānoraida, un tai jāpiemēro parastās taksas.

## 19. pants.

## Pievienošanās.

§ 1. (1) Valdībām, kas nav piedalījušās šinī Konvencijā, atļauts tai pievienoties uz attiecīga lūguma pamata.

(2) Par šo pievienošanu jāpaziņo diplomātiskā ceļā tai Līgumslēdzējai Valdībai, kuŗas robežās notikusi pēdējā Konference, un šī Valdība izziņo to visām pārējām Valdībām.

(3) Pievienojusies valsts pilnīgi padodas visiem šīs Konvencijas noteikumiem un bauda visas tajā paredzētās priekšrocības.



§ 2. (1) Tādas valsts Valdības pievienošanās Konvencijai, kurai ir kolonijas, protektorāti vai teritorijas zem suverēnitātes vai mandāta, nenozīmē šo koloniju, protektorātu vai teritoriju zem suverēnitātes vai mandāta pievienošanas, izņemot gadījumus, kad minētā valdība to pieteic īpašā deklarācijā.

(2) Visu šo koloniju, protektorātu vai teritoriju zem suverēnitātes vai mandāta kopība, vai katrs no tiem atsevišķi, var būt īpašas pievienošanās vai īpašas atteikšanās priekšmets, saskaņā ar šās konvencijas 23. pantā paredzētiem nosacījumiem.

20. pants.

Šķirējtiesa.

§ 1. Ja divu Līgumslēdzēju Valdību starpā rodas domstarpības vai nu šīs Konvencijas, vai arī 13. pantā paredzēto Reglamentu iztulkošanā vai pildīšanā, jautājums nododams šķirējtiesas izspriešanai, ja viena no Valdībām to prasa. Katra no minētām Valdībām izvēlas priekš tam kādu citu, jautājumā neieinteresētu Valdību.

§ 2. Ja saprašanās starp abiem šķirējtiesniešiem nav panākta, viņi pieaicina vēl citu, tāpat strīdā neieinteresētu Valdību. Ja abi šķirējtiesnieši nevar vienoties arī šīs trešās Valdības izvēlē, katrs no viņiem liek priekšā vienu strīdā neieinteresētu Līgumslēdzēju Valdību; par abām priekšā liktām Valdībām velk lozes. Izlozēšanu izdara Valdība, uz kuras teritorijas darbojas 16. pantā minētais Starptautiskais Birojs. Šķirējtiesniešu lēmumu noteic balsu vairākums.

21. pants.

Likumu un noteikumu tekstu apmaiņa.

Līgumslēdzējas Valdības caur Tēlegrafa Savienības Starptautisko Biroju paziņo cita citai, ja viņas to atrod par vajadzīgu, šo jau izdoto un izdodamo likumu un noteikumu tekstus, kas attiecas uz šo Konvenciju.

22. pants.

Kaņa flotes un militāras iekārtas.

§ 1. Līgumslēdzējas Valdības patur sev pilnīgu brīvību attiecībā uz 2. pantā neparedzētām radioelektriskām ierīcēm, sevišķi uz kaņa flotes un militārām ierīcēm.

§ 2. Visām šādām ierīcēm un stacijām jāievēro, cik vien iespējams, Reglamenta noteikumi par palīdzības sniegšanu briesmu gadījumos un par soļiem, kādi jāspēr, lai novērstu interferenci. Tām arī pēc iespējas jāievēro Reglamenta noteikumi par lietojamiem viļņu tipiem un frekvencēm, skatoties pēc dienesta veidiem, kādus izpilda šīs stacijas.

§ 3. Tomēr ja šīs ierīces un stacijas izdara publiskas korespondences apmaiņu vai ņem dalību īpašos dienestos, ko noteic šai Konvencijai pievienotie Reglamenti, tām vispār jāpilda šo Reglamentu noteikumi, kas nosaka minēto dienestu pildīšanu.

23. pants.

Spēkā stāšanās, ilgums un uzteikšana.

§ 1. Šī Konvencija tiks izvesta dzīvē sākot ar 1929. gada 1. janvāri. Tā paliks spēkā nenoteiktu laiku un vēl vienu gadu, skaitot no uzteikšanas dienas.

§ 2. Uzteikšana attiecas tikai uz Valdību, kuras vārdā tā izdarīta. Citām Līgumslēdzējām Valdībām Konvencija paliek spēkā uz priekšu.

24. pants.

Ratifikācija.

§ 1. Šī Konvencija jāratificē un ratifikācijas dokumenti jāiesniedz Vašingtonā pēc iespējas drīzākā laikā.

§ 2. Gadījumā, ja viena vai vairākas Līgumslēdzējas Valdības Konvenciju neratificētu, tā tomēr būs spēkā tām Valdībām, kas to būs ratificējušas.

Šo apliecinot, attiecīgie pilnvarotie parakstīja šo Konvenciju vienā eksemplārā, ko uzglabās Amerikas Savienoto Valstu Valdības arhīvos, un tās vienu norakstu izsniegs katrai Valdībai.

Sastādīta Vašingtonā, 1927. g. 25. novembrī.

Par Dienvidu Afrikas Savienību:

H. I. LENTON,  
W. F. C. MORTON.

Par Franču ekvatoriālo Afriku un citām kolonijām:

CASSAGNAC.

Par Franču rietumu Afriku:

CASSAGNAC.

Par Portugaļu rietumu Afriku:

Arnoldo de PAIVA CARVALHO.

Par Portugaļu austrumu Afriku un īpašumiem Azijā:

Mario Corrêa BARATA DA CRUZ.

Par Vāciju:

Otto ARENDT,  
Hermann GIESS,  
H. HARBICH,  
Arthur WERNER,  
Günther SUADICANI,  
E. L. BAER.

Par Argentinas republiku:

Felipe A. ESPIL,  
Luis F. ORLANDINI,  
Francisko LAJOUS.

Par Austrālijas Apvienību:

H. P. BROWN.

Par Austriju:

Dr Maximilian HARTWICH,  
Eng. Hans PFEUFFER.

Par Beļģiju:

I. PIERART,  
GOLDSCHMIDT,  
G. VINCENT.

Par Bolīviju:

Geo de la BARRA.

Par Brazīliju:

P. Ceolho de ALMEIDA,  
Frederico VILLAR,  
Manuel F. SIMÕES AYRES.

Par Bulgāriju:

St. BISSEROFF.

Par Kanādu:

A. JOHNSTON,  
Laurent BEAUDRY,  
C. P. EDWARDS,  
W. Arthur STEEL.

Par Čili:

I. HOLGER T.

Par Ķīnu:

CHIN CHUN WANG,  
CHANG-HSUAN,  
HING GING Y. LEE,  
TI-CHING WU.

Par Kolumbijas republiku:

Enrique OLAYA H.

Par Gvinejas liča Spāņu kolonijām:

Adolfo H. de SOLÁS.

Par Beļģu Kongo:

I. PIERART,  
G. VINCENT,  
Robert GOLDSCHMIDT.

Par Kosta Riku:

I. Rafael OREAMUNO.

Par Kubu:

L. ALBURQUERQUE,  
Gonzalo GÜELL,  
Luis Marino PÉREZ.

Par Kurasao:

G. SCHOTEL.

Par Ķirenaiku:

Paolo ZONTA.

Par Dāniju:

T. G. KRARUP,  
C. WAMBERG.

Par Dominikāņu republiku:

M. L. VOSQUEZ G.

Par Egipti:

Horace MAYNE,  
Aly IBRAHIM.

Par Eritreju:

Cesare BARDELONI.

Par Spaniju:

Mariano AMOEDO,  
Antonio NIETO,  
Adolfo H. de SOLAS,  
Jose SASTRE.

Par Igauniju:

G. JALLAJAS.

Par Amerikas Savienotām Valstīm:

Herbert HOOVER,  
Stephen DAVIS,  
James E. WATSON,  
E. D. SMITH,  
Wallace H. WHITE, Jr.,  
W. R. CASTLE, Jr.,  
William Roy VALLANCE.,  
C. Mck. SALTZMAN,  
Thos. T. CRAVEN,  
W. D. TERELL,  
Owen D. YOUNG,  
Samuel REBER,  
I. Beaver WHITE,  
Arthur E. KENNELLY.

Par Somiju:

L. ASTRÖM.

Par Franciju:

L. BOULANGER.

Par Liel-Britāniju:

T. F. PURVES,  
I. Joyce BRODERICK,  
F. W. PHILLIPS,  
F. W. HOME,  
L. F. BLANDY, Air Commodore,  
C. H. BOYD,  
A. Leslie HARRIS.

Par Grieķiju:

Th. PENTHERONDAKIS.

Par Gvatemalu:

J. MONTANO N.

Par Haiti republiku:

Raoul LIZAIRE.

Par Honduras republiku:

Luis BOGRAN.

Par Ungāriju:

Bernard de PASKAY.

Par Britu Indiju:

P. J. EDMUNDS,  
P. N. MITRA.

Par Holandiešu Indiju:

G. C. HOLTZAPPEL,  
WARNSINCK,  
G. SCHOTEL,  
Van DOOREN.

Par Franču Indo-Ķīnu:

G. JULLIEN.

Par Iru Brīvvalsti:

P. S. Mac CATHMHAOIL,  
T. S. O. MUINEACHAIN.

Par Itāliju:

Guiseppe GNEME,  
Giacomo BARBERA,  
Gino MONTEFINALE.

Par Japānu; Koreju, Taivānu, Japānas Sachalinu, Kvaungtungas nomāto teritoriju, zem Japānas mandāta esošo Dienvidjūras salu teritoriju:

S. SAVADA,  
N. MORITA,  
K. NISHISAKI,  
J. YAMAMOTO,  
Sannesuke INADA,  
T. USHIZAWA,  
T. NAKAGAMI.

Par Liberijas republiku:

Ernest LYON, padots Senāta ratifikācijai.

Par Madagaskaru:

G. JULLIEN.

Par Māroku (izņemot Spānijas joslu):

Frederiko KNOBEL.

Par Meksiku:

Pedro N. COTA,  
Juan B. SALDAÑA.

Par Nikaragvu:

Manuel ZAVALA.

Par Norvēģiju:

NICKELSEN,  
Harmod PETERSEN,  
P. TENNFJORD,  
I. I. LARSEN.

Par Jaun-Zēlandi:

A. GIBBS.

Par Panamas republiku:

R. J. ALFARO.

Par Paragvaju:

Juan Vicente RAMÍRIZ.

Par Holāndi:

G. J. HOFKER,  
J. A. BLAND van den BERG,  
W. KRUIJT,  
E. F. VÖLTER,  
WARNSINCK.

Par Peru:

A. GONZÁLES-PRADA,

Par Persiju:

D. MEFTAH (ad referendum).

Par Poliju:

Eugène STALLINGER.

Par Portugāli:

José de LIZ FERREIRA Junior.

Par Rumaniju:

G. CRETZIANO (ad referendum).

Par El Salvadorā republiku:

Francisco A. LIMA.

Par Serbu, Kroātu un Slovēņu Karājvalsti:

V. ANTONIÉVICH.

Par Siamu:

Nides VIRAJAKICH.

Par Itāliju Somāliju:

Valerio DELLA CAMPANA.

Par Zviedriju:

HAMILTON,  
LITSTRÖM,  
LEMOINE.

Par Šveici:

E. NUSSBAUM.

Par Surinamu:

G. SCHOTEL.

Par Zīrijas Libonu teritorijām:

Frederic KNOBEL.

Par San Marino republiku:

Frn. FERRARI.

Par Čehoslovākiju:

Dr. Otto KUČERA,  
Eng. STRNAD.

Par Tripolitaniju:

Settimio AURINI.

Par Tunisu:

Frederic KNOBEL.

Par Turciju:

J. A. BLAND van den BERG.

Par Urugvaju:

VARELA.

Par Venecuēlu:

Luis CHURION.



## Starptautiskai Radiotēlegrafa Konvencijai pievienotais Vispārīgais Reglaments

### 1. pants.

#### Jēdzieni.

Konvencijas 1. pantā minētie jēdzieni šini reglamentā papildināti sekoši:  
 jēdziens „pārvietojama stacija“ apzīmē ikkuņu pārvietojamu staciju;  
 jēdziens „pārvietojamas stacijas“ apzīmē pārvietojamo staciju kopību, neatkarīgi no viņu atrašanās vietas;

jēdziens „kuģa stacija“ apzīmē staciju uz tāda kuģa, kas nav paliekoši nostiprināts;  
 jēdziens „lidierices stacija“ apzīmē uz lidierices ierīkoto staciju;

jēdziens „krasta stacija“ apzīmē tādu zemes staciju, ko lieto satiksmei ar kuģu stacijām. Tā var būt kāda pastāvīga stacija, ko lieto arī satiksmei ar kuģu stacijām; tādā gadījumā to skaita par krasta staciju tikai satiksmes laikā ar kuģu stacijām;

jēdziens „gaisa kuģniecības stacija“ apzīmē tādu zemes staciju, ko lieto satiksmei ar lidierīču stacijām. Tā var būt kāda pastāvīga stacija, ko lieto arī satiksmei ar lidierīču stacijām; tādā gadījumā to skaita par gaisa kuģniecības staciju tikai satiksmes laikā ar lidierīču stacijām;

jēdziens „stacija“ apzīmē ikkuņu staciju, neatkarīgi no viņas lietošanas;

jēdzienam „zemes stacija“ ir vispārīga nozīme; to lieto, kad vienā un tanī pašā laikā paredzētie sakari attiecas uz satiksmi ar kuģu stacijām, lidierīču stacijām un ar citām, vienalga kādām, pārvietojamām stacijām. Šis jēdziens tā tad vienā un tanī pašā laikā apzīmē krasta staciju, ciktāl lieta grozās ap satiksmi ar kuģu stacijām, gaisa kuģniecības staciju, ciktāl lieta grozās ap satiksmi ar lidierīču stacijām un ikvienu staciju uz cietzemes, kas paredzēta satiksmei ar citām, vienalga kādām, pārvietojamām stacijām;

jēdziens „radiofona dienests“ apzīmē dienestu, kas nodrošina to radiotēlefonisku raidījumu izplatīšanu, kas domāti publikas uztveršanai, tieši vai ar relēstaciju starpniecību;

jēdziens „pastāvīgs dienests“ apzīmē dienestu, kas nodrošina visāda veida radioelektrisku satiksmi starp pastāvīgiem punktiem, izņemot radiofona dienestu un citus īpašus dienestus;

jēdziens „mobilais dienests“ apzīmē radiosatiksmes dienestu, kas norit starp pārvietojamām un zemes stacijām un starp pārvietojamām stacijām savā starpā, izņemot citus īpašus dienestus;

jēdziens „īpaši dienesti“ apzīmē radiobāku, radiogoniometrijas, laika signālu, navigācijas ziņojumu, etalona viļņu raidīšanas, zinātniskiem nolūkiem izdarītās emisijas u. t. l. dienestus;

jēdziens „radiobāka“ apzīmē īpašu staciju, kuņas raidījumu uzdevums ir atļaut kādai uztveršanai noteikt savu peilinu vai virzienu attiecībā uz radiobāku;

jēdziens „radiogoniometriska stacija“ apzīmē staciju ar īpašiem aparātiem, kuņu uzdevums noteikt citu staciju virzienu pēc viņu raidījumiem;

jēdziens „radiofona stacija“ apzīmē staciju, ko lieto to radiotēlefonisku raidījumu izplatīšanai, kas domāti publikas uztveršanai;

jēdziens „privāta izmēģināšanas stacija“ apzīmē: 1) privātu staciju, kas paredzēta tehnikas vai radioelektriskās zinātnes attīstības veicināšanas mēģinājumiem, 2) staciju, ko ar attiecīgu atļauju lieto „amatieri“, tas ir personas, kas interesējas par radio-tehniku tikai personīgiem mērķiem un bez kādām peļņas interesēm;

jēdziens „pārvalde“ apzīmē kādu Valdības iestādi;

2) staciju, ko ar attiecīgu atļauju lieto „amatieri“, t. i. personas, kas interesējas par radiotehniku tikai personiskos nolūkos un bez peļņas interesēm.

### 2. pants.

#### Atļauja.

§ 1. Neviena privātas personas vai privāta uzņēmuma radioelektriskā raidstacija nevar tikt ierīkota vai ekspluatēta bez īpašas tās Valsts Valdības atļaujas, kuņai minētā stacija padota.

§ 2. Atļaujas īpašniekam jāapņemas ievērot kā tēlegrafa, tā arī tēleфона korespondences noslēpumus. Bez tām atļaujā jāuzsver, ka ir aizliegts pārtvert kaut kādu citu radioelektrisku korespondenci, izņemot to, kas stacijai atļauts uztvert, un gadījumos, ja šāda korespondence uztverta nejauši, to nedrīkst ne rakstiski reproducēt, ne paziņot trešām personām, ne arī izlietot kaut kādos citos nolūkos.

§ 3. Lai atvieglotu atļauju pārbaudīšanu, ieteicams vajadzības gadījumos pievienot valsts valodā rediģētam atļaujas tekstam arī tā tulkojumu tādā valodā, kas vairāk izplatīta starptautiskā satiksme.

### 3. pants.

#### Aparātu izvēlē un pārbaude.

§ 1. Ikkatrā stacijā lietojamo aparātu un radioelektrisko ierīču izvēle ir brīva ar noteikumu, kā izstarotiem viļņiem jāatbilst šā Reglamenta nosacījumiem.

§ 2. (1) Pārvaldēm jāuzņemas izdarīt tos mērojumus, kas nepieciešami, lai pārlicinātos par to, ka frekvennes mēri (viļņu mēri), kuņus lieto raidāmo aparātu rēgulēšanai, ir etaloni, salīdzinot tos ar Valsts instrumentiem-etaloniem, pie tam lietojot tādus paņēmienus, kas dod pilnīgāko precizitāti.

(2) Starptautisku pārpratumu gadījumos salīdzināšanas izdara pēc absolūtās frekvences mērošanas metodes.

### 4. pants.

#### Radioelektriskās raidīšanas (emisijas) klasifikācija un lietošana.

§ 1. (1) Radioelektriskās raidīšanas (emisijas) sadalās divās klasēs:

- A. nedziestošie viļņi,
- B. dziestošie viļņi,

kuņus noteic tā:

A klase: viļņi, kuņu svārstības ir ilgstošas un paliek nemainīgas.

B klase: viļņi, kas sastādās no cita pēc citas sekojošām seriēm, pie kam seriņu svārstību amplitūdes, sasniegušas maksimumu, pakāpeniski samazinās.

(2) A klases viļņi tālāk sadalās sekošos noteiktos tipos:

Tips A 1. Nedziestošie-nemodulētie viļņi. Nedziestošie viļņi, kuņu amplitūde vai frekvence mainās ar tēlegrafa manipulācijas (atslēgas) palīdzību.

Tips A 2. Nedziestošie viļņi, modulēti ar akustiku (dzirdes) frekvenci. Nedziestošie viļņi, kuņu amplitūde vai frekvence mainās sekojot periodiskai likumībai, kas savukārt sastādās no akustikas (dzirdes) frekvences un tēlegrafa manipulācijas.

Tips A 3. Nedziestošie viļņi, modulēti ar runu vai mūziku. Nedziestošie viļņi, kuņu amplitūde vai frekvence mainās, sekojot runas vai mūzikas īpatnējām svārstībām.

(3) Iepriekšējais viļņu sadalījums A 1, A 2 un A 3 tipos neizslēdz atsevišķos, Pārvalžu noteiktos gadījumos tādu viļņu lietošanu, kuņus modulē vai arī manipulē ar paņēmieniem, kas neietilpst tipa A 1, A 2 un A 3 noteiktā sadalījumā.

(4) Augšminētie jēdzieni nav attiecināmi uz raidāmo aparātu sistēmām.

(5) Viļņi apzīmējami pirmā vietā ar frekvenci kilociklos sekundē (kc/s). Pēc šā apzīmējuma var atzīmēt iekavās to apmēru garumus metros. Šini Reglamentā viļņu apmēra garumus iegūst, dalot skaitli 300000 uz frekvenci, kas izteikta kilociklos sekundē.

§ 2. Katras stacijas raidītiem viļņiem jāaskan ar atļauto frekvenci tik precīzi, cik to atļauj pašreizējais tehnikas stāvoklis, un to izstarošanai jābūt brīvai, cik vien tas praktiski iespējams, no visām emisijām, kas nav svarīgas norītošajam satiksmes veidam.

§ 3. Ieinteresētās pārvaldes noteic pielaidzamo toleranci starp vidējo pielaidzamo emisijas frekvenci un paziņoto frekvenci; viņas apņemas pielikt visus spēkus, lai izman-totu tehnikas progresu šās tolerances pakāpeniskai samazināšanai.

§ 4. Frekvenču joslas plašumam, kuņu aizņem kāda stacija ar savu emisiju, saprotams jāatbilst tehnikas progresam, saskaņā ar lietojamo satiksmes veidu.

§ 5. Gadījumā, ja frekvenču joslas ir nozīmētas noteiktam dienestam, šā dienesta stacijām jālietā tādās frekvences, kas pietiekoši tālu no šo joslu robežām, lai neradītu nopietnus traucējumus darbā tām stacijām, kuņas izmanto satiksmei blakus joslās ietilpstošās frekvences.

### 5. pants.

Frekvenču (viļņu garumu) un raidīšanas (emisijas) tipu sadalīšana un pielietošana.

§ 1. Līgumslēdzēju valstu pārvaldes var piešķirt sev padotām radioelektriskām stacijām, kaut kuņu frekvenci vai viļņu tipu, ar vienīgo noteikumu, lai pie tam neceltos traucējumi kādam citam valsts dienestam.

§ 2. Šis pārvaldes tomēr piekrit tam, ka stacijām, kas pēc savas dabas varētu būt par cēloni nopietniem starptautiskiem traucējumiem, jāpiešķir frekvences un viļņu tipi, saskaņā ar tālāk pievestiem viļņu sadalīšanas un lietošanas noteikumiem.

§ 3. Pārvaldes piekrit arī tam, ka frekvenču apjoma sadalīšanas saraksts (Sk. § 7) uzskatāms par vadoni, kas norāda dažādajiem dienestiem robežas, kas jāievēro visām jaunām stacijām, un kuņas jāietilpina arī visas jau pastāvošās stacijas, cik vien ātrā laikā to iespējams praktiski izvest, nesamazinot pie tam dienestu, kas nodrošina šīs pastāvošās staciju labumu, un ņemot vērā iekārtu pašreizējo stāvokli.

§ 4. Tomēr visu patlaban ar frekvencēm zem 300 kc/s (ar viļņu garumu pāri 1000 m) strādājošo radiofonu staciju frekvences principā būs jāietilpina visvēlākais gada laikā pēc šā Reglamenta spēkā stāšanās vai nu joslā starp 160 un 224 kc/s (ar viļņu garumiem 1875—1340 m), vai arī joslā starp 550 un 1500 kc/s (ar viļņu garumiem 545—200 m).

§ 5. Nevienai jaunai radiofona stacijai nebūs atļauts strādāt starp 160 un 224 kc/s (ar viļņu garumiem no 1875—1340 m) ietilpstošu frekvenču joslā, izņemot gadījumus, ja no tā neceļas neērtības pastāvošiem radiosatiksmes dienestiem, ieskaitot šeit radiofona dienestus, kuņus izpilda stacijas, kas jau lietā minētā joslā ietilpstošās frekvences, un stacijas, kuņu frekvences būtu ietilpinātas šini pašā joslā, saskaņā ar augšā pievestā § 4. nosacījumiem.

§ 6. Pastāvošām radiofona stacijām, kuņas lieto frekvences zem 300 kc/s (viļņa garums pāri 1000 m), jaudu nedrīkst palielināt, izņemot gadījumus, ja no tā neceļas neērtības pastāvošiem radiosatiksmes dienestiem.

§ 7. Klātpieliktais saraksts norāda frekvenču sadalīšanu (ar aptuveniem viļņu garumiem) starp dažādiem dienestiem.

§ 8. (1) Saskaņā ar šā panta § 1. nosacījumiem B tipa viļņu lietāšana ar frekvenci, kas zemāka par 375 kc/s (800 m pārsniedzot viļņa garuma), aizliedzama sākot ar 1930. g. 1. janvāri, izņemot pastāvošās zemes stacijas.

(2) Sākot ar 1930. g. 1. janvāri nevar ierīkot uz kuģiem vai lidierīcēm jaunus B tipa viļņu raidītājus, izņemot gadījumus, kad šie raidītāji, strādājot ar pilnu jaudu, lietā mazāk par 300 vatiem, mērojot pie dzirdamas frekvences piegādājamā transformatora ieejas.

(3) Visu B tipa viļņu frekvenču lietošana aizliedzama sākot ar 1940. g. 1. janvāri, izņemot raidītājus, kas atbilst iepriekšējā (2) posmā norādītiem jaudas noteikumiem.

(4) Sākot ar šo laiku nevar izdarīt nekādu jaunu B tipa raidītāja ierīkošanu kādā zemes vai pastāvīgā stacijā. Šā tipa viļņi būs aizliegti visās zemes stacijās sākot ar 1935. g. 1. janvāri.

§ 9. A 3 tipa viļņu lietošana nav atļauta starp 100 un 160 kc/s (3000 un 1875 m).

§ 10. A 2 tipa viļņu lietošana nav atļauta starp 100 un 150 kc/s (3000 un 2000 m), izņemot joslu 100—125 kc/s (3000—2400 m), kas paredzēta vienīgi laika signāliem.

§ 11. Joslā no 460—550 kc/s (650—545 m) nav atļauta nekāda tipa viļņu raidīšana (emisija), kas varētu padarīt neiespaidīgus uz 500 kc/s (600 m) raidāmos nelaimes, trauksmes, drošības un steidzamības signālus.

§ 12. Principā katrai stacijai, kas nodrošina kādu satiksmi starp noteiktām vietām ar vilni, kuņa frekvence ir zem 110 kc/s (viļņa garums pārsniedz 2725 m), jālietā ikkuņam vienlaicīgi darbībai spējīgam raidītājam viena vienīga frekvence, kas izvēlēta starp šai satiksmei piešķirtām joslām (iepriekš pievestais § 7). Nevienai stacijai nav atļauts lietot dienestam starp noteiktām vietām kaut kādu citu frekvenci, kas nebūtu piešķirta augšminētā kārtībā.

§ 13. Stacijas principā pielietā tās pašas frekvences un tos pašus raidīšanas tipus, kā ziņu raidīšanu pēc vienusējās metodes, tā arī savā normālā dienestā. Tomēr var noslēgt attiecīgus rajonu nolīgumus, kas atbrīvotu ieinteresētās stacijas no padotības šim noteikumam.

§ 14. Lai atvieglotu meteoroloģisku un sinoptisku ziņojumu apmaiņu Eiropas rajonos, šim dienestam ar rajona nolīgumiem jāpiešķir divas frekvences starp 37,5 un 100 kc/s (viļņa garumi starp 8000—3000 m).

§ 15. Lai atvieglotu noziegumu atklāšanu un noziedznieku vajāšanai vajadzīgo ziņu ātru noraidīšanu un izplatīšanu, ar rajona nolīgumiem šim nolūkam jāpiešķir kāda frekvence starp 37,5 un 100 kc/s (viļņa garums starp 8000—3000 m).

§ 16. (1) Nozīmējot frekvences visām jaunām pastāvīgām zemes vai radiofona stacijām, kuņu ierīkošanu pārvaldes pašas atļāvušas, šīs frekvences jāizvēlas tā, lai izvairītos, cik vien iespējams, no traucējumiem pastāvošo staciju izpildāmiem starptautiskiem dienestiem, kuņu frekvences jau paziņotas Starptautiskajam Birojam. Kādas jau esošas pastāvīgas zemes vai radiofona stacijas frekvences maiņas gadījumā šai stacijai nozīmētai jaunai frekvencei jāatbilst šie pieņemti noteikumi.

(2) Vajadzības gadījumā ieinteresētās pārvaldes vienojas arī par piešķiramo viļņu noteikšanu runā esošām stacijām, kā arī par piešķirto viļņu lietāšanas nosacījumiem. Ja nav izvedams nekāds nolīgums par izvairīšanos no traucējumiem, var piemērot Konvencijas 18. panta nosacījumus.

§ 17. (1) Katrai pārvaldei nekavējoties jāziņo Starptautiskajam Birojam, ja viņa nolemj vai atļauj kādas radiosatiksmes stacijas ierīkošanu, kuņas ekspluatācija kārtējā dienesta interesēs prasa tai piešķirt frekvences, kas zemākas par 37,5 kc/s (ar viļņu garumu pāri 8000 m), ja šīs frekvences lietāšana varētu būt par cēloni starptautiskiem traucējumiem uz lielākiem attālumiem. Šāds paziņojums Starptautiskajam Birojam jāsapņem četrus mēnešus pirms paredzētās stacijas ierīkošanas, lai tādā ceļā varētu nokārtot iebildumus, kuņus kāda no pārvaldēm varētu celt pret paredzētās frekvences piešķiršanu.

(2) Gadījumā, ja kādas īsviļņu pastāvīgas stacijas, kas paredzēta kārtējā dienesta pildīšanai, izstarošana varētu būt par iemeslu starptautiskiem traucējumiem, ieinteresētai pārvaldei visādā ziņā jāpaziņo Starptautiskajam Birojam šai stacijai nozīmētā frekvence jau pirms stacijas izbūves nobeigšanas un visādā ziņā pirms stacijas darbības atklāšanas.

(3) Šāda paziņošana jāizdara tomēr tikai tad, ja ieinteresētā pārvalde ir droša, ka paredzamo dienestu varēs iesākt noteiktā laikā.

§ 18. (1) Katra pārvalde var nozīmēt amatieru stacijām frekvences, izvēlēties tās no sadalīšanas sarakstā (iepriekšējais § 7) norādītām amatieru joslām.

(2) Ieinteresētās pārvaldes nozīmē vislielāko pielaidzamo jaudu, kādu šīs stacijas var lietot, ņemot vērā operātoru tehniskās spējas un apstākļus, kādos šim stacijām jādarbojas.

(3) Visi Konvencijā un šini Reglamentā pievestie vispārīgie noteikumi attiecas arī uz amatieru stacijām. Atsevišķi ņemot, izstaroto viļņu frekvencei jābūt tik nemainīgai un bez virsviļņiem, cik vien to atļauj tehnikas stāvoklis.

(4) Raidīšanas laikā šīs stacijas raida savus izsaukšanas signālus ar isiem starptautiskiem.



Frekvences kilociklos sekundē (kc/s.)	Aptuvēji viļņa garumi metros	Dienesti
10—100	3000—3000	Pastāvīgie dienesti.
100—110	3000—2725	Pastāvīgie dienesti un mobilie dienesti.
110—125	2725—2400	Mobilie dienesti.
125—160 <sup>1)</sup>	2400—2000 <sup>1)</sup>	Tikai publiskai korespondencei atvērtie kuģniecības mobilie dienesti.
150—160	2000—1875	Mobilie dienesti.
		a) Radiofoni.
		b) Pastāvīgie dienesti.
		c) Mobilie dienesti.
		Sās joslas lietāšanas nosacījumi padoti sekojošiem rajonu nolīgumiem:
160—194	1875—1550	Visos rajonos, kur radiofona stacijas jau strādā ar frekvencēm zem 300 kc/s (virs 1000 m). Citos rajonos { Pastāvīgie dienesti. Mobilie dienesti.
		Rajonu nolīgumos jāievēro arī pārējo rajonu tiesības uz šo joslu.
		a) Mobilie dienesti.
		b) Pastāvīgie dienesti.
		c) Radiofoni.
		Sās joslas lietāšanas nosacījumi padoti sekojošiem rajonu nolīgumiem:
194—285	1550—1050	Eiropā { a) Tikai mobilie gaisa dienesti. b) Tikai pastāvīgie gaisa dienesti. c) Joslā 250—285 kc/s (1200—1050 m). Pastāvīgie, publiskai korespondencei slēgtie dienesti. d) Radiofons joslā 194—224 kc/s (1550—1340 m) a) Mobilie dienesti, izņemot tirdzniecības kuģu stacijas. Citos rajonos { b) Tikai pastāvīgie gaisa dienesti. c) Pastāvīgie, publiskai korespondencei slēgtie dienesti.
285—315	1050—950	Radiobākas.
315—350 <sup>2)</sup>	950—850 <sup>2)</sup>	Tikai mobilie gaisa dienesti.
350—360	850—830	Mobilie, publiskai korespondencei slēgtie dienesti.
360—390	830—770	a) Radiogoniometrija. b) Mobilie dienesti, ar noteikumu netraucēt radiogoniometriju.
390—460	770—650	Mobilie dienesti.
460—485	650—620	Mobilie dienesti (izņemot dziestošus viļņus un radiotēlefoniju).
485—515 <sup>3)</sup>	620—580 <sup>3)</sup>	Mobilie dienesti (Briesmu gadījumi, izsaukšana u. t. t.).
515—550	580—545	Mobilie, publiskai korespondencei slēgtie dienesti (izņemot dziestošus viļņus un radiotēlefoniju).
550—1300 <sup>4)</sup>	545—230 <sup>4)</sup>	Radiofons.
1300—1500	230—200	a) Radiofons.
1500—1715	200—175	b) Mobilie jūras dienesti, vilnis tikai 1365 kc/s (220 m). Mobilie dienesti.
1750—2000	175—150	Mobilie dienesti. Pastāvīgie dienesti. Amatieri.
2000—2250	150—133	Mobilie un pastāvīgie dienesti.
2250—2750	133—109	Mobilie dienesti.
2750—2850	109—105	Pastāvīgie dienesti.
2850—3500	105—85	Mobilie un pastāvīgie dienesti. Mobilie dienesti.
3500—4000	85—75	Pastāvīgie dienesti. Amatieri.
4000—5500	75—54	Mobilie un pastāvīgie dienesti.
5500—5700	54—52,7	Mobilie dienesti.
5700—6000	52,7—50	Pastāvīgie dienesti.
6000—6150	50—48,8	Radiofoni.
6150—6675	48,8—45	Mobilie dienesti.
6675—7000	45—42,8	Pastāvīgie dienesti.
7000—7300	42,8—41	Amatieri.
7300—8200	41—36,6	Pastāvīgie dienesti.
8200—8550	36,6—35,1	Mobilie dienesti.
8550—8900	35,1—33,7	Mobilie un pastāvīgie dienesti.
8900—9500	33,7—31,6	Pastāvīgie dienesti.
9500—9600	31,6—31,2	Radiofoni.
9600—11000	31,2—27,3	Pastāvīgie dienesti.
11000—11400	27,3—26,3	Mobilie dienesti.
11400—11700	26,3—25,6	Pastāvīgie dienesti.
11700—11900	25,6—25,2	Radiofoni.
11900—12300	25,2—24,4	Pastāvīgie dienesti.
12300—12825	24,4—23,4	Mobilie dienesti.
12825—13350	23,4—22,4	Mobilie un pastāvīgie dienesti.
13350—14000	22,4—21,4	Pastāvīgie dienesti.
14000—14400	21,4—20,8	Amatieri.
14400—15100	20,8—19,85	Pastāvīgie dienesti.
15100—15350	19,85—19,55	Radiofoni.
15350—16400	19,55—18,3	Pastāvīgie dienesti.
16400—17100	18,3—17,5	Mobilie dienesti.
17100—17750	17,5—16,9	Mobilie un pastāvīgie dienesti.
17750—17800	16,9—16,85	Radiofoni.
17800—21450	16,85—14	Pastāvīgie dienesti.
21450—21550	14—13,9	Radiofoni.
21550—22300	13,9—13,45	Mobilie dienesti.
22300—23000	13,45—13,1	Mobilie un pastāvīgie dienesti.
23000—28000	13,1—10,7	Nav rezervēti.
28000—30000	10,7—10	Amatieri un mēģinājumi.
30000—56000	10—5,35	Nav rezervēti.
56000—60000	5,35—5	Amatieri un mēģinājumi.
Pāri par 60000	zem 5	Nav rezervēti.

1) 143 kc/s (2100 m) ir izsaukšanas vilnis tām pārvietojamām stacijām, kas lietā garos nedziestošos viļņus.

2) 333 kc/s (900 m) ir starptautiskais gaisa dienestu izsaukšanas vilnis.

3) 500 kc/s (600 m) ir starptautiskais izsaukšanas un briesmu signālu vilnis. To var lietāt arī citām vajadzībām ar nosacījumu netraucēt izsaukšanas un briesmu signālus.

4) Mobilos dienestus var lietāt joslu 550—1300 kc/s (545—230 m) ar noteikumu netraucēt tādas valsts dienestus, kuŗa lietātu šo joslu vienīgi radiofoniem.

Piezīme. Atzīts, ka šie viļņi (frekvences apt. no 6000—23000 kc/s, vai viļņa garumi apt. no 50—13 m) ir ļoti noderīgi satiksmē uz lielākiem attālumiem. Tādēļ vispārī ieteicams rezervēt šim nolīkam šo viļņu joslu dienestiem starp pastāvīgiem punktiem.

6. pants.

Privātu izmēģināšanas staciju dienests.

§ 1. Paziņojumu apmaiņa starp dažādu valstu privātām izmēģināšanas stacijām ir aizliegta, ja viena no ieinteresēto valstu Pārvaldēm ir izteikusies pret šādu apmaiņu.

§ 2. Ja šāda apmaiņa ir atļauta, paziņojumiem, izņemot gadījumus, kad ieinteresētās valstis būtu pienēmušas citus savstarpējus nolīgumus, jābūt sastādītiem vispārlietojamā valodā un jāierobežojas ar ziņām par izmēģinājumiem un ar personīga rakstura piezīmēm, kuŗu dēļ, ievērojot viņu nesvarīgumu, nebūtu vajadzība griezties pie publiskā tēlegrafa.

§ 3. Privātā izmēģināšanas stacijā, kuŗai atļauts izdarīt raidīšanu, katrai personai, kas savās vai trešās personas interesēs strādā uz aparātiem, jāpierāda, ka viņa ir spējīga pārraidīt tekstus ar Morzes alfabēta zīmēm un lasīt pie radioelektriskas uztveršanas raidītos tekstus uz dzirdi. Viņu var atvietot tikai personas ar atļaujām un ar tādām pašām spējām.

§ 4. Pārvaldes spēj visus soļus, kādus viņas atzīst par vajadzīgiem, lai tehniskā ziņā pārbaudītu ikuŗas uz aparātiem strādājošas personas spējas.

7. pants.

Operātoru apliecības.

§ 1. (1) Ik kuŗas pārvietojamās radiotēlegrafa vai radiotēlefonta stacijas dienests jānodrošina ar radiotēlegrafistu-operātoru, kas var uzrādīt apliecību, izsniegtu no valdības, kuŗai padota šā stacija. Pārvietojamās stacijās ar mazas jaudas radiotēlefonta ierīci (ar pievērsto jaudu ne augstāku par 300 vatiem), kas lietājamās vienīgi tēlefontāšanai, dienestu var arī pildīt persona tikai ar radiotēlefontista apliecību.

(2) Gadījumos, kad kādam braucienam, lidojumam vai ceļojumam pilnīgi neiespējams dabūt operātoru, kapteinis vai par pārvietojamo staciju atbildīgā persona var pieļaut, bet tikai pagaidām, radioelektriskā dienesta pildīšanai personu, kuŗai izsniegta apliecība no citas līgumslēdzēja valdības. Ārkārtējos gadījumos, kad par pagaidu operātoru jāpieaicina personas ar nepietiekošu apliecību, viņas līdzdarbošanās jāierobežo tikai ar steidzamības gadījumiem. Minētais operātors vai persona visādā ziņā jāatvieto, tiklīdz tas ir iespējams, ar operātoru, kam izdota šā pantā § 1 — (1) paredzētā apliecība.

§ 2. Pastāv divas radiotēlegrafistu apliecību šķiras un viena radiotēlefontista apliecību šķira.

Radiotēlegrafistu apliecības.

§ 3. (1) Katra valdība patur sev tiesību noteikt, cik reizes izdarāmi pārbaudījumi, lai varētu iegūt pirmās šķiras apliecības.

(2) Pirmās šķiras apliecībai jākonstatē, ka operātoram ir visas vajadzīgās spējas arī radiotēlefontista apliecības iegūšanai. Katra Valdība patur tiesību prasīt, vai arī neprasīt šās pašas spējas no otrās šķiras apliecības ieguvējiem.

(3) Minimālās spējas, kas jāpierāda pie šo apliecību iegūšanas, ir sekošas:

A. Pirmā šķira.

Pirmās šķiras apliecība konstatē operātora profesionālās un tehniskās spējas attiecībā uz:

- a) vispārīgo elektrības principu, radiotēlegrafijas un radiotēlefontijas teorijas zināšanu, kā arī pārvietojamā dienestā lietājamo aparātu praktiskās darbības pārziņāšanu;
- b) To palīgaparātu, kā elektrogenerātoru, akumulātoru u. t. t. darbības teorētisku un praktisku pārziņāšanu, kuŗus lieto posmā a paredzēto aparātu nodarbināšanai un rēgulēšanai;
- c) Praktiskām zināšanām, kas vajadzīgas, lai ar kuŗa rīcībā esošiem līdzekļiem varētu izlabot aparātu bojājumus, kas varētu rasties ceļojuma laikā;
- d) Koda grupu (jauktu burtu, skaitļu un pieturas zīmju) pareizu pārraidīšanu un pareizu dzirdes uztveršanu pie ātruma 20 (divdesmit) grupu minūtē un skaidrā mātes valodā izteikta teksta pareizu pārraidīšanu un pareizu dzirdes uztveršanu pie ātruma 25 (divdesmit pieci) vārdi minūtē. Katrā koda grupā jāietilpst pieciem burtiem, pie kam katrs skaitlis vai pieturas zīme skaitās par divām zīmēm. Vidējais vārds skaidrā mātes valodas tekstā jāskaita par sastāvošu no pieciem burtiem;
- e) Radiosatiksmes apmaiņā lietājamo Reglamentu sīku zināšanu, uz radiotēlegrammu taksēšanu attiecošos dokumentu zināšanu, Reglamenta par cilvēku dzīvības drošību uz jūras, tās daļas zināšanu, kuŗa attiecas uz radiotēlegrafu, kā arī gaisa lidojumiem, to sevišķi noteikumu zināšanu, kas attiecas uz radiosatiksmi gaisa navigācijā;
- f) Vispārējās piecu pasaules daļu ģeografijas un sevišķi galveno vadu tēlegrafa un radiosatiksmes sakaru zināšanu.

B. Otrā šķira.

Otrās šķiras apliecība konstatē operātora profesionālās spējas attiecībā uz:

- a) Elementārām teorētiskām un praktiskām elektrības un radiotēlegrafijas zināšanām, kā arī pārvietojamā dienestā lietājamo aparātu rēgulēšanas un darbības zināšanu;
- b) To palīgaparātu, kā elektrogenerātoru, akumulātoru u. t. t., kuŗus lietā posmā a paredzēto aparātu nodarbināšanai un rēgulēšanai, darbības elementāru teorētisku un praktisku pārziņāšanu;
- c) Pietiekošām praktiskām zināšanām, lai spētu izdarīt mazus izlabojumus aparātu bojājumu gadījumos;
- d) Koda grupu (jauktu burtu, skaitļu un pieturas zīmju) pareizu pārraidīšanu un pareizu dzirdes uztveršanu, pie ātruma 16 (sešpadsmit) grupu minūtē un skaidrā mātes valodā izteikta teksta pareizu pārraidīšanu un pareizu dzirdes uztveršanu, pie ātruma 20 (divdesmit) vārdi minūtē. Katrā koda grupā jāietilpst pieciem burtiem un katrs skaitļa vai pieturas zīme skaitās par divām zīmēm. Vidējais vārds skaidrā mātes valodas tekstā jāskaita par sastāvošu no pieciem burtiem;
- e) Radiosatiksmes apmaiņā lietājamo Reglamentu zināšanu, uz radiotēlegrammu taksēšanu attiecošos dokumentu zināšanu, uz radiotēlegrafu attiecošās daļas no Reglamenta par cilvēku dzīvības drošību uz jūras zināšanu, kā arī gaisa lidojumiem to sevišķo noteikumu zināšanu, kas attiecas uz radiosatiksmi gaisa navigācijā;
- f) Elementārām zināšanām vispārējā ģeografijā par vadu tēlegrafa un radiosatiksmēm.

C. Sevišķa apliecība.

(1) Radiotēlegrafa dienestu uz maziem kuģiem (uz kuŗiem nav attiecināma Konvencija par cilvēku dzīvības drošību uz jūras) var izpildīt operātori, kam izsniegta sekošiem noteikumiem atbilstoša apliecība:

a) To pārvietojamo staciju, kas ņem dalību publiskas korespondences starptautiskā dienestā un pārvietojamo staciju vispārējā darbā, operātoriem jābūt spējīgiem veikt radiosatiksmes darbu ar tādu pašu raidīšanas un uztveršanas ātrumu, kāds paredzēts otrās šķiras apliecības iegūšanai.

b) Ja šīs stacijas nepiedalās minētā dienestā, tomēr darbojas briesmu gadījumos, un ja viņas strādā ar atsevišķu viēni, netraucējot citus radiodienestus, no katras ieinteresētās Valdības atkarājas noteikt apliecības iegūšanas nosacījumus.

(2) Izņēmuma kārtā Jaun-Zelandes Valdībai ir pagaidām atļauts piešķirt sevišķu apliecību operātoriem uz tādiem viņai padotiem mazākiem kuģiem, kas neattālinās no minētās valsts krastiem un tikai ļoti ierobežotā veidā piedalās publiskas korespondences starptautiskā dienestā un pārvietojamo staciju vispārējā darbā. Prasības, kādas uzstādāmas šo apliecību iegūšanai, nosaka minētā valdība.

§ 4. (1) Lai kļūtu par pārvietojamās stacijas pārzīni (vecāko operātoru) uz kāda pirmās kategorijas kuģa (20. pants, § 2) pirmās šķiras operātoram jābūt ne mazāk par vienu gadu nodarbinātam kā operātoram uz kāda kuģa vai kādā krasta stacijā.

(2) Lai kļūtu par pārvietojamās stacijas pārzīni (vecāko operātoru) uz otrās kategorijas kuģa (20. pants § 2) pirmās šķiras operātoram jābūt ne mazāk par sešiem mēnešiem nodarbinātam kā operātoram uz kāda kuģa vai kādā krasta stacijā.

(3) Lai pildītu pirmās šķiras operātoru dienestu uz lidierīces, operātoram jāpierāda zināms lidojumu stundu skaits radiosatiksmes dienestā, kuŗu nosaka apliecību izsniedzēja Pārvalde.

§ 5. Operātori, kas sekmīgi izturējuši pārbaudījumu otrās šķiras apliecības iegūšanai, saņem no savas Valdības pagaidu apliecību, kas dod viņiem tiesības iegūt stacijas pārzīņa vietu uz trešās kategorijas kuģiem (20. pants § 2). Pierādot sešu mēnešu ilgu dienestu uz kuģa, viņi var saņemt galīgu otrās šķiras apliecību, kas atļauj viņiem pildīt līdzīgus pienākumus uz otrās kategorijas kuģiem.

Radiotēlefontistu apliecības.

§ 6. (1) Radiotēlefonta operātoriem paredzēta tikai vienas šķiras apliecība.

(2) Šī apliecība konstatē operātoru profesionālās spējas attiecībā uz:

- a) Radiotēlefonta aparātu rēgulēšanu un darbības zināšanu.



b) Izveicību skaidri pārraidīt un uztvert sarunas pa telefona aparātu;

c) Radiotēlegrafa sarunu apmaiņas noteikumi: un tās radiotēlegrafa Reglamentu daļas, kas attiecas uz cilvēku dzīvības drošību, zināšanu.

(3) Personas ar radiotēlefonista apliecību var nodarbināt tikai uz kuģiem, lidiericēm u. t. t., kas apgādāti ar mazas jaudas (lielākais 300 vatu pievestas jaudas) radiotēlefonu iekārtu un pie tam tikai telefona dienestam.

(4) Gaiskuģniecības dienesta radiotēlefonistiem-operātoriem jāpierāda ieinteresēto Pārvalžu noteiktā minimālā uz lidiericēm nolidoto stundu skaits.

(5) Pirmās šķiras radiotēlegrafista apliecības uzrādītājs, kā arī otrās šķiras radiotēlegrafista apliecības uzrādītājs, kas var uzrādīt arī radiotēlefonista apliecību, var pildīt radiotēlefonista dienestu kaut kurā pārvietojamā stacijā.

§ 7. Katra Pārvalde spēš visus vajadzīgos soļus, lai operātoriem uzliktu par pienākumu ievērot korespondences noslēpumu, un lai ar lielāko iespēju apkarotu apliecību lietāšanu krāpšanas nolūkā.

§ 8. Ieinteresētās Valdības dos vajadzīgos rīkojumus, lai agrākā kārtībā izsniegtās apliecības paliktu spēkā tiem šo apliecību uzrādītājiem, kuŗu spējas galvenā kārtā atbilst jaunajiem apliecību izsniegšanas nosacījumiem.

§ 9. Šā panta noteikumi paliek obligātoriski ne ilgāk ka trīs gadi, skaitot no šā Reglamenta spēkā stāšanās dienas.

#### 8. pants.

##### Priekšniecības autoritāte.

§ 1. Pārvietojamas stacijas radiodienests atrodas kuģa, lidierices un kaut kādas citas pārvietošanas ierices kapteinā vai atbildīgas personas pārzināšanā.

§ 2. Kapteinis vai atbildīgā persona, kā arī visas personas, kas varētu zināt radiotēlegrammu tekstu, vai tikai to, ka kāda tēlegramma eksistē, vai kādu citu radiodienesta ceļā iegūtu ziņu, padotas saistībai ievērot un nodrošināt korespondences noslēpumu.

#### 9. pants.

##### Vispārīgā darbības gaita mobilā dienestā.

§ 1. Tālāk sīki aprādītā darbības gaita ir obligātoriska mobilā dienestā, izņemot briesmu saucieni un briesmu korespondences gadījumus, kuŗiem piemērojami 19. panta nosacījumi.

§ 2. (1) Uzsākot kādu raidīšanu, raidāmā stacijai vispirms jāpārliecinās, vai ar to neceļas kāds stiprs traucējums citās satiksmēs, kas norit viņas darbības rajonā ar to vilni kādu viņa lietās; ja ir varbūtība, ka tāds traucējums celsies, viņa nogaida tās pirmās raidīšanas, ko viņa varētu traucēt, pārtraukumu.

(2) Ja neskatoties uz minētiem uzmanības soļiem, jau noritošā radiosatiksmē no izsauces stacijas tomēr tiek traucēta, pēdējās izsaucesi jāpārtrauc uz pirmo kādas publiskas korespondences straptautiskam dienestam atvērtas zemes vai gaisa kuģniecības stacijas pieprasījumu. Stacijai, kas pieprasījusi šādu pārtraukšanu, jāuzrāda tai stacijai, kuŗas izsaucesi viņa apturējusi, aptuvējs gaidīšanas ilgums.

§ 3. Mobilā dienesta radiosatiksmē, izsaucot kādu staciju, jāievēro sekoša kārtība:

(1) a) Izsaucēja stacija, izdarot izsaukšanu, noraida ne vairāk kā trīs reizes izsaukamās stacijas izsaukšanas signālu un vārdu D E, pēc kam seko ne vairāk kā trīs reizes viņas pašas noraidītais izsaukšanas signāls.

b) Lai izdarītu šo izsaukšanu, izsaucēja stacija lietā to vilni, kuŗu klausās izsaukamā stacija.

(2) Izsaucētā stacija atbild, noraidot ne vairāk kā trīs reizes, izsauces stacijas izsaukšanas signālu, vārdu D E, savu izsaukšanas signālu, un ja viņa ir sagatavojusies korespondences uztveršanai, burtu K (aicinājums raidīt), kam seko, ja viņa to atrod par vajadzīgu, attiecīgs saīsinājums un skaitlis, kas norāda uztverto signālu stipruma pakāpi.

(3) Ja izsaucētā stacija nav spējīga uztvert, tad atbildes formulā, burta K vietā viņa noraida zīmi . . . . . (gaidīt), kam seko skaitlis, kas minūtēs norāda varbūtējo gaidīšanas ilgumu. Ja šis varbūtējais ilgums pārsniedz 10 minūtes, jāuzrāda gaidīšanas iemesls.

(4) Ja vienā un tai pašā virzienā noraidāmas vairākas radiotēlegrammas, tās var ar uztverējas stacijas piekrišanu raidīt serijs.

(5) Ši pēdējā stacija, dodot savu piekrišanu, norāda radiotēlegrammu skaitu, ko viņa ar mieru uztvert vienā serijs; pēc šā norādījuma seko burts K.

(6) Principā katra radiotēlegramma, kas satur vairāk par 100 vārdiem, skaitās par vienu serijs, vai nobeidz noraidāmo serijs.

(7) Galvenās noteikums ir, ka garās radiotēlegrammas kā vispārlietājamā valodā, tā arī norunātā vai šifrētā valodā, jānoraida pa daļām, katrai daļai saturot 50 vārdus vispārlietājamā valodā vai 20 vārdus vai grupas, kad lieto norunāto vai šifrēto valodu.

(8) Katras daļas beigās jāpārraida zīme . . . . . (?) kas nozīmē: „Vai jūs esat pilnīgi uztvēruši līdz šai vietai radiotēlegrammu?” Ja šī daļa ir pareizi uztverta, uztverējā stacija dod burtu K un radiotēlegrammas raidīšana jāturpina.

(9) a) Radiotēlegrammas raidīšanu beidz ar zīmi . . . . . (raidīšanas beigas); pēc tās seko raidošās stacijas izsaukšanas signāls un burts K.

b) ja raidīšanas notiek serijs, tad raidītājas stacijas izsaukšanas signālu un burtu K dod tikai serijs beigās.

(10) a) Paziņojumu par radiotēlegrammas uztveršanu dod ar burtu R, kam seko radiotēlegrammas numurs, pirms šā paziņojuma noraidāma sekoša formula: raidošās stacijas izsaukšanas signāls, vārds D E un uztverējas stacijas izsaukšanas signāls.

b) Paziņojumu par radiotēlegrammu serijs uztveršanu dod ar burtu R, kam seko saņemto radiotēlegrammu skaits, kā arī serijs sastādošo pirmās un pēdējās tēlegrammas numuri. Pirms šā paziņojuma noraidāma augšminētā formula.

(11) Divas stacijas savā starpā nobeidz darbu, noraidot zīmi . . . . . (darba beigas) un savu izsaukšanas signālu.

§ 4. (1) Ja izsaucēja stacija grib noraidīt savu korespondenci ar cita tipa vilni, vai arī ar citu frekvenci, ne to, kas lietāta izsaukšanai, viņa pēc sava izsaukšanas signāla noraida gaitas norādījumu, kuŗā noteic viņa tipu un frekvenci, kādus viņa domā lietāt savā raidīšanā. Ja šāda gaitas norādījuma nav, tas nozīmē, ka viņa negrib grozīt viņa vai frekvences tipu.

(2) Ja izsaucētā stacija vēlas, lai izsaucēja stacija raidītu ar citu viņa tipu, vai arī ar citu frekvenci, ne to, kas lietāta izsaukšanai, viņa pievieno atbildes formulai gaitas norādījumu, kuŗā noteic viņa tipu vai arī frekvenci, kuŗu lietāšanu viņa prasa. Ja šāda gaitas norādījuma nav, tas nozīmē, ka viņa negrib grozīt izsaukšanā lietāto viņa tipu vai frekvenci.

(3) Ja izsaucēja stacija ir norādījusi, ka raidīšanā viņa lietās citu viņa tipu vai arī citu frekvenci, ne to, kas lietāta izsaukšanai, izsaucētā stacija atbildes formulā pirms burta K noraida saīsinājumus, kas nozīmē, ka, sākot ar šo brīdi, viņa klausās uz norādīto viņa tipu vai arī frekvenci, un ka viņa visā apmaiņas laikā lietās minēto viņa tipu vai arī frekvenci.

(4) Ja izsaucēja stacija ir tāda zemes stacija, kas pēc šā Reglamenta nosacījumiem var lietāt citu vilni, bet ne to, ar kādu var raidīt pārvietojamā stacija, viņa pēc sakaru nodibināšanas var lietāt šo vilni savas korespondences noraidīšanai. Šinī gadījumā noteikta sekoša kārtība.

a) Zemes stacija izsauc pārvietojamo staciju, lietājot vilni, kuŗu pēdējā klausās, un saņemot atbildi, paziņo pēdējai ar attiecīgu saīsinājumu palīdzību, ka turpmāk tai jāuztver ar vilni, kādu zemes stacija lietās raidīšanai.

b) Ja pārvietojamā stacija var uztvert norādīto vilni, viņa dod burtu K. Pretējā gadījumā viņa paziņo zemes stacijai ar attiecīgu saīsinājumu palīdzību, ka viņai nav iespējams uztvert norādīto vilni, un abām stacijām jāvienojas lietāt citu darba vilni.

(5) Zemes stacija lieto savu vilni līdz zīmes . . . . . (darba beigas) un tai sekojošā sava izsaukšanas signāla noraidīšanas beigām. Šo zīmi un savu izsaukšanas signālu pārvietojamā stacija atkārti uz viņas dienestam piešķirtā starptautiskā izsaukšanas vilņa.

(6) Ja kāda zemes stacija, kas saņem pieprasījumu grozīt viņa tipu vai arī frekvenci, nevar vai negrib to izpildīt, viņa noraida zīmi K, bet, lietojot attiecīgu saīsinājumu, liek priekšā lietāt cita viņa tipu vai arī citu frekvenci.

§ 5. (1) Uz viņa 500 kc/s (600 m), vai uz kāda satiksmē ar lidierīču stacijām atļauta viņa, nepārtraukta darba ilgums (periods) starp divām stacijām nedrīkst pārsniegt apmēram desmit minūtes; pēc katra no šiem periodiem uz kādu laiku darbs pārtraucams, lai vajadzības gadījumā atļautu kādai citai stacijai izdarīt priekšrocības izsaukumu vai raidīt priekšrocības ziņojumu.

(2) Uz citiem, mobilam jūras dienestam piešķirti vien nepārtraukta darba perioda ilgums padots krasta stacijas kontrolei. Satiksmes gadījumā starp divām kuģa stacijām nepārtraukta darba periodu ilgumu noteic uztverēja stacija.

(3) Satiksmē starp lidierīču stacijām nepārtraukta darba periodu ilgums padots uztverējas lidierīces stacijas kontrolei, ja vien šinī gadījumā to nedara gaisa kuģniecības stacija. Satiksmē starp gaisa kuģniecības stacijām un lidierīču stacijām nepārtraukta darba periodu ilgumu kontrolē gaisa kuģniecības stacija.

§ 6. Ja kāda stacija uztver kādu izsaukumu un nav pārliecināta, ka pēdējais attiecas uz viņu, viņai nav jāatbild līdz tam laikam, kamēr izsaukums nav atkārtots un saprasts. Turpretim, ja stacija uztver viņai domāto izsaukumu, bet šaubās par izsauces stacijas izsaukšanas signālu, viņai nekavējoties jāatbild, lietojot zīmi . . . . . šīs pēdējās stacijas izsaukšanas signāla vietā.

§ 7. (1) Ja ir vajadzība noraidīt mēģinājuma signālus, lai pirms izsaukšanas vai raidīšanas sākuma noregulētu aparātus, tad šie signāli nav raidāmi ilgāk par apmēram 10 sekundēm, un viņiem jāastāv no burta V serijs, kam seko raidītājas stacijas izsaukšanas signāls.

(2) Ja stacija raida mēģinājuma signālus uz otras stacijas lūgumu, lai atļautu pēdējai noregulēt savu uztverēju, tad arī šiem signāliem jāastāv no burta V serijs, kuŗā vairākas reizes jāatkārto raidošās stacijas izsaukšanas signāls.

#### 10. pants.

##### Vispārīgs izsaukums visām pārvietojamām stacijām.

§ 1. Stacijas, kuŗas vēlas stāties sakaros ar citām pārvietojamām stacijām, nezinot tomēr, kādas no pēdējām atrodas viņu darbojošā rajonā, var lietot izsaukšanas formulā izsaukamās stacijas izsaukšanas signāla vietā meklēšanas signālu C Q; pēc šīs formulas jāseko burtam K (vispārīgs izsaukums visām pārvietojamām stacijām ar atbildes pieprasījumu).

§ 2. Apvīdos ar ļoti dzīvu korespondences apmaiņu aizliegts lietot izsaukumu C Q, kuŗam sekotu burts K, izņemot citus kombinējumus ar steidzamības signāliem.

§ 3. Izsaukumu C Q, kuŗam neseko burts K (vispārīgs izsaukums visām pārvietojamām stacijām bez atbildes pieprasījuma), lieto vispārīgas informācijas radiotēlegrammu, laika signālu, kārtējo meteoroloģisko ziņojumu, vispārīgo drošības ziņojumu un visāda cita veida ziņu noraidīšanai, kas nozīmētas uztveršanai visiem, kas tās dzird.

#### 11. pants.

##### Traucējumi.

§ 1. (1) Pārvietojamām stacijām aizliegta lieku signālu apmaiņa. Mēģinājumi un vingrinājumi šinīs stacijās pielaidami tikai tik lielā mērā, ka viņi netraucē citu staciju dienestus.

(2) Lai tādus atļautu, katrai Pārvaldei jāizšķir, vai paredzētie mēģinājumi un vingrinājumi nevarētu traucēt citu staciju dienestu.

§ 2. Katras stacijas mēģinājumi un regulējumi izdarāmi tādā veidā, ka tie netraucētu citu staciju dienestus, kuŗas nodarbinātas viņām atļautās korespondences apmaiņās. Mēģinājumu un regulējumu signāli jāizvēlas tā, ka neceltos pārpratumi ar Reglamentā noteikto atsevišķu signālu, saīsinājumu u. t. t. nozīmi.

§ 3. Katrai stacijai raidīšanas laikā izdarot mēģinājumus, regulējumus un vingrinājumus, pēc īsiem starpbrīžiem jāraida savs izsaukšanas signāls.

§ 4. Pārvaldei vai privātam uzņēmumam, kas ierosina sūdzību par traucējumiem, sūdzības atbalstīšanai un pamatošanai jāuzrāda, ka viņa lieto kārtīgai uztveršanai tādus aparātus, kuŗu tips pilnīgi atbilst labākajam attiecīgā dienesta praksē lietotam tipam.

#### 12. pants.

##### Ziņojumi par pārkāpumiem.

§ 1. Ja Pārvaldei kas zināms par Konvencijas vai par šā Reglamenta noteikumu pārkāpšanu, kas izdarīta kādā viņas atļautā mobilā dienesta stacijā, viņa konstatē notikušo, noteic atbildību un spēš vajadzīgos soļus.

§ 2. Stacijas, kas konstatējušas kādus mobilā dienesta nosacījumu pārkāpumus, to ziņo tai Pārvaldei, kam viņas padotas, lietojot 4. pielikumā pievestam paraugam līdzīgu formulāru.

§ 3. Atkārtotu pārkāpumu gadījumos no vienas un tās pašas stacijas puses jāziņo tās Valsts Pārvaldei, kam šī stacija padota.

#### 13. pants.

##### Gaitas dokumentu publicēšana.

§ 1. Starptautiskais Birojs izstrādā un publicē sekojošus gaitas dokumentus:

a) kuģu staciju nomenklātūrai pievienojamu tabulu un karti, kas norāda joslas un dienesta stundas otrās kategorijas kuģiem (skat. pielikums 5 un 6).

b) Visu tādu pastāvīgu zemes un pārvietojamo staciju izsaukšanas signālu alfabētisku sarakstu, kuŗam piešķirti starptautiskas serijs izsaukšanas signāli. Šis saraksts sastādāms neatkarīgi no nacionālītes; tā ievadā ievietojama izsaukšanas signālu sadalīšanas tabula, kuŗā uzrādāmas valstis, kam piešķirtas viena vai vairākas izsaukšanas signālu serijs, saskaņā ar 14. panta nosacījumiem.

c) Visu tādu pastāvīgu, zemes un pārvietojamo staciju Nomenklātūras, kuŗam piešķirti starptautiskās serijs izsaukšanas signāli, un kuŗas ir, vai arī nav atvērtas publiskai korespondencei, kā arī radiofonu staciju Nomenklātūras.

§ 2. Nomenklātūras katras kategorijas stacijām publicējamās sekošās atsevišķās daļās:

##### I. Pastāvīgas un zemes stacijas.

(1) Staciju Nomenklātūra pēc valstīm sakārtojama valstu nosaukumu alfabētiskā kārtībā; zem valsts vārdiem tādā pat kārtībā uzskaitāmas visas šās valsts stacijas pēc viņu nosaukumiem. Nomenklātūras ievadā ievietojams alfabētisks rādītājs, kas uzrāda staciju nosaukumus, izsaukšanas signālus, stacijas raksturojuma zīmi un tās lapas puses numuru, kuŗā atrodas tuvākas ziņas par šīm stacijām.

(2) Vārds RADIO ir iespiests atsevišķi pēc katras krasta stacijas nosaukuma.

##### II. Ipašus dienestus izpildošās stacijas.

(1) Staciju Nomenklātūra pēc valstīm ar alfabētisku sarakstu, kā iepriekšējā nodalījumā aprakstīts. Šinī Nomenklātūrā minētās stacijas ir tās, kas izpilda jūras un gaisa nāvigācijā lietotos īpašus dienestus (radiogoniometrijas, radiobāku, laika signālu, nāvigācijas ziņojumu, kārtējo meteoroloģisko ziņojumu, visiem adresētas preses informācijas u. t. t. raidīšanu).

(2) Vārdi GONIO un PHARE attiecīgi ierakstāmi pēc radiogoniometrisko un radiobāku staciju nosaukumiem.

##### III. Kuģu stacijas.

Alfabētiskā kārtībā iedalīta staciju nomenklātūra, neatkarīgi no nacionālītes; saīsinātā veidā minams tās valsts nosaukums, kam katra šī stacija padota.



IV. Lidieriču stacijas.

Alfabētiskā kārtībā iedalīta staciju nomenklatūra, neatkarīgi no nacionālītes; saīsinātā veidā minams tās valsts nosaukums, kam katra šī stacija padota.

V. Radiofona stacijas.

Staciju nomenklatūra pēc valstīm ar alfabētisku sarakstu, līdzīga I un II daļai. § 3. Papildinājumi izsaukšanas signālu sarakstam un attiecīgām nomenklatūrām satur papildinājumus, pārziņojumus un stripojumus, kas publicēti alfabētiskā kārtībā. Šie papildinājumi iznāk ik mēnešus kopskatu veidā.

Pastāvīgu un zemes staciju nomenklatūra.

§ 4. (1) Pastāvīgu un zemes staciju aprakstam jāsaturs sekojošas ziņas:

- a) stacijas nosaukums;
- b) izsaukšanas signāls;
- c) raidošās antenas pareizā ģeogrāfiskā atrašanās vieta, norādīta pēc teritoriāliem iedalījumiem un garuma un platuma grādiem, minūtēm un sekundēm, rēķinot garumu no Grinviča meridiāna;
- d) to izstaroto viļņu tipi un frekvences (viļņa garumi), kas būtu ierēgulēti, pastripojot normālo raidīšanas viļni;
- e) metros-ampēros izteiktā normālā izstarotā jauda, bet ja tādu nevarētu uzrādīt, antenas augstums un strāvas stiprums antenā;
- f) izpildāmo dienestu veids;
- g) dienesta stundas (Grinviča) vidējais laiks;
- h) vajadzības gadījumā zemes stacijām tā privātā uzņēmuma nosaukums, kas izdara norēķinus par maksām;
- i) zemes stacijas takse vai takses;
- j) atsevišķas ziņas par izsaukšanas periodiem, kas nozīmēti korespondences sarakstu noraidīšanai vai radiotēlegrammu noraidīšanai bez paziņojumiem par saņemšanu vai ar vēlākiem paziņojumiem par saņemšanu.

(2) Nomenklatūrā uzrādāmas tās valsts iekšējā telegrafa takse, kurai padota zemes stacija, un takse, ko šī valsts piemēro telegrammām, adresētām uz kaimiņu valstīm.

Ipašus dienestus izpildošo staciju nomenklatūra.

§ 5. Bez norādījumiem, kas publicēti pastāvīgu un zemes staciju aprakstos, jāpapildina ar sekojošām ziņām apraksti:

- A. Radiogoniometriskām stacijām:
  - a) vai stacija ir vai nav apgādāta ar raidītāju, pēdējā gadījumā jāuzrāda ar viņu savienotā raidošā stacija;
  - b) vilnis, uz kuŗa jāizsauc radiogoniometriskā stacija, vilnis, uz kuŗa pārvietojamām stacijām jāraida peilējuma noteikšanai paredzētie signāli, un vilnis, uz kuŗa radiogoniometriskai stacijai (vai savienotai raidošai stacijai) jāraida dabūtie pareizie peilējumi, kā arī sektori, kuŗos peilējumi ir normāli precīzi;
  - c) normālā izstarotā jauda, izteikta metros-ampēros, bet ja tādu nevarētu uzrādīt, tad antenas augstums un strāvas stiprums antenā.

B. Radiobāku stacijām:

- a) stacijas raidīto signālu raksturojums;
- b) vai stacija bez saviem radiobākas raidījumiem var arī uzturēt normālo radio-satiksmi;
- c) to stacijas nosaukumi, ar kādām vajadzības gadījumos jāstājas sakaros, lai sazinātos ar radiobāku, ja šī pēdējā nevar uzturēt satiksmi;
- d) sektorus, kuŗos radiobākas izstarojumi atļauj izdarīt normāli precīzus peilējumus.

C. Laika signālu raidošām stacijām: raidīto signālu schēma un raidīšanas stundas.

D. Stacijām, kas raīda ziņojumus vai arī kārtējus meteoroloģiskos novērojumus: raidīšanas stundas un, vajadzības gadījumā, aizrādījums par dokumentu vai dokumentiem, kuŗos atrodams tuvākas ziņas par šiem raidījumiem.

Kuŗa staciju nomenklatūra.

§ 6. Staciju aprakstam jāsaturs sekojošas ziņas:

- a) kuŗa nosaukums, līdzības gadījumos nosaukumam pievienojams izsaukšanas signāls;
- b) izsaukšanas signāls;
- c) valsts, kuŗai stacija padota (saīsināts aizrādījums);
- d) to izstaroto viļņu tipi un frekvences (viļņa garumi), kuŗi būtu ierēgulēti, pastripojot normālo raidīšanas viļni;
- e) metros-ampēros izteiktā normālā izstarotā jauda, bet ja tādu nevarētu uzrādīt, antenas augstums un strāvas stiprums antenā;
- f) izpildāmo dienestu veids (jāatzīmē arī tas, ja stacija ir apgādāta ar radiogoniometru) un dienesta stundas;
- g) Pārvaldes vai privāto uzņēmuma nosaukums, kam jāadresē norēķini par maksām;
- h) bota takse.

§ 7. Gadījumos, ja divām vienas un tās pašas nacionālītes kuŗa stacijām ir viens un tas pats nosaukums, kā arī gadījumos, kad norēķini par maksām jāadresē tieši kuŗa īpašniekam, jāmin tās kuŗniecības sabiedrības vai redera nosaukums, kam kuŗis pieder.

Lidieriču staciju nomenklatūra.

§ 8. Staciju aprakstam jāsaturs sekojošas ziņas:

- a) stacijas izsaukšanas signāls un vajadzības gadījumā arī lidierīces nosaukums;
- b) tās valsts nosaukums, kuŗai stacija padota (saīsinātā veidā);
- c) lidierīces pazišanas zīmes un tips;
- d) viļņu tipi un frekvences (viļņa garumi), kuŗi būtu ierēgulēti, pastripojot normālo raidīšanas viļni;
- e) parastie lidojumi vai lidierīces piederības osta;
- f) izpildāmo dienestu veids un dienesta stundas (jāatzīmē arī tas, ja stacija ir apgādāta ar radiogoniometru);
- g) Pārvaldes vai privāto uzņēmuma nosaukums, ar kuŗu jānorēķinas par maksām;
- h) varbūtējā gadījumā lidierīces stacijas takse.

Radiofona staciju nomenklatūra.

§ 9. Staciju aprakstam jāsaturs sekojošas ziņas:

- a) stacijas nosaukums;
- b) varbūtējā gadījumā izsaukšanas signāls;
- c) raidošās antenas pareizā ģeogrāfiskā atrašanās vieta, norādīta pēc teritoriāliem iedalījumiem un garuma un platuma grādiem, minūtēm un sekundēm, rēķinot garumu no Grinviča meridiāna;
- d) raidīšanas frekvence (viļņa garums);
- e) metros-ampēros izteiktā normālā izstarotā jauda, bet ja tādu nevarētu uzrādīt, antenas augstums un strāvas stiprums antenā;
- f) fakultatīvās raidīšanas dienas un stundas; stundas uzrādāmas pēc Grinviča vidējā laika un valstis, kuŗas ievedušas arī vasaras laiku, uzrādāmas arī raidīšanas stundas pārējā gada laikā;
- g) tās Pārvaldes vai privāto uzņēmuma nosaukums, kas izdara raidīšanu.

Apzīmējumi, kas norāda staciju dienestu veidu un darbības apjomus.

§ 10. Gaitas dokumentos lietājami sekojoši apzīmējumi:

- PG = publiskai korespondencei atvērta stacija;
- PR = ierobežotai publiskai korespondencei atvērta stacija;
- N = stacija ar nepārtrauktu diennakts dienestu;
- Y = no saules lēkta līdz saules rietam atvērta stacija;
- X = stacija bez noteiktām darbības stundām;
- Z 1 = II-ās kategorijas kuŗa stacija, ar 8 dienesta stundām;

Z 2 = II-ās kategorijas kuŗa stacija ar 16 dienesta stundām;

- FA = gaisa kuŗniecības stacija;
- FC = krasta stacija;
- FS = zemes stacija, kas ierīkota vienīgi cilvēku dzīvības drošības nolūkiem;
- FX = stacija, kas uztur satiksmi starp pastāvīgiem punktiem;
- RF = pastāvīga radiobākas stacija;
- RG = radiogoniometriska stacija;
- RS = tikai uztveroša stacija, kas pievienota satiksmes ceļu vispārējam tīklam;
- RW = rotejošā radiobākas stacija.

§ 11. Dažādām nomenklatūrām paredzētie vispārīgie paraugi uzrādīti 3. pielikumā. Pārvaldēm vai privātiem uzņēmumiem jāiesūta Starptautiskajam Birojam staciju apraksti pēc vienādiem formulāriem.

14. pants.

Izsaukšanas signāli.

§ 1. Konvencijas 2. pantā § 1. minētām pastāvīgām, zemes un pārvietojamām stacijām, kā arī privātām izmēģināšanas stacijām jāpiešķir izsaukšanas signāls no katrai valstij nozīmētās Starptautiskās serijas pēc turpmāk pievestās sadalīšanas tabulas. Šini tabulā pirmais vai pirmie divi izsaukšanas signāliem paredzētie burti norāda uz staciju nacionālīti.

Izsaukšanas signālu sadalīšanas saraksts.

Valstis	Signāli	Valstis	Signāli
Čīle . . . . .	CAA—CEZ	Brazīlija . . . . .	PPA—PYZ
Kanada . . . . .	CFA—CKZ	Surinama . . . . .	PZA—PZZ
Kuba . . . . .	CLA—CMZ	(Saisinājumi) . . . . .	Q
Maroka . . . . .	CNA—CNZ	URSS . . . . .	RAA—RQZ
Bolivija . . . . .	CPA—CPZ	Persija . . . . .	RVA—RVZ
Portugales kolonijas . . . . .	CRA—CRZ	Panamas Republika . . . . .	RXA—RXZ
Portugale . . . . .	CSA—CUZ	Lietuva . . . . .	RYA—RYZ
Rumānija . . . . .	CVA—CVZ	Zviedrija . . . . .	SAA—SMZ
Urugvaja . . . . .	CWA—CXZ	Polija . . . . .	SPA—SRZ
Monako . . . . .	CZA—CZZ	Eģipte . . . . .	SUA—SUZ
Vācija . . . . .	D	Griekija . . . . .	SVA—SZZ
Spanija . . . . .	EAA—EHZ	Turcija . . . . .	TAA—TCZ
Irija . . . . .	EIA—EIZ	Islande . . . . .	TFA—TCZ
Liberija . . . . .	ELA—ELZ	Guatemala . . . . .	TGA—TGZ
Igaunija . . . . .	ESA—ESZ	Kosta-Rika . . . . .	TIA—TIZ
Etiopija . . . . .	ETA—ETZ	Saras Teritorija . . . . .	TSA—TSZ
Francija ar kolonijām un protektorātiem . . . . .	F	Hedžasa . . . . .	UHA—UHZ
Liel-Britānija . . . . .	G	Holandes Indija . . . . .	UIA—UKZ
Ungarija . . . . .	HAA—HAZ	Luksemburga . . . . .	ULA—ULZ
Šveice . . . . .	HBA—HBZ	Serbu, Kroatu un Sloveņu Karalvalsts . . . . .	UNA—UNZ
Ekvadora . . . . .	HCA—HCZ	Austrija . . . . .	UOA—UOZ
Haiti republika . . . . .	HHA—HHZ	Kanada . . . . .	VAA—VGZ
Domīnikas republika . . . . .	HIA—HIZ	Austrālija . . . . .	VHA—VMZ
Kolumbijas republika . . . . .	HJA—HKZ	Nufundlende . . . . .	VOA—VOZ
Honduras republika . . . . .	HRA—HRZ	L.-Britānijas kolonijas un protektorāti . . . . .	VPA—VSZ
Sijama . . . . .	HSA—HSZ	Britu Indija . . . . .	VTA—VWZ
Itālija un kolonijas . . . . .	I	Amerikas Savienotās Valstis . . . . .	W
Japana . . . . .	J	Meksika . . . . .	XAA—XFZ
Amerikas Savienotās Valstis . . . . .	K	Ķīna . . . . .	XGA—XUZ
Norvegija . . . . .	LAA—LNZ	Afganistana . . . . .	YAA—YAZ
Argentīnas republika . . . . .	LOA—LVZ	Jaun-Hebridu salas . . . . .	YHA—YHZ
Bulgārija . . . . .	LZA—LZZ	Iraka . . . . .	YIA—YIZ
Liel-Britānija . . . . .	M	Latvija . . . . .	YLA—YLZ
Amerikas Savienotās Valstis . . . . .	N	Danciga . . . . .	YMA—YMZ
Peru . . . . .	OAA—OBZ	Nikaragva . . . . .	YNA—YNZ
Somija . . . . .	OHA—OHZ	El-Salvadoras republika . . . . .	YSA—YSZ
Čekoslovākija . . . . .	OKA—OKZ	Venezuela . . . . .	YVA—YVZ
Beļģija ar kolonijām . . . . .	ONA—OTZ	Albānija . . . . .	ZAA—ZAZ
Dānija . . . . .	OUA—OZZ	Jaun-Zelānde . . . . .	ZKA—ZMZ
Holande . . . . .	PAA—PIZ	Paragvaja . . . . .	ZPA—ZPZ
Kurasao . . . . .	PJA—PJZ	Dienvīdu Āfrikas Savienība . . . . .	ZSA—ZUZ
Holandes Indija . . . . .	PKA—POZ		

§ 2. Izsaukšanas signāli sastāv:

- a) pastāvīgām stacijām un zemes stacijām no trim burtiem;
- b) kuŗa stacijām no četriem burtiem;
- c) lidieriču stacijām no pieciem burtiem;
- d) privātām izmēģināšanas stacijām no nacionālīti norādoša burta vai burtiem un no vienas skaitļu zīmes, kuŗai seko grupa ne vairāk kā no trim burtiem.

§ 3. Lidieriču radiosatiksmē pēc tam, kad tā uzsākta ar piecu burtu izsaukšanas signālu palīdzību, lidierīces stacija var lietot saīsinātu signālu, kas sastādās:

- a) radiotēlegrafijā no pirmā un pēdējā pilna piecu burtu signāla;
- b) radiotēlefonijā no lidierīces īpašnieka (sabiedrības vai privātas personas) visa nosaukuma vai tā daļas, kam seko reģistrētās zīmes divi pēdējie burti.

§ 4. (1) Izsaukšanas signālu sastādīšanā var lietot visus 26 alfabēta burtus; burti ar zīmēm (akcentētie) nav atļauti.

(2) Sekojošos burtu savienojumus tomēr nevar lietot par izsaukšanas signāliem:

- a) savienojumi, kas sākas ar A vai B, jo šie divi burti ir rezervēti starptautiskā signālu koda ģeogrāfiskai daļai;
- b) savienojumi, ko varētu sajaukt ar briesmu signāliem vai ar citiem līdzīgas nozīmes signāliem;
- c) savienojumi, kas rezervēti radiosatiksmē lietājamiem saīsinājumiem;
- d) attiecībā uz lidieriču stacijām tie savienojumi, kuŗos ietilpst W kā otrais burts.

§ 5. (1) Katra valsts izvēlas savu staciju izsaukšanas signālus no viņai piešķirtās starptautiskās serijas un paziņo Starptautiskajam Birojam katrai stacijai piešķirto izsaukšanas signālu.

(2) Starptautiskais Birojs seko, lai viens un tas pats izsaukšanas signāls netiktu piešķirts vairāk kā vienai stacijai, un lai nepiešķirtu kādai stacijai izsaukšanas signālu, kuŗu varētu sajaukt ar briesmu signāliem vai citiem līdzīgas nozīmes signāliem.

15. pants.

Staciju pārbaude.

§ 1. Pārvietojamās stacijas, kuŗu piederības ostas atrodas kādā Kolonijā, Īpašumā vai Protektorātā, atļauju izsniegšanā uzskatāmas par padotām šās Kolonijas, Īpašuma vai Protektorāta augstākai varai.

§ 2. Ja kāda pārvietojamā stacija apmeklē kādu valsti, šās valsts attiecīgās pārvaldes var pieprasīt atļaujas uzrādīšanu; atļauja jāuzglabā tādā kārtā, lai viņu varētu uzrādīt bez kavēšanās. Ja atļauja nav uzrādīta, vai arī konstatētas neapšaubāmas nekārtības, šīs Pārvaldes var stāties pie radioiekārtu pārbaudes, lai pārliecinātos, vai viņas atbilst šā Reglamenta uzstādītiem noteikumiem.

§ 3. (1) Ja kāda Pārvalde ir bijusi spiesta spert iepriekšējā 2. § paredzētos soļus, viņa nekavējoties to ziņo tai Pārvaldei, kam padota pārbaudāmā pārvietojamā stacija. Tālāk vajadzības gadījumā jārikojas tā, kā to prasa 12. panta nosacījumi.



(2) Pārvaldes pilnvarotam ierēdnim, kas izdarījis stacijas pārbaudi, pirms viņas atstāšanas jāziņo savai konstatējumam kapteinim, priekšniekam, vai atbildīgai personai (8. pants) vai viņu vietniekam.

§ 4. Attiecībā uz tehniskiem un ekspluatācijas noteikumiem, kas pildāmi starptautiskā radiosatiksmes dienestā pārvietojamo staciju atļauju īpašniekiem, līgumslēdzējas Valdības apņemās neuzstādīt ārvalstu pārvietojamām stacijām, kas uzturas kādu laiku viņu teritoriālos ūdeņos, vai apmeklē uz kādu laiku viņu teritorijas, lielākas prasības par tiem noteikumiem, kas paredzēti šinī Reglamentā. Šīs prasības nemaz neierobežo tos noteikumus, kas ietilpināti Konvencijā par cilvēku dzīvības drošību uz jūras un nav minēti šinī Reglamentā.

16. pants.

Nosacījumi pārvietojamām stacijām.

§ 1. (1) Pārvietojamās stacijas ierīkojamas tādā kārtā, lai attiecībā uz frekvencēm un viļņu tipiem, tās atbilstu 5. pantā vispārīgajiem noteikumiem. Pēc minētiem noteikumiem, sākot ar 1930. gada 1. janvāri šinī pārvietojamām stacijām aizliegts lietāt dzirkstošos (B tipa) viļņus ar frekvenci zem 375 kc/s (viļņa garums virs 800 m).

(2) Bez tam sākot ar 1930. gada 1. janvāri nav atļauta pārvietojamās stacijās nekāda jauna B tipa viļņu raidītāju ierīkošana, izņemot gadījumus kad šie raidītāji, strādājot ar pilnu jaudu, patērētu mazāk par 300 wattiem, mērojot pēc dzirdes frekvences piegādāšanas transformatora ieejas.

(3) Beidzot visu frekvenču B tipa viļņu pelietošana aizliegta sākot ar 1940. gada 1. janvāri, izņemot raidītājus, kas atbilst tādiem pat augšminētiem jaudas noteikumiem.

§ 2. (1) Katrai stacijai, kas ierīkota uz kāda kuģa vai lidierices, kas atrodas jūras ceļa gaitās, ja uz kuģa vai lidierices, saskaņā ar kādu starptautisku nolīgumu, jābūt obligatoriski uzstādītai radioiekārtai, vajaga būt spējīgai raidīt un uztvert ar 500 kc/s (600 m), A2, vai B tipu vilni. Bez tam, kuģa stacijām jābūt spējīgām lietot 375/kc/s (800 m) A2 tipa (vai, ievērojot augšminētā § 1 nosacījumus, B tipa) vilni.

(2) Lidierīču stacijām jābūt spējīgām raidīt un uztvert 333 kc/s (900 m) A2 vai A3 tipa (vai, ievērojot augšminētā § 1 nosacījumus, B tipa) vilni.

§ 3. (1) Bez iepriekš nosacītiem pastāvīgiem viļņiem pārvietojamās stacijas, kas ierīkotas A1, A2 vai A3 tipu viļņu raidīšanai, var lietot visus 5. pantā atļautos viļņus.

(2) B tipa viļņu lietošana atļauta tikai sekojošām frekvencēm (viļņa garumiem):

kc/s	metri	kc/s	metri
375	800	500	600
410	730	665	450
425	705	1000	300
454	660	1364	220

(3) 665 kc/s (450 m) B tipa viļņa lietošana sākot ar šo laiku aizliegta tādos apvidos, kuŗos šis vilnis varētu traucēt radiofonu.

(4) 1000 kc/s (300 m) B tipa viļņa lietošana korespondences apmaiņai sākot ar šo laiku aizliegta no pl. 18.00 līdz 00.00 pēc vietējā laika; bet pilnīgi aizliegta kaut kuŗā laikā, sākot ar 1930. gada 1. janvāri. Tomēr minēto 1000 kc/s B tipa (300 m) vilni varēs turpmāk lietot arī nenoteiktu laiku bez stundu ierobežojumiem vienīgi zvejas kuģu staciju savstarpējiem radiogoniometriskiem peilējumiem, ar noteikumu netraucēt radiofonu.

§ 4. Visiem A1 tipa starp 125 un 150 kc/s (2400—2000 m) viļņu raidīšanai ierīkotiem pārvietojamo staciju aparātiem jāatļauj lietot mazākais trīs frekvences, kas izvēlētas šinī joslā, un viņiem jābūt ierīkoti tā, lai varētu izdarīt ātru pāreju no vienas šīs frekvences uz otru.

§ 5. (1) Visām radiostacijām uz tiem kuģiem, kas apgādāti ar radioiekārtām, jābūt spējīgām uztvert 500 kc/s (600 m) vilni un bez tam visus viļņus, kas nepieciešami viņu izpildāmā dienesta darbībā.

(2) Sākot ar 1932. gada 1. janvāri viņām jābūt spējīgām uztvert viegli un ar panākumiem uz tām pašām frekvencēm A1 un A2 tipu viļņus.

§ 6. Pārvietojamā dienestā lietojamiem raidīšanas aparātiem jābūt apgādātiem ar ierīcēm, kas atļauj samazināt viņu jaudu. Šis noteikums neattiecas uz raidītājiem, kuŗu piegādāšanas jauda nepārsniedz 300 wattus.

§ 7. Uztverošiem aparātiem jābūt tādiem, lai strāva, ko viņi rada antenā, būtu cik iespējams samazināta un netraucētu kaimiņu stacijas.

§ 8. Pārvietojamo staciju raidošiem un uztverošiem aparātiem jābūt tādiem, lai varētu izdarīt, cik ātri vien iespējams, frekvenču pārslēgumus. Visām ierīcēm jābūt tādām, lai satiksmi nodibinot, laiks, kas vajadzīgs pārejai no raidīšanas uz uztvēršanu un otrādi, būtu, cik vien iespējams, samazināts.

17. pants.

Izsaukšanas un klausīšanas viļņi.

§ 1. (1) Joslā, kas ietilpst starp 360 un 515 kc/s (830—580 m), vienīgie B tipa atļautie viļņi ir sekojošie: 375, 410, 425, 454 un 500 kc/s (800, 730, 705, 660 un 600 m).

(2) Katrai pārvietojamai stacijai, kas atrodas uz obligatoriski apgādāta kuģa vai krasta, stacijai lietojamais vispārīgais izsaukšanas vilnis ir 500 kc/s (600 m). (A1, A2 vai B tipa).

(3) Izņemot 500 kc/s (600 m) vilni, visu starp 485 un 515 kc/s (620—580 m) ietilpstošu viļņu tipu lietošana aizliegta.

(4) 500 kc/s (600 m) vilnis ir starptautiskais izsaukšanas un briesmu vilnis. To var lietāt, bet ar apdomu, arī citiem nolūkiem, ja tikai tas netraucē briesmu, steidzamības, drošības vai izsaukšanas signālus.

(5) Krasta stacijām jābūt spējīgām lietot bez 500 kc/s (600 m) viļņa mazākais vēl vienu vilni šis papildu vilnis nomenklatūrā pastrīpojams, lai norādītu, ka tas ir stacijas normālais darba vilnis. Šādi izvēlēti papildu viļņi var būt tādi paši, kā kuģu staciju papildu viļņi, vai arī var būt dažādi. Visos gadījumos krasta staciju darba viļņi jāizvēlas tā, lai izvairītos no traucējumiem citām kaimiņu stacijām.

(6) Bez nomenklatūrā pastrīpotiem normāliem darba viļņiem, krasta un kuģa stacijas atļautās joslas robežās var lietot vēl papildu viļņus, ko viņas atrod par piemērotiem. Šie viļņi uzrādīti nomenklatūrā bez pastrīpojumiem.

§ 2. (1) Lai paceltu cilvēku dzīvības drošību uz jūras (kuģiem) un virs jūras (lidierīcēs), visām pārvietojamām jūras dienesta stacijām viņu modrības laikā jāspēj visi vajadzīgie soļi, lai nodrošinātu divas reizes stundā klausīšanos uz briesmu viļņa (500 kc/s—600 m) triju minūšu laikā, sākot ar katras stundas 15-to un 45-to minūti, pēc vidējā Grinviča laika.

(2) Stacijām, kas ar kuģiem jūrā uztur radiosatiksmi, preses u. t. t. dienestus, jāievēro klusums augšminētos starpbrīžos. Minētos starpbrīžos var izdarīt tikai tos raidījumus, kas norādīti 19. pantā §§ 25.—27.

(3) Tomēr izņēmuma kārtā zemes un kuģa stacijas, kas ierīkotas, lai uzturētu satiksmi ar nedziestošo viļņu palīdzību, var turpināt darbus šajos starpbrīžos, ja viņas tani pašā laikā ir spējīgas uzturēt pietiekošu klausīšanos uz briesmu viļņa, kā tas ir noteikts šā paragrafa (1) posmā.

§ 3. Tādu mobilā dienesta staciju ekspluatācijā, kuŗas lieto A1 tipa viļņus joslā no 100—160 kc/s (3000—1875 m), kas piešķirta pārvietojamam dienestam, turpmāk ievērojami sekoši priekšraksti:

a) Katrai krasta stacijai, kas uztur satiksmi uz kādu garu nedziestošu vilni, jāklausās arī uz 143 kc/s (2100 m) viļņa, izņemot gadījumu, ja nomenklatūrā būtu kāds cits norādījums. Krasta stacija pārraida visu savu korespondenci uz viļņa, vai viļņiem, kas viņai speciāli piešķirti.

b) Ja kāda pārvietojamā stacija vēlas nodibināt satiksmi ar kādu citu mobilā dienesta staciju uz kādu garu nedziestošu vilni, viņai jālieto 143 kc/s (2100 m) vilnis, izņemot gadījumu, ja nomenklatūrā būtu kāds cits norādījums. Šis vilnis, kuŗu apzīmē par vispārējo satiksmes vilni, jālieto:

10 Izsaukšanai un atbildei.

20 Lai noraidītu iepriekšējos korespondences pārraidīšanai vajadzīgos signālus.

c) Pēc tam, kad pārvietojamā stacija nodibinājusi satiksmi ar kādu citu mobilā dienesta staciju uz vispārējā satiksmes viļņa, viņa var noraidīt savu korespondenci uz kaut kādu vilni, kas ietilpst atļautā joslā, ar vienīgo noteikumu netraucēt kādas krasta stacijas darbu, vai kādu uz izsaukšanas viļņa iesāktu darbu.

d) Galvenā kārtā, katrai pārvietojamai stacijai, kas apgādāta dienestam ar garo nedziestošo viļņu aparātiem, un kas nav pašlaik nodarbināta kādā satiksmē uz citu vilni, korespondences apmaiņas uzturēšanai ar citām mobilā dienesta stacijām jāpāriet uz 143 kc/s (2100 m) vilni 10 minūšu laikā no katras stundas 35-tās minūtes sākuma līdz 45-tās minūtes sākumam, pēc vidējā Grinviča laika, tanīs dienesta stundās, kas paredzētas kategorijai, kuŗā iedalīta minētā piestacija.

e) (1) Krasta stacijas noraida savas korespondences sarakstus (izsaukšanas signālu sakopojumus) noteiktās stundās, kas publicētas nomenklatūrā uz viņām šķirta viļņa vai viļņiem.

(2) Ārpus šādām viņu korespondences sarakstu noraidīšanai noteiktām stundām krasta stacijas var individuāli izsaukt pārvietojamas stacijas kaut kuŗā citā laikā, skatoties pēc apstākļiem vai pēc izpildāmā darba. Šos individuālos izsaukumus var raidīt uz 143 kc/s (2100 m) viļņa apvidos, kur nav korespondences sastrēguma.

f) Atsevišķi nosacījumi dienestam, ko uztur ar gariem nedziestošo viļņu aparātiem apgādātas zemes stacijas, sīkāki izteikti speciālos nomenklatūras norādījumos.

18. pants.

Palīga iekārtas.

§ 1. Konvencija par cilvēku dzīvības drošību uz jūras noteic, kādiem kuģiem jābūt apgādātiem ar palīga iekārtām, un norāda, kādi nosacījumi jāpilda šās kategorijas iekārtām.

§ 2. Palīga iekārtu lietošanā jāievēro visi šā Reglamenta priekšraksti.

19. pants.

Briesmu, trauksmes, steidzamības un drošības signāli.

Briesmu signāls.

§ 1. Briesmu signālu sastāda grupa ... — ... — ..., kas nozīmē, ka kuģis, lidierīce vai kaut kāda pārvietošanās ierīce, uz kuŗa atrodas stacija, kas šo briesmu signālu raida, atrodas nopietnā un draudošā briesmu stāvoklī un lūdz tūlītēju palīdzību.

Briesmu sauciens.

§ 2. (1) Briesmu saucienu sastāda trīs reizes raidītais briesmu signāls, kam seko vārds D E un trīs reizes raidītais briesmās esošās pārvietojamās stacijas izsaukšanas signāls. Šim saucienam ir absolūta priekšrocība pret visiem citiem raidījumiem.

Visām pārvietojamām vai zemes stacijām, kas viņu dzird, nekavējoties jāpārtrauc katra raidīšana, kas varētu traucēt briesmu saucienu vai ziņojumu un jāklausās uz briesmu saucienu raidīšanas viļņa. Šis sauciens nav adresējams kādai noteiktai stacijai.

(2) Tie paši noteikumi piemērojami radiotelefoniskam briesmu saucienam, kas sastāv no izrunājama teiciena MAYDAY (kas atbilst franču valodā izteiktam „m'aider“).

Briesmu ziņojums.

§ 3. Briesmu ziņojums satur briesmu saucienu, kam seko briesmās esošā kuģa, lidierīces vai pārvietošanās ierīces nosaukums, norādījumi par viņa atrašanās vietu par briesmu veidu un lūgtas palīdzības veidu.

§ 4. Galvenā kārtā, kad kuģis vai lidierīce atrodas virs vai uz jūras, atrašanās vieta jānorāda pēc platuma un garuma (Grinviča), izsakot gradus un minūtes skaitļos, attiecīgi piemērinot vienu no vārdiem North vai South un East vai West. Grāds no minūtēm atdala ar punktu. Eventuāli var uzrādīt arī pareizu peilējumu un atstatumu jūras jūdes no kāda pazīstama ģeografiska punkta.

§ 5. Briesmu saucienu un ziņojumu var raidīt tikai ar tā kuģa, lidierīces vai citas pārvietošanās ierīces kapteina vai atbildīgas personas atļauju, uz kuŗa atrodas pārvietojamā stacija.

§ 6. Briesmās esošā kuģa stacijai briesmu sauciens jāpārraida uz 500 kc/s (600 m), vislabāki A2 vai B tipa viļņa. Pēc šā saucienu jāseko, cik ātri vien iespējams, briesmu ziņojumiem.

§ 7. Briesmu sauciens un briesmu ziņojums jāatkārto ar starpbrīžiem līdz atbildes saņemšanai; ieteicami to darīt 17. panta § 2 paredzētos klusuma brīžos. Starpbrīžiem jābūt tomēr pietiekoši ilgiem, lai stacijām, kas gatavojas atbildēt uz saucienu, būtu laiks laist darbā savus raidaparātus. Gadījumā, kad briesmās esošā kuģa stacija nesāņem atbildi uz briesmu saucienu vai briesmu ziņojumu, kas raidīti uz 500 kc/s (600 m) vilni, saucienu un ziņojumu var atkārtot uz kaut kuŗu citu viņas rīcībā esošo vilni, ar kuŗu varētu pievilkt citu uzmanību.

§ 8. Bez tam, tā pārvietojama stacija, kas konstatējusi, ka kāda cita pārvietojama stacija atrodas briesmās, var raidīt briesmu ziņojumu ar noteikumu, ja:

- a) briesmās esošā stacija nav spējīga to noraidīt pati;
- b) kuģa, lidierīces vai citas pārvietošanās ierīces, uz kuŗas atrodas starpniecības stacija, kapteinis (vai viņa vietnieks) atrod, ka vajadzīga citu palīdzība.

§ 9. (1) Stacijām, kas saņem briesmu ziņojumus no pārvietojamas stacijas, kas nepašaubāmi atrodas viņu apkaimē, nekavējoties jānorāda paziņojums par saņemšanu (sk. turpmākos §§ 15 un 16) un pie tam jāuzmanās, lai netraucētu citas stacijas noraidīt paziņojumu par briesmu ziņojuma saņemšanu.

(2) Stacijām, kas saņem briesmu ziņojumus no pārvietojamās stacijas, kas bez šaubām neatrodas viņu apkaimē, iekams viņas ziņo par ziņojuma saņemšanu, vēl kādu laiku jāklausās, lai atļautu tām stacijām, kas atrodas tuvāki briesmās esošai stacijai, bez traucējumiem atbildēt un paziņot par saņemšanu.

Briesmu korespondences apmaiņa.

§ 10. Korespondence par briesmām satur visus ziņojumus, par briesmās esošai stacijai vajadzīgo tūlītējo palīdzību.

§ 11. Korespondencē par briesmām jāietilpst briesmu signālam, ko raida pirms padošanas laika norādījuma.

§ 12. Uz briesmām attiecīgā darba vadība pienākas briesmās esošai pārvietojamai stacijai, vai tai pārvietojamai stacijai, kas saskaņā ar § 8 posma a) nosacījumiem, ir noraidījusi briesmu saucienu. Šīs stacijas var uz briesmām attiecīgā darba vadību nodot kādai citai stacijai.

§ 13. Visām stacijām, kas atrodas briesmu korespondences apmaiņas rajonā, bet nepiedalās tās apmaiņā, jāatturas no briesmu viļņa lietošanas līdz tam laikam, kamēr uz briesmām attiecīgais darbs nobeigts. Tiklīdz darbs uz briesmu viļņa nodibināts, pārvietojamās stacijas, kas tajā nepiedalās, var turpināt savu normālo dienestu uz citiem atļautiem A1 tipa viļņiem, ja šāds darbs viņas netraucē labi uztvert briesmu korespondenci.

§ 14. (1) Kad uz briesmām attiecošais darbs nobeigts, un kad klusuma ievērošana vairs nav vajadzīga, stacija, kas šo darbu vadīja, noraida uz briesmu viļņa C Q ziņojumu, kas norāda, ka uz briesmām attiecošais darbs ir nobeigts. Šis ziņojums jāizteic sekojošā veidā: Izsaukšanas signāls C Q (trīs reizes) vārds D E, ziņojuma raidošās stacijas izsaukšanas signāls, briesmu signāls, ziņojuma padošanas laiks, briesmās bijušās pārvietojamās stacijas nosaukums un izsaukšanas signāls un teikums: „briesmu korespondences apmaiņa nobeigta“.

(2) Vajadzības gadījumā šo ziņojumu atkārtoti uz citiem viļņiem, uz kādiem norīkoti uz briesmām attiecošais darbs.



Paziņojums par briesmu ziņojuma saņemšanu.

Briesmu sauciena vai ziņojuma atkārtošana.

§ 15. Paziņojumu par briesmu ziņojuma saņemšanu dod sekojošā veidā. Briesmās esošās pārvietojamās stacijas izsaukšanas signāls (tris reizes), vārds DE, tās stacijas, kas paziņo par saņemšanu, izsaukšanas signāls (tris reizes), grupa RRR, briesmu signāls.

§ 16. Katrai pārvietojamai stacijai, kas dod paziņojumu par briesmu ziņojuma saņemšanu, jādara zināms, cik ātri vien iespējams, savs vārds un sava atrašanās vieta (§ 4. norādītā veidā); pie tam jāuzmanās, lai netiktu traucētas citas stacijas, kas at-  
rastos izdevīgākā stāvoklī un varētu sniegt ātrāku palīdzību briesmās esošai stacijai.

§ 17. Ja kāda pārvietojamā stacija, kas lieto joslā no 485 līdz 515 kc/s (620—580m) neietilpstošos nedziestošos viļņus, uztver uz 500 kc/s (600 m) viļņa raidītu briesmu ziņojumu ārpus klusuma brīžiem, kādi noteikti 500 kc/s (600) viļņiem, un ja kuģis, lidierice vai cita pārvietojamā ierīce, uz kuģa šī stacija atrodas, nav spējīgs sniegt palīdzību minētai stacijai, tad šai stacijai jāspēj visi iespējamie soļi, lai darītu uzmanīgas visas viņas apkaimē atrodošās pārvietojamās stacijas, kuģas lieto augšminētā joslā neietilpstošus viļņus.

§ 18. Briesmās esošās stacijas briesmu sauciena vai ziņojuma atkārtošanu citas pārvietojamās stacijas var izdarīt tikai ar sava kapteiņa (vai viņa vietnieka) atļauju, pie kam jāpārbauda, lai ar liekiem atkārtojumiem neceltos traucējumi.

§ 19. Stacija, kas atkārto briesmu saucienus vai ziņojumus, tam beigās pievieno vārdu D E, kam seko viņas pašas trīs reizes noraidītais izsaukšanas signāls.

§ 20. Gadījumos, kad stacija saņem briesmu saucienus vai ziņojumus, bet nav spējīga sniegt palīdzību un viņai ir iemesls domāt, ka uz ziņojumu neviens nav atsaucies, viņai briesmu ziņojums jāatkārto uz briesmu viļņa ar pilnu jaudu un jāspēj visi vajadzīgie soļi, lai to darītu zināmu iestādēm, kas varētu uzņemties lietderīgu starpniecību.

Automātiskais trauksmes signāls.

§ 21. Automātiskam signālam jāatbilst sekojošiem nosacījumiem:

- Šim signālam jābūt tādā, lai viņu varētu bez grūtībām raidīt ar roku vai ar automātisku aparātu ar tādu precizitāti laika izmērošanā, kurai tomēr nav jāpārsniedz sekundes rādītāja pulksteņa precizitāte.
- Signālam pēc būtības jābūt skaidram, noteiktam un viegli saprotamam tādai personai, kas nepazīst morzes ābeci; un viņam jābūt piemērotam viegli, un lēti izgatavotam automātiskam uztvērējam:
  - kas atbild uz trauksmes signālu arī tad, kad strādā daudzās stacijās, un arī tad, kad ir atmosfairiskie traucējumi;
  - ko nevar iedarbināt lielas jaudas signāli, vai atmosfairiskie traucējumi, ja tos nepavada trauksmes signāls;
  - kam tāda pat jūtība, kā pie tās pašas antenas pieslēgtam kristāldetektora uztvērējam;
  - kas ziņo, ka viņa darbība nav vairs normāla.
- Šim signālam jāatspoguļo no zīmēm, ko lieto regulējot variometri (noskaņošanai) un pārbaudei.
- Iekam automātiskais trauksmes uztvērējs apstiprināts lietošanai uz kuģiem, kas padoti kādai Pārvaldei, pēdējai jāpārbauda, izveidot praktiskus mēģinājumus attiecīgos traucējumu apstākļos, ka aparāts atbilst šā Reglamenta noteikumiem.
- Sākot ar šo laiku atzīts sekojošs trauksmes signāls: vienā minūtē jāraida divpadsmit svītru serija, pie kam katras svītras ilgums ir četras sekundes un starpbrīža ilgums starp divām svītrām ir viena sekunde.
- Vienīgā šā speciālā signāla nolūkam jābūt: likt iedarboties aparātiem, ko lieto trauksmes došanai. Tie jālieto vienīgi, lai paziņotu, ka viņam sekos briesmu signāls.
- (Posmā e) pievestā trauksmes signāla tipa pieņemšana nekavē kādu Pārvaldi atļaut tādā automātiska aparāta lietošanu, kas atbilst iepriekš pieņemtiem noteikumiem un kuģu iedarbināt ar šini Reglamentā noteikto briesmu signālu (.....).

Steidzamības signāls.

§ 22. (1) Steidzamības signālu sastāda vairākas reizes atkārtota grupa XXX, kuģa jāraida labi atšķirīgot katras grupas burtus un sekojošās grupas; to raida pirms izsaukšanas signāla. Šis signāls norāda, ka izsaucošai stacijai ir raidāms ļoti steidzošs ziņojums par kuģa, lidierices vai citas pārvietojamās ierīces, uz kuģa viņa atrodas, drošību, vai kāda tuvumā esoša kuģa, lidierices vai citas pārvietojamās ierīces drošību, vai arī par kādas uz kuģa vai kuģa tuvumā esošas personas drošību. Radiogaisa dienestā izteicienu PAN lieto par steidzamības signālu kā radiotelefonijā tā arī radiotelegrafijā, kad kāda lidierices stacija grib ziņot par kādu bojāšanos, kas piespiež lidierīci nolaisties, bet neprasa steidzamu palīdzību. Radiotelegrafijā visi trīs burti labi jāatšķir, lai signāli A N nepārvērstas par burtu P.

(2) Steidzamības signāliem ir priekšrocība pret visiem citiem ziņojumiem, izņemot briesmu ziņojumus, pie kam visām pārvietojamām vai zemes stacijām, kas to dzird, jāpārbauda par to, lai netiktu traucēta steidzamas korespondences apmaiņa.

(3) Steidzamības signālu galvenā kārtā var lietot tikai tad, ja pārvietojamā stacija, kas viņu raida, griežas pie kādas noteiktas stacijas.

§ 23. (1) Pārvietojamām stacijām kas dzird steidzamības signālu, jāklusās mazākais trīs minūtes. Pēc šā laika notecēšanas, ja nekāds steidzīgs ziņojums nav bijis dzirdams, viņas var turpināt savu normālo dienestu.

(2) Tomēr zemes un kuģa stacijas, kas uztur satiksmi un citiem atļautiem viļņiem, izņemot tos, kādus lieto steidzamības signālu un tam sekojoša izsaukšanas signāla raidīšanai, var bez pārtraukuma turpināt savu normālo darbu.

§ 24. Steidzamības signālu var raidīt tikai ar kuģa, lidierices vai katras citas pārvietojamās ierīces, uz kuģas atrodas pārvietojamā stacija, kapteiņa vai atbildīgas personas atļauju.

Drošības signāls.

§ 25. Drošības signālu dod pārraidot grupu TTT, labi atšķirīgot burtus citu no cita, ar sekojošo vārdu DE un raidošās stacijas izsaukšanas signālu. Tas pasludina, ka šī stacija raidīs ziņojumu par kuģa drošību, vai arī tādu, kas sniegs svarīgus, uz meteoroloģisku brīdinājumu ziņojumiem attiecīgus norādījumus.

§ 26. Drošības signālu un drošības ziņojumu raida uz 500 kc/s (600 m) viļņa, pēc vajadzības arī uz normāla kuģu un lidierīču staciju modrības viļņa.

§ 27. Drošības signāls jāraida vienu vienīgu reizi pirmā klusuma periodā (17. panta § 2) un taini šā perioda beigās. Visām stacijām, kas to uztver, jāklusās uz normālā izsaukšanas viļņa (kuģu stacijām) vai uz atļauta viļņa (lidierīču stacijām), kamēr drošības signāla pasludinātais ziņojums nobeigts. Šī ziņojuma raidīšanu iesāk tūlīt pēc klusuma perioda izbeigšanās.

20. pants.

Mobilā dienesta staciju modrības laiks.

Zemes stacijas.

§ 1. (1) Zemes staciju dienests, cik iespējams, ir pastāvīgs (dienas un nakts). Tomēr dažām zemes stacijām var būt arī ierobežota ilguma dienests. Katra Pārvalde vai katrs atļauts privāts uzņēmums, kuģam viņa valsts likumi dod uz to tiesības, noteic viņu pārziņā esošo zemes staciju dienesta stundas.

(2) Zemes stacijas, kuģu dienests nav pastāvīgs, nevar slēgt, iekams tās nav:

- nobeigušas visas operācijas, kādas prasa briesmu sauciens.
- apmainījušas visas radiotelegrammas, kuģas iziet vai arī adresētas tādām pārvietojamām stacijām, kas atrodas viņu darbības rajonā, un kas paziņojušas par savu klātbūtni pirms faktiskā darba beigām.

(3) Gaisa kuģniecības stacijām, kas nodrošina kādas gaisa satiksmes līnijas vai līnijas daļas radiosatiksmi, nedalīti jāturpina dienests pa visu lidojumu laiku.

Kuģu stacijas.

§ 2. (1) Skatoties pēc izpildāmā publiskas korespondences starptautiskā dienesta, kuģa stacijas sadalītas trijās kategorijās:

- katēgorija: stacijas ar pastāvīgu dienestu;
- katēgorija: stacijas ar noteiktu ierobežota ilguma dienestu;
- katēgorija: stacijas, kuru dienesta ilgums ir mazāks par to, kāds paredzēts II katēgorijā iedalītām stacijām, un stacijas, kuru dienesta ilgums nav noteikts.

(2) Šā panta § 1. posma (2) noteikumi pilnīgi attiecas arī uz kuģa stacijām briesmu gadījumu dienestā un cik iespējams arī gadījumos, kas paredzēti minētā posma 2<sup>o</sup> nodaļumā.

(3) Katrai līgumslēdzēja Valdībai pienākas nodrošināt pareizu dienestu savas nacionālītes kuģa stacijās, prasot, lai šīs stacijās būtu vajadzīgais operātoru skaits piemērots šās valsts attiecīgiem likumiem.

- kuģa stacijas laikā II katēgorijas kuģu staciju dienests jānodrošina šādā kārtā:
  - isu braucienus gadījumos, Pārvaldes, kam stacijas padotas, nosaka noteiktas stundas;
  - citos gadījumos vismaz tān laikā, kas viņām noteikts 5. pielikumā. Šis laiks jāuzrāda atļaujā.

Lidierīču stacijas.

§ 3. Lidierīču stacijas sadalās divās kategorijās:
 

- katēgorija: stacijas ar nodrošinātu dienestu visā lidojuma laikā;
- katēgorija: stacijas, kuru modrības laiks nav noteikts.

§ 4. Attiecībā uz pārvietojamo staciju publiskās korespondences starptautisko dienestu, šo staciju personālā vismaz jābūt:

- I katēgorijas pārvietojamās stacijās: vienam operātoram ar I šķiras apliecību;
- II katēgorijas pārvietojamās stacijās: vienam operātoram ar I vai II šķiras apliecību;
- III katēgorijas pārvietojamās stacijās: vienam operātoram, kas ar sekmēm izturējis pārbaudījumu II šķiras apliecības iegūšanai.

21. pants.

Atļaujās uzrādāmās ziņas.

Valdība, kas kuģa vai lidierīču stacijai izsniedz atļauju, atzīmē tān katēgoriju, kurā šī stacija iedalīta. II katēgorijā iedalīto kuģa staciju atļaujā jāuzrāda arī stacijai nozīmētais dienesta laika ilgums, saskaņā ar 5. pielikuma nosacījumiem.

22. pants.

Radiotelegrammu adrese.

§ 1. (1) Pārvietojamām stacijām sūtīto radiotelegrammu adresei jābūt tik pilnīgai, cik iespējams; tai obligatoriski jābūt sastādītai sekojoši:

- saņēmeņa vārds vai nosaukums ar papildu norādījumiem, ja tie būtu vajadzīgi;
- kuģa nosaukums vai lidierīču izsaukšanas signāls tādā veidā, kādā tie uzrādīti nomenklatūras pirmajā slējā;
- zemes stacijas nosaukums, kuģai uzticēta telegrammas noraidīšana, kas uzrādīts nomenklatūrā.

(2) Tomēr, § 1. (1) b) paredzētos nosaukumu un izsaukšanas signālu var atvietot, uz nosūtītāja risku un rēķinu, ar pārvietojamās stacijas izdarāmās ceļa gaitas norādījumu, apzīmējot to ar atiešanas un pienākšanas ostu vārdiem vai ar kādu citu vienlīdzīgu apzīmējumu.

(3) No pārvietojamās stacijas uztverto radiotelegrammu raidot tālāk pa vispārējā satiksmes tīkla ceļiem, attiecīgā zemes stacija noraida kā izsūtīšanas vietu tās pārvietojamās stacijas nosaukumu, no kuģas radiotelegramma iziet, tādā veidā, kādā tas aizrādīts nomenklatūrā, un pēc tam šās zemes stacijas nosaukumu.

§ 2. (1) Tām pārvietojamām stacijām, kurām atļauts neturēt oficiālo telegrafa iestāžu nomenklatūru, var savās telegrammās pēc saņemšanas vietas telegrafa iestādes nosaukuma pieminēt valsts teritoriālas daļas un, ja vajadzīgs, arī saņemšanas valsts nosaukumu, t. i. gadījumos, ja stacija šaubās, ka bez šāda papildinājuma telegrammas virzīšana būtu nedroša.

(2) Telegrafa iestādes nosaukums un papildu norādījumi šini gadījumā skaitāmi un taksējami tikai par vienu vārdu. Zemes stacijas ierēdnis, kas uztver radiotelegrammu, atkarībā no tā, kas vajadzīgs vai pietiekošs, patur vai atmet šos norādījumus vai arī pārgroza saņemšanas iestādes nosaukumu, lai virzītu radiotelegrammu pēc istās piederības.

23. pants.

Priekšrocības kārtība satiksmes nodibināšanai mobilā dienestā.

Priekšrocība kārtība satiksmes nodibināšanai mobilā dienestā ir sekojoša:

- briesmu saucieni, briesmu ziņojumi un briesmu korespondence;
- steidzamības signālam sekojošie ziņojumi;
- drošības signālam sekojošie ziņojumi;
- ziņojumi attiecībā uz radiogoniometriskiem pielējumiem;
- visi citi ziņojumi.

24. pants.

Izsaukšana.

§ 1. (1) Pārvietojamai stacijai galvenā kārtā pienākas nodibināt satiksmi ar zemes staciju; šini nolūkā tā var izsaukt zemes staciju tikai pēc tam, kad šī ir nonākusi pēdējās darbības rajonā.

(2) Principā zemes stacijai, kuģai būtu pārvietojamai stacijai adresēta korespondence, un ja pārvietojamā stacija tai nav devusi ziņu par savu klātbūtni, jāizsauc šī stacija tikai tad, ja ir pamats domāt, ka minētā pārvietojamā stacija ir viņai sasniedzama un atrodas modrībā.

§ 2. (1) Tomēr zemes stacijas var noraidīt izsaukumu sarakstu, kas sastādās no visu to pārvietojamo staciju izsaukšanas signāliem, uz kuģam viņai noraidāma korespondence pēc noteiktiem starpbrīžiem, kurus noteikušas ieinteresētās Valdības īpašos nolīgumos. Zemes stacijas, kas raida izsaukumus uz 500 kc/s (600 m) viļņa, noraida sava saraksta izsaukšanas signālus alfabētiskā kārtībā; zemes stacijas, kas lieto nedziestošus viļņus, raida šos izsaukšanas signālus kārtībā, kāda viņām vislabāki noder.

(2) Pārvietojamām stacijām, kas šini raidīšanā uztver savu izsaukšanas signālu, visādā ziņā jāatbild, tiklīdz viņas to var, sekojot augšā pievestā § 1. nosacījumiem un ievērojot savā starpā, cik iespējams, to kārtību, kādā viņas tika izsauktas. Laiks, kurā zemes stacijas pārraida savus izsaukumu sarakstus, kā arī šini nolūkam lietotie frekvences un viļņu tipi, uzrādīti nomenklatūrā.

(3) Zemes stacija paziņo katrai ieinteresētai pārvietojamai stacijai tā viļņa frekvenci un tipu, kurus lieto darbā ar viņu, kā arī apmēram to laiku, kad šo darbu varēs uzsākt.

§ 3. Kad zemes stacija saņem faktiski vienā un tān pašā laikā izsaukumus no vairākām pārvietojamām stacijām, viņa nosaka kārtību, kādā šīs stacijas varēs viņai noraidīt savu korespondenci, viņas lēmumam pie tam jābūt vienīgi pamatotam no vajadzības atļaut katrai izsaucošai stacijai apmainīt ar viņu, cik iespējams, lielāku radiotelegrammu skaitu.

§ 4. (1) Ja kāda zemes stacija atbild uz pārvietojamas stacijas izsaukumu, viņa var, ja to atrod par vajadzīgu, pieprasīt pēdējai ar attiecīgu saicinājumu palīdzību, uzrādīt raidāmo radiotelegrammu skaitu.

(2) Ja zemes stacijai rodas vajadzība pēc ziņām par kuģa, lidierīču, vai kādas citas pārvietojamās ierīces, uz kuģas atrodas pārvietojamā stacijā, atrašanās vietu,



ceļa gaitu, ātrumu vai pietāšanās vietām, viņa pieprasa tās ar bezmaksas gaitas paziņojumu, adresējot to kuģa, lidierices vai pārvietošanas ierices, uz kuģa atrodas pārvietojamā stacija, kapteinim vai atbildīgai personai, kas uz savu atbildību tādas ziņas var sniegt vai arī nesniegt. Pārvietojamajai stacijai jānodod šā veida ziņas zemes stacijai tikai tad, ja tās pieprasītas un iegūtas augšā norādītā kārtībā.

§ 5. Satiksmē starp krasta stacijām un pārvietojamām stacijām, pēdējā seko krasta stacijas dotām instrukcijām visos jautājumos par raidīšanas kārtību, par raidīšanas laiku un par darba pārtraukšanu. Šis nosacījums neattiecas uz briesmu gadījumiem.

§ 6. Satiksmē starp pārvietojamām stacijām, izņemot briesmu gadījumus, darba kontrole piekrit izsauktai stacijai iepriekšējā § 5. norādītā kārtībā.

§ 7. (1) Ja izsaukamā stacija neatbild uz trīs reizes ar divu minūšu ilgām starpbrīžiem noraidītu izsaukumu, izsaukšana jāpārtrauc, un to var uzsākt no jauna tikai pēc 15 minūtēm. Izsaukošajai stacijai, pirms viņa iesāk izsaukšanu no jauna, jāpārliecinās, ka izsaukamā stacija nav šī brīdī sakaros ar kādu citu staciju.

(2) Izsaukumu var atkārtot arī pēc īsākiem starpbrīžiem, ja nav jābaidās, ka tas varētu traucēt citu norītošu satiksmi.

§ 8. Ja kādas pārvietojamās stacijas ekspluatētāja uzņēmuma nosaukums un adrese nav minēti nomenklatūrā vai vairs nesaskan ar pēdējās norādījumiem, pārvietojamajai stacijai pienākas sniegt ar gaitas paziņojumu tai zemes stacijai, kurai viņa noraida savu korespondenci, visas šim nolūkam vajadzīgās ziņas, lietojot pie tam attiecīgus saasinājumus.

25. pants.

## Radiotēlegrammu padošanas laiks.

§ 1. Lai apzīmētu pārvietojamās stacijās pieņemto radiotēlegrammu padošanas laiku, operātoram jālieto Grinviča vidējais laiks un tas jāatzīmē pēc 24 stundu laika sadalījuma. Šo laiku vienmēr izteic un noraida ar četru skaitļu zīmju palīdzību (0000 līdz 2359).

§ 2. Tomēr ārpus „A” joslas (sk. 6. pielikumu) atrodošos valstu Pārvaldes var atļaut gar viņu valsts krastiem esošo kuģu stacijām lietot padošanas laika apzīmēšanai četrus skaitļu grupā attiecīgās joslas laiku; šīnī gadījumā grupai jāpievieno burts F.

26. pants.

## Radiotēlegrammām dodamais virziens.

§ 1. (1) Pārvietojamajai stacijai, kas lieto A2, A3 vai B tipa viļņus, principā jānoraida savas radiotēlegrammas vistuvākai zemes stacijai.

(2) Tomēr ja pārvietojamā stacija var izvēlēties starp vairākām zemes stacijām, kas atrodas apmēram tādā pašā attālumā, viņa dod priekšroku tai, kas atrodas uz noraidāmo radiotēlegrammu saņemšanas valsts vai normālā tranzīta valsts teritorijas. Kad izvēlēta stacija nav vistuvākā, pārvietojamajai stacijai jāpārtrauc darbs vai jāpārmaina raidīšanas viļņa tips vai frekvence uz pirmo īstenībā vistuvākās ieinteresētā dienesta zemes stacijas pieprasījumu, ja tas motivēts ar traucējumu, kas celtos viņai no minētā darba.

§ 2. Pārvietojamā stacija, kas lieto atļautā joslā ietilpstošus A1 tipa viļņus, var noraidīt savas radiotēlegrammas arī tai zemes stacijai, kas nebūtu vistuvākā. Tomēr arī šīnī gadījumā ir ieteicams dot priekšrocību tai zemes stacijai, kas ierikota uz saņemšanas valsts teritorijas vai uz tās valsts teritorijas, kuģa varētu vislabāk nodrošināt noraidāmo radiotēlegrammu tranzītu.

§ 3. (1) Krasta stacijai, kurai piešķirti viens vai vairāki joslā 125—150 kc/s (2400—2000 m) ietilpstoši viļņi, ir uz šo vilni vai šiem viļņiem priekšrocības tiesības.

(2) Katrai citai mobilā dienesta stacijai, kas raida publisku korespondenci uz šā vai šiem viļņiem un tādā veidā traucē iepriekš minēto krasta staciju, jāpārtrauc savs darbs uz pēdējās pieprasījumu.

§ 4. Izņemot briesmu gadījumus, satiksme starp kuģu stacijām nedrīkst traucēt krasta staciju darbu. Ja pēdējais ir šādā veidā traucēts, kuģu stacijām, kas tādu traucējumu radījušas jāpārtrauc raidīšana vai jāpārmaina vilnis uz pirmo tās krasta stacijas pieprasījumu, ko viņas traucē.

§ 5. Ja kādā pārvietojamā stacijā padotās radiotēlegrammas nosūtītājs ir norādījis zemes staciju, caur kuru viņš vēlas noraidīt savu radiotēlegrammu, pārvietojamajai stacijai, lai viņa varētu izdarīt noraidīšanu norādītai zemes stacijai, vajadzības gadījumā jāgaida, kamēr iepriekšējos paragrafos paredzētie nosacījumi būs izpildīti.

§ 6. (1) Pārvietojamajai stacijai, kurai nav noteikta modrības laika, jāpaziņo zemes stacijai, ar kuru viņa stājusies sakaros, sava dienesta slēgšanas un atvēršanas laiks.

(2) Katrai pārvietojamajai stacijai, kas kuģim pienākot ostā, grib savu dienestu slēgt, jāpaziņo par to tuvākai zemes stacijai.

27. pants.

## Briesmu gadījumos lietojamais vilnis.

Briesmu gadījumos 500 kc/s (600 m) vislabāk jālieto A2 vai B tipa vilnis. Ja nav iespējams lietot vienu no šiem viļņu tiptiem, var lietot A1 vai A3 tipa vilni. Nevienš šā Reglamenta noteikums nevar būt par šķērslī briesmās esošas pārvietojamās stacijas visu viņas rīcībā esošu līdzekļu pielietošanai, lai saistītu citu uzmanību, ziņotu par savu stāvokli un dabūtu palīdzību.

28. pants.

## Līdzekļi traucējumu samazināšanai.

§ 1. Gadījumos, kad var lietot citus, ne normālos viļņus, kuģa stacija seko tās krasta stacijas norādījumiem, ar kuru viņa ir sakarā. Normālais 500 kc/s (600 m) vilnis principā nav jālieto garu radiotēlegrammu raidīšanai apvidos, kur radiosatiksme ir ļoti dzīva.

§ 2. Stacijām, kas savā darbā lieto A2, A3 vai B tipa viļņus un kas ir atvērtas publiskas korespondences starptautiskam dienestam, jāklausa savā dienesta laikā uz viļņa 500 kc/s (600 m), izņemot to laiku, kad viņas apmaina korespondenci uz citiem viļņiem.

§ 3. Galvenā kārtā ieteicams publiskās korespondences apmaiņu izdarīt labāk uz A1 tipa viļņiem, nekā uz A2 vai B tipa viļņiem.

§ 4. Visām mobilā dienesta stacijām uzlikts pienākums apmainīt korespondenci ar vismazāko labas satiksmes nodrošināšanai nepieciešamās izstarotās enerģijas daudzumu.

29. pants.

## Paziņojums par neizsniegšanu.

§ 1. Ja kaut kādu iemeslu dēļ no pārvietojamās stacijas izejošu un uz cietzemi adresētu radiotēlegrammu nevar izsniegt adresātam, jānoraida paziņojums par neizsniegšanu tai zemes stacijai, kas radiotēlegrammu uztvērusi no pārvietojamās stacijas. Šī zemes stacija pēc adreses pārbaudīšanas noraida, ja tas vien iespējams, šo paziņojumu tālāk pārvietojamajai stacijai vajadzības gadījumā ar kādas tās pašas valsts vai kaimiņu valsts zemes stacijas starpniecību, cik vien to atļauj esošie apstākļi vai, varbūtējā kārtā, atsevišķi nolīgumi.

§ 2. Ja kādā pārvietojamā stacijā pienākusi radiotēlegramma nevar tikt izsniegta, šī stacija ziņo par to nosūtīšanas iestādei vai nosūtīšanas pārvietojamajai stacijai ar gaitas paziņojumu. Gadījumā, ja radiotēlegrammas nāk no zemes, šo gaitas paziņojumu noraida, cik vien tas iespējams, tai zemes stacijai, caur kuru radiotēlegramma tranzitēta vai, vajadzības gadījumā, citai tās pašas valsts vai kaimiņu valsts zemes stacijai, ja to atļauj esošie apstākļi vai, varbūtējā kārtā, atsevišķi nolīgumi.

30. pants.

## Radiotēlegrammu atrašanās laiks zemes stacijās.

§ 1. (1) Ja pārvietojamā stacija, kam adresēta radiotēlegramma, nav ziņojusi par savu klātbūtni zemes stacijai nosūtītāja norādītā termiņā, vai šādam norādījumam iztrūkstot līdz piektās dienas rītam, kas seko padošanas dienai, zemes stacija ziņo

par to nosūtītājam. Pēdējais var pieprasīt ar apmaksātu zemes stacijai adresētu tēlegrammu vai pasta gaitas paziņojumu, lai viņa tēlegrammu patur līdz četrpadsmitās dienas beigām, skaitot no padošanas dienas; ja šāda paziņojuma nav, radiotēlegramma septiņās dienas beigās skaitās par neizsniegtu.

(2) Tomēr augšminētos termiņus var neievērot, ja zemes stacija ir droša, ka pārvietojamā stacija drīzumā ieradīsies viņas darbības rajonā.

§ 2. No otras puses termiņa noteikšanu negaida, ja zemes stacija ir droša, ka pārvietojamā stacija ir galīgi atstājusi viņas darbības rajonu. Ja viņai ir pārliecība, ka neviena cita tās Pārvaldes vai privāta uzņēmuma, no kura viņa atkarājas, zemes stacija nav sakaros ar pārvietojamo staciju, zemes stacija atsauc radiotēlegrammu attiecībā uz ceļa gaitu starp viņu un pārvietojamo staciju un ziņo par to nosūtīšanas iestādei, kas savukārt paziņo to nosūtītājam. Pretējā gadījumā viņa virza radiotēlegrammu uz to zemes staciju, kurā pēc viņas domām būtu sakaros ar pārvietojamo staciju, bet tikai ar noteikumu, lai neprasītu nekādas papildu maksas.

§ 3. Ja radiotēlegrammu nevar noraidīt pārvietojamajai stacijai, tādēļ ka pēdējā ir iegājusi kādā zemes stacijai tuvākā ostā, šī pēdējā stacija, vajadzības gadījumā, var nosūtīt radiotēlegrammu pārvietojamajai stacijai ar citu satiksmes līdzekļu palīdzību.

31. pants.

## Ipaši dienesti.

## A. Meteoroloģiskie dienesti. Laika signāli. Paziņojumi kuģotājiem.

§ 1. Sinoptiskie meteoroloģiskie ziņojumi, laika pareģojumi un vispārīgie meteoroloģiskā stāvokļa ziņojumi, kā arī laika signāli, principā raidāmi pēc noteikta stundu araksta. Šis pārvietojamām stacijām paredzētās radiotēlegrammu šķiras jāraida pēc iespējas tais stundās, kurās var uztvert arī stacijas ar vienu operātoru (skat. 5. pielikumu); pie tam jāizvēlas tās raidīšanas ātrums, lai signālu lasīšana būtu iespējama arī tādām operātoram, kuram ir tikai II šķiras apliecība.

§ 2. Laika signāla un mobilā dienesta stacijām adresētu meteoroloģisko ziņojumu „visiem” raidīšanas laikā jāievēro klusums visām šā dienesta stacijām, kuģu raidījumi varētu traucēt minēto signālu un ziņojumu uztveršanu, lai dotu iespēju visām stacijām, kas to vēlas, uztvert minētos signālus un ziņojumus.

§ 3. Meteoroloģiskie brīdinājumi un paziņojumi, kas attiecas uz kuģošanas drošību, un kuriem ir mobilā dienestā steidzamības raksturs, jānoraida nekavējoties un jāatkārto pirmā nākošā klusuma brīža beigās (sk. 17. pantu § 2.). Šie brīdinājumi un paziņojumi jāraida uz attiecīgām mobilēm dienestiem piešķirtām frekvencēm, pirms raidīšanas jādod drošības signāls TTT.

§ 4. Bez iepriekšējos paragrafos paredzētiem kārtējiem informācijas dienestiem, Pārvaldēm jāpārņemas par to, lai zināmām stacijām būtu uzdots noraidīt mobilā dienesta stacijām uz pieprasījumu meteoroloģiskus ziņojumus.

§ 5. Mobilo staciju darba saasināšanas un vienkāršības dēļ mobilā dienesta staciju raidītiem meteoroloģiskiem novērojumiem principā jābūt rediģētiem pēc starptautiskā meteoroloģiskā koda.

## B. Radiogoniometrisko staciju dienests.

§ 6. Pārvaldes, kuģu pārziņāšanā atrodas radiogoniometriskas stacijas, neuzņemas nekādu atbildību par nepareizu peilējumu sekām.

§ 7. Šis Pārvaldes paziņo ieviešanai radiotēlegrafa staciju nomenklatūrā katras radiogoniometriskas stacijas aprakstu, norādot katrai sektorus, kuģos peilējumi ir normāli pareizi. Katrs šo ziņu pārģrozījums jāpublicē bez kavēšanās; ja pārģrozījums ir paliekošas dabas, tad par to jāziņo Starptautiskajam Birojam.

§ 8. (1) Normālā dienesta radiogoniometriskām krasta stacijām jābūt spējīgām saņemt un dot peilējumus kuģa stacijām vai nu tikai uz frekvenci 500 kc/s (600 m), vai arī tikai uz frekvenci 375 kc/s (800 m) vai, pēc vēlēšanās, uz vienu vai otru no šīm frekvencēm.

(2) Lidierices stacijai, kas vēlas dabūt peilējumu, jāizsauc pieprasot tādu uz 333 kc/s (900 m) viļņa, vai uz viļņa, kas piešķirts tam gaisa ceļam, pa kuru lidierice lido. Visos gadījumos, kad lidierices stacija, atrazdamās krasta staciju tuvumā, griežtos pie pēdējām, lai dabūtu peilējumu, viņai jālieto šo krastu staciju frekvence.

§ 9. Kārtība, kādā jāievēro radiogoniometriskā dienestā, norādīta 8. pielikumā.

## C. Radiobāku dienests.

§ 10. (1) Ja kāda Pārvalde jūras un gaisa kuģošanas interesēs atrod par vajadzīgu organizēt radiobāku dienestu, viņa šīnī nolūkā var lietot:

a) radiobākas tiešā vārda nozīmē, kas ierikotas uz cietzemes vai uz nekustoši piestiprinātā kuģa; šo bāku raidīšana var būt cirkulāra vai arī noteikta virziena; b) tās pastāvīgas stacijas, krasta stacijas vai gaisa kuģniecības stacijas, kurām uzdots uz pārvietojamo staciju pieprasījumu darboties kā radiobākām.

(2) Radiobākas (tiešā vārda nozīmē) jālieto vienīgi A1 vai A2 tipa viļņi no 285—315 kc/s (1050—950 m).

(3) Citas stacijas, kurām uzdots darboties arī kā radiobākām, lieto savu normālo frekvenci un normālo viļņa tipu.

§ 11. Radiobāku raidītiem signāliem jābūt tādiem, lai varētu izdarīt arī ar radiogoniometru pareizus peilējumus; viņi jāizvēlas tā, lai nebūtu nekādu šaubu gadījumos, kad jāatšķir divu vai vairāku radiobāku signāli.

§ 12. Radiobāku dienestu noorganizējušās Pārvaldes neuzņemas nekādu atbildību par to nepareizu peilējumu sekām, kas saņemti ar šā dienesta palīdzību.

§ 13. (1) Pārvaldes paziņo ieviešanai radiotēlegrafa staciju nomenklatūrā katras radiobākas tiešā vārda nozīmē un katras stacijas, kurai uzdots darboties kā radiobākai, aprakstus, pievienojot, ja tas vajadzīgs, norādījumus par tiem sektoriem, kuģos peilējumi ir normāli pareizi.

(2) Katrs pārģrozījums vai darbības pārtraukums, kas rastos radiobāku dienestā, bez kavēšanās jāpublicē; ja pārģrozījums vai pārtraukums ir ilgstošs, tad par to jāziņo Starptautiskajam Birojam.

32. pants.

## Norēķināšanās.

§ 1. (1) Zemes un kuģa takses neietilpst starptautiskos tēlegrafa norēķinos.

(2) Rēķinus par maksām nokārto ieinteresēto valstu Pārvaldes. Viņus sastāda par katru mēnesi Pārvaldes, kurām padotas zemes stacijas, un piesūta ieinteresētām Pārvaldēm.

§ 2. Gadījumos, kad zemes staciju ekspluatētājs nav valsts Pārvalde šīs eksploatētājs, attiecībā uz norēķiniem var atvietot valsts Pārvaldi.

§ 3. Par tām radiotēlegrammām, kas sūtītas no pārvietojamām stacijām, Pārvalde, kam padota zemes stacija, debītē Pārvaldei, kam padota pārvietojamā nosūtīšanas stacija: zemes maksas, maksas raidīšanai pa vispārējo satiksmes ceļu tīklu — kuģas turpmāk tiks sauktas par tēlegrafa maksām, — kopējas maksas par samaksātām atbildēm, kopējās zemes un tēlegrafa maksas par salīdzināšanu, maksas par piesūtīšanu ar sevišķu ziņnesi, pa pastu vai pa lidpastu un tēlegrammu ar vairākām adresēm papildu norakstu maksas. Norēķinos starp zemes staciju un saņemšanas iestādi radiotēlegrammas uzskatāmas kā tās valsts izesošas tēlegrammas, kurā ierikota zemes stacija.

§ 4. Par radiotēlegrammām, kas adresētas uz valsti, kas atrodas aiz tās valsts, kurai pieder zemes stacija, tās tēlegrafa maksas, kuģas nokārtojamās saskaņā ar iepriekš minētiem noteikumiem, sastādās no taksēm, kas uzrādītas starptautiskās tēlegrafa korespondences attiecīgās tarifu tabelēs, vai arī kas piemērotas tiem atsevišķiem nolīgumiem, kādi noslēgti starp kaimiņu valsts Pārvaldēm, un no šīm Pārvaldēm publicētām, taksēm, bet ne no tādām maksām, kādas varētu ņemt, piemērojot minimālās maksas par tēlegrammu, vai arī piemērojot maksas par tēlegrammu, kuģas noteiktas pēc kaut kādas noapaļošanas metodes.







Saisinājums	Jautājums	Atbilde
QTF	Lūdzu norādiet manas stacijas atrašanās vietu (pozīciju), pamatoti uz Jūsu kontrolēto radiogoniometrisku punktu izdarītiem peilējumiem?	Jūsu stacijas atrašanās vieta, pamatota uz manis kontrolēto radiogoniometrisku punktu izdarītiem peilējumiem, ir ... platuma un ... garuma gradu.
QTG	Vai nevarat pārraidīt 1 min. laikā Jūsu izsaukšanas signālu uz ... metru viļņa (... kc/s), lai es varētu Jūs nopeilēt?	Raidi 1 min. laikā savu izsaukšanas signālu uz ... mtr. viļņa (... kc/s), lai Jūs varētu mani nopeilēt.
QTH	Kāda ir Jūsu atrašanās vieta (pozīcija) platuma un garuma grados (vai kāds cits norādījums)?	Mana atrašanās vieta ir ... platuma un ... garuma gradu (vai kāds cits norādījums).
QTI	Kāds ir Jūsu pareizais kurss?	Mans pareizais kurss ir ... gradu.
QTJ	Kāds Jūsu ātrums?	Mans ātrums ... mezgli (vai ... kilometri stundā).
QTK	Kāds ir ... pareizais virziena grads (azimuts) attiecībā uz Jums?	Pareizais virziena grads no ... attiecībā uz mani plkst. ... ir ... grādi.
QTL	Raidiet radiosignālus, lai es varētu noteikt manu virzienu attiecībā uz radiobāku?	Raidi radiosignālus, lai dotu Jums iespēju noteikt savu virzienu attiecībā uz radiobāku?
QTM	Raidiet radio- un zemūdens skaņu signālus, lai es varētu noteikt manu virzienu un attālumu?	Raidi radio- un zemūdens skaņu signālus, lai dotu Jums iespēju noteikt savu virzienu un attālumu.
QTN	Vai nevarat noteikt manas stacijas (vai ...) virziena gradu attiecībā uz Jums?	Nevaru noteikt Jūsu (vai ...) virziena gradu attiecībā uz mani.
QTP	Vai Jūs ejat ostā?	Eju ostā.
QTR	Kāds pareizais laiks (cik pulkstenis)?	Pareizais laiks ir plkst. ....
QTS	Kāds ir Jūsu stacijas pareizais virziens attiecībā uz mani?	Manas stacijas pareizais virziens attiecībā uz Jums ir ... plkst. ... grādi.
QTU	Kādās stundās Jūsu stacija atvērta darbībai?	Mana stacija atvērta no ... līdz ....

II. Saisinājumi, kas lietojami galvenā kārtā tikai gaisa satiksmes dienestā.

Saisinājums	Jautājums	Atbilde
QAA	Cikos cerat nonākt ... (kur)?	Ceru nonākt ... plkst. ....
QAB	Vai esat ceļā uz ...?	Esmu ceļā uz ... (vai, ņemiet ceļu uz ...).
QAC	Vai atgriezāties uz ...?	Es atgriezos uz ... (vai atgriezāties uz ...).
QAD	Cikos Jūs atstājat ... (atlidošanas vieta).	Atstāju ... (atlidošanas vieta) plkst. ....
QAE	Vai Jums ir ziņas no ... (lidierīces stacijas izsaukšanas signāls)?	Man nav ziņu no ... (lidierīces stacijas izsaukšanas signāls).
QAF	Cikos Jūs lidojat garām ... (vieta)?	Nolidoju gar ... plkst. ... (vieta).
QAH	Kāds Jūsu augstums?	Mans augstums ir ... metru (vai kāds cits norādījums).
QAI	Vai kāda lidierīce ir signalizējusi manā apkaimē?	Neviena lidierīce nav devusi signālus Jūsu apkaimē.
QAJ	Vai man jāmeklē cita lidierīce manā apkaimē?	Meklējiet citu lidierīci savā apkaimē.
QAK	Uz kāda viļņa Jūs raidīsiet meteoroloģiskās ziņas?	Meklējiet ... (lidierīces stacijas izsaukšanas signāls), kas lidoja tuvu virs ... (vai virzienā uz ...) plkst. ....
QAL	Vai Jūs nolaidīsieties ... (vieta)?	Es raidīšu meteoroloģiskās ziņas uz viļņa ... metru (vai ... kc/s).
QAM	Vai Jūs varat man dot pēdējās meteoroloģiskās ziņas no ... (novērošanas vietas)?	Es nolaidīšos ... (vieta).
QAN	Vai Jūs varat man dot pēdējās meteoroloģiskās ziņas par zemo slāņu vējiem no ... (novērošanas vietas)?	Nolaidīsieties ... (vieta).
QAO	Vai Jūs varat man dot pēdējās meteoroloģiskās ziņas par augsto slāņu vējiem no ... (novērošanas vietas)?	Te ir pēdējais meteoroloģiskais ziņojums par zemo slāņu vējiem no ... (novērošanas vietas).
QAP	Vai man vēl klausīties Jūsu vietā (vai ... vietā) uz ... metru viļni (... kc/s)?	Te pēdējais meteoroloģiskais ziņojums par augsto slāņu vējiem no ... (novērošanas vietas).
QAQ	Vai vēlaties paātrināt atbildi uz ziņojumu № ... (vai kāds cits norādījums)?	Klausīties vēl mani (vai ...) uz ... metri viļni (vai ... kc/s).
QAR	Vai atbildēt ... (kam) Jūsu vietā?	Paātriniet atbildi uz ziņojumu № ... (vai kāds cits norādījums).
QAS	Vai man jāraida ziņojums № ... (vai kāds cits norādījums)?	Atbildiet manā ... vietā.
QAT	Vai man jāturpina raidīšana?	Pārraidiet ziņojumu № ... (vai kāds cits norādījums).
QAU	Kāds ir Jūsu pēdējais no ... saņemtais ziņojums?	Klausīties, iekam raidāt; Jūs traucējat, vai klausīties iekam raidāt; Jūs raidāt reizē ar ....
QAV	Vai Jūs mani saucat?	Pēdējais no ... saņemtais ziņojums ir ....
QAW	Vai Jūs saucat ... (lidierīces stacijas izsaukšanas signāls)?	Es Jūs saucu.
QAX	Vai man jāklasās līdz plkst. ....	Es saucu ... (lidierīces stacijas izsaukšanas signāls).
QAY	Vai saņemāt ... noraidīto steidzamības signālu (lidierīces stacijas izsaukšanas signāls)?	Pārtrauciet klausīšanos līdz plkst. ....
QAZ	Vai saņemāt ... noraidīto briesmu signālu (lidierīces stacijas izsaukšanas signāls)?	Saņemu ... noraidīto steidzamības signālu (lidierīces stacijas izsaukšanas signāls) plkst. ....
QAZ	Vai Jūs varat uztvert atrazdamies vētras joslā.	Saņemu ... noraidīto briesmu signālu (lidierīces stacijas izsaukšanas signāls) plkst. ....

III. Dažādi saisinājumi.

Saisinājums	Nozīme
C	Jā.
N	Nē.
P	Privātas tālgrammas raidīšanas paziņojums mobilā dienestā (lietojams tālgrammas uzrakstā).
W	Vārds vai vārdi.
AA	Visu pēc ... (lietojams pēc jautāšanas zīmes, pieprasot atkārtojumu).
AB	Visu pirms ... (lietojams pēc jautāšanas zīmes, pieprasot atkārtojumu).
AL	Visu, kas nupat pārraidīts (lietojams pēc jautāšanas zīmes, pieprasot atkārtojumu).
BN	Visu starp ... (lietojams pēc jautāšanas zīmes, pieprasot atkārtojumu).
BQ	Atbildes pieteikums pieprasītam izlabojumam.
CL	Slēdzu savu staciju.
CS	Izsaukšanas signāls (lietojams, pieprasot kāda izsaukšanas signāla atkārtojumu).
DB	Nevaru dot Jums peilējumu, Jūs neatrodāties šīs stacijas pārbaudītā sektorā.
DC	Jūsu peilējumam derīgais signālu minimums.
DF	Jūsu peilējums plkst. ... bija ... gradu, šīs stacijas apšaubāmā sektorā, iespējamā kļūda divi grādi.
DG	Lūdzu paziņot, vai Jūs atrodat kļūdu dotā peilējumā?
DI	Peilējums apšaubāms Jūsu signālu sliktā īpašību dēļ.
DJ	Peilējums apšaubāms traucējumu dēļ.
DL	Jūsu peilējums plkst. ... bija ... gradu šīs stacijas apšaubāmā sektorā.
DO	Peilējums apšaubāms. Pieprasiet vēlāk, vai plkst. ... citu peilējumu.
DP	Ārpus 50 jūdžu, iespējamā peilējuma kļūda var sasniegt divus gradus.
DS	Regulējiet savu raidītāju, Jūsu signālu minimums pārāk plašs.
DT	Nevaru dot Jums peilējumu, Jūsu signālu minimums ir pārāk plašs.
DY	Šī stacija ir abpusēja, kāds apmēram ir Jūsu virziens grados attiecībā uz šo staciju?
DZ	Jūsu peilējums ir savstarpējs (lieto tikai radiogoniometrisku staciju grupu kontroles stacija, kad viņa griežas pie citām tās pašas grupas stacijām).
ER	Te ... (lietojams ceļojuma norādījuma raidīšanā, pirms pārvietojamas stacijas nosaukuma).
GA	Iesāciet atkal pārraidīšanu (lietojams sevišķi pastāvīgā dienestā).

Saisinājums	Nozīme
JM	Ja varu raidīt, dodiet stripu seriju. Lai apturētu manu raidīšanu, dodiet punktu seriju (nelietot uz 600 m (500 kilocikliem)).
MN	Minūte vai minūtes (lietojams gaidīšanas ilguma apzīmēšanai).
NW	Iesāku atkal pārraidīšanu (lietojams sevišķi pastāvīgā dienestā).
OK	Viss kārtībā.
RQ	Izlabojuma pieprasījums.
SA	Lidierīce (lietojams ceļojuma norādījumu raidīšanā pirms lidierīces nosaukuma).
SF	Gaiskuģniecības stacija (lietojams pirms stacijas nosaukuma).
SN	Krasta stacija (lietojams pirms stacijas nosaukuma).
SS	Kuģis (lietojams sevišķi ceļojuma norādījuma raidīšanā pirms kuģa nosaukuma).
TR	Raidīšanas paziņojums vai pieprasījums noraidīt norādījumus par pārvietojamo staciju.
UA	Vai viss kārtībā?
WA	Vārdu pēc ... (lietojams pēc jautāšanas zīmes, pieprasot tā atkārtojumu).
WB	Vārdu pirms ... (lietojams pēc jautāšanas zīmes, pieprasot tā atkārtojumu).
XS	Atmosfēras traucējumi.
YS	Skat Jūsu dienesta paziņojumu.
ABV	Saisīniet apmaiņu, lietojot starptautiskos saisinājumus.
ADR	Atkārtojiet (vai Es atkārtoju), skaitļus saīsinātā veidā.
CFM	Adrese (lietojams pēc jautāšanas zīmes, pieprasot tās atkārtojumu).
COL	Apstipriniet, vai Es apstiprinu.
ITP	Saīdiniet, vai Es saīdinu.
MSG	Pieturas zīmes skaitās.
PBL	Paziņojums par tālgrammu, kas attiecas tikai uz kuģu dienestu (lietojams uzrakstā).
REF	Uzraksts (tēlgrammas dienesta daļa) (lietojams pēc jautāšanas zīmes, pieprasot tā atkārtojumu).
RPT	Atsauksme uz ... vai Atsaucoties uz ...
SIG	Atkārtojiet, vai Es atkārtoju (lietojams pieprasot vai dodot visas korespondences vai daļu atkārtojumu; pēc šā saisinājuma jāseko attiecīgiem norādījumiem).
SVC	Paraksts (lietojams pēc jautāšanas zīmes, pieprasot tā atkārtojumu).
TFC	Paziņojums par dienesta tālgrammu, kas attiecas uz privātu korespondenci (lietojams uzrakstā).
TXT	Korespondence.
	Teksts (lietojams pēc jautāšanas zīmes pieprasot tā atkārtojumu).

2. PIELIKUMS.

Ziņojums par pārkāpumiem pret Radiotēlegrafa Konvenciju vai pret dienesta Reglamentiem.  
(Sk. vispārīgā Reglamenta 12. pantu.)

Sīkas ziņas par staciju, kas pārkāpusi Reglamentu.	Sīkas ziņas par staciju, kas novērojuši pārkāpumu.
1. Nosaukums, ja tas zināms (ar drukas burtiem) (Piezīme a) .....	6. Nosaukums (ar drukas burtiem) .....
2. Izsaukšanas signāls (ar drukas burtiem) .....	7. Izsaukšanas signāls (ar drukas burtiem) .....
3. Piederības valsts, ja tā zināma .....	8. Piederības valsts .....
4. Lietotais vilnis (kc/s vai m) .....	9. Aptuvena atrašanās vieta (Piezīme c) .....
5. Sistēma (Piezīme b) .....	
	Sīkas ziņas par pārkāpumu.
	10. Tās stacijas nosaukums, kurai bija sakari ar staciju, kas nav ievērojusi noteikumus (Piezīme d) .....
	11. Stacijas izsaukšanas signāls, kurai bija sakari ar staciju, kas nav ievērojusi noteikumus .....
	12. Stunda (piezīme e) un datums .....
	13. Pārkāpuma veids (Piezīme f) .....

14. Izvilumi no kuģa radiožurnāla un citiem ziņojumu papildu dokumentiem (turpināmi otrā pusē, ja vajadzīgs). Laiks.

15. Apliecinājums:  
Apliecinu, ka augšā pievestais ziņojums sniedz, cik man tas zināms, pilnīgus un pareizus notikušā pārkāpuma datus.

Datums: 19 ..... (\*) .....

(\*) Šis ziņojums jāparaksta operātoram, kas atklājis pārkāpumu, un jāapstiprina kuģa vai lidierīces priekšniekam vai sauszemes stacijas pārzinim.

NORĀDĪJUMI ŠĀS VEIDLAPAS IZPILDĪŠANAI.

- Piezīme a. Katrā ziņojumā var būt runa tikai par vienu kuģi vai vienu staciju, skat. piezīmi d.
- Piezīme b. Tips A1, A2, A3 vai B.
- Piezīme c. Uzrādāma tikai attiecībā uz kuģiem un lidierīcēm, izteicama Grinviča garuma un platuma gradus, vai arī pareizais peilējums un atstatums jūras jūdžu vai kilometros no kādas labi pazīstamas vietas.
- Piezīme d. Ja Reglamentu pārkāpj divas sakaros esošas stacijas, tad ziņojums jā sastāda par katru staciju atsevišķi.
- Piezīme e. Jāizteic četru skaitļu grupā (0000—2359), pēc Grinviča vidējā laika. Ja pārkāpums noticis ilgāku laiku, laiks jānorāda 14. posma brīvajā daļā.
- Piezīme f. Ja kļūdas nav izdarījuši tā pati persona, un ja tās nav notikušas īsā laika sprīdī, tad par katru pārkāpumu sastādāms īpašs ziņojums. Visi ziņojumi sūtāmi divos eksemplāros un izpildāmi, ja iespējams uz rakstammasīnas (Atļauta ķīmiska zīmļa un kopējamā papīra lietošana).

VIENĪGI PĀRVALŽU ATZĪMĒM.

- Radioiekārtu kontrolētāja sabiedrība, pret kuras pārzinā esošo staciju vērstā sūdzība .....
- Stacijas operātoru vārds, kuram jāatbild Reglamenta pārkāpumos .....
- Spertie soļi .....

3. PIELIKUMS.

Gaitas dokumenti.

(Sk. Vispārīgā Reglamenta 13. pantu.)

I sējums. Pastāvīgās un sauszemes stacijas.

A. Daļa. Alfabētiskais staciju saraksts.

Stacijas nosaukums	Izsaukšanas signāls	Lapas puse B daļā
1	2	3

B. Daļa. Staciju apraksts.

(Valsts nosaukums .....

Stacijas nosaukums	Izsaukšanas signāls	Raidošās antenas pareizā geografiskā atrašanās vieta	Vilnis		Normālā izstarotā jauda izteikta metros-ampēros	Antenas augstums un strāvas stiprums antenā	Dienests		Taksēs	Piezīmes
			Tips	Frekvence (garums)			Veids	Darba laiks		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11



II. Sējums. Ipašus dienestus izpildošās stacijas.

A. Radiogoniometriskas stacijas.

(Valsts nosaukums.....)

Stacijas nosaukums	Izsaukšanas signāls	Stacijas pareizā ģeogrāfiskā atrašanās vieta	Viļņu tipi			Normālā izstarotā jauda izteikta metros-ampēros	Antenas augstums un strāvas stiprums	Tās stacijas vārds un izsaukšanas signāls, ar kuru jānodibinās sakari gadījumā, ja peilējošā stacija pati nav apgādāta ar raidītāju.	Piezīmes (peilējuma sektors, darba laiks, takse u. t. t.)	
			Frekvences (gaļumi)		Peilējumu pieprasīšanai					Peilējumu pārraidīšanai
			Radio-goniometriskās stacijas izsaukšanai							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	

B. Radiobākas.

(Valsts nosaukums.....)

Stacijas nosaukums	Izsaukšanas signāls	Raidošās antenas pareizā ģeogrāfiskā atrašanās vieta	Viļņi. Tipi.		Normalā izstarotā jauda izteikta metros-ampēros	Antenas augstums un strāvas stiprums antenā	Bākas raidīto signālu raksturojums	Tās stacijas vārds un izsaukšanas signāls, ar kuru jāstājas sakaros, ja bāka pati nevar raidīt un uztvert	Piezīmes
			Frekvences (gaļumi)						
			Raidīšanas pieprasījumam	Raidīšanai					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10

C. Laika signālus raidošās stacijas.

(Valsts nosaukums.....)

(Vispārīgi norādījumi par laika signāliem.)

Stacijas nosaukums	Izsaukšanas signāls	Viļnis		Raidīšanas laiks	Metode
		Tips	Frekvence (gaļums)		
1	2	3	4	5	6

D. Kārtējos meteoroloģiskos ziņojumus raidošās stacijas.

(Valsts nosaukums.....)

(Vispārīgi norādījumi par meteoroloģiskiem ziņojumiem.)

Stacijas nosaukums	Izsaukšanas signāls	Viļnis		Raidīšanas laiks	Piezīmes
		Tips	Frekvence (gaļums)		
1	2	3	4	5	6

E. Navigācijas ziņojumus raidošās stacijas.

(Staciju nosaukumi pēc valstīm, ar vajadzīgiem norādījumiem.)

F. Preses ziņojumus raidošās stacijas visiem (CQ).

(Valsts nosaukums.....)

(Stacijas nosaukums ar vajadzīgiem norādījumiem.)

III Sējums. Kuģu stacijas.

Staciju saraksts.

Stacijas nosaukums	Izsaukšanas signāls	Valsts	Viļnis		Normālā izstarotā jauda izteikta metros-ampēros	Antenas augstums un strāvas stiprums antenā	Dienests			Pārvalde, vai privāts uzņēmums, kam jāpiesūta maksas norēķini	Piezīmes
			Tips	Frekvence (gaļums)			Veids	Darba laiks	Takse		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

IV Sējums. Lidierīču stacijas.

Staciju apraksts.

Stacijas nosaukums	Izsaukšanas signāls	Valsts	Viļnis		Dienests		Piezīmes
			Tips	Frekvence (gaļums)	Veids	Darba laiks	
1	2	3	4	5	6	7	8

V Sējums. Radiofona stacijas.

A. Daļa. Alfabētiskais staciju saraksts.

Stacijas nosaukums	Izsaukšanas signāls	Lapas puse B. daļā
1	2	3

B. Daļa. Staciju apraksts.

Stacijas nosaukums	Izsaukšanas signāls	Raidošās antenas pareizā ģeogrāfiskā atrašanās vieta	Frekvence (viļņa gaļums)	Normāla izstarotā jauda izteikta metros-ampēros	Antenas augstums un strāvas stiprums antenā	Pārvaldes vai privāta uzņēmuma vārds, kas izdara raidīšanu	Piezīmes
1	2	3	4	5	6	7	8

4. PIELIKUMS.

Signālu stipruma noteikšanai lietojamas pakāpes.

(Sk. vispārīgā Reglamenta 9. pantu.)

- 1 = tikko uztverams; nelasāms.
- 2 = vājš; brīžiem lasāms.
- 3 = diezgan labs; lasāms; bet grūti.
- 4 = labs; lasāms.
- 5 = ļoti labs; pilnīgi lasāms.

5. PIELIKUMS.

Otrā kategorijā iedalīto kuģu dienesta laiks.

(Sk. 6. pielikuma tabulu un karti, kā arī vispārīgā Reglamenta 13. un 20. pantu).

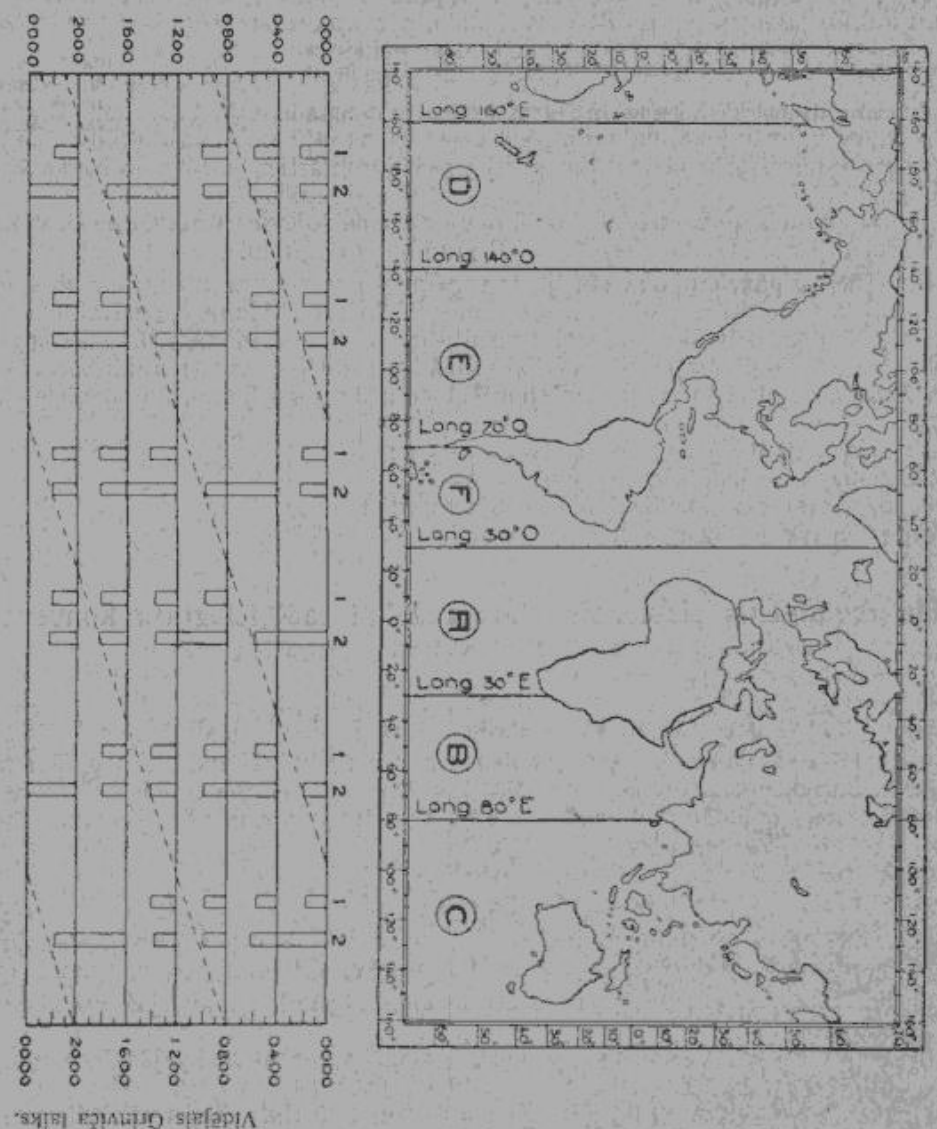
Joslas	Rietumu robežas	Austrumu robežas	Dienesta laika ilgums (vidējais Grinviča laiks)	
			8 stundas	16 stundas
A Atlantijas okeana austrumi, Vidus jūra, Ziemeļu jūra, Baltijas jūra.	Meridiāns 30° W. Grenlandes krasts.	Meridiāns 3° E. uz dienvidiem no Afrikas krasta, Vidus jūras, Melnās jūras un Baltijas jūras austrumu robežas. Meridiāns 30° E uz ziemeļiem no Norvegijas.	no pl. 8—pl. 10 no pl. 12—pl. 14 no pl. 16—pl. 18 no pl. 20—pl. 22	no pl. 0—pl. 6 no pl. 8—pl. 14 no pl. 16—pl. 18 no pl. 20—pl. 22
B Indijas okeans, Arktiskais okeans austrumi.	A joslas austrumu robeža.	Meridiāns 8° E, Cielonas rietumu krasts līdz Pont d'Adam no turienes uz rietumiem gar Indijas krastiem.	no pl. 4—pl. 6 no pl. 8—pl. 10 no pl. 12—pl. 14 no pl. 16—pl. 18	no pl. 0—pl. 2 no pl. 4—pl. 10 no pl. 12—pl. 14 no pl. 16—pl. 18 no pl. 20—pl. 24
C Ķīnas jūra Klusā okeana rietumi.	B joslas austrumu robeža.	Meridiāns 160° E.	no pl. 0—pl. 2 no pl. 4—pl. 6 no pl. 8—pl. 10 no pl. 12—pl. 14	no pl. 0—pl. 6 no pl. 8—pl. 10 no pl. 12—pl. 14 no pl. 16—pl. 22
D Klusā okeana centrs.	C joslas austrumu robeža.	Meridiāns 140° W.	no pl. 0—pl. 2 no pl. 4—pl. 6 no pl. 8—pl. 10 no pl. 20—pl. 22	no pl. 0—pl. 2 no pl. 4—pl. 6 no pl. 8—pl. 10 no pl. 12—pl. 18 no pl. 20—pl. 24
E Klusā okeana austrumi.	D joslas austrumu robeža.	Meridiāns 70° W uz dienvidiem no Amerikas krasta, Amerikas rietumu	no pl. 0—pl. 2 no pl. 4—pl. 6 no pl. 16—pl. 18 no pl. 20—pl. 22	no pl. 0—pl. 2 no pl. 4—pl. 6 no pl. 8—pl. 14 no pl. 16—pl. 22
F Atlantijas okeana rietumi un Meksikas līcis.	Meridiāns 70° W uz dienvidiem no Amerikas krasta, Amerikas austrumu krasts.	Meridiāns 30° W. Grenlandes krasts.	no pl. 0—pl. 2 no pl. 12—pl. 14 no pl. 16—pl. 18 no pl. 20—pl. 22	no pl. 0—pl. 2 no pl. 4—pl. 10 no pl. 12—pl. 18 no pl. 20—pl. 22

6. PIELIKUMS.

Starptautiskais dienesta laiks kuģiem ar mazāk kā trim radiooperātoriem.

(Sk. 5. pielikumu, kā arī vispārīgā Reglamenta 13. un 15. pantus).

Vidējais Grinviča laiks.



Vidējais Grinviča laiks.

7. PIELIKUMS.

(Sk. Vispārīgā Reglamenta 2., 7., 13. un 15. pantus un 3. pielikumu.)

Dokumenti ar kādiem jābūt apgādātiem kuģu stacijām:

- Radioiekārtas atļauja.
- Kuģu staciju nomenklatūra.
- Pastāvīgo un zemes staciju nomenklatūra.
- Lidierīču staciju nomenklatūra.
- Konvencija un tai pievienotie Reglamenti.
- To valstu tēlegrafa tarifi, uz kuģām stacija visbiežāk piņem radiotēlegrammas.
- Operātoru vai operātoru apliecības.

Dokumenti, ar kādiem jābūt apgādātām lidierīču stacijām:

- Radioiekārtas atļauja.
- Operātoru vai operātoru apliecības.
- Tādi dokumenti, ko ieinteresētās valsts attiecīgās gaiskuģniecības iestādes, skatoties pēc vajadzības, atzinušas par nepieciešamiem šo staciju dienesta pildīšanai.



## 8. PIELIKUMS.

Radiogoniometrisko peilējumu dabūšana.  
(Sk. Vispārīgā Reglamenta 31. pantu.)

## I. Vispārīgie noteikumi.

A. Pirms vienas vai vairāku radiogoniometrisko staciju izsaukšanas, pārvietojamajai stacijai, lai pieprasītu peilējumu, jāizmeklē nomenklatūrā:

1<sup>o</sup> To staciju izsaukšanas signāli, kuŗas jāizsauc, lai dabūtu pārvietojamajai stacijai vajadzīgos radiogoniometriskos peilējumus.

2<sup>o</sup> Vilnis, uz kāda ir modribā radiogoniometriskās stacijas, un vilnis vai vilņi, uz kādiem viņas ņem peilējumus.

3<sup>o</sup> Radiogoniometriskās stacijas, kuŗas būtu savienotas ar īpašiem vadiem un varētu tikt sagrupētas ar izsaukamo radiogoniometrisko staciju.

B. Kārtība, kādai pārvietojamajai stacijai jāseko, atkarājas no dažādiem apstākļiem. Galvenā kārtā viņai jāievēro sekojošais:

1<sup>o</sup> Ja radiogoniometriskās stacijas nav modribā uz viena un tā paša viļņa, vienai vai tas ir vilnis peilējuma ņemšanai vai kāds cits vilnis, peilējumi jāpieprasa atsevišķi no katras kādu uzdotu vilni lietojušās stacijas vai staciju grupas.

2<sup>o</sup> Ja visas attiecīgas radiogoniometriskās stacijas ir modribā uz viena un tā paša viļņa, un ja viņas ir spējīgas ņemt peilējumus uz kopēja viļņa — kas var būt cits, nekā modribas vilnis — tad tās izsaukamas kopīgi, lai viņas visas kopā un vienā laikā ņemtu peilējumus uz vienu un to pašu raidījumu.

3<sup>o</sup> Ja vairākas radiogoniometriskās stacijas ir sagrupētas ar īpašu vadu palīdzību, jāizsauc tikai viena no viņām, pat arī tad, ja viņas visas ir apgādātas ar raidošiem aparātiem. Šinī gadījumā pārvietojamajai stacijai tomēr izsaukumā jāmin, ja tas ir vajadzīgs, ar izsaukšanas signālu palīdzību, tās radiogoniometriskās stacijas, no kuŗām viņa vēlas dabūt peilējumus.

## II. Izsaukšanas kārtība.

A. Pārvietojama stacija izsauc radiogoniometrisko staciju vai stacijas uz tā viļņa, kas uzrādīts nomenklatūrā kā viņas modribas vilnis. Viņa pārraida saīsinājumu QTE, kas nozīmē:

„Es vēlos zināt savu radiogoniometrisko peilējumu attiecībā uz radiogoniometrisko staciju, kuŗu es saucu“

vai

„Es vēlos zināt savu radiogoniometrisko peilējumu attiecībā uz to staciju vai tām stacijām, kuŗu izsaukšanas signālus es raidu“.

vai

„Es vēlos zināt savu radiogoniometrisko peilējumu attiecībā uz tām radiogoniometriskām stacijām, kas grupētas zem jūsu kontroles“.

Minētam saīsinājumam seko vajadzīgais vai vajadzīgie izsaukšanas signāli, un pieprasījumu nobeidz, ja tas nepieciešami, norādot to vilni, ko stacija lieto, lai varētu noteikt peilējumu. Pēc visa tā viņai jāgaida turpmākās instrukcijas.

B. Izsauktā vai izsauktās radiogoniometriskās stacijas sagatavojas peilējuma ņemšanai; viņas, ja tas vajadzīgs, bridina tās radiogoniometriskās stacijas, ar kuŗām viņas ir sagrupētas. Tiklīdz radiogoniometriskās stacijas ir gatavas, tās no šīm stacijām, kuŗas apgādātas ar raidošiem aparātiem, atbild pārvietojamajai stacijai pēc savu izsaukšanas signālu alfabētiskās kārtības, noraidot savu izsaukšanas signālu ar sekojošu burtu K.

Gadījumā, kad radiogoniometriskās stacijas ir sagrupētas, izsauktā stacija iepriekš bridina citas sagrupētās stacijas un tad dod ziņu pārvietojamajai stacijai, tiklīdz grupējuma stacijas ir gatavas ņemt peilējumu.

C. Pārvietojamā stacija pēc tam pāriet, ja tas vajadzīgs, uz savu nākošo raidīšanas vilni un atbild, raidot savu izsaukšanas signālu, pēc vajadzības kombinētu ar kādu citu zīmi, pietiekoši ilgā laikā, kāds būtu vajadzīgs peilējuma ņemšanai.

D. Radiogoniometriskā stacija vai stacijas, kas apmierinoši izdarījušas peilēšanu, pārraida signālu QTE („Jūsu peilējums attiecībā uz mani bija ..... grādi“), pirms kuŗa dod novērojuma laiku un pēc tā — triju skaitļu zīmju grupu (000—359), kas norāda gradus pārvietojamās stacijas pareizo peilējumu attiecībā uz radiogoniometrisko staciju.

Ja kāda radiogoniometriskā stacijā nav peilēšana izdevusies apmierinoši, viņa pieprasa pārvietojamajai stacijai atkārtot p. C norādīto raidījumu.

E. Tiklīdz pārvietojamā stacija ir saņēmusi novērojuma rezultātu, viņa to atkārtoti radiogoniometriskai stacijai, kas tad paziņo, ka atkārtojums ir pareizs, bet ja vajadzīgs, to izlabo, atkārtotot peilējumu rezultātu. Ja radiogoniometriskā stacija ir pārliecināta, ka pārvietojamā stacija pareizi saņēmusi rezultātu, viņa noraida zīmi „darba beigās“. Šo zīmi atkārtoti pārvietojamā stacija, kā norādījumu, ka operācija ir nobeigta.

F. Nomenklatūrā ievietoti norādījumi par:

- zīmi, kāda jālietā peilējumu ņemšanai;
- pārvietojamas stacijas raidījuma ilgumu, un
- attiecīgās radiogoniometriskās stacijas lietoto laiku.

## Papildu reglaments pievienots starptautiskajai radiotēlegrafa konvencijai.

Petitā iespēstie nosacījumi pievēsti arī vispārīgā Reglamentā:

## 1. pants.

Radiotēlefonēšanas procedūra mobilā dienestā.

Kārtība, kādā jāievēro izsaukšanai un sakaru nodibināšanai starp divām radiotēlefonu mobilā dienesta stacijām, uzrādīta I. pielikumā. Tēlefonēšanas operācijas pārvietojamā stacijā izpildāmas tādām operātoram, kam izsniegta attiecīga apliecība.

## 2. pants.

## Taksas.

§ 1. No pārvietojamās stacijas izejošas vai tai adresētas vai starp pārvietojamām stacijām apmainītās radiotēlegrammas maksa sastāv, skatoties pēc gadījuma, no:

- borta takse, kas pienākas nosūtīšanas vai saņemšanas stacijai, vai abām šīm stacijām;
- zemes takse, kas pienākas zemes stacijai vai zemes stacijām, kas piedalās raidīšanā;
- takse par raidīšanu pa vispārējo satiksmes ceļu tiklu, kas aprēķinātas pēc parastiem noteikumiem;
- takse, kas ņemamas par nosūtītāja pieprasītām papildu operācijām.

§ 2. (1) Zemes maksas un borta maksas nosakāmas vienīgi pēc vārdu takse, ņemot nekādu minimālo maksu.

(2) Augstākā zemes takse ir sešdesmit santīmu (fr. 0,60) par vārdu; augstākā borta takse ir četrdesmit santīmu (fr. 0,40) par vārdu.

(3) Tomēr katrā Pārvalde atstāj tiesības noteikt un atļaut zemes taksas augstākas par augšminēto maksimumu tādās zemes stacijās, kuŗu ierīkošana un ekspluatācija izmaksā ārkārtīgi dārgi.

§ 3. Ja kādu zemes staciju izlieto kā starpniecī starp pārvietojamām stacijām, ņemama tikai vienā zemes takse. Ja tā zemes takse, ko piemēro apmaiņai ar raidīšanu pārvietojamo staciju, atšķiras no zemes takse, ko piemēro apmaiņai ar uztverošo pārvietojamo staciju, tad ņemama augstākā no šīm divām taksēm. Var ņemt bez tam tēlegrafa teritoriālu taksi, līdzīgu tai, kādā uzrādīta turpmākā § 5., kā piemērotu raidīšanai pa satiksmes ceļiem.

§ 4. Tranzīta raidīšanas dienests nosacīts šā Reglamenta 6. pantā, pie kam jāievēro arī turpmākā § 9. sacītais.

§ 5. (1) Gadījumā, kad no kādas valsts izejošas vai viņai adresētas radiotēlegrammas apmaina tieši caur vai ar šīs valsts zemes stacijām, tēlegrafa takse, kas piemērojama pārraidīšanai pa šīs valsts iekšējiem satiksmes ceļiem, principā aprēķināma vienīgi pēc vārdu tarifa, ņemot nekādu minimumu. Šo taksi izsludina frankos Pārvalde, kuŗai padotas zemes stacijas.

(2) Ja kāda valsts spiesta ievest takse minimumu aiz tā iemesla, ka viņas iekšējo elektrisko satiksmes sistēmu neekspluatē Valdība, viņai par to jāziņo Starptautiskajam Birojam, kas atzīmē nomenklatūrā pēc vārdu takse norādījuma šo takse minimuma summu. Ja šādas atzīmes nav piemērojama takse ir vienīgi vārdu takse, bez kāda minimuma.

§ 6. Mobilā dienestā ņem maksu par tādām radioceļā noraidītām radiotēlegrammām, kas ietilpst sekošās kategorijās:

- ziņojumi par briesmām un atbildes uz tiem;
- no pārvietojamām stacijām izejoši paziņojumi par ledus stāvokli, peldošiem vrakiem un mīnām, vai paziņojumi par cikloniem vai vētrām;
- paziņojumi par pēkšņām dabas parādībām, kas apdraud gaisa kuģniecību vai par piepežu šķēršļu rašanos lidostās;
- no pārvietojamām stacijām izejoši paziņojumi par pēkšņām pārmaiņām boju stāvokli, hāku darbībā, kuŗu aparātos u. t. t.;
- uz pārvietojamiem dienestiem attiecīgie gaitas paziņojumi.

§ 7. Pārvietojamām stacijām jāzina vajadzīgie tarifi, lai varētu izdarīt radiotēlegrammu taksēšanu. Tomēr viņām ir atļauts vajadzības gadījumos apvaicāties pie zemes stacijām; tarifu summas, ko pēdējās norāda, jāizteic frankos.

§ 8. Attiecībā uz pārvietojamām stacijām tarifu pārgrozījumi piemērojami tikai 45 dienas pēc Starptautiskā Biroja izziņotās notifikācijas.

§ 9. (1) Ja zemes stacija nevar sasniegt to pārvietojamo staciju, kuŗai adresēta radiotēlegramma, un ja par pēdējās tālākraidīšanu nosūtītājs nav iemaksājis attiecīgu maksu (sk. šā Reglamenta 6. panta § 1), zemes stacija var, nolūkā nogādāt tēlegrammu pēc piederības, griezties dēļ starpniecības pie kādas citas pārvietojamās stacijas, ja pēdējā tam piekrikt. Radiotēlegrammu tad noraida šai otrai pārvietojamai stacijai, un viņas starpniecībai jābūt par brīvu.

(2) Šis pats nosacījums vajadzības gadījumā ievērojams arī virzienā no pārvietojamas stacijas uz zemes staciju.

(3) Lai tā virzītu radiotēlegrammu varētu uzskatīt par pienākušu pēc piederības, tad stacijai, kas izlietojusi šādu netiešu ceļu, vajaga saņemt pēreizu paziņojumu par saņemšanu, vai nu tiešā, vai netiešā ceļā, no tās pārvietojamās stacijas, kuŗai radiotēlegramma bija adresēta vai arī no zemes stacijas, caur kuŗu viņa tika virzīta, skatoties pēc gadījuma.

## 3. pants.

Priekšrocības kārtība satiksmes nokārtošanai mobilā dienestā.

§ 1. Priekšrocības kārtība satiksmes nokārtošanai pārvietojamā dienestā ir sekojoša:

- briesmu saucieni, briesmu ziņojumi un briesmu korespondence;
- pēc steidzamības signāla noraidītie paziņojumi;
- pēc drošības signāla noraidītie paziņojumi;
- paziņojumi attiecībā uz radiogoniometriskiem peilējumiem;
- visa cita apmaiņa.

§ 2. Ar 5<sup>o</sup> apzīmēto radiotēlegrammu priekšrocības kārtība raidīšanā principā ir sekojoša:

1<sup>o</sup> Valsts radiotēlegrammas;

2<sup>o</sup> radiotēlegrammas attiecībā uz kuģošanu, kuģu kustībām un vajadzībām, gaisa dienestu drošību un kārtīgumu, un radiotēlegrammām, kas satur oficiālam meteoroloģijas dienestam adresētus laika novērojumus;

3<sup>o</sup> gaitas radiotēlegrammas par radiosatiksmes dienesta darbību vai tādās, kas attiecas uz iepriekš apmainītām radiotēlegrammām;

4<sup>o</sup> publiskas korespondences radiotēlegrammas.

## 4. pants.

Apšaubāma uztveršana. Raidīšana ar atzīmi „ampliation“ (otrreizēja pārraidīšana).

Radiosatiksmē uz lieliem attālumiem.

§ 1. (1) Kad pārvietojamā dienestā satiksmē kļūst grūta, abas satiksmi uzturošās stacijas cenšas pēc iespējas nodrošināt raidīšanā esošo radiotēlegrammu apmaiņu. Uztverošā stacija var prasīt atkārtot līdz divām reizēm to radiotēlegrammu, kuŗas uztveršana apšaubāma. Ja šī trīskārtēja pārraidīšana paliek bez rezultātiem, radiotēlegrammu patur ugglabāšanā, līdz rodas izdevīgs gadījums nobeigt tās raidīšanu.

(2) Ja raidošā stacija paredz, ka viņai nebūs iespējams atjaunot satiksmi ar uztverošo staciju 24 stundu laikā, viņa rīkojas sekojoši:

a) ja raidošā stacija ir pārvietojama stacija:

Tā nekavējoties paziņo nosūtītājam viņa radiotēlegrammas nenoraidīšanas iemeslu. Nosūtītājs tad var pieprasīt:

- lai radiotēlegrammu noraida ar citas zemes stacijas starpniecību vai ar citu pārvietojamo staciju starpniecību;
- lai radiotēlegrammu aiztur, kamēr to varēs noraidīt bez takse paaugstināšanas;
- lai radiotēlegrammu atsauc.

b) Ja raidošā stacija ir zemes stacija.

Tā piemēro radiotēlegrammai vispārīgā Reglamenta 30. panta nosacījumus.

§ 2. Ja pārvietojamā stacija noraida vēlāk tā aizturēto radiotēlegrammu zemes stacijai, kuŗa to bija uztvērusi nepilnīgi, vai citai kādai tās pašas Pārvaldes vai tā paša privāta uzņēmuma zemes stacijai, šim jaunam raidījumam jābūt radiotēlegrammas uzrakstā apzīmētam ar gaitas atzīmi „atkārtojums“ („ampliation“), un minētā Pārvalde vai privātais uzņēmums var pieprasīt tikai tās maksas, kas pienākas par vienu vienīgu raidīšanu. Papildu izdevumus, kas varbūtējā gadījumā varētu rasties raidot pa vispārējā tikla satiksmes ceļiem starp šo „citu zemes staciju“, ar kuŗas starpniecību radiotēlegramma virzīta, un saņemšanas iestādē, minētā „cita zemes stacija“ var pieprasīt no nosūtītāja pārvietojamas stacijas.

§ 3. Ja zemes stacija, kuŗai saskaņā ar radiotēlegrammas adreses norādījumiem uzdots radiotēlegrammu noraidīt, nevar sasniegt pārvietojamo adreses staciju, un ja viņai ir pamats domāt, ka šī pārvietojamā stacija atrodas citas tās pašas Pārvaldes vai privāta uzņēmuma, kam viņa padota, zemes stacijas darbības rajonā, viņa var, ja netiek ņemtas kādas papildu maksas, virzīt radiotēlegrammu uz šo citu zemes staciju.

§ 4. (1) Mobilā dienesta stacijai, kas saņēmusi radiotēlegrammu, bet nav varējusi paziņot par viņas saņemšanu normālā kārtā, tas jādara pirmā izdevīgā gadījumā.

(2) Ja paziņojumu par tādās radiotēlegrammas saņemšanu, kas apmainīta starp pārvietojamo staciju un zemes staciju, nevar noraidīt tieši, tad tā jāvirza, ja netiek ņemtas kādas papildu maksas, ar citas zemes stacijas palīdzību, kas padota tai pašai Pārvaldei vai privātam uzņēmumam, vai arī padota citai Pārvaldei vai privātam uzņēmumam, ar kuŗu šinī lietā noslēgts īpašs līgums.

§ 5. (1) Pārvaldes atstāj sev tiesību organizēt tādu radiosatiksmes dienestu uz lieliem attālumiem starp zemes stacijām un pārvietojamām stacijām, kuŗā paziņojumu par saņemšanu raida vēlāk vai arī to nēraida.



(2) Ja raidot pēc vienas vai otras augšminētas metodes, rodas šaubas par kādas radiotēlegrammas daļas pareizību, atzīme „apšaubāma uztveršana“ (reception douteuse) rakstāma uz saņēmējam izsniedzamas radiotēlegrammas, pie tam apšaubāmie vārdi vai vārdu grupas pastripojamas. Ja vārdu trūkst, jāatstāj balta vieta tur, kur šiem vārdiem vajadzētu atrasties.

(3) Ja radiosatiksmes dienestā uz lieliem attālumiem ar vēlāku paziņojumu par saņemšanu, raidošā zemes stacija nav desmit dienu laikā saņēmusi paziņojumu par viņas raidītās radiotēlegrammas saņemšanu, viņa ziņo par to minētās radiotēlegrammas nosūtītājam.

5. pants.

Pa parasto vai gaisa pastu tālāksūtāmās radiotēlegrammas.

§ 1. (1) Radiotēlegrammas var raidīt no krasta stacijas uz kuģa staciju vai no kuģa stacijas uz kuģa staciju to tālākai sūtīšanai pa parastu vai gaisa pastu, sākot no kāda saņemšanas stacijas pieturas punkta.

(2) Šīs radiotēlegrammas nav tranzitējamas starp kuģu stacijām.

§ 2. Augšā pievestie noteikumi nav saistoši Pārvaldēm, kas paziņo par viņu nepielaišanu.

§ 3. Šo radiotēlegrammu adrese sastādāma sekojoši:

1<sup>o</sup> apmaksātas gaitas norādījums „Poste“ vai „PAV“, kam seko ostas nosaukums, kurā radiotēlegramma jānodod pastam;

2<sup>o</sup> saņēmēja vārds un pilna adrese;

3<sup>o</sup> kuģa stacijas nosaukums, kurai jāizdara nodošana pastam;

4<sup>o</sup> attiecīgā gadījumā krasta stacijas nosaukums.

Piemērs: = Poste (vai PAV) = Buenosaires = Martinez 14 Calle Prat Valparaiso Avon Landsendradio.

§ 4. Bez radiotēlegrafa taksēm, kas noteiktas šā Reglamenta 2. panta § 1. vārdā, ņemama četrdesmit santimu (fr. 0,40) liela summas par radiotēlegrammas pārsūtīšanu parastu pastu vai viens franks divdesmit pieci santimi (fr. 1,25) izdevumu segšanai par pārsūtīšanu pa gaisa pastu.

6. pants.

Tālākraidīšana caur kuģa stacijām.

§ 1. Ja radiotēlegrammas nosūtītājs pieprasa, tad kuģa stacijām jābūt par starpniecību citu kuģu stacijām no viņām izejošu vai viņām adresētu radiotēlegrammu apmaiņā, tomēr kuģu staciju-starpniecību skaits ierobežots ar divām (sk. arī šā Reglamenta 2. panta § 9.).

§ 2. Tranzīta takse, ja tālākraidīšanā piedalās divas starpniecības stacijas, kā arī tad, kad tranzītē tikai viena stacija, noteikta vienāda četrdesmit santimu (fr. 0,40) apmērā par katru vārdu, bez kāda minimuma. Ja piedalījušās divas kuģa stacijas, šī takse sadalāma viņu starpā uz pusēm.

§ 3. Augšminētā kārtībā virzītām radiotēlegrammām pirms adreses jābūt apmaksātai gaitas atzīmei — R M — (Tālākpārraidīšana, retransmisija).

7. pants.

Starptautiskās tēlegrafa Konvencijas un tai pievienotā dienesta Reglamenta piemērošana radiotēlegrammām.

§ 1. Starptautiskās tēlegrafa Konvencijas un tai pievienotā dienesta Reglamenta noteikumi piemērojami radiotēlegrammām tiklīdz, cik tas nav pretrunā ar Starptautiskās radiotēlegrafa Konvencijas un tai pievienoto Reglamentu noteikumiem.

§ 2. Starptautiskai tēlegrafa Konvencijai pievienotā dienesta Reglamenta 81. panta § 3 noteikumi nav piemērojami radiotēlegrammu norēķinos.

§ 3. Nolikā piemērot minēto dienesta Reglamentu zemes stacijas uzskatāmas kā tranzītas iestādes, izņemot gadījumus, kad viens vai otrs radiotēlegrafa Reglaments īpaši noteic, ka šīs stacijas jāuzskata par nosūtīšanas vai saņemšanas iestādēm.

§ 4. Starptautiskai tēlegrafa Konvencijai pievienotā dienesta Reglamenta 69. pants par tēlegrammām ar vairākām adresēm, kas raidītas pa radiotēlegratu, piemērojams šās kategorijas tēlegrammām neatkarīgi no tā, vai tās raidītas pa radiotēlefonu vai radiotēlegratu.

§ 5. Tā kā vārds RADIO nomenklatūrā vienmēr ir pievienots radiotēlegrammu adresei minētās krasta stacijas nosaukumam, šis vārds nav jāraida radiotēlegrammu uzraksta (galvas) sākumā kā dienesta norādījums.

Saskaņā ar Vašingtonas Konvencijas 13. panta noteikumiem šim papildu Reglamentam būs tā pati nozīme, kā Konvencijai, un tas stāsies spēkā 1929. gada 1. janvārī.

Šo apliecinot, attiecīgie Pilnvarotie parakstījuši šo papildu Reglamentu vienā eksemplārā, kas paliks Amerikas Savienoto Valstu Valdības arhīvos glabāšanā, un no kuģa viens noraksts izsniedzams katrai Valdībai.

Sastādīts Vašingtonā 1927. gada 25. novembrī.

(Seko tie paši paraksti, kā Konvencijā un vispārīgajā Reglamentā, izņemot Kanādu, Amerikas Savienotās Valstis un Honduras Republiku.)

1. PIELIKUMS.

Radiotēlefonēšanas kārtība starptautiskā satiksmē.

(Sk. papildu Reglamenta 1. pantu.)

§ 1. (1) Izsaukšanas signāli. Attiecībā uz zemes stacijām jālieto stacijas vietas ģeogrāfiskais nosaukums.

(2) Attiecībā uz lidierīču stacijām un citām pārvietojamām stacijām principā jālieto radiotēlegrafa izsaukšanas signāli, t. i.: kuģa stacijām — četru burtu grupa, bet lidierīču stacijām — piecu burtu grupa, saskaņā ar starptautiskās gaiskuģošanas Konvencijas nosacījumiem. Attiecībā uz pārvietojamām stacijām, kas atrodas uz kuģiem un tirdzniecības lidierīcēm, pirms izsaukšanas zīmes jāuzrāda Sabiedrības-īpašnieces nosaukums, piemēram „Handley Page“, vai vārds „Privāts“ attiecībā uz privātām personām piederošām pārvietojamām stacijām.

§ 2. Izsaukšanas signālu dienesta saīsinājumu un vārdu burtošana. Burtošanai jālieto sekojošie pilnīgi pazīstamie nosaukumi:

A = Amsterdam	J = Jerusālem	S = Santiago
B = Baltimore	K = Kimberley	T = Tokio
C = Canada	L = Liverpool	U = Uruguay
D = Danemark	M = Madahasca	V = Victoria
E = Eddiston	N = Neuchatel	W = Washington
F = Francisco	O = Ontario	X = Xanthippe
G = Gibraltar	P = Portugal	Y = Yokohama
H = Hanovre	Q = Québec	Z = Zouloulānd
I = Itālie	R = Rivoli	

§ 3. Piemēra veidā uzrādīta sekojoša procedūra:

1<sup>o</sup> A sauc: Allo B, allo B, A appelle, A appelle, message pour vous message pour vous (ziņojums jums), over (gatavs, pārslēdzu).

2<sup>o</sup> B atbild: Allo A, Allo A, B repond, B repond (B atbild) envoyez votre message, envoyez votre message (sāciet savu ziņojumu), over (gatavs).

3<sup>o</sup> A atbild: Allo B, A repond, message commence (ziņojums sākas), ā . . . . . (kam) (saņēmējs) de . . . . . (no kā)

(seko ziņojuma raidīšana)

message termine (ziņojums nobeigts) je repete, (es atkārtoju) message commence (ziņojums sākas), ā . . . . . (kam).

de . . . . . (no kā).

(ziņojuma atkārtošana)

message termine (ziņojums nobeigts) over.

4<sup>o</sup> B atbild:

Allo A, B repond votre message commence, (jūsu ziņojums sākas) ā . . . . . (kam) de . . . . . (no kā)

(ziņojuma atkārtošana).

votre message termine (jūsu ziņojums nobeigts) over.

5<sup>o</sup> A atbild:

Allo B, A repond, exact, exact (pareizi) coupant (apturu).

6<sup>o</sup> A pēc tam aptur sarunu un abas stacijas pāriet uz normālo modrību.

Piezīme: Iesākot satiksmi, izsaukšanas formula sakāma divas reizes, kā no izsaucošās, tā arī no izsauktās stacijas puses. Kad satiksme nodibināta, formula sakāma tikai vienu reizi.

Konvencijas un tai pievienoto vispārīgā un papildu reglamenta teksts pieņemts Saeimas 1930. g. 16. decembra plenārsēdē.

Saeimas sekretārs J. Breikšs.

Valdības rikožumi un pavēles.

Rikožums № 95

1931. g. 13. maijā.

Pārgrozījums noteikumos par kuģu vajadzībām nozīmēto preču novietošanu privātās noliktavās (riķ. № 43/28. g., 151/28. g., 168/29. g. un 141/30. g., izslud. „Vald. Vēstn.“ 1928. g. 36., 109., 1929. g. 133. un 1930. g. 136. num.).

Noteikumu par kuģu vajadzībām nozīmēto preču novietošanu privātā noliktavā 6. p. (riķ. № 151/29. g.) izteikt šādi:

6. p. Preces nododamas uz kuģa un tur pārbaudāmas šādā kārtībā:

1. Nenomuitotas preces (provizija un kuģu piederumi) izdodamas no noliktavas (2. un 3. p.) nosūtīšanai uz kuģiem uz preču īpašnieka (m. lik. 361. p.) rakstiska pieprasījuma pamata. Šis pieprasījums jāparaksta arī kuģa kapteinim.

2. Izlaišanai no noliktavas nozīmētās preces muitas ierēdnim jāpārbauda.

Uz izlaižamo preču iesaiņojumiem muitas ierēdnis uzspiež šāda satura zīmogu „Muitas dep. rev.“

Ja visus preču iesaiņojumus nav iespējams apzīmogot, tad muitas ierēdnis, pēc saviem ieskatiem, var apzīmogot tikai daļu no izlaižamo preču iesaiņojumiem.

Uzspiestā zīmoga numuriem jāatbilst to pavadzīmju numuriem, pēc kuriem preces tiks izlaistas no noliktavas.

3. Preču īpašniekam pārbaudītās preces rūpīgi jāiesaiņo, un muitas ierēdnim iesaiņotās preču vietas jāaizplombē tādā veidā, ka pilnīgi izslēgta iesaiņoto preču apmaiņa vai izņemšana. Nav plombējamas šķidrās preces mucās (smēreļļas, petroleja u. t. t.) un cinka plāksnēs.

4. Par izlaižamām no noliktavas precēm muitas ierēdnim jāpasastāda pavadzīme 4 eksemplāros, no kuriem:

- 1) pirmais ir attaisnojošais dokuments preču izvešanai uz ārzemēm,
- 2) otrais kuģa pārzinim jāpievieno kuģa lūku zīmei,
- 3) trešais — nododams kuģu kapteinim un
- 4) ceturtais — paliek noliktavas muitas ierēdnim.

5. Pavadzīmēs uzrādāms preču tarifa un tirdznieciskais nosaukums, kā arī daudzums, preču vietu skaits, iesaiņojuma veids un kopējais brutto svārs.

Pavadzīmes paraksta muitas ierēdnis, preču īpašnieks un muitas uzraugs, kam uzdota preču nodošana kapteinim.

6. Preces, līdz ar pavadzīmes trešo eksemplāru, muitas uzraugs nodod kuģa kapteinim, vai viņa vietniekam (stūrmanim) pret parakstu uz pavadzīmes pirmā eksemplāra.

Par preču nodošanu muitas uzraugs atzīmē kuģa lūku zīmē un apstiprina šo atzīmi ar savu parakstu.

7. Pēc preču nodošanas uz kuģa, muitas uzraugs nodod pavadzīmes pirmo un otro eksemplāru kuģu pārzinim pret parakstu noliktavas iznēsājamā grāmatā.

8. Petroleju un smēreļļas atjauts pārliet kuģu tankos, bet citus kuģa piederumus (cinka plāksnes, brezentus, virves, tauvas u. c.) kapteinis var lietot ostā ar katrireizēju kuģa pārzina atļauju un viņa uzraudzībā.

9. Pirms kuģa izešanas no ostas kuģa pārzinim jāpārlicinās, vai pēc attiecīgām pavadzīmēm uz kuģa nodoto preču

iesaiņojumi un pieliktās muitas plombes nav bojāti un jāpārkontrolē preču vietu skaits un viņu saturs. Precēm, kādas saskaņā ar muitas lik. 155. p. var atstāt kapteiņa rīcībā noteiktā daudzumā, jāpārbauda arī daudzums (p. p. oriģināliesaiņojumu skaits u. t. t.).

Pārbaudes rezultāti atzīmējami pavadzīmes pirmā un otrā eksemplārā.

10. Ja uz kuģa atrastās preces saskaņā ar pavadzīmes datiem, tad pēc kuģa izešanas no ostas kuģa pārzinis taisa pavadzīmes pirmā un otrā eksemplārā šādu atzīmi:

„Visas šini pavadzīmē minētās preces pēc muitas plombju noņemšanas un kontroles pilnīgā saskaņā ar šī dokumenta datiem izvestas 193... gada . . . . . uz ārzemēm no . . . . . ostas ar tvaikoni . . . . . ienākumu № . . . . ., par ko atzīmēts arī kuģa lūku zīmē“. Šī atzīme kuģa pārzinim jāparaksta.

Piezīme. Par preču izvešanu atzīmējams arī kuģa lūku zīmē.

11. Ja kontrolējot uz kuģa nodotās preces, izrādītos nesaskaņas, tad nesaskaņas sīki atzīmējamas pavadzīmēs (1, 2 un 3 eks.) un kuģu lūku zīmēs. Uzrakstā par preču izlaišanu tādā gadījumā jāuzrāda, ka preces izlaistas uz ārzemēm, saskaņā ar kuģa pārzina atzīmētiem kontroles datiem.

Akts un ziņojums par atrastām nesaskaņām nav sastādāmi.

12. Preču aizturēšana atrasto nesaskaņu dēļ pielaižama tikai tādos gadījumos, ja visas attiecīgā iesaiņojumā esošās preces pilnīgi neatbilst pavadzīmē uzdotiem tarifa un tirdznieciskām īpatnībām un daudzumiem. Atbildība par šo preču aizturēšanu piekrit kuģa pārzinim.

13. Ja nesaskaņas pavadzīmēs radušās, caur muit. lik. 992. un 993. p. pārkāpumu, tad neatkarīgi no atzīmes pavadzīmē par preču nesaskaņu, kuģa pārzinis sastāda attiecīgu akti.

14. Pēc kuģa izešanas no ostas pavadzīmju pirmos eksemplārus kuģa pārzinis nosūta atpakaļ noliktavas muitas ierēdnim.

Pēc pavadzīmju pirmo eksemplāru saņemšanas muitas ierēdnis preces izraksta no noliktavas grāmatas chronoloģiskā kārtībā pēc kuģa pārzina atzīmēm par preču izvešanu uz ārzemēm. Gadījumos, ja stridīgu jautājumu par preču izvešanu izšķir muitas departaments, tad preces izrakstāmas no grāmatām pēc attiecīgā muitas departamenta priekšraksta.

Par preču izvešanu uz ārzemēm muitas ierēdnis atzīmē arī pavadzīmes 4. eksemplārā.

15. Ja viena mēneša laikā, skaitot no preces izlaišanas dienas, no noliktavas muitas ierēdnis nav saņēmis atpakaļ pavadzīmes pirmo eksemplāru, tas ziņo par to muitnīcas priekšniekam.

16. Gadījumā, ja kontrolējot preces pirms kuģa izlaišanas no ostas, atrastas nesaskaņas, lietu pēc noliktavas muitas ierēdņa ziņojuma saņemšanas izmeklē muitas departaments.

17. Lietas par muit. lik. 966., 992. un 993. p. noteikumu pārkāpumiem izlemjamas muit. lik. 1105.—1107. p. noteiktā kārtībā.

18. Šis rikožums stājas spēkā izsīdīšanas dienā.

Finanču ministris J. Annuss.  
Muitas departamenta direktors

E. Dundurs.



**Nekustamas mantas saraksts,**

kuŗas īpašniekiem vai viņu tiesību ņēmējiem pēc zemkopības ministra š. g. 24. aprīļa lēmuma ir jāpiedalās Rīgas apriņķa Siguldas meliorācijas sabiedrībā „Gauja“, jāņem dalība pie kopējo minētās meliorācijas sabiedrības novadgrāvju rakšanas darbu izvešanas, saistīto izdevumu kārtēšanas un izvesto darbu kārtībā uzturēšanas.

№№ pēc kārtas	Dalībnieka vārds un uzvārds	Dalībnieka īpašumu tiesību apzīmējums	Dalībniekam piederošo vai viņa lietošanā esošo māju nosaukums	Māju №№		Kādā pagastā atrodas mājas un pie kādas agrākās muižas piederēja	Darbu izmaksa pēc projekta, no kuŗas aprēķina dalībnieku balsu skaitu Ls	Piezīmes
				pēc mērniecības plāniem	pēc zemes grāmatu reģistra			
1.	Karline Jāņa m. Bērziņš, dzim. Zvaigzne	Īpašniece	Lejas-Naskas	22a	1806	Siguldas pagasta Siguldas muiža	290,—	Šinī dalībnieku sarakstā uzrādītās darbu izmaksas summas uzskatāmas par pamatu dalībnieku maksājumu noteikšanai un nokārtošanai kā pie darbu pirmreizējās izvešanas, tā arī pie izvesto darbu uzturēšanas kārtībā turpmāk, neņemot vērā darbu faktisko izmaksu, kuŗa var būt mazāka vai lielāka.
2.	Kārlis Juŗa d. Bērziņš	Mantoj.masa	Kalna-Naskas	22	5875	„ „ „ „	390,—	
3.	Aleksandrs Kārļa d. Ertneris, Kārlis, Felicita un Nikolajs Ertneri Mārtiņa bērni	Īpašnieki	Sprigulji	21	1015	„ „ „ „	1083,—	
4.)	Anna Jansons	Īpašniece	Peltas	20b	1008	„ „ „ „	160,—	
5.)				20a			500,—	
6.	Kārlis Juŗa d. Kreilis	Mantoj.masa	Vec-Košas	19	1007	„ „ „ „	1890,—	
7.)	Voldemārs Ozoliņš un Jānis Zaķis	Mant.masa	Jaun-Košas	181	1013	„ „ „ „	620,—	
8.)				182	1013		533,—	
9.	Vladimirs Egara (Georga) d. Grau's	Īpašnieks	Puskas	25	1018	„ „ „ „	530,—	
10.	Heinrichs Andrēja d. Vissendorfs	„	Strupauši	24	1803	„ „ „ „	490,—	
11.	Valsts zemes fondā	„	Mežzina dien. zeme	785Fb	—	„ „ „ „	200,—	
12.	Valsts zemes fondā	„	„	37F/801F	—	„ „ „ „	242,—	
13.	Emma Aunens	Īpašniece	„	18F/788F	—	„ „ „ „	100,—	
14.	Nikolajs Pēterā d. Vigants	Īpašnieks	Plavnieki	789F	15561	„ „ „ „	692,—	
15.	Jānis Kārļa d. Rubins	„	Vangas	790F	15271	„ „ „ „	1030,—	
16.	Mikēlis Ervalds un domātā puse Dārtai Miķeļa m. Kreile, dzim. Ervalds	Īpašnieki	Dzelzmačas	14	1010	„ „ „ „	110,—	
17.	Jānis Juŗa d. Bērziņš	Īpašnieks	Perpeteri	5	4828	Siguldas pagasta Jūdažu muiža	330,—	
18.	Jānis Jāņa d. Mucenieks	„	Vecmūkiņi	—	4825	„ „ „ „	550,—	
19.	Kārlis Jāņa d. Priedīts	„	Sproģi	16	4831	„ „ „ „	260,—	
20.	Jānis Pēterā d. Paukša	„	Plinkas	3	3538	„ „ „ „	500,—	
21.	Jūlijs Mārša d. Ziemānis	„	Muldā	4	3536	„ „ „ „	532,—	
22.	„	„	Valsts mežs	„a“	—	„ „ „ „	120,—	
23.	Pēters Dāvida d. Lācīts	Īpašnieks	Ciruļi	—	4295	„ „ „ „	564,—	
24.	Kārlis Teņa d. Zaķis	„	Tirum-Puntuži	—	4830	„ „ „ „	330,—	
25.	Mārtiņš Andrēja d. Grīnbergs	„	Veckreņņi	—	3537	„ „ „ „	950,—	
26.	Jānis Sīmaņa d. Grūbe	„	Jaunbirznieki	1F	10593	„ „ „ „	1070,—	
27.	„	„	Valsts purvs	—	—	„ „ „ „	485,—	
28.	Emma Svika Dāva m., dzim. Leimanis	Īpašniece	Birznieki	—	6433	„ „ „ „	286,—	

Rīgā, 1931. g. 8. maijā.

Meliorācijas departamenta tehniskās daļas vadītāja v. J. Pēliss.

Darbvedis Brandts.

**Valdības iestāžu paziņojumi.**

**Kooperatīvu revīzijas padomes paziņojums.**

Kooperatīvu revīzijas padome paziņo ka, saskaņā ar š. g. 22. aprīļa lēmumu, uz likuma par kooperatīvu sabiedrību un viņu savienību revīzijām 4. panta d punkta pamata savienībai „Latvijas lauksaimniecības Centrālbiedrība“ Rīgā, Baznīcas ielā № 4a, ir tiesība noteikt un izdarīt revīzijas kooperatīvās sabiedrībās.

1931. g. 15. maijā.

Tieslietu ministrs,  
padomes priekšsēdētājs J. Pabērzs.  
Departamenta direktors Stokēts.  
Technisko darbu vadītājs J. Gaigals.

**Paziņojums.**

Zemkopības ministrijas meliorācijas departaments paziņo, ka zemkopības ministris ar š. g. 24. aprīļa lēmumu ir apstiprinājis kultūrtechniskās daļas sastādīto un Siguldas meliorācijas sabiedrības „Gauja“ dalībnieku pilnā sapulcē pieņemto minētās meliorācijas sabiedrības novadgrāvju projektu.

Līdz ar projekta apstiprināšanu visiem dalībnieku sarakstā uzrādītiem nekustamās mantas īpašniekiem vai viņu tiesību ņēmējiem uzlikts par pienākumu piedalīties Rīgas apriņķa Siguldas meliorācijas sabiedrībā „Gauja“, minēto meliorācijas darbu izvešanā, saistīto izdevumu kārtēšanā un izvesto darbu kārtībā uzturēšanā.

Rīgā, 1931. g. 8. maijā.

Meliorācijas departamenta tehniskās daļas vadītāja v. J. Pēliss.  
Darbvedis Brandts.

**Paziņojums.**

Iekšlietu ministrijas Preses un biedrību nodaļa, pamatojoties uz biedrību, savienību un politisko organizāciju likuma 26. pantu, paziņo, ka saskaņā ar iekšlietu ministra š. g. 20. maija lēmumu ir reģistrēti politiskās organizācijas „Latviešu nacionālā apvienība“ statūti un programma.

Rīgā, 1931. g. 21. maijā, № 153065.

Preses un biedrību nodaļas vadītājs  
K. Vilde.  
Darbvedis A. Veiss.

**Paziņojums.**

Zemkopības departaments paziņo, ka, pamatojoties uz likumu par eksportējamo zivju un to pārstrādājumu kontroli („Valdības Vēstneša“ 1929. gada 15. maija 107. numurā) un instrukciju pie šī likuma („Valdības Vēstneša“ 1929. g. 18. jūlija 158. numurā), reģistrēts 1931. g. kā zivju un to pārstrādājumu eksportieris A/S Rīgas konservu fabrika S. K. F., Rīgā, Artilērijas ielā № 40.

4588 Zemkopības departaments.

**Priekules-Vaiņodes iec. miertiesnesis,**

saskaņā ar savu 1931. g. 9. maija lēmumu un pamatojoties uz krim. proc. lik. 71. un 841.—843.p., meklē Lietavas pavalstnieku Antonu Budriju, kas dzimis 1910. g., pēc nodarbošanās laukstrādnieks, apsūdzēts pēc sodu lik. 574. p. 1. d. (krim. akts № 271/1931. g.).

Katram, kam zināma meklējamās personas dzīves vieta, bez kavēšanas par to jāziņo Priekules-Vaiņodes iec. miertiesnesim vai tuvākai policijas iestādei, bet pēdējai meklējamā persona apcietināma un nogādājama Priekules-Vaiņodes iecirkņa miertiesneša rīcībā.

Priekulē, 1931. g. 18. maijā. № 271.

Miertiesnesis Dukāts.  
Sekretārs J. Piziks.

**Latgales apgabaltiesas**

**Ludzas 2. iecirkņa miertiesnesis,**

pamatodamies uz savu š. g. 14. aprīļa lēmumu un saskaņā ar krim. proc. lik. 71. un 841. un turpmākiem pantiem meklē Jāni Matīsa dēlu Uzulu, dzim. 1912. g., aps. pēc sodu lik. 624. un 627. p., Ludzas apr. Mērdzenes pagasta piederīgu, nodarbojas kā gaidnieks, vidēja auguma, apāju seju, bez sevišķām pazīmēm.

Visām iestādēm un personām, kam būtu zināma Uzula atrašanās vieta, par to nekavējoties jāpaziņo miertiesnesim vai tuvākai policijas iestādei.

Ludzā, 1931. g. 19. maijā. № 34-krim.

Miertiesnesis J. Konrāds.  
Sekretārs Ed. Rozens.

**Valdības darbība.**

**Ministru kabineta sēde**

1931. g. 21. maijā.

1. Pieņem noteikumus par sudraba piecu latu monētu otro izlaidumu un nolēm j to izdot pārvaldes kārtībā.
2. Pieņem papildinājumu projektu Latvijas Universitātes satversmē un nolēm j to iesniegt Saēimai.
3. Saskaņā ar pavalstniecības likuma 81. un 82. pantu, atņem Latvijas pilsona tiesības sekošām personām: 1) Štikānam Dāvidam, 2) Katinskim Nilam, 3) Kudravecavam Jānim ar sievu Annu, meitu Olgu un dēlu Jāni, 4) Kručkam (Krutjka) Grigorijam un 5) Michailovam Nikolajam.

**Māksla.**

**Dailes teātri** aizvakar un vakar izrādīja jaunu lugu — O. Strausa „Valša sapnis“, mūzikālu komēdiju 3 cēlienos — protams, ar dziesmām un dejām. Abas izrādes bija tikpat kā pilnīgi izpārdotas, kas liecina, ka šim jaunajam gabalam ir savs īpašs pievilksanas spēks, ka tas ilgi turēsies uz skatuves, un Dailes teātris ar to sasniegs labas sekmes nevien mākslas, bet arī maka jeb kases ziņā, kas katram teātrim ir līdzās mākslai otrs galvenais jautājums.

„Valša sapnis“ bija redzēts jau priekš kara toreizējā vācu teātrī. Tomēr iāsaka, ka daļinieku izrādē šī jautrā, vieglā luga ir daudz jaukāka. Redzams, „Valša sapnis“ latviskie darinātāji: tulkotāji, režisors un tēlotāji ķērušies pie darba ar vieglās, jautrās mākslas istu izpratni un labu garšu. Te darbojušies mākslas meistari, kuŗus viņu darbā vadījuši nevien laba griba, bet arī patiesas spējas.

Ar labu spēli un patīkamu dziedāšanu publikas atzinību jo sevišķi izpelņiņas Lilija Štengele, Elvira Bramberģe, Kārlis Pabriks un Austra Baldone, bet Augusts Mitrevics kā visās lomās, kuŗas liktenis viņam lēmis uzstāties, tā arī šinī lugā vecā, nevarīgā, negudrā, bet stipri iedomīgā kņaza lomā publiku smidzināt smidzināja ar savu smalko humoru.

Skaistās dekorācijas dara godu māksliniekam O. Skulmem, tāpat kā pievilcīgās dejas Felicītai Ertneri, bet dižmeistarām E. Smilģim piekrit galvenais nopelns, ka uz Dailes teātra skatuves varējusi parādīties jauna, labi sagatavota un ejoša luga.

**Nacionālā opera.** Piektdien, 22. un sestdien, 23. maijā, „Sikspārnis“ prof. M. Reinharda režijā. Diriģents Otto Karls. — Valērija Barsova atgriezies no Londonas, kur noslēgusi izdevīgu līgumu nākamās sezonas koncertiem. Slavenā dziedātāja viesojas I vasaras svētkos, svētdien, 24. maijā, Pučini operā „Madame Butterfly“. Šo partiju viešna iestudējusi pie Staņislavskā un sakarā ar viņas aizrādījumiem pārveidos arī pie mums attiecīgus skatus. Vispār, publikā iemīļotā „M-me Butterfly“ pēc ilgāka pārtraukuma parādīsies mūzikāli un skatuviski atjaunotā veidā. Šī būs vienīgā „M-me Butterfly“ izrādē šinī sezonā. Diriģē Otto Karls. — II svētkos, pirmdien, 25. maijā, pulksten 2 dienā tautas izrādē ballets „Silvija“. Pulksten 7.30 vakarā „Sikspārnis“ prof. M. Reinharda režijā. — III svētkos, otrdien, 26. maijā, pulksten 2 dienā, tautas izrādē „Jeveģeģijs Oņegins“. Pulksten 7.30 vakarā „Sikspārnis“ prof. M. Reinharda režijā.

**Nacionālais teātris.** Piektdien, 22. maijā, plkst. 8 vakarā lētā izrādē V. Zonberga „Kurzemes lielais hercogs“. — Sestdien izrādes nav. Kase atvērta līdz pulksten 2 dienā. Dabūjamās biļetes svētku izrādēm: I vasaras svētkos, svētdien, 24. maijā, pulksten 2 dienā lētā izrādē

F. Dālgrena „Vermlandieši“. Pulksten 8 vakarā tautas izrādē Arnolda un Bacha komēdija „Taufpības kūrators“. — II svētkos, pirmdien, 25. maijā, pulksten 2 dienā lētā izrādē A. Brigaderes „Lolitas brīnumputns“. Pulksten 8 vakarā pirmo reizi Z. Geijera komēdija „Mainītās lomās“ J. Zariņa režijā. Abonentiem 10. biļete. — III svētkos, otrdien, 26. maijā, pulksten 2 dienā lētā izrādē J. Akurātera komēdija „Priecīgais saimnieks“. Pulksten 8 vakarā tautas izrādē Franka un Hirsfeldakomēdija „Veikals ar Ameriku“.

**Dailes teātris.** Piektdien, 22. maijā, pulksten 8 vakarā, Lilijas Štengeles viesizrādē „Valša sapnis“. — Vasaras svētku repertuārs: I svētkos, 24. maijā, pulksten 8 vakarā Lilijas Štengeles viesizrādē „Valša sapnis“. — II svētkos, 25. maijā, pulksten 2 dienā par tautas izrādes cenām Lejiņa komēdija „Traki sirsniņģi“. Pulksten 8 vakarā prof. P. Saksa viesizrādē „Trejmeitiņas“. — III svētkos, 26. maijā, pulksten 2 dienā par tautas izrāžu cenām komēdija „Maidu-Mildas sapņojums“. Pulksten 8 vakarā Lilijas Štengeles viesizrādē „Valša sapnis“.

**Literatūra.**

**Atpūta.** № 342. (22. maijā.) Vasarsvētku numurs. Maksā 30 sant.

**KURSI.**

Rīgas biržā 1931. gada 22. maijā.

**Devīzes:**

1 Amerikas dollars	5,177—5,187
1 Anglijas mārciņa	25,20—25,25
100 Francijas franku	20,22—20,37
100 Beļģijas belgu	71,90—72,45
100 Sveices franku	99,65—100,40
100 Itālijas liru	27,05—27,26
100 Zviedrijas kronu	138,70—139,40
100 Norveģijas kronu	138,60—139,30
100 Danijas kronu	138,55—139,25
100 Austrijas šillingu	72,75—73,45
100 Čehoslovākijas kronu	15,31—15,46
100 Holandes guldenu	207,90—208,95
100 Vācijas marku	123,20—123,85
100 Somijas marku	12,98—13,10
100 Igaunijas kronu	137,95—138,65
100 Polijas zlotu	57,55—58,75
100 Lietavas litu	51,45—52,15

**Dārgmetāli:**

Zelts 1 kg	3425—3425
Sudrabs 1 kg	43—51

**Vērtspapīri:**

50% neatkarības aizņēmus	98—100
40% Valsts prēm. aizņēmus	98—100
60% Zemes bankas ķīlu zīmes	92—93
80% Hipotēku bankas ķīlu zīmes	96—97

Rīgas biržas kotācijas komisijas priekšsēdētājs J. Skujevičs.  
Zvērināts biržas māklers M. Okmiāns.

Redaktors M. Ārons.

Šim numuram 32 lapas puses.



**Tiesu sludinājumi.**

**Liepājas apgabaltiesa**

saskaņā ar savu š. g. 9. aprīļa lēmumu, uzaicina 1929. g. 28. augustā Ivardes pagastā mir. Mārtiņa Friča d. Jankovska mantniekus, kreditorus, legātārus, fideikomisarus un visas citas personas, kam ir kādas tiesības un prasības uz atstāto mantojumu, vai kuņas vēlētos apstrīdēt viņa testāmentu, pieteikt tādas tiesas triju mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespiešanas dienas. Tiesības un prasības, par kuřām nebūs paziņots tiesai minētā termiņā, atzīs par zaudētām uz visiem laikiem un testāmentu pasludinās par likumīgā spēkā stājušos.

Liepājā, 1931. g. 25. aprīlī. 2389x  
Nē 804m/31  
Priekšsēd. b. A. Kiršfelds.  
Sekretārs A. Jansons.

**Liepājas apgabaltiesa**

saskaņā ar savu š. g. 26. marta lēmumu, uzaicina 1930. g. 24. oktobrī Vērgaju pagastā mir. Andreja Mārtiņa d. Bērzi ar Bērziņa mantniekus, kreditorus, legātārus, fideikomisarus un visas citas personas, kam ir kādas tiesības un prasības uz atstāto mantojumu, vai kuņas vēlētos apstrīdēt viņa testāmentu, pieteikt tādas tiesas triju mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespiešanas dienas.

Tiesības un prasības, par kuřām nebūs paziņots tiesai minētā termiņā, atzīs par zaudētām uz visiem laikiem un testāmentu pasludinās par likumīgā spēkā stājušos.

Liepājā, 1931. g. 25. aprīlī. 2394x  
Nē 723m/31  
Priekšsēd. b. A. Kiršfelds.  
Sekretārs A. Jansons.

**Liepājas apgabaltiesa**

saskaņā ar savu š. g. 16. aprīļa lēmumu, uzaicina 1927. g. 29. decembrī Kuldīgā mir. Kārļa Otto d. Krafta mantniekus, kreditorus, legātārus, fideikomisarus un visas citas personas, kam ir kādas tiesības un prasības uz atstāto mantojumu vai kas vēlētos apstrīdēt viņa testāmentu, pieteikt tādas tiesas triju mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespiešanas dienas.

Tiesības un prasības, par kuřām nebūs paziņots tiesai minētā termiņā, atzīs par zaudētām uz visiem laikiem un testāmentu pasludinās par likumīgā spēkā stājušos.

Liepājā, 1931. g. 25. aprīlī. 2395x  
Nē 821m/31  
Priekšsēd. b. A. Kiršfelds.  
Sekretārs A. Jansons.

**Liepājas apgabaltiesa**

saskaņā ar savu š. g. 16. aprīļa lēmumu, uzaicina 1931. g. 20. janvārī Liepājā mir. Niklava Mikēļa d. Pavlovska mantniekus, kreditorus, legātārus, fideikomisarus un visas citas personas, kam ir kādas tiesības un prasības uz atstāto mantojumu vai kas vēlētos apstrīdēt viņa testāmentu, pieteikt tādas tiesas triju mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespiešanas dienas.

Tiesības un prasības, par kuřām nebūs paziņots tiesai minētā termiņā, atzīs par zaudētām uz visiem laikiem un testāmentu pasludinās par likumīgā spēkā stājušos.

Liepājā, 1931. g. 25. aprīlī. 2397x  
Nē 812m/31  
Priekšsēd. b. A. Kiršfelds.  
Sekretārs A. Jansons.

**Liepājas apgabaltiesa**

saskaņā ar savu š. g. 15. aprīļa lēmumu, uzaicina 1930. g. 4. decembrī Aizputē mir. Ernesta Kristapa d. Neimāna mantniekus, kreditorus, legātārus, fideikomisarus un visas citas personas, kam varētu būt kādas tiesības vai prasības uz atstāto mantojumu, pieteikt tādas tiesas triju mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespiešanas dienas.

Tiesības un prasības, par kuřām nebūs paziņots tiesai minētā termiņā, atzīs par zaudētām uz visiem laikiem.

Liepājā, 1931. g. 25. aprīlī. 2398x  
Nē 834m/31  
Priekšsēd. b. A. Kiršfelds.  
Sekretārs A. Jansons.

**Liepājas apgabaltiesa**

uz Lik. par laul. 77. p. pamata šāra zināmu, ka š. g. 24. martā aizmūgariski nospriests starp Nikolaju Šurupovu un Mariju Šurupovu, dzim. Novadnieks 1925. g. 10. oktobrī Ziemeļu Durbes mācītāja muižā no mācītāja Deksnē noslēgto laulību šķirti, atstājot laulībā dzimušo bērnu Vēru-Nataliju mātes audzināšanā, kā arī dot prasītajai tiesības saukties agrākā uzvārdā Novadnieks. Akts Nē 55-L/31-g.

Liepājā, 1931. g. 29. aprīlī. Priekšsēdētāja b. A. Kiršfelds. 2827z Sekretārs A. Jansons.

**Liepājas apgabaltiesa,**

pamatojoties uz Friča un Lienes Putniņu līgumu un savu š. g. 20. aprīļa lēmumu, izsludina, ka Fričis-Theodors Jēkaba d. Putniņš un Liene Jāņa m. Putniņa, dzim. Putniņš, noslēguši 1931. g. 16. martā ar rēģ. Nē 628 pie Kuldīgas notāra Fr. Minkas laulības līgumu. Nē 460/31.

Liepājā, 1931. g. 29. aprīlī. Priekšsēdētāja b. A. Kiršfelds. 2825z Sekretārs v. E. Rolavs.

**Liepājas apgabaltiesa,**

pamatojoties uz Mikēļa Lapina līgumu, š. g. 20. aprīlī, noēma: 1) atzīt par maksātā šādu hipotēkārisku obligāciju, kas aprēģināta Mikēlim Friča d. Lapinam piederošo nekustamo mantu Lutriņu pagasta Kumburu muižas zemes gabalu Nē XI, krep. Nē 4288 un nostiprināta 1913. g. 18. jūnijā ar Jāņa Anša d. Elberga vārdū 500 rubļu Belmontā un blanko cedētā;

2) atvēlēt lūdzējam pieprasīt zemes grāmatu nodājā minētās hipotēkāriskās obligācijas dzēšanu no zemes grāmatām un

3) iemaksāto naudu glabāt tiesas depozītā un izmaksāt minētā prasības dokumenta iesniedzējam.

Liepājā, 1931. g. 29. aprīlī. 2826z Nē 83/31. Priekšsēdētāja b. A. Kiršfelds. Sekretārs v. E. Rolavs.

**Liepājas apgabaltiesa, registrācijas**

nodāja uz Civ. proc. lik. 146071. p. pamata paziņo, ka ar apgabalt. 1931. g. 16. aprīļa lēmumu registrēta Klosteres pag. un apkārtnes savstarpējā ugunsdrošināšanas biedrība ievesta kooperatīvu sabiedrību un viņu savienību reģistrā 1 daļā.

Valdes sēdeklis atrodas Klosteres pagastā. Liepājā, 1931. g. 25. aprīlī. 2187x Nē 42. Reģ. nod. pārz. A. Kiršfelds. Sekretārs v. E. Kriķis.

**Rīgas apgabaltiesa 1. iecirkņa**

tiesu izpildītājs paziņo, ka 1931. g. 27. maijā, pulkst. 11 dienā, Rīgā, Kungu ielā Nē 24, veikalā, pārdos otrā izsolē Freidas Tufts kustamo mantu, sastāvošu no dažādiem traukiem, novērtētu par Ls 2326.—

Izzināt sarakstu, novērtējumu un apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas. Rīgā, 1931. g. 20. maijā. 4591 Tiesu izpild. Grinfelds.

**Rīgas apgabaltiesa 2. iecirkņa**

tiesu izpildītājs paziņo, ka 1931. g. 29. maijā, pulkst. 11 dienā, Rīgā, Elizabetes ielā Nē 7, dz. 5, pārdos 11 ūtrupē Teodora Frišenbrudera kustamo mantu, sastāvošu no mēbeļiem un novērtētu par Ls 2986.—

Izzināt sarakstu, novērtējumu un apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas. Rīgā, 1931. g. 13. maijā. 4615 Tiesu izp. Ed. Kalniņš.

**Rīgas apgabaltiesa 2. iecirkņa**

tiesu izpildītājs paziņo, ka 1931. g. 29. maijā, pulkst. 11 dienā, Rīgā, Puļkv. Briēža ielā Nē 3, pārdos Kārļa Krūmiņa kustamo mantu, sastāvošu no smagā automobiļa, auto piederumiem, lauku smēdes, urbjmašīnas, slīpmašīnas un cita, novērtētu par Ls 10574.—

Izzināt sarakstu, novērtējumu un apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas. Rīgā, 1931. g. 15. maijā. 4592 Tiesu izp. Ed. Kalniņš.

**Rīgas apgabaltiesa 2. iecirkņa**

tiesu izpildītājs paziņo, ka 1931. g. 29. maijā, pulkst. 12 dienā, Rīgā, Zaļā ielā Nē 7, dz. 3, pārdos Eliasa Ritofa kustamo mantu, sastāvošu no pianino un novērtētu par Ls 400.—

Izzināt sarakstu, novērtējumu un apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas. Rīgā, 1931. g. 16. maijā. 4616 Tiesu izp. Ed. Kalniņš.

**Rīgas apgabaltiesa 2. iecirkņa**

tiesu izpildītājs paziņo, ka 1931. g. 29. maijā, pulkst. 12 dienā, Rīgā, Zaļā ielā Nē 7, dz. 3, pārdos Eliasa Ritofa kustamo mantu, sastāvošu no mēbeļiem un novērtētu par Ls 280.—

Izzināt sarakstu, novērtējumu un apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas. Rīgā, 1931. g. 16. aprīlī. 4618 Tiesu izp. Ed. Kalniņš.

**Rīgas apgabaltiesa 2. iecirkņa**

tiesu izpildītājs paziņo, ka 1931. g. 29. maijā, pulkst. 12 dienā, Rīgā, Zaļā ielā Nē 7, dz. 3, pārdos Eliasa Ritofa kustamo mantu, sastāvošu no mēbeļiem un novērtētu par Ls 280.—

Izzināt sarakstu, novērtējumu un apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas. Rīgā, 1931. g. 16. aprīlī. 4618 Tiesu izp. Ed. Kalniņš.

**Kalupes pag. valde**

izsludina par nederīgu nozaudēto zirga pasi Nē 1081. izd. no Jasmuižas pag. valdes 1926. g. 12. febr. ar Jura Mārtiņa d. Pudža v.

**Rīgas apgabaltiesa 3. iec. tiesu**

izpildītājs paziņo, ka 1931. g. 29. maijā, pulkst. 10 dienā, Rīgā, Stabu ielā Nē 46/48, pārdos Jāņa Lukāsa kustamo mantu, sastāvošu no mēbeļiem u. c., novērtētu par Ls 514.—

Izzināt sarakstu, novērtējumu un apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas. Rīgā, 1931. g. 11. maijā. 4619 Tiesu izp. J. Kazubierns.

**Rīgas apgabaltiesa 3. iecirkņa**

tiesu izpildītājs paziņo, ka 1931. g. 29. maijā, pulkst. 10 dienā, Rīgā, Marijas ielā Nē 52, veik., pārdos Florentīnes Petersons kustamo mantu, sastāvošu no 1500 gab. divieļu pakaramiem, novērtētu par Ls 240.—

Izzināt sarakstu, novērtējumu un apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas. Rīgā, 1931. g. 12. maijā. 4620 Tiesu izp. J. Kazubierns.

**Rīgas apgabaltiesa 3. iecirkņa**

tiesu izpildītājs paziņo, ka 1931. g. 29. maijā, pulkst. 10 dienā, Rīgā, Brūņinieku ielā Nē 58/60, darbn., pārdos Adolfa Lieljūka kustamo mantu, sastāvošu no lentes zāģa, novērtētu par Ls 600.—

Izzināt sarakstu, novērtējumu un apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas. Rīgā, 1931. g. 20. maijā. 4621 Tiesu izp. J. Kazubierns.

**Rīgas apgabaltiesa 3. iecirkņa**

tiesu izpildītājs paziņo, ka 1931. g. 29. maijā, pulkst. 12 dienā, Rīgā, I. Kēniņa ielā Nē 21, nol., pārdos Voldemāra Lauča kustamo mantu, sastāvošu no mēbeļiem u. c., novērtētu par Ls 202.—

Izzināt sarakstu, novērtējumu un apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas. Rīgā, 1931. g. 19. maijā. 4622 Tiesu izp. J. Kazubierns.

**Rīgas apgabaltiesa 3. iecirkņa**

tiesu izpildītājs paziņo, ka 1931. g. 29. maijā, pulkst. 12 dienā, Rīgā, I. Kēniņa ielā Nē 21, nol., pārdos Voldemāra Lauča kustamo mantu, sastāvošu no mēbeļiem u. c., novērtētu par Ls 202.—

Izzināt sarakstu, novērtējumu un apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas. Rīgā, 1931. g. 13. maijā. 4632 Tiesu izp. J. Zirģels.

**Rīgas apgabaltiesa 6. iec. tiesu**

izpildītājs, kuņa kanceleja atrodas Rīgā, Pasta ielā Nē 6, dz. 11, paziņo, ka 1931. g. 28. maijā, pulkst. 10 dienā, Rīgā, Kr. Barona ielā Nē 62, dz. 1, Baltijas celulozes fabriks A/S lietā, pārdos Andreja Vasariņa kustamo mantu, sastāvošu no mēbeļiem, novērtētu par Ls 250.—

Izzināt sarakstu, novērtējumu un apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas. Rīgā, 1931. g. 13. maijā. 4633 Tiesu izp. J. Zirģels.

**Rīgas apgabaltiesa 6. iec. tiesu**

izpildītājs, kuņa kanceleja atrodas Rīgā, Pasta ielā Nē 6, dz. 11, paziņo, ka 1931. g. 29. maijā, pulkst. 10 dienā, Rīgā, Stabu ielā Nē 28, dz. 7, Sv. Jāņa gildes krāj.aizd. saņ. un cita lietās, pārdos I un II torgos Ģerasima Reisera kustamo mantu, sastāvošu no mēbeļiem un, novērtētu par Ls 1090.—

Izzināt sarakstu, novērtējumu un apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas. Rīgā, 1931. g. 8. maijā. 4634 Tiesu izp. J. Zirģels.

**Rīgas apgabaltiesa 6. iec. tiesu**

izpildītājs paziņo, ka 1931. g. 29. maijā, pulkst. 11 dienā, Rīgā, Gertrūdes ielā Nē 32, dz. 5, firmas „Hars un Hagebauer“ lietā pārdos Rochmiela Luna kustamo mantu, sastāvošu no mēbeļiem un pianino, novērtētu par Ls 1286,22.

Izzināt sarakstu, novērtējumu un apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas. Rīgā, 1931. g. 13. maijā. 4635 Tiesu izp. J. Zirģels.

**Rīgas apgabaltiesa 6. iecirkņa**

tiesu izpildītājs paziņo, ka 1931. g. 29. maijā, pulkst. 12,20 dienā, Rīgā, Kr. Barona ielā Nē 17, darbnicā, Konrada Rosteta lietā pārdos Anša Čirula kustamo mantu, sastāvošu no drejbenķa, novērtētu par Ls 300.—

Izzināt sarakstu, novērtējumu un apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas. Rīgā, 1931. g. 15. maijā. 4635 Tiesu izp. J. Zirģels.

**Rīgas apgabaltiesa 8. iec. tiesu**

izpildītājs paziņo, ka 1931. g. 30. maijā, pulkst. 12 dienā, Rīgā, Buļļu ielā Nē 78, pārdos Vilhelma Zilša kustamo mantu, sastāvošu no mājlopiem, novērtētu par Ls 450.—

Izzināt sarakstu, novērtējumu un apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas. Rīgā, 1931. g. 15. maijā. 4596 Tiesu izp. J. Driba.

**Izzināt sarakstu, novērtējumu**

un apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas. Rīgā, 1931. g. 9. maijā. 4623 Tiesu izpildītājs J. Driba.

**Rīgas apgabaltiesa 8. iec. tiesu**

izpildītājs paziņo, ka 1931. g. 30. maijā, pulkst. 12 dienā, Rīgā, Buļļu ielā Nē 78, pārdos Vilhelma Zilša kustamo mantu, sastāvošu no mājlopiem, novērtētu par Ls 450.—

Izzināt sarakstu, novērtējumu un apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas. Rīgā, 1931. g. 15. maijā. 4596 Tiesu izp. J. Driba.

**Ļītu iestāžu sludinājumi.**

**Nodokļa departamenta** dažādu maksājumu piedzinējs paziņo, ka 1931. g. 27. maijā, pulkst. 11 dienā, Rīgā, Raiņa bulv. Nē 25, veik. pārdos vairāksolīšanā Sakira Husnedinova kustamo mantu, novērtētu par Ls 1300.— un sastāvošu no mēbeļiem, viņa dažādu nodokļa parāda segšanai. Rīgā, 1931. g. 21. maijā. 4627 Piedzinējs P. Zaķis.

**Nodokļu departamenta** dažādu maksājumu piedzinējs paziņo, ka 1931. g. 27. maijā, pulkst. 12 dienā, Rīgā, Lāčplēša ielā Nē 1, dz. 7, pārdos vairāksolīšanā Vladimira Esserta kustamo mantu, novērtētu par Ls 560.— un sastāvošu no mēbeļiem, viņa dažādu nodokļu parāda segšanai. 4597z Rīgā, 1931. g. 12. maijā. Piedzinējs A. Zaiko.

**Nodokļu departamenta** dažādu maksājumu piedzinējs paziņo, ka 1931. g. 27. maijā, pulkst. 12 dienā, Rīgā, Lāčplēša ielā Nē 16, dz. 7, pārdos vairāksolīšanā Hannas Kaganas kustamo mantu, novērtētu par Ls 584.— un sastāvošu no mēbeļiem viņas vīra Kaģana Izraēla dažādu nodokļu parāda segšanai. 4599z Rīgā, 1931. g. 13. maijā. Piedzinējs A. Zaiko.

**Nodokļu departamenta** dažādu maksājumu piedzinējs paziņo, ka 1931. g. 27. maijā, pulkst. 12 dienā, Rīgā, Dzirnau ielā 62, dz. 7, pārdos vairāksolīšanā Izraēla Feitelsona kustamo mantu, novērtētu par Ls 2000.— un sastāvošu no dažādām mantām viņa nek. mantas nodokļa parāda segšanai. 4600z Rīgā, 1931. g. 12. maijā. Piedzinējs A. Zaiko.

**Nodokļu departamenta** dažādu maksājumu piedzinējs paziņo, ka 1931. g. 28. maijā, pulkst. 11 dienā, Rīgā, Puļkv. Briēža ielā Nē 3, pārdos vairāksolīšanā Kārļa Krūmiņa iekļāto kustamo mantu, novērtētu par Ls 14.000.— un sastāvošu no autobusa un darbnīcas mašīnām viņa dažādu nodokļa parāda segšanai. 4588z Rīgā, 1931. g. 21. maijā. Piedzinējs A. Upiņis.

**Nodokļu departamenta** dažādu maksājumu piedzinējs paziņo, ka 1931. g. 28. maijā, pulkst. 12 dienā, Rīgā, Avotu ielā Nē 2, dz. 36, pārdos vairāksolīšanā Dona Bērs kustamo mantu, novērtētu par Ls 231.— un sastāvošu no mēbeļiem, viņa dažādu nodokļa parāda segšanai. Rīgā, 1931. g. 21. maijā. 4625 Piedzinējs P. Zaķis.

**Nodokļu departamenta** dažādu maksājumu piedzinējs paziņo, ka 1931. g. 28. maijā, pulkst. 12 dienā, Rīgā, Blaumaņa ielā Nē 31, dz. 1, pārdos vairāksolīšanā Šmerka Kamenecka kustamo mantu, novērtētu par Ls 530.— un sastāvošu no manufaktūras precēm, viņa dažādu nodokļa parāda segšanai. Rīgā, 1931. g. 21. maijā. 4626 Piedzinējs P. Zaķis.

**Nodokļu departamenta** dažādu maksājumu piedzinējs paziņo, ka 1931. g. 28. maijā, pulkst. 11 dienā, Rīgā, Antonijas ielā Nē 14-a, dz. 13, pārdos vairāksolīšanā Michela Šenkmaņa kustamo mantu, novērtētu par Ls 657,99 un sastāvošu no pianino, viņa dažādu nodokļa parāda segšanai. Rīgā, 1931. g. 21. maijā. 4624 Piedzinējs K. Vimba.

**Šoseju un zemesceļu dep. 4. raj. inženieris Liepājā**

izdos 1931. g. 2. jūnijā, pulkst. 12 dienā, savā kancelejā, Ūlīcha ielā Nē 44 jautāj. izsolē 55, 45 mtr. gara koka tīta pārbrūvi pār Tošoles upi, Liepājas-Palanges l. šķ. cēla. Drošības nauda pie izsoles Ls 800.— Ar tuvākiem noteikumiem var iepazīties kancelejā parastā darba laikā. 4562z

**Rīgas prefektūra**

izsludina par nederīgām pases ir atņāstas un skaitās par derīgām: 1) Latvijas pasi ser. AK Nē 015241, no Rīgas pref. 1927. g. 18 okt. ar Anša Pūliņa v., ieviet. „Vald. Vēstn.“ 94. num. no š. g. 29. apr.; 2) Latvijas pasi ser. AL Nē 021527, no Rīgas pref. 1927. g. 10. nov. ar Kirīļa Aleksandrova v., ieviet. „Vald. Vēstn.“ 94. num. no š. g. 29. apr.; 3) Latvijas pasi ser. JN Nē 010383, no Viķu pag. 1930. g. 18. janv. ar Grigorija Nikolajeva v., ieviet. „Vald. Vēstn.“ 255. num. no 1930. g. 10. nov.

Pamāts: Rīgas prefektūras raksts no š. g. 2. 4., 5., 6., 7., 8., 9., 11., 12. un 13. maija ar Nē 3741. 4479b

**Rīgas prefektūras 11. iecirkņa priekšnieks** paziņo, ka 1931. g. 29. maijā, pulkst. 10 dienā, Tapēšu ielā Nē 4, pārdos otrreizējā vairāksolīšanā A.S. „Kļaviņš“ kļaviņu fabriksa piederošo ūģeļi, novērtētu par Ls 333,15, strādnieku apdrošin. parāda piedzišanai pēc Rīgas centrālās kopējās slimn. kases raksta Nē 4943.

**Rikojums.**

**Jeļgavas apriņķa priekšnieks** uzaicina visus Jeļgavas pilsētas viegļos ormaņus ierasties ar paņūgiem š. g. 6. jūnijā, pulkst. 10 uz gadskārtējo apskati Jeļgavā, Zemgales prosp. Nē 2, pie apriņķa policijas pārvaldes.

Neierašanās gadījumā anulēšu izdotās atļaujas. Nē 3232/L. Jeļgavā, 1931. g. 20. maijā.

**Jeļgavas apriņķa priekšnieks**

4545z Anšmits.

**Šoseju un zemes ceļu dep-ta 4. rajona inženieris Liepājā,**

Ūlīcha ielā Nē 44, 1931. g. 1. jūnijā, pulkst. 12.

**izdos rakstveida izsolē**

**šādu daudzumu dzelzsbetona cauruļu posmu izgatavošanu:**

Diametris	vidus posmi	gala posmi
30 cm	2000	700
45 "	500	180
60 "	400	150
80 "	150	75
100 "	150	70

Drošības nauda pie izsoles Ls 7500.— un pie līguma slēģšanas 200% apmērā no darba vērtības. Tuvāki noteikumi kancelejā Ūlīcha ielā Nē 44 parastā darba laikā. 4



# I. M. Skolu departaments

1931. g. 1. jūnijā, pulksten 10, būvniecības biroja telpās, Rīgā, Valdemāra ielā Nr. 36-a, III stāvā,

## izdos jauktā izsolē:

1) Tukuma valsts ģimnazijas un komercskolas internāta ēku remontdarbus. Drošības nauda Ls 360,—;

2) Jelgavas valsts II ģimnazijas māksas palieveņa būvdarbus. Jelgavas valsts skolotāju institūta sētas būves un ēku remontdarbus.

Jelgavas valsts I ģimnazijas ēku remontdarbus. Drošība Ls 1.100

Ar darbu aprakstiem un izsoles nosacījumiem var iepazīties Skolu departamenta būvniecības biroja telpās Rīgā, Valdemāra ielā Nr. 36-a, darba laikā, tālr. 93613. L 882 4630x

## Rīgas pilsētas valdes tirdzniecības nodaļa paziņo atklātai

### ka nāvigācijas atklāšanas un ūdens atbrīvošanas (erst offen Wasser „first open water)

termiņš šo gadu nolikts uz 18. maiju. L 874 4631

## Lauksaimniecības pārvalde

### izdos rakstveida sacensībā

1931. g. 1. jūnijā, plkst. 12 dienā, Lauksaimniecības pārvaldes mašīnu tehniskās nodaļas telpās

Bauskas, Valmieras, Jelgavas un Daugavpils labības elevatoru mašīnu un mehānisko ierīču piegādi.

Rakstveida piedāvājumi iesniedzami komisijai slēgtās aploksnēs ar uzrakstu „Uz elevatoru mašīnu piegādes sacensību”. Piem jābūt apmaksātiem ar zīmognodokli un klāt jābūt kvītei par 50% drošības naudas no piegādes vērtības iemaksu Latvijas bankā, vai jāpieliek Latvijas bankas garantija un jānodod izsoles komisijai līdz š. g. 1. jūnijam, plkst. 12 dienā. Tuvākas ziņas var dabūt un sacensības noteikumus var saņemt Lauksaimniecības pārvaldes mašīnu tehniskā nodaļā, Rīgā, Kalpa bulv. Nr. 6, istaba 3, ikdienas darba laikā, no 9—15. 4589x Lauksaimniecības pārvalde.

## Intendantūr. Valmieras noliktava izdos jauktā (rakstveida un mutv.) izsolē:

14,154 tonnas kaltētu rudzu pārstrādāšanu rupji maltos rudzu miltos, 16,— tonnas kaltētu miežu pārstrādāšanu putrainos un 7,— tonnas kaltētu miežu pārstrādāšanu grūbās.

Izsole notiks Intendantūras Valmieras noliktavas kancelejā, Valmierā, Stacijas ielā Nr. 41, š. g. 4. jūnijā, plkst. 12.

Rakstveida piedāvājumi slēgtās aploksnēs ar uzrakstu: „Uz rudzu un miežu pārstrādāšanas darbu izdošanu 1931. g. 4. jūnijā” un lūgumi (paziņojumi), dēļ piedalīšanās mutvārdū izsolē, nomak-sātī ar likumā paredzēto zīmognodokli, iesūtāmi vai nododami līdz izsoles dienai Intendantūras Valmieras noliktavas priekšniekam, Valmierā, Stacijas ielā Nr. 41, vai izsoles dienā — izsoles komisijai līdz pulksten 12.

Izsoles dalībniekiem pirms izsoles atklāšanas jāiemaksā noliktavas kasē izsoles nodrošinājums: uz rudziem un miežiem Ls 3,— no katras pārstrādājamās tonnas, kurū izsoles dalībnieks apņemas pārstrādāt.

Ar sīkākām izsoles nosacījumiem interesenti var iepazīties noliktavas kancelejā — darbdenās no pulksten 9—15. L 864 4628x

## 5. rajona inženieris,

Daugavpils, Šosejas ielā 63, š. g. 1. jūnijā, pulksten 10, izdos jauktā izsolē L 868

## 100 m gara „Prižu kalna“ izlabošanu

uz Zvidzānu kroga — Daugavas tilta III šķ. ceļa, pie Prižu mājām. Nodrošinājums Ls 175,—. Tuvākas ziņas kancelejā. 4629

Iekšlietu ministrijas pasu nodaļa izsludina par nederīgu nozaudēto Latvijas armēņu pasi Nr. 1815, izd. Latvijas konsulatā Šauļos, 1929. g. 10. janvārī ar Borucha Lufta vārdu. 4590z

Iekšlietu ministrijas pasu nodaļa izsludina par nederīgu nozaudēto Latvijas armēņu pasi Nr. 1590, izdotu Rīgā, 1927. g. 16. martā ar Fridas Frišenbruders vārdu. 4610z

Rīgas prefektūras ārējā nodaļa izsludina par nederīgu pieteiktu par nozaudētu autobusa vadīšanas apliecību Nr. A-590, izdotu no prefektūras 1930. g. 28. febr. Pēterim Lapinam. 4611z

Rīgas prefektūras ārējā nodaļa izsludina par nederīgu pieteiktu par nozaudētu profesionālās šķēras auto vadītāja apliecību Nr. 1677 izdotu no prefektūras 1927. g. 13. maijā Pēterim Lapinam. 4612z

Rīgas prefektūras 12. iecirkņa priekšnieks izsludina par nederīgu nozaudēto karaklausības apl. Nr. 50999, izd. 1927. g. 20. oktobrī no Rīgas kara apr. priekšnieka ar Jāņa Pēterā d. Lejnicks vārdu.

Nozaudēta un tāpēc skaitāma par nederīgu Rīgas galv. Pasta kantoņa 1930. g. 6. septembrī ar Nr. 860-N, izdotā kvīte par saņemto aizsūtīšanai pēc piederības ierakstīto vēstuli ar adresi Meri Aleksandrovna Hansen, Leningrad, Vasiljevski Ostrov, 10. līnija, Nr. 15, dz. 9. 4613b

Mērdzenes pag. valde izsludina par nederīgu šādas minētas nozaudētas kara klausības apliecības: 1) izd. no 5. Cēsu kājn. pulka kom-ŗa 1929. g. ar Nr. 8950, ar Jāņa Stepana d. Dudarevs v. un 2) izd. no 5. Cēsu kājn. pulka kom-ŗa 1927. g. Nr. 11918, ar Jēfima Daniela d. Anisimovs v.

Ēdoles pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto Latvijas iekšz. pasi CT Nr. 000833, izd. no šis pag. valdes 1930. g. 5. jūn. ar Jāņa Menca, arī Menc, vārdu.

Gauru pagasta valde, Jaunlat-gales apr., izsludina par nederīgu nozaudēto Latvijas iekšzemes pasi ser. PV Nr. 008955, ar reg. Nr. 2153, izdotu no Alūksnes policijas iecirkņa 1928. g. 13. nov. ar Pēterā Lekarevs v. 1984z

Jelgavas apriņķa policijas 3. iec. priekšnieks izsludina par nozau-d. šādus dokumentus: 1) Latvijas iekšzemes pasi ser. Nr. NT 009660, izd. 1928. g. 30. oktobrī ar Nr. 1860 no Ikšķiles pag. valdes ar Pēterā Gilučs vārdu un 2) karaklausības apliecību Nr. 341, izdotu 1928. g. 6. septembrī no 11. Dobeles kājn. pulka k-ŗa ar Pēterā Jāzēpa d. Giluča vārdu. 4547z

Jelgavas apr. polic. 5. iec. priekšnieks izsludina par nederīgiem, pieteiktus par zudu-šiem šādus dokumentus: 1) Lat-vijas iesz. pasi LK Nr. 024303, izd. no Aucē polic. iec. pr-ka 1927. g. 19. okt. ar Almas Jeger-manis vārdu un 2) Latvijas iekšz. pasi, izd. no Aucē polic. iec. pr-ka 1927. g. 23. sept. ar Malvīnes Klaviņš, dzim. Vēvers vārdu. 1247b

Jelgavas apr. pol. 5. iec. pr-ks izsludina par nederīgu nozaudēto zirga pasi S Nr. 22048, izdotu no Svētes pagasta valdes 1926. g. 12. janvārī ar Nr. 24 ar Kārļa Pimborā vārdu, bet vēlāk pār-gājusi Aleksandra Sabuļa īpašumā. 1972z

Kandavas pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto Latvijas pasi ser. PK Nr. 020471, izd. no Kandavas pag. valdes ar Marijas Liepiņš vārdu. 1863b

Kaunatas pag. valde izsludina par nederīgiem, šād. min. pie-teiktus par nozaudētiem doku-mentus: 1) iekšz. pasi (vecā parauga) Nr. 6305, izd. no Rē-zeknes apr. polic. 2. iec. pr-ka 1920. g. 5. nov. ar Francis Jāņa dēla Dzervāns vārdu; 2) zirga pasi Nr. 11126, izd. no Kaunatas pag. valdes 1926. g. 18. febr. Nr. 526, ar Andrivs Dāvida d. Larijonovs vārdu; un atsauc savu sludinājumu, ievietotu „Vald. Vēstn.” 223. num., no 1930. g. 2. okt., attiecībā uz kumelja reģistrācijas zīmes Nr. 195, izd. 1926. g. 26. martā no Kaunatas pag. valdes, ar Stanislava Tu-maša d. Zeimāls vārdu, pie pirkšanas pārrakstītu uz Jēzups I. Reinikons vārdu, nozaudēšanu, jo tā atrasta nebijāta un skaitās par derīgu. 1499b

Kalupes pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto personas pasi Nr. 3950, izd. no Kalupes pag. valdes 1922. g. 14. okt. ar Annas Seimāna m. Lazdan v.

Kokneses pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto zirga pasi Nr. 01628/428, izd. no Kok-neses pag. valdes 1926. g. 20. janv. ar Pēterim Zemītim piederšo zirgu, bēras spalvas, 148 cm augstu, pases izd. laikā 6 g. v.

Krāslavas pag. valde izsludina par nederīgiem kā nozaudētas šis valdes 1927. g. 25. nov. ser. JN Nr. 017631 ar Antona Stopuļa vārdu izdotu Latvijas pasi, un tās pašas valdes tam pašam Antonam Stopuļam iz-dotas zirga pases: 1 ser. 15301, reg. Nr. 801, 1926. g. 8. febr. un 11 ser. 39692, reg. Nr. 574, 1930. g. 23. jūlijā. 1718b

Krāslavas pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto Latvijas pasi ser. JZ Nr. 022703, izd. no Krāslavas pag. valdes 1929. g. 14. dec. ar reg. Nr. 5109 ar Jāzēpa Danileviča vārdu. 1865b

Kurmāles pagasta valde izslud. par nederīgu nozaudēto Latv. iekšz. pasi ser. AT Nr. 004120, izd. no Rīgas prefektūras 1928. g. 21. janvārī ar Ēvalda-Voldemāra Manfēlda vārdu. 1871z

Liepājas polic. 1 iec. priekš-nieks izsludina par nederīgu no-zaudēto kara klaus. apliecību Nr. 35615, izd. no Rīgas kara apr. pr-ka 1925. g. 23. nov. ar Aleksandra Pēterā d. Rozinš vārdu. 1714b

Liepājas-Aizputes apriņķa poli-cijas 1 iec. priekšnieks izsludina par nederīgu nozaudēto Latvijas iekšzemes pasi Nr. 251342, izdotu no Rīgas prefektūras pasu nodaļas 1925. g. 10. febr. ar Mikēļa Miķēļa d. Sprūde vārdu. 2201z

Lubānas pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto Latvijas iekšz. pasi Nr. 1945, ser. MV Nr. 006145, izd. no šās valdes 1928. g. 8. jūn. ar Ernesta Klaviņā vārdu. 1436b

Neretās pagasta valde izsludina par ned. nozau-d. Latv. iekšzemes pasi ser. KV Nr. 013200/400, izd. no šīs valdes 1927. g. 13. decembrī ar Otilijas Linipš vārdu. 3054z

Bērzaunes pagasta valde i slud. par ned. nozau-dēto Latvijas iekšzemes pasi ser. MT Nr. 001982, izd. 1927. g. 30. novembrī ar Nr. 81, no šis pagasta valdes ar Jura Krievkalna vārdu. 2203z

Jaunpils pagasta valde, Tukuma apr., izsludina par nederīgu no-zaudēto Latvijas iekšzemes pasi Nr. 640, ser. CV Nr. 010040, izdotu 1927. g. 15. novembrī no Jaun-pils, pagasta valdes ar Alberta Mozerta vārdu. 2204z

Liepājas-Aizputes apriņķa polic. 1 iecirkņa priekšnieks izsludina par nederīgu nozaudēto Latvijas iekšzemes pasi ser. ML Nr. 15879, izdotu no Pērkones pagasta v. 1930. g. 5. aprīlī ar Ilzes Štampelis vārdu. 2202z

Neretās pagasta valde izsludina par nederīgu nozaudēto Latvijas iekšzemes pasi AP Nr. 5306/278201 izdotu no Rīgas prefektūras 1927. g. 21. decembrī ar Margrie-tas Graudiņš, dzim. Neimanis vārdu. 1867z

Piedrujas pag. valde, Daugav-pils apr., izsludina par nederīgiem šādus dokumentus: 1) kumelju reģistrāc. zīmi Nr. 13, izd. no Piedrujas pag. valdes 1926. g. 6. jūn. ar Jāzēpa Boltruks vārdu; 2) kumelja reģistrāc. zīmi Nr. 437, izd. no Piedrujas pag. valdes 1928. g. 24. aug. ar Francis Škipors vārdu un pārrakstītu uz Stanislava Čunčuls v.; un 3) ku-melja reģistrāc. zīmi Nr. 165, izd. no Piedrujas pag. valdes 1926. g. 20. sept. ar Pāvels Pēterā d. Audjukičevs vārdu. 1501b

Priekules pagasta valde izslud. par nederīgu nozaudēto kumelja reģistrācijas zīmi Nr. 28, izdotu no šis pagasta valdes 1925. g. 16. decembrī ar Elizabetes Po-šiļes vārdu. 1872z

Rānķu pagasta valde izsludina par nederīgu nozaudēto kara-klausības apl. Nr. 18603, izdotu no Rīgas kara slimnīcas priekš-nieka 1926. g. 19. novembrī ar Pēterā Jāņa d. Stasjuļis v. 1868z

Rēznas pag. valde, Rēzeknes apr., izsludina par nederīgu no-zaudēto iekšz. pasi Nr. 3474, izd. 1922. g. no Gauru pag. valdes ar Stepanīdas Jēgora m. Trjapkins vārdu. 1862b

Susējas pagasta valde izsludina par nederīgu nozaudēto Latvijas iekšzemes pasi Nr. 40 ser. KL 008840, izdotu no šis pagasta valdes 1927. g. 9. decembrī ar Antona Dronka vārdu. 1866z

Tukuma-Talsu apriņķu policijas 1 iecirkņa priekšnieks izsludina par nederīgu nozaudēto Latv. iekšzemes pasi ser. CV Nr. 002962, reg. Nr. 2940, izd. no Tukuma-Talsu apr. policijas 1. iecirkņa 1928. g. 18. febr. ar Trīnes Jākobsons, dzim. Kopšteins, v.

Valkas apr. policijas 3 iecirkņa priekšnieks izsludina par nederīgu nozaudēto Latvijas pasi PV Nr. 006503, izd. no Bejas pagasta valdes 1928. g. 28. jūlijā ar Friča Zomerovskis vārdu. 1975z

Ventspils apriņķa priekšnieks izsludina par nederīgu nozaudēto Latvijas iekšzemes pasi CZ Nr. 003310, izdotu no Ventspils pi-lsētas policijas priekšnieka 1927. g. 29. novembrī ar Veronikas Neil-lands vārdu. 1973z

Vestienas pagasta valde izslud. par ned. nozau-dēto Latv. iekšz. pasi Nr. 45 ser. MT Nr. 014645, izd. 1927. g. 2. novembrī no Vietal-vas pag. valdes ar Jakovļevs Marksa vārdu, un tādu pašu pasi ar Nr. 825, izdotu 1928. g. 6. aprīlī no Vestienas pagasta valdes ar Kārļa Prusaka vārdu. 1988z

Zebrenes pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto Vācu okupācijas laika Ostpaši ar Zoļas Pastars, dzim. Strods, vārdu (pases izdošanas vieta, laiks un datums nezināmi). 1502b

## Dažādi sludinājumi.

### Akc. sab. Michails Kuzņecovs

### valde uzaicina akcionārus uz kārtēju vispārēju sapulci

š. g. 11. jūnijā, plkst. 5 pēc pusd., sabiedrības valdes telpās, Rīgā, mazā Jaunielā Nr. 2.

Dienas kārtība: 1) Sapulces amatu personu vēlēšanas. 2) 1930. g. pārskata un bilances caurskatīšana un pieņemšana līdz ar revīzijas komisijas ziņojumu. 3) 1931. g. izdevumu budžets. 4) Vēlēšanas. 5) Dažādi jautājumi un priekšlikumi. 4607z Valde

## Kuģniecības akciju sabiedrība „Banga” Liepājā

### Bilance 1930. g. 31. decembrī.

Aktīvs	Ls.	Pasīvs	Ls.
Kasē	445,48	Akciju kapitāls	150 000,—
Tekoši rēķini bankās.	72 766,95	Rezerves kapitāls	5 474,—
Tvaikoņa „Bartava” vērtība	126 826,87	Tvaikoņa amortizācija	15 219,32
Dēbitori	4 372,31	Kreditori	19 903,78
Dažādi krājumi	2 765,21	Nodokļi	4 544,—
Kapt. saimniecības vērtības	2 769,48	Peļņa	18 481,66
Pārejošas summas.	3 676,34		
	Ls 213 622,64		Ls 213 622,64

### Peļņas un zaudējumu konts.

Zaudēts	Ls.	Pelnīts	Ls.
Nofraktēšanas,ostu un loču nodevas, ap-drošināšanas izde-vumi	168 201,52	Frakts	281 356,36
Saimniecības izdevumi priekš kuģa klāja un mašīnas	33 588,82	Augļi	702,74
Algas, uzturs, ārsts un zāles priekš kuģa komandas	45 605,32		
Kuģa remontu un ap-skates	15 083,02		
Tekoši izdevumi	1 028,61		
Zaudēts uz kursiem.	70,15		
Peļņa	18 481,66		
	Ls 282 059,10		Ls 282 059,10

## Vinrūpnieku paju sabiedrības

### Rīgā, Artilērijas ielā Nr. 5, Bilance 1931. gada 1. janvārī.

Aktīvs	Ls.	Pasīvs	Ls.
Inventārs	20 550,76	Paju kapitāls	60 000,—
Telpu ierīkošana	968,54	Rezerves kapitāls	1 152,—
Nākošā gada izdevumi	541,90	Amortizācija	8 523,35
Kasē	574,98	Kreditori	15 209,97
Tekoši rēķini kredit-iestādēs	1 028,97	Neizmaksāta dividende	223,25
saņemšanas vekseli.	6 149,23		
Vērtspapīri	750,—		
Dēbitori	16 482,72		
Preces	41 181,16	Peļņa	3 119,69
	Ls 88 228,26		Ls 88 228,26

### Peļņas un zaudējumu konts.

Zaudējums	Ls.	Peļņa	Ls.
Algas un ataigojumi	7 683,54	Ienākumi no preču pārdošanas	19 231,78
Tekoši izdevumi	3 242,55	Procenti	107,52
Nodokļi	3 137,98	Dažādi ienākumi	205,15
Apdrošināšana	346,57		
Procenti	1 023,93		
Dažādi izdevumi un zaudējumi	990,19		
	Ls 16 424,76		
Tīra peļņa	3 119,69		
	Ls 19 544,45		Ls 19 544,45

Dividendi izmaksā ar 15 maiju sākot sabiedrības telpās Rīgā, Artilērijas ielā Nr. 5. 4604z Valde

## Akc. sab. „ISTRA”

### vispār. pilnu biedru sapulci

kas notiks Rīgā, Kaļķu ielā 35. Dienas kārtība:

- 1) Sapulces darbinieku vēlēšana.
- 2) 1930. g. darbības pārskata apstiprināšana un peļņas sadalīšana.
- 3) 1931. gada izdevumu budžets.
- 4) Nekustama īpašuma iegūšana un iekļāšana.
- 5) Valdes un revīzijas komisijas locekļu vēlēšana.
- 6) Tekošas darīšanas.

### Latvijas kuģu īpašnieku savienība

uzaicina savus biedrus uz pilnu gada sapulci,

kas notiks š. g. 6. jūnijā, plkst. 13, savienības telpās, Rīgā, L. Biskapa ielā Nr. 1, ar šādu

dienas kārtību:

- 1) Sapulces amatu personu vēlēšanas.
- 2) Pagājušās pilnās sapulces protokola pieņemšana.
- 3) 1930. g. darbības pārskata pieņemšana.
- 4) Revīzijas komisijas ziņojums.
- 5) Budžets 1931. gadam.
- 6) Vēlēšanas.

Ja šajā sapulcē neieradīsies statūtos paredzētais biedru skaits, tad nākošā pilna sapulce notiks š. g. 20. jūnijā tajā pašā vietā un laikā un ar to pašu dienas kārtību un būs pilntiesīga izņemtiem dienās kārtībā minētos jautājumu, neskatoties uz ieradušos biedru skaitu. 4603z Valde

### Finieru un koku apstrādāšanas fabrikas akciju sabiedrības „PROGRESS”

valde uzaicina akcionārus uz kārtēju pilnu akcionāru sapulci š. g. 15. jūnijā, plkst. 19, Rīgā, Ganību dambī Nr. 21c.

Dienas kārtība:

- 1) Valdes un revīzijas komisijas ziņojumi.
- 2) 1930. g. darbības pārskata un bilances caurskatīšana un apstiprināšana.
- 3) Vēlēšanas.
- 4) Dažādi jautājumi.

4602z Valde

### Mārsnēnu pagasta valde izslud. par ned. nozau-ēto Latvijas iekšzemes pasi ser. CL Nr. 003632, izd. no Mārsnēnu pagasta valdes 1929. g. 19. oktobrī ar Nr. 1032 ar Annas Ozols, dzim. Skujņis v.